

SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES

2026-2036

Projet de schéma,
adoption à venir en 2026

Mot du préfet



C'est avec une immense fierté que je vous présente, au nom des maires des 18 municipalités de notre belle région, la version révisée de notre schéma de couverture de risques en sécurité incendie. Depuis l'adoption de notre précédent plan, en 2018, nous avons parcouru beaucoup de chemin pour vous assurer une protection optimale. Ce document n'est pas qu'administratif, il reflète notre volonté constante d'accroître l'efficacité de nos brigades sur tout le territoire.

Cette réalisation est le fruit d'une collaboration sincère avec tous nos partenaires du milieu. Au cours de cette aventure, nous avons pu constater la passion et le dévouement qui animent nos intervenants, lesquels ont toujours à cœur la sécurité de leurs concitoyens. Ce nouveau schéma devient aujourd'hui la pierre angulaire de nos actions, nous confirmant que nous marchons dans la bonne direction pour protéger les vies et les biens.

Ce projet arrive à point avec l'énergie renouvelée de nos maires élus en 2025. Cette nouvelle mouture nous propose une vision régionale forte, où le travail d'équipe devient le moteur essentiel pour atteindre notre véritable mission : planifier et optimiser la protection des personnes sur l'ensemble de notre territoire. C'est en unissant nos forces que nous réussissons à mieux évaluer les risques et à organiser nos interventions pour assurer une efficacité maximale de nos services d'urgence. Cette solidarité nouvelle est la clé d'un territoire toujours plus sécuritaire.

En terminant, je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance envers l'ensemble des partenaires ayant pris part à cette révision. Je ne peux passer sous silence le travail rigoureux et le professionnalisme de nos équipes de direction et de nos services administratifs. Je tiens également à saluer l'apport indispensable des membres des différents comités qui, par leurs analyses et leur expertise, ont permis de bâtir une stratégie solide et adaptée à notre réalité. C'est grâce à leur dévouement et à leur souci du détail que nous avons pu mener à bien ce projet d'envergure pour le bien-être et la sécurité de tous nos concitoyens.

Mario Alain
Préfet de la MRC de Portneuf et
maire de la Ville de Portneuf

MOT DU COMITÉ AVISEUR DES DIRECTEURS DES SERVICES DE SÉCURITÉ INCENDIE

Les membres du comité aviseur technique ainsi que l'ensemble des directeurs des services de sécurité incendie (SSI) des municipalités et des villes de la MRC de Portneuf ont joint leurs expertises, de concert avec la MRC, afin de présenter ce troisième schéma de couverture de risques (SCRSI) de la MRC de Portneuf. C'est par une forte adhésion et un engagement envers une sécurité incendie améliorée et toujours à l'affût des nouvelles pratiques, tant à l'échelle provinciale que régionale, que nous poursuivrons nos efforts dans le but de servir, de protéger et d'informer la population, et ce, en cohérence avec nos valeurs et pour les années à venir.

Notons qu'un important travail fut réalisé par chacun des SSI, depuis la mise en place du premier SCRSI, en 2009. Avec ce nouveau schéma, nous continuons d'enchaîner les actions dans le but d'atteindre les objectifs provenant des *Orientations ministérielles* du ministre de la Sécurité publique (MSP) ainsi que de la Loi sur la sécurité incendie (LSI). Chaque service de sécurité incendie déploie localement les actions municipales et travaille, en étroite collaboration, avec l'ensemble des partenaires pour les actions régionales.

Assurément, que ce soit par l'analyse des risques, la prévention, l'intervention ou le rétablissement les équipes œuvrent quotidiennement pour atteindre les standards établis et assurer une sécurité optimale à tous les citoyens de la MRC.

Claude Langlois SSI Neuville	Claude Langlois SSI Donnacona	Vincent Couvrette SSI Pont-Rouge
Francis Perron SSI RÉPPI	Éric Genois SSI Saint-Raymond	Cédric Plamondon SSI Saint-Basile
Richard Thibault SSI Saint-Marc	Richard Thibault SSI Saint-Alban	Patrick Auger SSI Saint-Casimir
Patrick Auger SSI Saint-Thuribe	Serge Auger SSI Saint-Ubalde	Pascal Martel SSI Rivière-à-Pierre



PRÉPARATION DU SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ INCENDIE (SCRSI) RÉVISÉ

Ce SCRSI a été élaboré par la MRC de Portneuf en conformité avec la LSI (L.R.Q., c. S-3.4), les *Orientations en matière de sécurité incendie* du MSP et en s'inspirant du canevas de travail proposé par le ministère de la Sécurité publique.

Ce document a été préparé par le comité de sécurité incendie (CSI) de la MRC de Portneuf en collaboration avec le comité aviseur technique des services de sécurité incendie (CATSSI) et avec l'appui du personnel administratif ainsi que du conseil de la MRC de Portneuf.

Membres du conseil de la MRC de Portneuf :

Mario Alain	Préfet de la MRC et maire de Portneuf
Lise Baillargeon	Mairesse de Saint-Casimir
Yves Bédard	Maire de Lac-Sergent
Dany Bisson	Maire de Pont-Rouge
Daniel Cauchon	Maire de Rivière-à-Pierre
Cédric Champagne	Maire de Saint-Léonard-de-Portneuf
Alexandre Dostie	Maire de Saint-Basile
Claude Duplain	Maire de Saint-Raymond
Claire Dussault	Mairesse de Saint-Marc-des-Carrières
Guy Germain	Maire de Saint-Ubalde
Guy Lachance	Maire de Saint-Thuribe
Tommy Lefebvre	Maire de Cap-Santé
Jean-Claude Léveillée	Maire de Donnacona
Raymond Morissette	Maire de Saint-Alban
Sylvain Ouimet	Maire de Deschambault-Grondines
Pierre Rivard	Maire de Saint-Gilbert
Simon Sheehy	Préfet suppléant de la MRC et maire de Neuville

Membres du comité de sécurité incendie (CSI) :

Mario Alain	Préfet de la MRC et maire de Portneuf
Lise Baillargeon	Mairesse de Saint-Casimir
Alexandre Dostie	Maire de Saint-Basile
Claude Duplain	Maire de Saint-Raymond
Josée Frenette	Directrice générale et greffière-trésorière de la MRC
Guy Germain	Maire de Saint-Ubalde
Jean-Claude Léveillée	Maire de Donnacona
Sylvain Ouimet	Maire de Deschambault-Grondines (représentant de la RÉPPI)

Membres du comité aviseur technique des services de sécurité incendie :

Patrick Auger	Directeur SSI de Saint-Casimir et de Saint-Thuribe
Vincent Couvrette	Directeur SSI de Pont-Rouge
Éric Genois	Directeur SSI de Saint-Raymond
Claude Langlois	Directeur SSI de Donnacona et de Neuville

Direction de la MRC de Portneuf :

Cindy Beauchemin	Greffière-trésorière adjointe
Josée Frenette	Directrice générale et greffière-trésorière
Jean Lessard	Directeur du Service de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme
Sébastien Moisan	Directeur des services techniques du Service de l'évaluation
Edison Sierra	Directeur adjoint du Service de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme
Marie Simard Dufour	Directrice du développement du territoire et de l'économie
Valérie Veillette	Directrice des finances et coordonnatrice en sécurité publique

Cartographie :

Maxime Genest	Cartographe-géomaticien
Francis Mathon	Coordonnateur de la géomatique

Visuel et correction :

Lina Trudel	Secrétaire-réceptionniste

Cadre légal :

Claude Langlois	Directeur SSI de Donnacona et de Neuville

La MRC de Portneuf tient à remercier, particulièrement, monsieur Claude Langlois pour sa grande implication, les directions générales des municipalités, les directeurs des SSI et toutes les personnes qui ont participé de près ou de loin à l'élaboration de la présente révision du schéma de couverture de risques en sécurité incendie.

Table des matières

VISION **19**
1 INTRODUCTION **20**
2 MISE EN CONTEXTE **21**
3 PRÉSENTATION DU TERRITOIRE DE LA MRC DE PORTNEUF **31**
4 OBJECTIF 1 : CONNAÎTRE LES RISQUES D'INCENDIE **35**
5 OBJECTIF 2 : PRÉVENIR LES INCENDIES (PRIORITÉ) **41**
5.1 L'évaluation et l'analyse des incidents 43
5.2 La réglementation municipale en sécurité incendie 45
5.3 L'installation et la vérification du fonctionnement des avertisseurs de fumée .. 47
5.4 Le programme d'inspection des bâtiments à risques moyens, élevés et très élevés 49
5.5 Le programme d'activités de sensibilisation du public 50
5.6 Les mesures d'autoprotection 52
5.7 Évaluation des mesures de prévention 54
5.8 Développement du territoire 55
6 OBJECTIF 3 : INTERVENIR LORS D'INCENDIES DE BÂTIMENTS DE RISQUE FAIBLE **58**
6.1 L'acheminement des ressources 59
6.2 L'approvisionnement en eau 64
6.2.1 Les réseaux d'aqueduc municipaux 65
6.2.2 Les points d'eau 67
6.3 Les équipements d'intervention 69
6.3.1 Les casernes 69
6.3.2 Les véhicules d'intervention 71
6.3.3 Les équipements et les accessoires d'intervention ou de protection 75
6.4 Le personnel d'intervention 77
6.4.1 Le nombre de pompiers 77
6.4.2 La disponibilité des pompiers 79
6.4.3 La formation, l'entraînement et la santé et la sécurité au travail 81
6.5 La force de frappe 83
6.6 Le temps de réponse 84
6.7 Temps de mobilisation 85
6.8 Temps de déplacement 86
6.9 Modulation de la force de frappe pour répondre à une alerte d'un système d'alarme incendie 90
6.10 Secteur avec contrainte d'intervention efficace 92
6.11 Centre secondaire de communications d'urgence incendie 93
7 OBJECTIF 4 : INTERVENIR LORS D'INCENDIES DE BÂTIMENTS DE RISQUES MOYEN, ÉLEVÉ ET TRÈS ÉLEVÉ **95**
7.1 La force de frappe et le temps de réponse 95
7.2 L'acheminement des ressources 96
7.3 Les plans d'intervention 97
8 OBJECTIF 5 : INTERVENIR LORS DES AUTRES RISQUES DE SINISTRES OU D'ACCIDENTS **101**
9 OBJECTIF 6 : OPTIMISER L'INTERVENTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ INCENDIE **104**
10 OBJECTIF 7 : COORDONNER LA SÉCURITÉ INCENDIE AU PALIER RÉGIONAL **108**
11 OBJECTIF 8 : ARRIMER LES DIFFÉRENTES RESSOURCES D'INTERVENTION **112**
12 LES PLANS DE MISE EN OEUVRE **113**
13 LES RESSOURCES FINANCIÈRES **122**
14 CONSULTATIONS PUBLIQUES **123**
15 CONCLUSION **124**

TABLEAUX

Tableau 1 : Processus d'établissement d'un projet de SCRSI 27
Tableau 1-A : Processus d'entrée en vigueur d'un SCRSI 28
Tableau 2 : Profil des municipalités de la MRC de Portneuf 32
Tableau 3 : Classification des risques d'incendie 36
Tableau 4 : Classement des risques 38
Tableau 5 : Évolution du nombre de risque pour l'ensemble du territoire de la MRC 39
Tableau 6 : Responsabilités – programmes de prévention 42
Tableau 7 : Répartition des techniciens en prévention incendie sur le territoire de la MRC de Portneuf 50
Tableau 8 : Ententes intermunicipales en vigueur 63
Tableau 9 : Réseaux d'aqueduc municipaux[3] 66
Tableau 10: Points d'eau actuels (si applicable) 68
Tableau 11 : Emplacement et description des casernes 70
Tableau 12 : Caractéristiques des véhicules d'intervention des SSI 73
Tableau 13 : Nombre d'officiers et de pompiers 78
Tableau 14 : Disponibilité et temps de mobilisation, en minute, des effectifs 80
Tableau 15 : Desserte incendie par municipalité et protocoles de déploiement à l'appel initial en vigueur 89
Tableau 16 : Autres domaines d'intervention des SSI 102
Tableau 17 : Budget annuel des SSI 122
Tableau 18 : Coûts des actions prévues aux plans de mise en œuvre du SCRSI (non inclus aux budgets des SSI) 122

FIGURES

Figure1 : Le modèle de gestion des risques incendie du ministère de la Sécurité publique 24
Figure 2 : Carte MRC de Portneuf et ses agglomérations contiguës 31
Figure 3 : MRC de Portneuf, 2025 32
Figure 4 : Nombre de pompiers requis selon le secteur d'intervention 58
Figure 5 : Quantité d'eau déployée à l'appel initial selon la conformité du réseau d'aqueduc 59
Figure 6 : Véhicule d'intervention requis selon la conformité du réseau d'aqueduc 59
Figure 7 : Représentation du temps de réponse 85
Figure 8 : Le temps de mobilisation 86
Figure 9 : Le temps de déplacement 87
Figure 10 : Synthèse de la démarche d'optimisation 105

NOTA BENE : Dans le présent document, le masculin désigne à la fois les hommes et les femmes. Cette forme a été privilégiée pour alléger le texte.

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET SYMBOLES

AR	Autorité régionale
CAU	Centre d'appels d'urgence
CAUCA	Centrale d'appels d'urgence Chaudière-Appalaches
CBCS	Chapitre Bâtiment du Code de sécurité (Québec)
cm	Centimètre
CDSSI	Comité directeur des services de sécurité incendie (technique)
CLR	Centrale d'appels d'urgence (Shawinigan)
CNB	Code national du bâtiment (Québec)
CNESST	Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
CNPI	Code national de prévention des incendies (Canada)
CSI	Comité de sécurité incendie (régional)
CSCU	Centre secondaire de communications d'urgence - incendie
CPI	Comité de prévention incendie (technique)
$	Dollar canadien
ENPQ	École nationale des pompiers du Québec
gal Imp	Gallon impérial
gal Imp/min	Gallon impérial par minute
GDO	Guide des opérations du ministère de la Sécurité publique, édition 2023
hab./km²	Habitant(e) au kilomètre carré
km	Kilomètre
km²	Kilomètre carré
km/h	Kilomètre par heure
kPa	Kilopascal
l	Litre
l/min	Litre par minute
LSI	Loi sur la sécurité incendie
psi	Livre par pouce carré
MAMH	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
MRC	Municipalité régionale de comté
MSP	Ministère de la Sécurité publique
MTQ	Ministère des Transports du Québec
NFPA	National Fire Protection Association
NFPA 25	Norme relative au contrôle, à l'essai et à la maintenance des systèmes de protection contre l'incendie à base d'eau
NFPA 291	Pratique recommandée pour les tests de débit d'eau et le marquage des bouches d'incendie (recommended practice for fire flow testing and marking of hydrants)
NFPA 1006	Norme de qualifications professionnelles pour sauveteurs techniques
NFPA 1142	Norme sur l'approvisionnement en eau pour la lutte contre l'incendie en milieux semi-urbain et rural
NFPA 1500	Norme relative au programme de santé et de sécurité du travail dans les services incendie

ONU	Officier non urbain
PMO	Plan de mise en œuvre
%	Pourcentage
PI	Plan d'intervention (À noter que d'autres termes peuvent être utilisés pour référer à ce type de documents en fonction des organisations)
PR	Premier répondant
PU	Périmètre d'urbanisation
RCCI	Recherche des causes et des circonstances d'un incendie
SAAQ	Société de l'assurance automobile du Québec
SCRSI	Schéma de couverture de risques en matière de sécurité incendie
S. O.	Sans objet
SSI	Service de sécurité incendie et régie intermunicipale en sécurité incendie
SST	Santé et sécurité au travail
TAP	Technicien ambulancier paramédic
TPI	Technicien en prévention incendie
ULC	Laboratoires des assureurs du Canada (Underwriters Laboratories of Canada)

DÉFINITIONS

Alertes subséquentes	Répartition de ressources additionnelles des services de sécurité incendie, effectuée par le CSCU incendie, à la demande du responsable de l'intervention sur le lieu d'une intervention, et ce, en fonction du protocole de déploiement établi. (*Source : Orientations du MSP*)
Approvisionnement en eau	Transport de l'eau vers le lieu d'une intervention à partir d'une source d'eau, d'un point d'eau ou du poteau d'incendie le plus près. (*Source : MSP*)
Appel initial	Première répartition des ressources des services de sécurité incendie effectuée par le CSCU incendie sur le lieu d'une intervention en fonction du protocole de déploiement établi. (*Source : Orientations du MSP*)
Autorité responsable	Réfère à l'autorité responsable de l'application des actions découlant de la planification des activités de prévention et d'intervention. Il peut s'agir de l'autorité locale ou, selon les modalités d'une entente, d'une autorité locale voisine, d'une autorité régionale, d'une régie intermunicipale incendie ou de la MRC (*Source : Orientations du MSP*)
Autorité locale (Aussi nommée « autorité de la municipalité locale »)	L'autorité locale est constituée de la municipalité locale et, dans certains cas, de l'arrondissement ou de l'agglomération ou d'une régie. (*Source : MAMH*)
Autorité régionale (Aussi nommée « autorité supralocale »)	Comprend les municipalités régionales de comté ainsi que les municipalités qui exercent certaines compétences de MRC, dont l'élaboration du schéma de couverture de risques en sécurité incendie. (*Source : MAMH*)
Autres sinistres	Toute situation d'urgence, autre que l'incendie de bâtiment, nécessitant le déploiement des ressources des services de sécurité incendie. (*Source : Orientations du MSP*)
Centre d'urgence 9-1-1	Centre qui reçoit les appels qui requièrent une ou plusieurs interventions d'urgence. Il détermine, pour chaque appel, la nature de l'urgence et le transmet, avec les coordonnées de l'appelant, au centre secondaire de communications d'urgence approprié. (*Source : Article 52.1 de la Loi sur la sécurité civile*)

Centre secondaire de communications d'urgence (CSCU) incendie	Un centre secondaire de communications d'urgence incendie est un centre de répartition d'un service incendie. (*Source : Orientations du MSP*)
Conditions normales	Aux fins du processus de vérification de l'atteinte de l'objectif d'intervention, il est prévu qu'une intervention se déroule dans des conditions normales lorsqu'elle n'est pas influencée par des paramètres ne pouvant être contrôlés et améliorés par l'autorité responsable de l'intervention. À titre d'exemple, les interventions présentant l'un des paramètres suivants ne se déroulent pas dans des conditions normales : conditions météorologiques extrêmes, zones de travaux ponctuelles ou non diffusées, congestion routière occasionnée par un événement imprévu comme un accident de la route, non-disponibilité d'une ressource en raison d'un événement exceptionnel. (*Source : Orientations du MSP*)
Coordination	Processus, habituellement confié à une personne ou à une instance, visant à structurer la collaboration, la concertation et la liaison entre les différents acteurs, dans le but de rendre plus efficace la réalisation d'un projet commun. (*Source : Orientations du MSP*)
Coordonnateur en sécurité incendie	Responsable de piloter la démarche d'établissement du schéma de couverture de risques et de soutenir sa mise en œuvre pour l'ensemble des municipalités. Principale personne-ressource au sein de l'autorité régionale pour toutes les activités de planification, d'organisation, de vérification et d'évaluation liées à la sécurité incendie. (*Source : Orientations du MSP*)
Délai d'intervention	Durée écoulée entre la détection et le moment où les pompiers appliquent l'agent extincteur. (*Source : GDO, MSP 2023*)
Délégation de compétence	Permet à une municipalité de transférer à une autre municipalité locale ou à la MRC, dont le territoire comprend le sien, tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'objet de l'entente. Contrairement à la fourniture de service, la municipalité qui délègue sa compétence n'a plus le pouvoir d'intervenir sur son territoire relativement à l'objet de l'entente. (*Source : MAMH*)

Entraide intermunicipale	Se rapporte uniquement aux ententes d'assistance à l'appel initial ou en deuxième intervention (renfort) ainsi qu'aux interventions effectuées au moyen de l'entraide ponctuelle.
Force de frappe	Se compose des pompiers et des officiers affectés aux opérations de sauvetage et d'extinction de l'incendie, des débits d'eau nécessaires ainsi que des véhicules d'intervention destinés au pompage et au transport de l'eau requis à l'appel initial. Elle ne comprend pas les pompiers et les véhicules affectés à l'approvisionnement en eau. (*Source : Orientations du MSP*)
Force de frappe appropriée	Se compose des pompiers et des officiers affectés aux opérations de sauvetage et d'extinction de l'incendie, des débits d'eau nécessaires ainsi que des équipements d'intervention, dont plus particulièrement ceux destinés au pompage et au transport de l'eau. Cette force de frappe est spécifique aux bâtiments de risques moyens, élevés et très élevés, mobilisée et déployée à l'appel initial et applicable dans tous les cas, sauf ceux permettant l'emploi de la force de frappe modulée. La composition de la force de frappe appropriée est déterminée par l'autorité responsable de l'intervention conformément à l'objectif 4. (*Source : Orientations du MSP*)
Force de frappe complète	Se compose des pompiers et des officiers affectés aux opérations de sauvetage et d'extinction de l'incendie, des débits d'eau nécessaires ainsi que des équipements d'intervention, dont plus particulièrement ceux destinés au pompage et au transport de l'eau. Cette force de frappe est spécifique aux bâtiments de risque faible, mobilisée et déployée à l'appel initial et applicable dans tous les cas, sauf ceux permettant l'emploi de la force de frappe réduite ou modulée. (*Source : Orientations du MSP*)
Force de frappe réduite	Exception à la force de frappe complète, d'un bâtiment de risque faible, qui peut s'appliquer pour une intervention en l'absence d'un réseau d'aqueduc conforme pour permettre l'affectation de ressources à l'approvisionnement en eau. Elle peut également s'appliquer aux municipalités de moins de 25 000 habitants. (*Source : Orientations du MSP*)

Force de frappe requise	Se dit d'une force de frappe complète, réduite, appropriée ou modulée selon l'exigence prévue aux présentes Orientations. (*Source : Orientations du MSP*)
Fourniture de services	Une des municipalités parties à l'entente reçoit le mandat de fournir un service à une ou plusieurs municipalités et d'assumer la responsabilité de son organisation et de son fonctionnement. (*Source : MAMH*)
Incendie	Feu qui menace un bâtiment de risque faible, moyen, élevé ou très élevé et pour lequel le déploiement de la force de frappe prévue aux présentes Orientations est requis. Sont assimilés à un incendie la fumée ou un dégagement de chaleur anormal d'origine inconnue qui fait craindre qu'une ignition ou qu'un embrassement est en cours ou pourrait survenir dans un bâtiment. Ceci exclut un feu qui ne menace pas un bâtiment de risque faible, moyen, élevé ou très élevé (p. ex. : feu de végétation, feu de véhicules, feu de poubelles) (*Source : Orientations du MSP*)
Interopérabilité	Capacité que possèdent des équipements, notamment des systèmes de communications, à fonctionner conjointement. (*Source : Orientations du MSP*)
Intervention	Déploiement de la force de frappe ou des ressources requises sur les lieux d'une situation d'urgence dans le respect des protocoles issus du processus de planification en sécurité incendie. Aux fins des présentes Orientations, l'intervention doit faire l'objet, dans les cas requis, d'une démarche d'optimisation pour obtenir le meilleur temps de réponse possible. (*Source : Orientations du MSP*)
Lieu d'intervention	Correspond à l'endroit précis d'une propriété (partie d'un terrain ou d'un bâtiment) où le service de service incendie doit intervenir pour procéder à des activités d'extinction et de sauvetage. Correspond également à l'endroit où les pompiers doivent intervenir lors d'un autre type de sinistre ou d'un accident (p. ex. : accident de la route, endroit où se trouve une victime à secourir). (*Source : Orientations du MSP*)
Maintien des compétences	Assurer, en continu, la capacité à utiliser et à mettre à jour les connaissances fondamentales et les habiletés nécessaires à l'exécution des

	fonctions et des tâches liées au travail confié. Requiert la mise en place d'une programmation d'activités de formation, d'apprentissage, d'exercice et d'évaluation. (*Source : Orientations du MSP*)
Mobiliser	Action de se rendre à une caserne pour récupérer les équipements et les véhicules d'intervention. (*Source : Orientations du MSP*)
Modulation de la force de frappe	Déploiement partiel de la force de frappe requise pour répondre à une alerte provenant d'un système d'alarme incendie transmis par une centrale de télésurveillance, et ce, en l'absence de toute autre indication de la présence d'un incendie. (*Source : Orientations du MSP*)
Optimisation	Résultat de la démarche qui consiste à planifier l'intervention de la force de frappe requise sur les lieux d'un incendie, à partir des ressources les plus rapides disponibles sur le territoire, et ce, sans tenir compte des limites administratives. (*Source : Orientations du MSP*)
Périmètre urbain (PU)	Correspond au périmètre d'urbanisation prévu à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1). (*Source : Orientations du MSP*)
Point d'eau	Infrastructure permanente comprenant une connexion à une source d'eau non pressurisée, permettant aux équipements d'intervention incendie un branchement direct et dont l'approvisionnement de l'eau se fait par succion. Les points d'eau sont accessibles à l'année et constituent une source d'approvisionnement en eau utile pour la sécurité incendie au sens de l'article 10 de la loi. (*Source : Orientations du MSP*)
Pompier en garde externe	Est considéré comme un pompier en garde externe celui qui est disponible pour répondre obligatoirement à un appel d'urgence pendant une période définie. Pendant cette période de disponibilité, le pompier en garde externe doit se trouver à l'intérieur d'une distance définie de la caserne afin de garantir le temps de mobilisation prévu. Ces modalités doivent être définies par le service de sécurité incendie. (*Source : Orientations du MSP*)
Pompier en garde interne	Est considéré comme un pompier en garde interne celui qui doit être présent à la caserne

	pendant sa période de disponibilité pour répondre obligatoirement à un appel d'urgence. Un pompier en garde interne doit demeurer à proximité immédiate de la caserne pendant la totalité de sa période de garde. Peut être également considéré comme en garde interne une équipe de quatre pompiers (y compris un officier) qui, à l'aide d'un véhicule d'intervention de type autopompe, effectue des activités de prévention prévues au schéma de couverture de risques à l'extérieur de la caserne, à condition que celle-ci soit en mesure de répondre à un appel d'urgence à l'intérieur du temps de réponse établi. (*Source : Orientations du MSP*)
Pompier à temps partiel	Pompier qui remplace un pompier permanent pour une courte période (ex. : remplacement de vacances). Il effectue de façon régulière ou épisodique des périodes de garde en caserne avec un nombre d'heures de garde inférieur à celui d'un pompier à temps plein et est rémunéré pour des périodes de garde sur le territoire. Dans le cas où un service incendie n'embauche aucun pompier permanent, le pompier à temps partiel n'effectue aucune garde interne ou externe et répond aux appels du service de sécurité incendie ou d'un centre secondaire d'appels d'urgence selon les disponibilités. Les appels sont transmis notamment par radio, par téléphone, par cellulaire ou par téléavertisseur. Le pompier à temps partiel est rémunéré selon une entente convenue avec le service incendie. (*Source : Site Internet MSP*)
Pompier à temps plein	Pompier dont la durée du travail correspond à la durée normale du travail dans son secteur d'activité. (*Source : Site Internet MSP*)
Pompier volontaire	Est considéré comme un pompier ayant un statut de volontaire celui qui définit ses périodes de disponibilité pour répondre à un appel d'urgence, mais sans obligation d'y répondre. Les modalités d'emploi d'un pompier volontaire doivent être définies par le service de sécurité incendie. (*Source : Orientations du MSP*)
Poteau d'incendie	Prise d'eau branchée sur une canalisation publique dont la partie au-dessus du niveau du sol

	a la forme d'un poteau, à laquelle sont raccordés les flexibles de lutte contre l'incendie (Référence : Grand dictionnaire terminologique de l'Office de la langue française, 2023). (*Source : Orientations du MSP*)
Protocole de déploiement	Ensemble des stratégies établies, y compris la force de frappe requise à l'appel initial pour un incendie de bâtiment, pour l'acheminement des ressources humaines et matérielles d'un service de sécurité incendie lors d'une intervention et transmis au CSCU incendie. L'ensemble du territoire desservi par le service de sécurité incendie doit faire l'objet de protocoles de déploiement appropriés. (*Source : Orientations du MSP*)
Régie intermunicipale	La régie intermunicipale est une personne morale créée pour la gestion commune du service faisant l'objet de l'entente. Cette entité est distincte des municipalités représentées à la régie. (*Source : MAMH*)
Ressources	Les ressources font référence au personnel (pompiers, officiers, préventionnistes), aux quantités d'eau, aux véhicules d'intervention et aux autres équipements, notamment de communication, et les infrastructures nécessaires pour effectuer une intervention lors d'un incendie ou lors d'un autre sinistre ou accident. (*Source : Orientations du MSP*)
Risque	Le risque revêt deux significations selon le cas. Il peut s'agir de tout élément pouvant entraver l'atteinte des objectifs de protection inscrits au schéma de couverture de risques, notamment les facteurs influençant le temps de réponse. Par ailleurs, est assimilable à un « risque » un bâtiment classifié en fonction de la classification des risques prévue selon le **Tableau 3**. (*Source : Orientations du MSP*)
Service de sécurité incendie	Établi par une autorité locale ou régionale ou par une régie intermunicipale, il est chargé de la lutte contre les incendies ainsi que des sauvetages lors de ces événements (*Source : GDO, MSP 2023*). Il peut également être chargé, avec les autres services concernés, de la lutte contre les sinistres, du secours aux victimes d'accident, du secours des personnes sinistrées et de leur évacuation d'urgence. Dans le cadre de ses fonctions, il participe, en outre, à l'évaluation des risques

	d'incendie, d'accident ou de sinistre, à la prévention de ces événements, à l'organisation des secours ainsi qu'à la recherche du point d'origine, des causes probables et des circonstances d'un incendie. (*Source : Article 36 de la LSI*)
Source d'eau	Site non aménagé où il est possible d'avoir accès à un plan d'eau tel qu'un lac ou une rivière. L'utilisation du site nécessite des équipements spécifiques et un temps de préparation additionnel préalablement au pompage de l'eau. L'accessibilité aux sources d'eau peut être compromise par différents facteurs, notamment les conditions hivernales. (*Source : Orientations du MSP*)
Système d'alarme incendie	Est considéré comme un système d'alarme incendie : • Un système d'alarme incendie (CAN/ULC-S524); • Un système d'alarme incendie résidentiel (CAN/ULC-S540); • Un système d'alarme contre l'intrusion ayant une composante incendie. (*Source : Orientations du MSP*)
Temps de déplacement	Temps écoulé entre le moment où les véhicules d'intervention quittent la caserne et le moment où les véhicules arrivent à la limite de la propriété du lieu d'une intervention. (*Source : Orientations du MSP*)
Temps de déploiement	Temps requis pour se déplacer de la limite de la propriété au lieu de l'intervention et commencer les activités d'extinction. (*Source : Orientations du MSP*)
Temps de mobilisation	Temps écoulé entre le moment où les pompiers reçoivent l'alerte transmise par le CSCU incendie et le moment où les véhicules quittent la caserne, c'est-à-dire au moment où les pompiers se déclarent en route pour se rendre sur les lieux de l'intervention. (*Source : Orientations du MSP*)
Temps de préparation	Temps nécessaire à l'endossement des équipements de protection individuelle. (*Source : Orientations du MSP*)
Temps de réponse	Temps écoulé entre le moment où le CSCU incendie, desservant le territoire du lieu de l'intervention, transmet l'alerte au service de sécurité incendie et le moment où la force de

	frappe requise arrive à la limite de la propriété du lieu d'une intervention. (*Source : Orientations du MSP*)
Voie de circulation	Route ou (chemin public au sens du Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2)) qui permet aux véhicules d'intervention d'accéder à la limite de la propriété où se trouve le lieu de l'intervention. (*Source : Orientations du MSP*)

VISION

Dans le cadre de la révision du schéma de couverture de risques en sécurité incendie, la MRC de Portneuf met de l'avant sa vision régionale de la sécurité incendie basée sur trois axes principaux, soit la prévention, l'intervention et l'organisation.

Cette vision démontre une volonté de respecter les orientations du ministre de la Sécurité publique ainsi que de mettre de l'avant le concept d'interopérabilité et mise en commun des ressources en sécurité incendie sur le territoire de la MRC de Portneuf afin de fournir aux citoyens des ressources en sécurité incendie optimisées, efficientes et efficaces.

Prévention

- Adoption d'une réglementation visant à réduire les alarmes incendie non fondées au niveau des autorités locales;
- Recherche active dans les moyens de diminuer les alarmes incendie non fondées;
- Rédaction et mise en place d'un programme régional d'évaluation et d'analyse des incidents (obligation des orientations du MSP) :
    - Mise sur pied d'un comité régional (sous l'égide du CSI) regroupant les TPI et le personnel RCCI pour l'évaluation et l'analyse des incidents (deux rencontres par année);
    - Émission de recommandations pour supporter le programme de sensibilisation et d'éducation du public.

Intervention

- Favoriser l'interopérabilité entre les différents services incendie limitrophes, par des pratiques conjointes tant au niveau du sauvetage technique que du combat incendie;
- Coordonner et arrimer la démarche d'optimisation des différentes ressources en incendie en collaboration avec les autorités locales.

Organisation

- Favoriser et soutenir le regroupement des ressources incendie, selon les modes de fonctionnement suivants, soit :
    - La fourniture de services;
    - La délégation de compétence;
    - La Régie intermunicipale.

1 INTRODUCTION

L'introduction fait référence au cadre juridique de la Loi sur la sécurité incendie, à la nature et à la portée des *Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie* et aux responsabilités confiées aux autorités régionales et locales des municipalités régionales de comté (MRC). Ainsi, les dispositions législatives viennent préciser le contenu et les modalités d'établissement d'un schéma de couverture de risques en sécurité incendie, la mise en place d'un calendrier de réalisation, la procédure d'attestation de conformité et son entrée en vigueur.

De fait, à la suite d'une consultation publique, et après avoir été dûment entériné par le conseil de la MRC de Portneuf, le projet de schéma révisé de couverture de risques a été transmis au ministre de la Sécurité publique.

À noter qu'une fois en vigueur, le schéma doit être modifié en fonction d'une modification du territoire, d'une augmentation de risques ou pour tout autre motif valable, pourvu qu'il demeure conforme aux orientations ministérielles.

La Loi sur la sécurité incendie édictent le processus et les obligations des autorités régionales et locales dans le cadre de l'élaboration du schéma de couverture de risques en sécurité incendie. La MRC de Portneuf a donc réalisé les étapes suivantes **:**

- Mise à jour des ressources en sécurité incendie;
- Mise à jour de la classification des bâtiments selon les quatre catégories de risques sur son territoire;
- Analyse de l'historique des incendies sur son territoire;
- Détermination des objectifs de protection pour respecter les exigences des orientations ministérielles;
- Détermination des mesures ou des actions spécifiques afin de répondre aux objectifs de protection, ceux-ci étant intégrés dans un plan de mise en œuvre approuvé par chaque autorité locale ou régionale;
- Mise en place d'une procédure de vérification périodique;
- Consultation de la population.

En octobre 2023, le ministère de la Sécurité publique adopte de nouvelles dispositions à la Loi sur la sécurité incendie, qui influenceront la période de validation du présent schéma, qui est allongée à un maximum de dix ans, incluant une période de révision de deux ans. Une autorité régionale (AR) doit donc dorénavant procéder à la révision de son schéma en commençant au plus tard huit ans après la date de son entrée en vigueur.

2 MISE EN CONTEXTE

Loi sur la sécurité incendie

La Loi sur la sécurité incendie (RLRQ, c. S-3.4) (LSI) prévoit notamment l'obligation pour les autorités régionales d'établir un schéma de couverture de risques fixant, pour tout leur territoire, des objectifs de protection optimale contre les incendies et les actions requises pour les atteindre, et ce, en conformité avec les *Orientations* du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie. La LSI précise, entre autres, les éléments à inclure aux schémas ainsi que le processus applicable à l'élaboration, à l'attestation, à l'adoption et à l'entrée en vigueur des schémas.

La révision périodique du schéma est obligatoire en vertu de l'article 29 de la LSI. Les autorités régionales doivent donc commencer la révision du schéma, au plus tard huit ans après la date de son entrée en vigueur, en suivant la même procédure que celle pour l'établir. Le schéma révisé doit entrer en vigueur au plus tard dix ans après cette date.

Les orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie

La mise à jour des présentes orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie a été rendue effective en mars 2025 et repose sur trois grands principes, soit :

1) Renforcer les activités de prévention des incendies;
2) Clarifier différentes modalités relatives aux interventions et à leur optimisation;
3) Réaffirmer le rôle des autorités régionales en matière de coordination de la sécurité incendie.

Dans l'optique de réduire, dans toutes les régions du Québec, les pertes humaines et matérielles attribuables à l'incendie, et afin d'accroître l'efficacité des organisations responsables de la sécurité incendie, les orientations proposent huit objectifs. Ceux-ci sont divisés en trois sections :

- **La prévention** regroupe les objectifs :
  - **Objectif 1** : Connaître les risques d'incendie;
  - **Objectif 2 :** Prévenir les incendies;

- **L'intervention** comprend les objectifs :
  - **Objectif 3** : Intervenir lors d'incendies de bâtiments de risque faible;
  - **Objectif 4** : Intervenir lors d'incendies de bâtiments de risques moyen, élevé et très élevé;
  - **Objectif 5** : Intervenir lors des autres sinistres et accidents;

- **La coordination** regroupe les objectifs :
  - **Objectif 6 :** Optimiser l'intervention des services de sécurité incendie;
  - **Objectif 7 :** Coordonner la sécurité incendie au palier régional;
  - **Objectif 8** : Arrimer les différentes ressources d'intervention.

Objectif 1 :	**CONNAÎTRE LES RISQUES D'INCENDIE** Connaître les risques présents sur le territoire grâce à l'analyse de ceux-ci. L'analyse des risques consiste à recenser, à localiser, à évaluer et à classifier les risques d'incendie. Maintenir à jour cette classification en fonction de l'évolution du territoire. Adapter la planification des mesures de prévention et d'intervention en tenant compte des résultats de l'analyse des risques.
Objectif 2 :	**PRÉVENIR LES INCENDIES (PRIORITÉ)** Planifier les activités de prévention des incendies, prévoir les mesures d'autoprotection ainsi que les dispositions réglementaires afférentes. Tenir compte de l'évolution du territoire et évaluer la mise en œuvre des actions de prévention.
Objectif 3 :	**INTERVENIR LORS D'INCENDIES DE BÂTIMENTS DE RISQUE FAIBLE** Intervenir de façon sécuritaire lors d'incendies de bâtiments de risque faible avec la force de frappe requise, pour sauver des vies et réduire les pertes matérielles. Planifier et coordonner des interventions optimales en tenant compte des ressources disponibles et en faisant abstraction des limites administratives. Favoriser la collaboration entre les services de sécurité incendie situés à proximité.
Objectif 4 :	**INTERVENIR LORS D'INCENDIES DE BÂTIMENTS DE RISQUES MOYEN, ÉLEVÉ ET TRÈS ÉLEVÉ** Intervenir de façon sécuritaire lors d'incendies de bâtiments de risques moyen, élevé et très élevé avec une force de frappe appropriée permettant de sauver des vies, de réduire les pertes matérielles ainsi que de minimiser les conséquences sur les collectivités. Planifier et coordonner des interventions optimales en tenant compte des ressources disponibles et en faisant abstraction des limites administratives. Se préparer à intervenir de manière sécuritaire et efficace. Favoriser la collaboration entre les services de sécurité incendie situés à proximité.

Objectif 5 : **INTERVENIR LORS DES AUTRES RISQUES DE SINISTRES OU D'ACCIDENTS**

Intervenir de façon sécuritaire lors des autres risques de sinistres ou d'accidents avec les ressources appropriées, pour réduire au maximum les temps de réponse, pour sauver des vies et limiter les blessures et les incapacités. Planifier et coordonner des interventions optimales en tenant compte des ressources disponibles, au-delà des limites administratives. Se préparer à intervenir de manière sécuritaire et efficace, dans le respect des normes et des cadres de référence en vigueur. Favoriser la collaboration entre les services de sécurité incendie situés à proximité.

Objectif 6 : **OPTIMISER L'INTERVENTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ INCENDIE**

Déployer la force de frappe requise à l'appel initial le plus rapidement possible sur les lieux de l'incendie. Utiliser les ressources disponibles en faisant abstraction des limites administratives. Assurer à l'ensemble des citoyens des temps de réponse qui respectent les exigences de protection établies aux objectifs 3 et 4. Planifier et coordonner ces interventions et les inscrire dans un protocole de déploiement. Établir la collaboration intermunicipale rendant possibles ces interventions optimisées.

Objectif 7 : **COORDONNER LA SÉCURITÉ INCENDIE AU PALIER RÉGIONAL**

Définir les rôles et les responsabilités des autorités locales et régionales en matière de sécurité incendie. Favoriser la collaboration entre les différents acteurs locaux pour mieux prévenir les incendies et mieux intervenir lors de ceux-ci. Mettre en place des structures de concertation et de soutien visant à améliorer l'optimisation et l'efficience des interventions. Coordonner l'élaboration et la mise en œuvre du schéma de couverture de risques à l'instar d'une planification stratégique en sécurité incendie. Déterminer une procédure de vérification et d'évaluation du degré d'atteinte des actions prévues au schéma.

Objectif 8 : **ARRIMER LES DIFFÉRENTES RESSOURCES D'INTERVENTION**

Arrimer les ressources de la sécurité incendie avec celles des autres acteurs appelés à intervenir lors de sinistres. Collaborer avec différents partenaires, y compris les organisations de secours, les services préhospitaliers d'urgence et les services policiers. Établir des partenariats visant à préciser les champs d'action de chacun.

Les implications pour les autorités municipales

La planification nécessaire pour créer un SCRSI s'inscrit dans les trois aspects du modèle de gestion des risques : **l'analyse des risques, la prévention** et **l'intervention**.

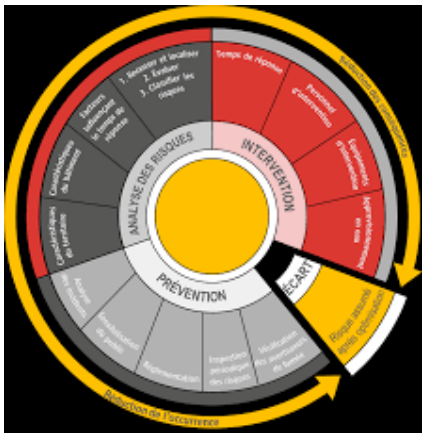


Figure1 : Le modèle de gestion des risques incendie du ministère de la Sécurité publique

L'exercice demandé aux autorités locales consiste en une analyse des risques présents sur leur territoire, de manière à prévoir des mesures de prévention visant à réduire les probabilités qu'un incendie survienne (réduction de l'occurrence) et à planifier les modalités d'intervention pour limiter les conséquences occasionnées par les incendies (réduction des conséquences). Ces trois dimensions : l'analyse des risques, la prévention et l'intervention forment donc la charpente sur laquelle prendront tantôt appui les autres éléments du modèle. Elles sont complémentaires et interdépendantes, dans la mesure où les actions d'une seule des trois dimensions ne peuvent contrôler le phénomène et les conséquences de l'incendie dans toutes les circonstances. L'établissement d'un niveau de protection contre l'incendie doit donc s'appuyer sur les effets combinés de plusieurs actions. Le risque n'étant jamais nul, celles-ci permettront de réduire l'occurrence et les conséquences des incendies jusqu'à un écart jugé acceptable.

Cette troisième révision continue de suivre le même modèle de gestion des risques d'incendie, mais songe, éventuellement, dans une prochaine révision d'y inclure d'autres risques. Les expériences des deux dernières générations du SCRSI ont montré une diminution significative du nombre d'incendies, mais également une augmentation marquée des interventions pour d'autres risques. Les SSI sont les premiers intervenants en cas d'incendie, mais aussi lors d'événements majeurs causés par l'homme ou lors de phénomènes naturels de plus en plus fréquents et violents dus aux changements climatiques.

Les responsabilités de l'élu



Selon le *Guide de l'élu municipal*, du ministère de la Sécurité publique (MSP), bien que la planification soit confiée à l'autorité régionale, la sécurité incendie est une responsabilité municipale. En tant qu'élu, il doit s'assurer que sa municipalité offre la meilleure protection en incendie en fonction de la disponibilité des ressources humaines et matérielles, en incluant les ressources à proximité. Sa municipalité s'engage à offrir la protection optimale à sa population. Cet engagement est défini dans le schéma de couverture de risques en sécurité incendie (SCRSI). Ce document, attesté par la ministre de la Sécurité publique, est un outil de planification pour les autorités régionales et locales ainsi que pour les SSI servant à améliorer l'efficacité de la sécurité incendie au Québec.

L'élu doit s'assurer que :

- Sa municipalité participe activement à un SCRSI, tant sur le plan politique (élus), administratif (direction générale, coordonnateur du schéma et directeur du SSI) qu'opérationnel (SSI, urbaniste, préventionniste, etc.).
- Sa municipalité prévoit la mise en œuvre des actions pour atteindre les objectifs inscrits au SCRSI.
- Le conseil municipal vérifie l'atteinte des résultats quant aux actions prévues au SCRSI en adoptant le rapport d'activités préparé par le SSI desservant sa municipalité.
- Il connaît les quatre documents essentiels pour se guider dans la gestion du risque incendie :
    - ✓ La Loi sur la sécurité incendie;
    - ✓ Les *Orientations* du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie;
    - ✓ Le schéma de couverture de risques;
    - ✓ Le rapport d'activités.

Le contenu d'un schéma de couverture de risques en sécurité incendie (SCRSI) et les étapes de réalisation

Dans le cadre du processus de révision encadré par l'article 29 de la LSI, les autorités régionales doivent mettre à jour l'inventaire des ressources de leurs SSI et des risques présents sur leur territoire afin d'optimiser les mesures de prévention et d'intervention qui seront mises en œuvre pendant la durée de la validité du SCRSI révisé.

La MRC et le CSI désigneront un comité dont le mandat sera l'analyse du rapport annuel avant l'envoi au MSP.

Le processus de révision du SCRSI

La MRC de Portneuf et ses municipalités ont des intentions claires pour le SCRSI révisé.

En revisitant leur SCRSI, elles visent à obtenir une nouvelle attestation de conformité pour les interventions liées aux incendies de bâtiments. Le conseil de la MRC de Portneuf souhaite ainsi offrir à sa population une protection incendie et accorder aux SSI, qui fournissent ce service, l'exonération de responsabilité, conformément à l'article 47 de la LSI. Avec cette révision, la MRC de Portneuf et ses municipalités cherchent à valoriser leur leadership en mobilisation, au bénéfice de tous.

Le conseil vise également à favoriser l'échange d'expertise, de budget et de ressources humaines et matérielles pour maximiser la sécurité des citoyens et des intervenants.

Par l'introduction d'un programme d'analyse des événements et de sensibilisation du public, le conseil espère renforcer les liens avec les citoyens et les intervenants, favorisant ainsi un climat de confiance tout en encourageant une nouvelle génération de pompiers et de personnel de prévention en sécurité incendie et en sécurité civile.

En se concentrant sur la prévention, la formation et l'application rigoureuse de directives opérationnelles sécuritaires, le conseil vise à maximiser la santé et la sécurité de ses intervenants et à améliorer son service aux citoyens.

Enfin, en collaboration avec les municipalités et leur SSI, la MRC de Portneuf cherche à améliorer le suivi de la mise en œuvre des actions prévues dans le SCRSI en appliquant une procédure de vérification périodique.

Le déroulement du processus de révision

La MRC de Portneuf, en collaboration avec ses partenaires, a suivi les étapes inscrites au **Tableau 1** ci-dessous afin de mener à bien la démarche de révision de son SCRSI.

Processus d'établissement d'un projet de schéma

Tableau 1 : Processus d'établissement d'un projet de SCRSI

Étapes	Actions	Articles LSI	Livrables et autorités responsables	Action prévue le	Action réalisée le
1	L'autorité régionale (AR) peut adopter une **résolution marquant son intention** de débuter la révision du projet de schéma (facultatif).	29	**Résolutions** MRC (facultatif)	Novembre 2023	Novembre 2023
2	Les municipalités locales fournissent à l'AR les **informations nécessaires à l'élaboration du projet de schéma**.	13		Juillet 2024	Déc. 2023 à juillet 2024
3	L'AR propose des **objectifs de protection optimale** et des stratégies pour atteindre ces objectifs.	14		Novembre 2024	Sept. à nov. 2024
4	Les municipalités et régies donnent leur avis sur les propositions de l'AR et déterminent les actions qui en découlent, ces dernières étant traduites dans un plan de mise en œuvre (PMO). Chaque autorité chargée de mesures au plan **adopte une résolution** à cet effet.	15 et 16	**Résolutions** Municipalités Régies MRC le cas échéant	Décembre 2024	Décembre 2024
5	L'AR doit soumettre le projet de schéma à la **consultation de la population** de son territoire, au cours d'au moins une assemblée publique tenue par cette dernière, ainsi que des **AR limitrophes**.	18		Mars 2025	Mars 2025
6	L'AR soumet son projet de schéma au ministre, dûment accompagné des documents suivants : • La **résolution** de chacune des municipalités concernées donnant son avis et adoptant son PMO; • Un **rapport** sur les consultations publiques; • Un **document indiquant les coûts approximatifs** des mesures mises en place dans le schéma (en annexe ou intégré au PMO).	20	**Résolutions** MRC Municipalités Régies	Avril 2025	Avril 2025

Processus d'entrée en vigueur d'un schéma

Tableau 1-A : Processus d'entrée en vigueur d'un SCRSI

Étape	Actions	Articles LSI	Livrables et autorités responsables	Action prévue le	Action réalisée le
1	L'autorité régionale devrait **tamponner la lettre d'attestation*** de conformité du schéma dès sa réception avec la date.		**Lettre tamponnée** MRC		
2	**Adoption du schéma* :** L'adoption ne peut relever que du conseil de l'autorité régionale. Sous peine de nullité, elle doit être précédée d'un avis de convocation accompagné d'une copie du projet de schéma. Le schéma doit être adopté sans modification.	23	**Résolutions** MRC		
3	**Entrée en vigueur** : Le schéma adopté par le conseil de l'autorité régionale entre en vigueur le 90e jour suivant la réception de l'attestation de conformité délivrée par la ministre ou à une date antérieure fixée par l'autorité régionale.	24			
4	**Diffuser un avis* :** Un avis indiquant la date d'entrée en vigueur du schéma doit être diffusé par tout moyen permettant d'informer la population concernée. **Important :** Dans l'éventualité où cet avis n'est pas diffusé avant la date d'entrée en vigueur, l'autorité régionale et les municipalités qui en font partie supportent les frais de justice d'une poursuite en responsabilité à laquelle s'applique l'article 47 et qui a été intentée contre elles à l'égard d'un événement survenu avant la date de la diffusion de cet avis, et ce, même si elles bénéficient de l'exonération de responsabilité prévue à l'article 47 de la loi.	24	**Avis** MRC		
5	**Transmettre une copie certifiée conforme du schéma*** : Après l'entrée en vigueur du schéma, et ce, le plus tôt possible, il faudra transmettre une copie certifiée conforme du schéma ainsi qu'un résumé de celui-ci aux municipalités locales concernées, aux autorités régionales limitrophes et au ministre de la Sécurité publique.	26	**Copie certifiée conforme du SCRI** MRC		
6	**Consultation et reproduction** : En vue d'informer ses citoyens, toute municipalité locale doit conserver à son bureau les documents transmis pour y être consultés et en permettre la reproduction.	27	**Copie pour consultation** MRC		

L'attestation de conformité a été délivrée par la ministre de la Sécurité publique le JJ MM AAAA. Par la suite, le schéma de couverture de risques en sécurité incendie révisé a été adopté par le conseil de la MRC de Portneuf le JJ MM AAAA et est entré en vigueur le JJ MM AAAA.

Les engagements des SSI de la MRC de Portneuf



La coordination



Pour garantir le succès des objectifs établis dans le SCRSI, une approche planifiée et rigoureuse sera mise en œuvre, avec une analyse et une vérification périodique régulières pour permettre des ajustements, le cas échéant. Ces vérifications serviront également à l'élaboration du rapport annuel des activités en sécurité incendie des municipalités, contribuant ainsi à la planification des ajustements nécessaires.



L'analyse de la procédure de vérification périodique et du rapport annuel ne se limite pas à une simple rétrospective pour le MSP, mais elle est également cruciale pour les élus locaux et la population. Ces rapports fournissent des constats essentiels au comité directeur des SSI, permettant d'identifier les enjeux et de travailler en collaboration avec le comité de sécurité incendie pour trouver des solutions.

À court terme, des ajustements de planification et d'intervention pourront être proposés au conseil de la MRC de Portneuf, assurant ainsi le succès des 31 actions établies dans le schéma.

À long terme, ces rapports serviront de référence pour les enjeux et les constats de révision lors de l'élaboration du futur schéma. Ce processus sera accompagné d'un nouveau plan d'action, assurant par le fait même une évolution continue et adaptative du schéma pour répondre aux besoins changeants de la communauté en matière de sécurité incendie.

Le SCRSI sera basé, pour les dix prochaines années, sur le concept « ICE », soit **I**mpliquer tous les intervenants d'urgence aux partages de leurs **C**onnaissances afin d'atteindre une **E**xpertise reconnue.

Implication

Connaissances

Expertise

3 PRÉSENTATION DU TERRITOIRE DE LA MRC DE PORTNEUF

Le territoire de la MRC de Portneuf

La MRC de Portneuf constitue le territoire d'appartenance de plus de 57 000 personnes et correspond à un vaste espace de 4 095 kilomètres carrés. La MRC regroupe 18 municipalités localisées essentiellement dans la partie sud et celles-ci couvrent près des deux tiers de l'espace régional, l'autre tiers étant constitué de territoires non organisés. Aujourd'hui, trois municipalités (Donnacona, Pont-Rouge et Saint-Raymond) concentrent à elles seules 50 % de la population totale de la MRC.

La MRC de Portneuf est entourée au nord-ouest par l'agglomération de La Tuque, la MRC de La Jacques-Cartier au nord-est et, enfin, par les MRC des Chenaux et Mékinac à l'ouest.

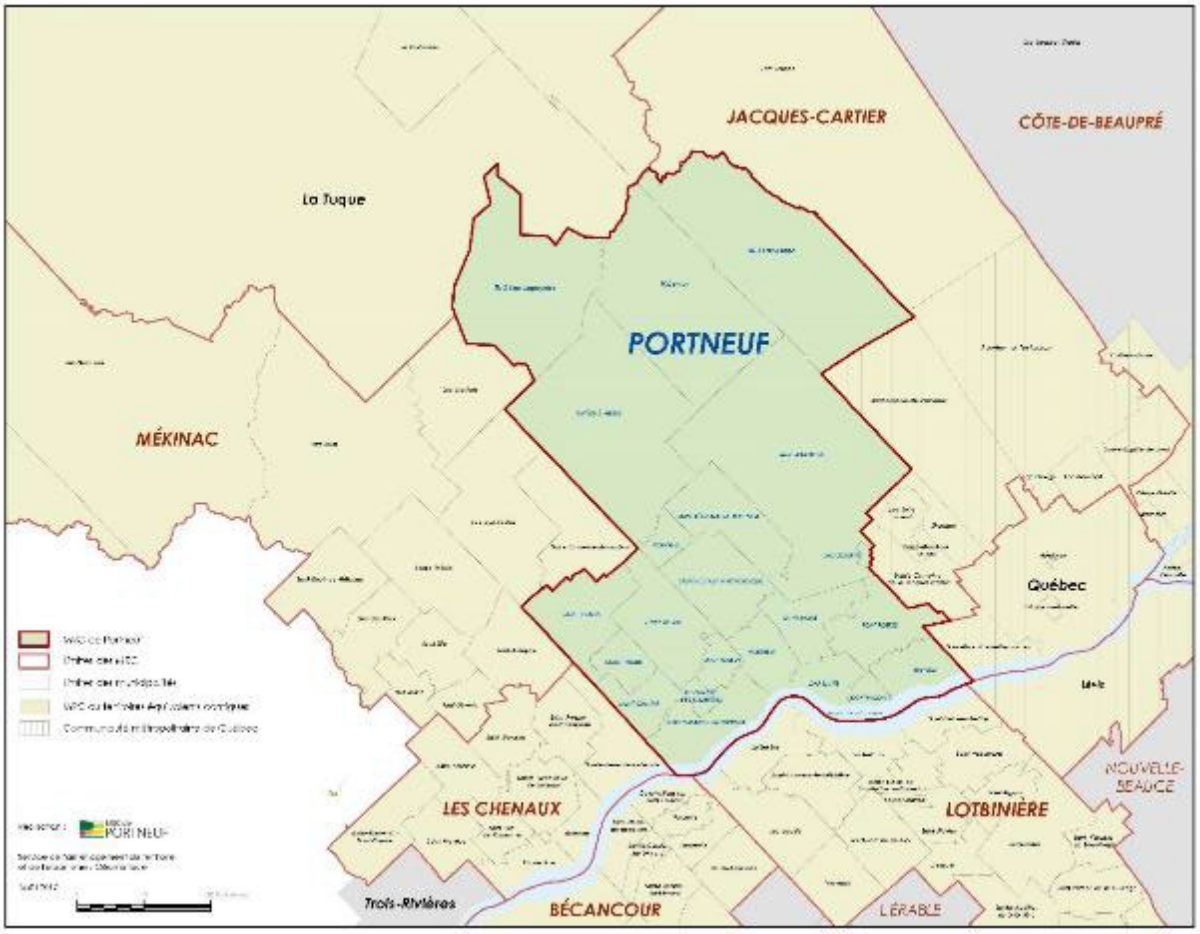
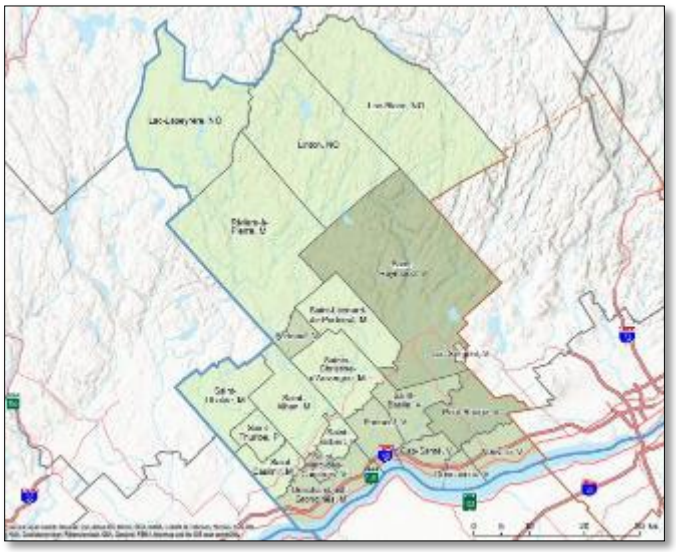


Figure 2 : Carte MRC de Portneuf et ses agglomérations contiguës
Source : MRC de Portneuf, 2025

Occupation du territoire



Géographiquement, la région se caractérise par la présence de bassins de quatre rivières majeures, soit les rivières Jacques-Cartier, Portneuf, Sainte-Anne et Batiscan. Ces rivières sont toutes des affluents du fleuve Saint-Laurent, qui lui longe le territoire portneuvois sur plus de cinquante kilomètres. La région compte plus de mille plans d'eau qui ont représenté un important facteur de localisation à travers les différentes phases d'occupation du territoire.

Figure 3 : MRC de Portneuf, 2025
Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, 2024

Tableau 2 : Profil des municipalités de la MRC de Portneuf

Municipalité	Désignation	Population	Superficie terrestre (km²)	Nombre de périmètres d'urbanisation
Cap-Santé	V	3 888	54,41	**1**
Deschambault-Grondines	M	2 255	123,67	**2**
Donnacona	V	7 809	20,15	**1**
Lac-Sergent	V	630	3,52	**1**
Neuville	V	4 597	71,7	**1**
Pont-Rouge	V	11 351	121,97	**1**
Portneuf	V	3 412	108,13	**3**
Rivière-à-Pierre	M	620	513.78	**1**
Saint-Alban	M	1 268	148,84	**1**
Saint-Basile	V	2 922	98,73	**1**
Saint-Casimir	M	1 511	66,91	**1**
Sainte-Christine-d'Auvergne	M	714	144,1	**1**
Saint-Gilbert	P	293	37,62	**1**
Saint-Léonard-de-Portneuf	M	1 213	141,33	**1**
Saint-Marc-des-Carrières	V	2 968	17,55	**1**
Saint-Raymond	V	11 964	671,57	**1**
Saint-Thuribe	P	300	50,91	**1**
Saint-Ubalde	M	1 573	140,62	**1**
TNO Lac-Blanc	TNO	0	537,28	**S/O**
TNO Lac-Lapeyrère	TNO	0	368,04	**S/O**
TNO Linton	TNO	10	433,49	**S/O**
Total MRC de Portneuf		**59 298**	**3 874,32**	**21**

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, 2026

Légende :
M : Municipalité
P : Paroisse
V : Ville
TNO : Territoire non organisé
S/O : Sans objet

Afin de mieux connaître ou de saisir toutes les particularités du territoire de la MRC, nous vous invitons à prendre connaissance de son schéma d'aménagement et de développement (SAD), lequel peut être consulté sur le site Internet de la MRC :

https://www.portneuf.ca/amenagement-territoire/schema-amenagement-developpement/.

Les périmètres d'urbanisation sont présentés sur les cartes **4.1** à **26.1** jointes en annexe.





CONNAÎTRE LES RISQUES D'INCENDIE

OBJECTIF 1

4 OBJECTIF 1 : CONNAÎTRE LES RISQUES D'INCENDIE

Référence : Sections 1.1.et 1.2 des Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie

Objectif 1 :	Connaître les risques présents sur le territoire grâce à l'analyse de ceux-ci. L'analyse des risques consiste à recenser, à localiser, à évaluer et à classifier les risques d'incendie. Maintenir à jour cette classification en fonction de l'évolution du territoire. Adapter la planification des mesures de prévention et d'intervention en tenant compte des résultats de l'analyse des risques.

La classification des risques dans la MRC de Portneuf

Prévue par la LSI et définie dans les *Orientations* du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie, la classification des bâtiments par niveau de risques d'incendie permet de planifier les différents aspects de la sécurité incendie sur un territoire.

Le cadre méthodologique du ministère de la Sécurité publique

La planification de la couverture de risques et la gestion de la sécurité incendie reposent sur une connaissance approfondie du territoire. Conformément à la Loi sur la sécurité incendie (LSI), la MRC de Portneuf applique une démarche structurée visant à recenser, évaluer et classer les risques locaux afin de prendre des décisions objectives en matière de protection des citoyens.

Pour réaliser l'exercice de l'analyse des risques, il importe de tenir compte de la localisation des bâtiments, de leurs caractéristiques de vulnérabilité et de celles influençant le temps de réponse des pompiers. Ces différentes caractéristiques sont regroupées en **trois catégories** :

1. Les **caractéristiques du territoire**;
2. Les **caractéristiques du bâtiment**;
3. Les **facteurs influençant le temps de réponse**.

L'analyse des risques comprend les **trois phases** suivantes :

1. **Recenser et localiser** les risques présents sur le territoire;
2. **Évaluer** les risques;
3. **Classifier** les risques.

Voici le **Tableau 3** de classification des risques d'incendie qui fait état de la classification des risques d'incendie de bâtiment proposée par les orientations du MSP aux autorités locales et régionales.

Tableau 3 : Classification des risques d'incendie

Classes	Critères de classification	Exemples (non limitatifs)
Risques faibles	▪ Bâtiment résidentiel détaché d'un maximum de 2 étages et comprenant 2 logements ou moins ▪ Maison de chambres d'un maximum de 4 chambres ▪ Petit bâtiment isolé	▪ Résidence unifamiliale de type détaché ou duplex ▪ Maison bigénérationnelle ou maison avec logement accessoire ▪ Chalet ▪ Maison mobile ▪ Hangar, cabanon, garage résidentiel détaché ▪ Grange désaffectée
Risques moyens	▪ Bâtiment résidentiel d'au plus 3 étages ou comprenant de 3 à 9 logements ▪ Maison de chambres de 5 à 9 chambres ▪ Bâtiment commercial d'au plus 3 étages ▪ Établissement industriel du groupe F, division 3 ▪ Autre bâtiment dont l'aire au sol est d'au plus 600 m^2	▪ Résidence unifamiliale de type triplex ou en rangée ▪ Immeuble à logements ▪ Bureau de professionnels ▪ Établissement commercial (boutique détachée, dépanneur sans station-service, épicerie) ▪ Entrepôt
Risques élevés	▪ Bâtiment résidentiel de 4 à 6 étages ▪ Bâtiment résidentiel comprenant 10 logements ou plus ▪ Maison de chambres de 10 chambres ou plus ▪ Bâtiment commercial de 4 à 6 étages ▪ Lieu d'hébergement hôtelier dont chaque unité a accès à l'extérieur ▪ Lieu d'hébergement hôtelier de 3 étages ou moins ▪ Lieu sans quantité significative de matières dangereuses représentant un risque d'incendie ▪ Établissement industriel du groupe F, division 2 ▪ Bâtiment agricole ▪ Autre bâtiment dont l'aire au sol est de plus de 600 m^2	▪ Immeuble de 10 logements ou plus ▪ Motel ▪ Établissement d'affaires ▪ Établissement commercial (épicerie, grande boutique) ▪ Atelier de soudure, garage, imprimerie, station-service ▪ Porcherie, écurie
Risques très élevés	▪ Bâtiment résidentiel ou commercial de plus de 6 étages ▪ Bâtiment dont l'usage principal est du groupe A ▪ Bâtiment dont l'usage principal est du groupe B ▪ Bâtiment où les occupants ne peuvent évacuer d'eux-mêmes ▪ Bâtiment impliquant une évacuation difficile en raison du nombre élevé d'occupants ▪ Bâtiment où les conséquences d'un incendie sont susceptibles d'affecter le fonctionnement de la collectivité ▪ Établissement industriel du groupe F, division 1 ▪ Bâtiment présentant un risque élevé de conflagration, c'est-à-dire où se trouvent des matières combustibles, inflammables ou explosives en quantité significative	▪ Bâtiment en hauteur ▪ Théâtre, aréna, cinéma, église, école, garderie, université ▪ Hôpital, résidence pour aînés, ressource intermédiaire ▪ Établissement de détention ▪ Centre commercial ▪ Entrepôt de matières dangereuses, usine de peinture, usine de produits chimiques, meunerie ▪ Usine de traitement des eaux, installation portuaire, hôtel de ville, centre de refuge en cas de sinistre, poste de police, caserne de pompiers ▪ Édifice attenant dans les quartiers patrimoniaux
Selon le classement des principaux usages du Code national du bâtiment – Canada 2015		

Source : Annexe A, Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie, 2025

La procédure d'analyse et de classification des risques utilisée par la MRC de Portneuf s'inspire du *Guide relatif à la planification des activités de prévention,* produit par le ministère de la Sécurité publique (MSP), ainsi que de ses annexes techniques.

L'analyse du risque sur le territoire repose sur une approche structurée comprenant plusieurs étapes complémentaires. Elle débute par la collecte des données de base, notamment par l'importation des informations issues du rôle d'évaluation foncière de la MRC, des rapports d'interventions passés et des renseignements recueillis lors des visites d'inspection de prévention. Par la suite, les caractéristiques physiques des bâtiments, telles que la superficie, la hauteur, le nombre d'étages, l'usage réel ainsi que la présence de matières dangereuses, sont analysées selon les critères établis par le ministère de la Sécurité publique.

L'accessibilité au site est également évaluée en tenant compte de la proximité d'une caserne, de l'accès routier et de la présence d'un réseau d'aqueduc ou d'un autre point d'eau. L'ensemble de ces données permet d'appliquer les critères de classification du risque (faible, moyen, élevé ou très élevé) tels que définis dans les orientations ministérielles. Une validation des données est par la suite réalisée, à l'aide des inspections de prévention ainsi que des informations données par les intervenants sur le terrain afin de procéder à d'éventuels ajustements. Les données de classification intégrées et mises à jour dans le logiciel de gestion du service incendie permet aux SSI ou aux Régies de prévoir les actions de prévention et de planifier les ressources nécessaires en cas d'intervention.

Le processus de classification implique donc plusieurs intervenants dont :

- Le Service de l'évaluation foncière de la MRC de Portneuf pour les informations du rôle foncier et leur mise à jour;
- Le Service de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme des municipalités pour la classification initiale lors de la construction ou du changement d'usage d'un bâtiment;
- Les équipes des services incendie, qui effectuent les visites de prévention, valident les informations sur le terrain, participent à l'analyse des enjeux spécifiques liés à l'intervention et mettent à jour l'information dans leur logiciel de gestion.

Une validation des données est réalisée en continu, au fur et à mesure que les visites d'inspection sont effectuées avec un processus de validation global réalisé tous les trois ans lors de la mise à jour du rôle d'évaluation foncière. Ce travail continu permet d'assurer une classification représentative, à jour et adaptée aux réalités du territoire.

Tableau 4 : Classement des risques

Municipalité	Classement des risques (nombre par risque)				Total
	Faibles	Moyens	Élevés	Très élevés	
	2026	2026	2026	2026	
Cap-Santé	1 513	85	83	22	**1 703**
Deschambault-Grondines	1 076	95	80	17	**1 268**
Donnacona	2 686	583	368	63	**3 700**
Lac-Sergent	446			6	**452**
Neuville	1 880	64	75	11	**2 030**
Pont-Rouge	3 722	612	426	40	**4 800**
Portneuf	1 543	116	67	29	**1 755**
Rivière-à-Pierre	696	15	13	3	**727**
Saint-Alban	774	24	36	23	**857**
Saint-Basile	1 339	67	47	17	**1 470**
Saint-Casimir	600	66	38	9	**713**
Sainte-Christine-d'Auvergne	707	7	19	10	**743**
Saint-Gilbert	126	1	7	15	**149**
Saint-Léonard-de-Portneuf	727	14	28	10	**779**
Saint-Marc-des-Carrières	1 156	91	62	34	**1 343**
Saint-Raymond	5 650	103	230	51	**6 034**
Saint-Thuribe	153	4	29	4	**190**
Saint-Ubalde	1 723	37	397	27	**2 184**
TNO Lac-Blanc	250				**250**
TNO Lac-Lapeyrère	1				**1**
TNO Linton	223				**223**
Total :	**26 991**	**1 984**	**2 005**	**391**	**31 371**

Source : Municipalités de la MRC de Portneuf, 2026

La localisation de ces risques a été intégrée aux cartes numéros **8.1** à **26.1** jointes en annexe du document. Prendre en considération que seulement le risque le plus élevé par matricule est identifié.

Évolution du nombre de risque pour l'ensemble du territoire de la MRC

Tableau 5 : Évolution du nombre de risque pour l'ensemble du territoire de la MRC

	Nombre de risques par catégorie							
	Faibles		Moyens		Élevés		Très élevés	
	2018	2026	2018	2026	2018	2026	2018	2026
MRC de Portneuf	25 273	26 991	1 458	1 984	1 383	2 005	285	391

Source : Municipalités de la MRC de Portneuf, 2026

Les fluctuations entre les données de la dernière version du schéma et la présente viennent confirmer qu'il a été nécessaire de faire la révision et le redressement de la base de données, et cela se traduit par les actions décrites dans les lignes suivantes. Cette mise à jour s'inscrit également dans un contexte de croissance soutenue et de densification marquée de la région : selon les données des décrets de population du ministère des Affaires municipales du Québec, la population de la MRC de Portneuf est ainsi passée d'un peu plus de 53 000 habitants en 2018 à 59 195 habitants en 2026, soit une augmentation globale d'environ 11%.

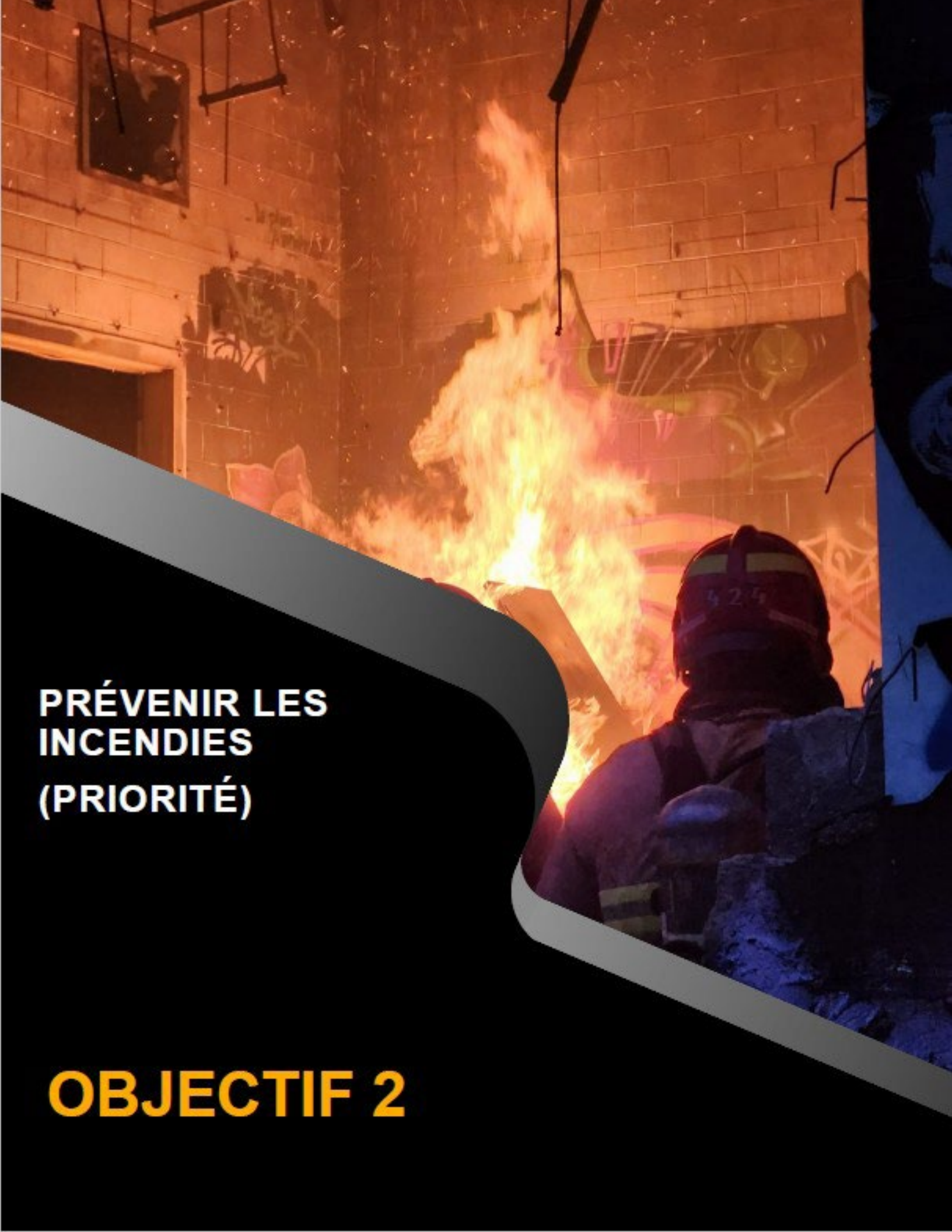
Sur le terrain, le travail des TPI dans nos services d'incendie a permis entre autres de reclasser les risques, notamment des risques moyens à élevés, pour que la réalité soit beaucoup mieux représentée. À titre d'exemple, on peut citer le reclassement de terrains acéricoles qui, historiquement, étaient classés comme « très élevés » alors qu'il y avait une absence complète de bâtiment sur les lieux. Une partie importante du travail a donc consisté à ramener et ajuster ces risques agricoles dans les catégories appropriées (moyens, élevés et très élevés), ce qui s'explique par la volonté d'un recensement précis par le biais du programme régional d'inspection périodique spécifique pour les risques agricoles.

Enfin, l'expansion des parcs industriels et des secteurs commerciaux a entraîné l'arrivée de nouvelles constructions. Si certains risques très élevés ont diminué sur papier, c'est un choix volontaire : on les a réévalués à la baisse pour que nos équipes de prévention et nos interventions (force de frappe) soient mieux adaptées à la réalité du terrain.

Objectifs de protection arrêtés par la MRC

- La MRC de Portneuf, en collaboration avec ses municipalités, a pour objectif de mettre à jour, sur une base continue, les catégories de risques d'incendie de tous les bâtiments du territoire.

- **Action 1 :** Appliquer un mécanisme de mise à jour, en continu, **d'analyse et de la classification des risques** sur l'ensemble de territoire de la MRC, en s'inspirant du *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* du MSP et de ses annexes.



PRÉVENIR LES INCENDIES (PRIORITÉ)

OBJECTIF 2

5 OBJECTIF 2 : PRÉVENIR LES INCENDIES (PRIORITÉ)

Référence : Chapitre 2 des Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie

Objectif 2 :	Planifier les activités de prévention des incendies, prévoir les mesures d'autoprotection ainsi que les dispositions réglementaires afférentes. Tenir compte de l'évolution du territoire et évaluer la mise en œuvre des actions de prévention.

À la suite de l'analyse des risques, la deuxième dimension du modèle de gestion des risques d'incendie concerne la prévention, laquelle regroupe les facteurs qui, se situant en amont de l'incendie, vont généralement permettre d'éviter que celui-ci ne se déclare.

Ces éléments sont :

1) **L'évaluation et l'analyse des incidents**;
2) **La réglementation municipale**;
3) **L'installation et la vérification du fonctionnement des avertisseurs de fumée**;
4) **L'inspection périodique des risques plus élevés**;
5) **Les mesures et les programmes de sensibilisation du public**.

Telles que présentées dans le modèle de gestion des risques d'incendie, les mesures de prévention viseraient essentiellement à réduire l'occurrence des incendies. Au sens strict, c'est en effet le rôle des mesures de prévention que d'empêcher qu'un événement néfaste ne se produise. Nous savons cependant qu'en matière de sécurité incendie, plusieurs programmes de la sorte auront pour effet, le cas échéant, de réduire l'impact d'un éventuel sinistre. En plus de contribuer au développement d'attitudes empreintes de prévoyance et de prudence à l'égard du phénomène de l'incendie, certains programmes d'éducation du public, par exemple, mettront l'accent sur une transmission rapide de l'alerte aux SSI ou sur le développement de réflexes appropriés au moment d'un incendie. En réduisant les besoins en opération de sauvetage ou en facilitant l'intervention des pompiers, ces comportements auront généralement un effet sur le niveau des pertes humaines ou matérielles.

La prévention, appliquée sous une forme ou une autre à l'aide des divers programmes de prévention, est la pierre angulaire incontournable pour protéger la vie, les biens et l'environnement contre les incendies, et ainsi viser une diminution des pertes humaines et matérielles. Il est démontré que les investissements en prévention incendie comportent des bénéfices économiques et sociaux probants pour la société.

La bonification de la réglementation en matière de sécurité incendie, l'apparition de nouvelles technologies et l'expérience acquise permettent aujourd'hui de

moduler l'application des programmes de prévention dans le but d'obtenir des résultats encore plus convaincants. Pour ce faire, le contenu des programmes peut être révisé, au besoin, afin d'y intégrer diverses modalités d'application.

L'ensemble des activités et la mise en place des programmes de prévention se réfèrent aux modalités définies dans le *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* du MSP et de ses annexes techniques.

Dans son rôle de coordination régionale, la MRC a pris en charge la rédaction des cinq programmes de prévention, tandis que les SSI et les Régies demeurent responsables de l'application et de la réalisation de ces programmes sur leur territoire respectif ainsi que sur les territoires qu'ils desservent. Les responsabilités spécifiques pour chaque programme ont été établies selon le tableau suivant :

Tableau 6 : Responsabilités – programmes de prévention

Programme	Responsabilité		
	Coordination du programme	**Mise à jour**	**Application**
Évaluation et analyse des incidents	Autorité régionale		SSI pour le ou les territoires qu'ils desservent
Réglementation municipale	Autorité régionale	Autorité locale	SSI pour le ou les territoires qu'ils desservent
Installation et vérification du fonctionnement des avertisseurs de fumée	Autorité régionale		SSI pour le ou les territoires qu'ils desservent
Inspection périodique des risques plus élevés	Autorité régionale		SSI pour le ou les territoires qu'ils desservent
Mesures et programmes de sensibilisation du public	Autorité régionale		SSI pour le ou les territoires qu'ils desservent

5.1 L'évaluation et l'analyse des incidents

Référence : Section 2.1 des Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie

Les éléments essentiels d'un programme d'évaluation et d'analyse des incidents comprennent :

1. Les critères de sélection des incidents à évaluer;
2. Les données et renseignements recueillis;
3. L'utilisation prévue des renseignements collectés;
4. Les ressources humaines et financières allouées à l'analyse des incidents, y compris la formation du personnel chargé de cette fonction.

Comprendre les circonstances à l'origine des sinistres est crucial pour mettre en place les mesures les plus efficaces afin de prévenir leur récurrence. La méthodologie pour réaliser une analyse des risques est décrite dans la section 2.2 du *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies*, tandis que la méthodologie pour la recherche des causes et des circonstances d'un incendie se trouve dans la section 10 du *Guide relatif aux opérations pour les services de sécurité incendie.*

Bien que la coordination du programme soit désormais centralisée à la MRC, et ce, depuis janvier 2026, l'analyse terrain des incidents relève de la responsabilité des directeurs des douze SSI pour leur territoire respectif. Tous les services disposent de personnel dûment qualifié pour réaliser la recherche des causes et des circonstances d'un incendie (RCCI), conformément à l'article 7 du Règlement sur les conditions pour exercer au sein d'un service de sécurité incendie municipal. Ces intervenants sont soit accrédités par l'ÉNPQ (RCCI 1, 2 ou ONU), soit détenteurs d'une attestation d'études collégiales (AEC) en prévention des incendies.

Depuis janvier 2026, un programme régional d'évaluation et d'analyse des incidents est en application au sein de la MRC de Portneuf. Lors de la période de validité du précédent schéma, l'application de ce programme s'effectuait de manière décentralisée au niveau de chacun des SSI, sans concertation régionale. Cette gestion fragmentée a limité la capacité de la MRC à centraliser les informations et à produire une vision d'ensemble des interventions sur le territoire.

En raison de ce mode de fonctionnement, la MRC note une absence de données historiques consolidées pour la période précédente. Cette lacune méthodologique ne permet pas de valider avec précision le taux de réussite des objectifs fixés par le passé, ni de mesurer l'impact réel des activités de prévention qui en découlaient.

Le virage amorcé en janvier 2026, vers une structure coordonnée par la MRC, permettra d'assurer une collecte de données uniforme et rigoureuse. Ce travail est essentiel pour orienter stratégiquement les futures actions de prévention,

optimiser les interventions et répondre pleinement aux obligations de la Loi sur la sécurité incendie.

Portrait de la situation

L'analyse des incidents sert de base pour orienter les mesures de prévention en dirigeant les actions des services vers les situations les plus problématiques ou ayant des conséquences néfastes pour la communauté. Dans son rôle de coordination, la MRC de Portneuf a pris en charge la rédaction de ce programme régional afin d'en assurer l'uniformité.

Lors d'un incendie sur le territoire, les services de sécurité incendie possèdent les ressources qualifiées pour effectuer les enquêtes afin d'en déterminer la cause et les circonstances. Ces intervenants détiennent la formation exigée pour accomplir leur travail selon les règles de l'art. Leur mission consiste, entre autres, à procéder à l'analyse de l'incident à l'origine du sinistre et à produire des données structurées.

L'évaluation et l'analyse des incidents constituent l'outil le plus stratégique pour mieux cibler les activités de sensibilisation du public et contribuer à réduire le nombre d'événements. Ce programme permet également aux municipalités de moduler ou de bonifier leur réglementation en prévention des incendies, en s'appuyant sur les résultats de l'analyse des incidents réalisée annuellement au niveau régional.

Objectifs de protection arrêtés par la MRC

- Les municipalités doivent maintenir un registre des incidents incluant la cause probable, le lieu d'origine, l'origine de l'inflammation, le combustible ou l'énergie qui a alimenté la source, le nombre de victimes, l'étendu des dommages matériels, le nombre d'incendies par usage de bâtiments, le secteur géographique de l'incendie ainsi que le nombre d'appels incendie (fondés ou non fondés).
- De mettre sur pied un **comité régional** sous l'égide du CSI, regroupant les TPI et le personnel RCCI pour l'évaluation et l'analyse des incidents, à raison d'au minimum deux rencontres par année, dans le but d'émettre des recommandations en rapport avec le programme d'activités de sensibilisation du public.
- De s'assurer que le personnel attitré à la RCCI, au sein des SSI, détienne la qualification requise comme spécifié à l'article 7 du Règlement sur les conditions pour exercer au sein d'un service de sécurité incendie municipal.

- **Action 2 :** Appliquer et, au besoin, modifier le programme régional **d'évaluation et d'analyse des incidents**, qui s'inspire du *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* du MSP et de ses annexes.

5.2 La réglementation municipale en sécurité incendie

Référence : Section 2.2 des Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie

Aux Orientations du ministre de la Sécurité publique, il est souligné que la réglementation constitue un aspect souvent sous-évalué et, par conséquent, négligé par les administrations municipales en matière de prévention des incendies. Pourtant, l'application de normes reconnues en sécurité incendie représente l'une des méthodes les plus efficaces pour minimiser les pertes humaines et matérielles dues aux incendies.

En vertu des règles qui guident leurs actions, les autorités locales disposent de pouvoirs généraux leur permettant de régir une vaste gamme de sujets liés à la sécurité incendie : utilisation du gaz ou de l'électricité, installation d'avertisseurs de fumée, systèmes d'alarme, extincteurs ou gicleurs automatiques ainsi que la construction, l'entretien et l'utilisation des cheminées ou des appareils de chauffage et la gestion des matières combustibles, entre autres.

Le *Guide sur la planification des mesures de prévention des incendies* met en lumière des points essentiels sur la réglementation. Il souligne l'importance d'une réglementation efficace en sécurité incendie et propose une vision d'harmonisation des codes modèles de construction et de sécurité pour parvenir à une conciliation réglementaire. À cet effet, le gouvernement du Québec a récemment entrepris de se concerter avec les municipalités sur la façon d'harmoniser le contenu des règlements de construction et de sécurité en vigueur sur le territoire. D'ici à ce que des mécanismes soient définis, il va sans dire que les municipalités qui seraient en voie d'adopter ou de réviser leur réglementation ont tout intérêt à aligner le contenu de celle-ci aux normes nationales.

L'harmonisation des règlements au sein de la MRC s'effectue par l'entremise du RMU (Règlement municipal unifié) adopté au sein des municipalités et qui sert de modèle de base pour les différents règlements en prévention des incendies municipaux.

La réglementation en matière de sécurité incendie comprend les normes (CNPI et/ou CBCS) que les propriétaires doivent respecter pour garantir la sécurité des bâtiments et des installations tout au long de leur durée de vie utile. Elle comprend aussi d'autres aspects de réglementation, tels que pyrotechnie, foyer extérieur, feu à ciel ouvert, équipements de détection et de protection incendie, etc. Il est aussi recommandé aux municipalités d'adopter un règlement sur les alarmes non fondées afin d'accroître la sensibilisation du public ainsi que des institutions, industries et commerces envers le bon fonctionnement de leurs systèmes de détection et d'avertisseur.

En synthèse, la mise en œuvre des normes de sécurité incendie repose sur la coopération entre les organismes de régulation, les experts en sécurité, les gestionnaires des installations et la population. Cela favorise la création d'un cadre sécuritaire, la diminution des dangers d'incendie et la protection proactive des vies et des biens.

Portrait de la situation

Les règlements touchant la sécurité incendie applicables sur le territoire de la MRC de Portneuf relèvent de la compétence des autorités locales. Chaque municipalité assume la responsabilité d'adopter, d'appliquer et de mettre à jour périodiquement son règlement de prévention.

La réglementation municipale constitue un outil indispensable du schéma de couverture de risques pour assurer la surveillance et la vérification de la conformité. À ce jour, un programme de réglementation est en place dans chacune des 18 municipalités du territoire. Toutefois, il est important de noter qu'aucun règlement de prévention n'est présentement en vigueur pour les territoires non organisés (TNO).

L'analyse de la situation révèle que la majorité des règlements municipaux concernant la prévention incendie date de 2012, année où les municipalités avaient adopté le règlement uniformisé proposé lors du précédent schéma. Depuis cette période, seule la Ville de Pont-Rouge a procédé à une mise à jour complète de son règlement, en 2022.

Pour les autres municipalités, bien que le cadre de 2012 demeure en vigueur, le présent schéma prévoit un processus d'harmonisation. Ce chantier, coordonné par la MRC, vise à actualiser les normes de sécurité pour l'ensemble des municipalités afin de refléter l'évolution des technologies et des exigences du ministère de la Sécurité publique.

Objectifs de protection arrêtés par la MRC

- Les municipalités entendent poursuivre l'application de la réglementation municipale en matière de sécurité incendie et à l'améliorer au besoin.
- D'appliquer et de mettre en place des normes minimales de sécurité afin de réduire l'occurrence des incendies ainsi que les pertes de vie, les pertes matérielles et les dommages à l'environnement attribuables à l'incendie.
- De s'assurer que le personnel attitré à l'application de la réglementation réponde aux exigences légales et professionnelles et que leurs connaissances soient à jour.
- De maintenir une réglementation en matière de prévention des incendies à jour, qui devrait aussi permettre de bonifier la sensibilisation et l'information du public sur les mesures à prendre pour se protéger.

- **Action 3 :** Appliquer et, au besoin, modifier les diverses **dispositions de la réglementation municipale** en s'inspirant du *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* du MSP et de ses annexes.

5.3 L'installation et la vérification du fonctionnement des avertisseurs de fumée

Référence : Section 2.1 des Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie

Le *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* établit que le programme de vérification des avertisseurs de fumée est un pilier fondamental de la sécurité incendie. Bien que les orientations ministérielles se concentrent sur la fumée, le programme régional rédigé et coordonné par la MRC de Portneuf inclut systématiquement les avertisseurs de monoxyde de carbone, augmentant ainsi le niveau de protection des citoyens.

L'installation et la vérification régulière des avertisseurs de fumée et de monoxyde de carbone revêtent une importance cruciale dans la préservation de la vie et la protection des biens. Ces dispositifs de sécurité jouent un rôle essentiel en alertant les occupants en cas de danger, leur offrant ainsi une précieuse fenêtre d'opportunité pour réagir promptement et en toute sécurité.

Lors du précédent schéma, le portrait régional révélait que peu de SSI disposaient d'un programme formel. De plus, les visites de prévention et les autovérifications n'étaient pas comptabilisées selon une méthodologie uniforme, ce qui a faussé certaines données statistiques transmises au ministère de la Sécurité publique.

Afin de corriger cette situation, un programme uniformisé sous la coordination de l'autorité régionale, est désormais en application au sein de la MRC de Portneuf. Ce programme dont l'application demeure la responsabilité de l'autorité locale, assure une harmonisation des visites de prévention et des autovérifications, garantissant ainsi l'intégrité des rapports annuels d'activités.

Portrait de la situation

Le programme de l'installation et de la vérification des avertisseurs de fumée de la MRC de Portneuf se décline en deux volets :

1. **L'autovérification** : Ce volet sollicite la participation de la population par l'envoi de formulaires sur l'installation et la vérification des avertisseurs de fumée et de monoxyde de carbone par la poste, par courriel, via un lien sur un site Web ou via des accroche-portes. Les formulaires, une fois retournés au SSI, sont analysés et permettent d'identifier les résidences nécessitant une visite physique. Le SSI assure le suivi des adresses non conformes ou non répondues selon les ressources disponibles. Les données recueillies sont ensuite compilées, analysées et présentées dans le rapport annuel d'activités.

2. **L'installation et la vérification des avertisseurs de fumée** : Ce volet est géré de manière autonome par chaque SSI. Les pompiers effectuent des visites de prévention pour les catégories de risques faibles et moyens, et ce, afin d'assurer de la conformité de l'installation et du fonctionnement des

avertisseurs de fumée et de monoxyde de carbone. De plus, durant ces visites, les pompiers peuvent procéder à différentes observations afin de diminuer les risques d'incendie et diffuser des conseils de prévention aux résidents pour les sensibiliser aux risques d'incendie dans leur résidence. Les résultats sont intégrés dans le rapport annuel d'activités.

L'embauche de techniciens en prévention incendie (TPI) par certaines municipalités, ou le partage de ces ressources à l'échelle régionale, constitue un levier majeur pour accroître le volume des inspections. Ce renforcement des effectifs soutient directement l'atteinte des cibles de protection fixées par chaque autorité locale.

Il est important de préciser que, pour les visites résidentielles de catégories faible et moyen, la présence d'un préventionniste n'est pas obligatoire. Chaque SSI doit donc mettre en place des mesures avec ses pompiers formés pour assurer la réalisation du programme. Ce mode de fonctionnement permet d'optimiser les ressources spécialisées pour les dossiers complexes tout en garantissant une couverture préventive sur l'ensemble du territoire.

Actuellement, les visites terrain s'effectuent par une combinaison de TPI et de pompiers qualifiés. Sur l'ensemble de la période d'application du précédent schéma (2018-2025), la moyenne de réussite des objectifs fixés pour ce programme s'établit à 57 %. Ce bilan démontre la nécessité de consolider les ressources en prévention, qu'il s'agisse de techniciens spécialisés ou de pompiers formés à ces tâches, pour répondre pleinement aux exigences de cet objectif.

Objectifs de protection arrêtés par la MRC

- De maintenir un programme d'installation et de vérification des avertisseurs de fumée et de monoxyde de carbone, basé sur le *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* du MSP et de ses annexes.
- D'établir une périodicité des visites selon le programme régional sur les avertisseurs de fumée en respectant les délais prévus au *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* du MSP et de ses annexes.
- De s'assurer que chaque logement ou unité de logement soit muni d'avertisseurs de fumée fonctionnels à chaque étage, conformément à la réglementation.
- De s'assurer que chaque bâtiment soit muni d'un avertisseur de monoxyde de carbone où l'on retrouve de la production de monoxyde de carbone, comme pour un système de cuisson, de chauffage ou d'un véhicule.

- **Action 4 :** Appliquer et, au besoin, modifier le programme concernant **l'installation et la vérification du fonctionnement des avertisseurs de fumée**, lequel devra prévoir une périodicité n'excédant pas sept ans pour les visites,

qui s'inspire du *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* du MSP et de ses annexes.

5.4 Le programme d'inspection des bâtiments à risques moyens, élevés et très élevés

Référence : Section 2.1 des Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie

Le *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* mentionne que le programme d'inspection des bâtiments à risques moyens, élevés et très élevés est un des éléments obligatoires à prévoir dans la planification d'activités de prévention des incendies.

Ce programme vise l'ensemble des bâtiments considérés comme risques moyens, élevés ou très élevés au sens de la classification proposée dans les *Orientations*. La personne qui agit à titre de préventionniste pour l'autorité locale et qui effectue les inspections dans le cadre de ce programme doit posséder la scolarité exigée à l'article 2 du Règlement sur les conditions pour exercer au sein d'un service de sécurité incendie municipal.

Au cours du dernier SCRSI, peu de SSI détenaient un programme d'inspection des bâtiments à risques moyens, élevés et très élevés en bonne et due forme. Cependant, les inspections ont été effectuées selon les délais prescrits dans le *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* du MSP. Un programme, sous la coordination de l'autorité régionale, est en application au sein de la MRC de Portneuf dans le but de respecter les orientations ministérielles.

Portrait de la situation

Actuellement, le programme d'inspection des bâtiments à risques moyens, élevés et très élevés, qui inclut les risques agricoles, est appliqué dans toutes les municipalités. En outre, chaque municipalité s'appuie sur une ressource qualifiée en prévention des incendies (TPI) pour effectuer ses inspections. Le **Tableau 7** ci-dessous illustre la répartition des TPI sur le territoire de la MRC de Portneuf.

Tableau 7 : Répartition des techniciens en prévention incendie sur le territoire de la MRC de Portneuf

Municipalités	TPI du SSI	TPI (entente avec autre SSI)
Cap-Santé	X	RÉPPI
Deschambault-Grondines	X	RÉPPI
Donnacona	X	
Lac-Sergent		Saint-Raymond
Neuville		Donnacona
Pont-Rouge	X	
Portneuf	X	RÉPPI
Rivière-à-Pierre	X	
Saint-Alban		Saint-Raymond
Saint-Basile		Pont-Rouge
Saint-Casimir		Pont-Rouge
Sainte-Christine-d'Auvergne	X	RÉPPI
Saint-Gilbert		St-Marc-des-Carrières / Saint-Raymond
Saint-Léonard-de-Portneuf		Saint-Raymond
Saint-Marc-des-Carrières	X	
Saint-Raymond	X	
Saint-Thuribe		Pont-Rouge
Saint-Ubalde	X	

Source : SSI de la MRC de Portneuf, 2025

Objectifs de protection arrêtés par la MRC

- De s'assurer de la norme minimale de sécurité en prévention incendie dans les bâtiments à risques plus moyens, élevés, très élevés ainsi qu'agricoles.
- De réviser, au besoin, le programme d'inspection des risques moyens, élevés et très élevés.

- **Action 5 :** Appliquer et, au besoin, modifier le programme **d'inspection des bâtiments à risques moyens, élevés et très élevés**, lequel doit se référer aux modalités définies et aux périodicités inscrites dans le *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* du MSP et de ses annexes, pour les inspections.
- **Action 5.1 :** Appliquer et, au besoin, modifier le programme **d'inspection périodique spécifique pour les risques agricoles**, lequel doit se référer aux modalités définies et aux périodicités inscrites dans le *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* du MSP et de ses annexes.

5.5 Le programme d'activités de sensibilisation du public

Référence : Section 2.1 des Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie

Le *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* mentionne que le programme d'activités de sensibilisation de la population est

un des éléments devant minimalement faire partie d'une planification d'activités de prévention des incendies.

Ce programme regroupe toutes les opérations liées à la sensibilisation du public en fonction des problématiques identifiées lors de l'analyse des incendies et des risques sur le territoire. La simple connaissance par les citoyens des phénomènes ou des comportements à l'origine des sinistres constitue un puissant levier de prévention.

Les municipalités et les SSI déploient des activités et des outils concrets pour promouvoir les bonnes pratiques en matière de sécurité incendie de façon proactive. Ces interventions sont adaptées selon l'emplacement et la clientèle visée, permettant de joindre efficacement les jeunes, les étudiants, les personnes âgées, les agriculteurs ainsi que la population en général.

Au cours du dernier SCRSI, les activités de sensibilisation du public ne s'effectuaient, dans la majorité des cas, que lors des exercices d'évacuation annuels, lors d'activités de portes ouvertes des casernes et, à l'occasion, lors d'activités festives locales. Cependant, les messages n'étaient pas harmonisés selon les réalités du territoire et, particulièrement, selon les analyses et les évaluations des incidents.

Pour remédier à cette situation, l'autorité régionale a rédigé un programme d'activités de sensibilisation, lequel est mis en application par les différents SSI du territoire. Dorénavant, les recommandations émises par le comité d'évaluation et d'analyse des incidents de la MRC de Portneuf dictent les thèmes de sensibilisation intégrés périodiquement au programme. Les objectifs biannuels définis par ce comité, basés sur les conclusions des analyses d'incidents, sont déployés par les SSI auprès de leurs publics cibles respectifs par l'entremise de divers médiums de communication.

Portrait de la situation

Bien que les activités de sensibilisation soient nombreuses sur le territoire de la MRC de Portneuf, elles manquaient jusqu'à présent de concertation régionale, ce qui se traduisait par des initiatives isolées souvent réalisées sans lien direct avec les priorités identifiées par l'analyse globale des risques. Malgré ce manque d'harmonisation, les SSI maintiennent une présence active et diversifiée auprès de la population.

Cette implication se manifeste par la tenue de kiosques de prévention, la distribution de dépliants et la diffusion de conseils de sécurité sur les réseaux sociaux. Sur le plan de l'éducation, la majorité des services réalise des pratiques d'évacuation rigoureuses dans les écoles, les services de garde et les résidences pour personnes âgées (RPA), en plus de participer activement à *La Grande Évacuation* lors de la *Semaine de la prévention des incendies*. Les services privilégient également les contacts directs lors des journées portes ouvertes dans

les casernes ou par une présence préventive dans les rues lors de la fête de l'Halloween.

Le nouveau programme coordonné par l'autorité régionale vient désormais structurer ces efforts existants. En s'appuyant sur ces interventions déjà implantées dans les milieux, il permet d'aligner les messages et les objectifs sur les recommandations du comité d'évaluation et d'analyse des incidents de la MRC de Portneuf, garantissant ainsi que chaque activité répond dorénavant à un besoin prioritaire du territoire.

En complément des actions terrain des SSI, un volet de sensibilisation spécifique aux résidences et baux de villégiature est mis en place. La MRC assume la responsabilité de cette intervention pour les baux situés sur les territoires non organisés (TNO), alors que les autorités locales assurent la sensibilisation pour les secteurs de villégiature situés sur leur propre territoire.

Ces interventions s'effectuent par des envois postaux ciblés aux propriétaires afin de les informer des risques inhérents à leur milieu. Les thématiques abordées traitent de sujets cruciaux tels que l'entretien des avertisseurs de fumée et de monoxyde de carbone, ainsi que la sécurité liée aux appareils de détection et aux risques spécifiques à l'utilisation du propane

Objectifs de protection arrêtés par la MRC

- La MRC prévoit de mettre à jour régulièrement le programme de sensibilisation du public, lequel continuera d'être mis en œuvre par les SSI afin d'en assurer l'amélioration constante.
- Les activités évoquées précédemment seront ajustées et adaptées en fonction des recommandations du comité d'évaluation et d'analyse des incidents de la MRC de Portneuf.

- **Action 6 :** Appliquer et, au besoin, modifier le programme **d'activités de sensibilisation du public**, lequel doit se référer aux modalités définies dans le *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* du MSP et de ses annexes. Prendre en considération les recommandations du comité régional d'évaluation et d'analyse des incidents dans le but de soutenir le programme annuel d'activités de sensibilisation du public.
- **Action 6.1 :** Distribuer à la population un dépliant comportant un volet sensibilisation du public destiné aux secteurs présentant des lacunes d'intervention efficace.

5.6 Les mesures d'autoprotection

Référence : Section 2.2.1 des Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie

Les mesures d'autoprotection ont pour objectifs d'alerter et de maintenir le feu dans des conditions d'extinction favorables en limitant sa propagation en

attendant l'arrivée des pompiers. Ces mesures sont à préconiser lorsqu'il n'est pas possible de combler certaines lacunes d'intervention (ex. : temps de réponse élevé, ressources d'intervention insuffisantes et enjeux d'accessibilité).

Pour ces situations, les autorités locales peuvent inciter les citoyens, les entreprises et les exploitants d'immeuble à adopter des mesures d'autoprotection (ex. : extincteurs, système d'alarme d'incendie, avertisseurs de fumée additionnels, colonnes sèches et gicleurs).

Lors des inspections des risques moyens, élevés et très élevés, les techniciens en prévention incendie (TPI), sur le territoire de la MRC, s'assurent que les systèmes d'autoprotection sont présents, lorsqu'ils sont obligatoires selon la réglementation municipale, et inspectés selon les normes en vigueur. En l'absence de moyens d'autoprotection ou lorsqu'ils sont non obligatoires, les TPI sensibilisent les responsables des bâtiments de l'efficacité et des avantages des équipements de protection incendie.

Portrait de la situation

Pour certaines municipalités de la MRC de Portneuf, le Code de la construction et la réglementation municipale imposent, pour certaines catégories de bâtiments, l'installation de systèmes fixes de détection ou d'extinction des incendies. En outre, lors de leurs inspections, les techniciens en prévention incendie (TPI) sont responsables d'effectuer la promotion des mesures d'autoprotection existantes auprès des propriétaires de bâtiments classés comme présentant des risques plus élevés, tout en leur fournissant des conseils sur les comportements préventifs.

Dans la MRC de Portneuf, certaines entreprises forment leurs employés à l'utilisation d'extincteurs portatifs afin d'être en mesure de pouvoir intervenir sécuritairement en cas de début d'incendie.

Ces mesures sont d'autant plus cruciales pour les bâtiments considérés comme ayant des lacunes d'intervention. Un bâtiment est qualifié de ce type s'il se trouve dans une zone où l'un des éléments nécessaires pour atteindre une force de frappe conforme aux exigences en vigueur ne peut être déployé dans un délai de quinze minutes. Il est donc impératif de sensibiliser et d'envisager des mesures compensatoires pour les bâtiments, tant à risque faible, qu'à risque moyen, élevé et très élevé lors des visites de prévention, situés dans des zones à lacunes d'intervention.

Objectifs de protection arrêtés par la MRC

- D'identifier s'il y a présence de lacunes d'intervention sur le territoire du SSI.
- D'établir des actions et recommander des mesures supplémentaires de prévention aux propriétaires pour compenser les lacunes d'intervention.

- **Action 7 :** Appliquer des **mesures en matière d'autoprotection** en se référant au *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* du MSP et de ses annexes.

5.7 Évaluation des mesures de prévention

Référence : Section 2.4 des Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie

Le processus d'évaluation des mesures de prévention repose sur l'analyse comparative entre les cibles fixées dans les différents programmes et les performances réellement obtenues. Cet exercice prend la forme d'un bilan annuel intégré au rapport d'activités, lequel documente l'état d'avancement des mesures de prévention. Ce document doit non seulement mesurer le succès des interventions, mais aussi exposer les constats terrain et identifier les correctifs nécessaires pour optimiser la sécurité. À ce titre, la mise à jour des stratégies du schéma de couverture de risques doit impérativement s'appuyer sur les conclusions de ce bilan. Il importe d'évaluer les mesures de prévention, incluant la réglementation et de combiner cette évaluation aux résultats de l'analyse des incidents. Ceci permet d'obtenir les informations requises pour cibler des objectifs de protection visant à diminuer le nombre d'incendies ainsi que les pertes humaines et matérielles.

Portrait de la situation

Les municipalités de la MRC de Portneuf assurent une évaluation de leurs mesures de prévention afin de garantir l'efficacité des actions visant à réduire les risques d'incendie. Ce processus repose sur une collecte de données structurée, permettant de suivre l'atteinte des objectifs et d'adapter les stratégies locales en fonction des constats observés sur le terrain.

La MRC de Portneuf joue un rôle central de coordination et de soutien. Elle fournit les outils et les méthodes permettant d'harmoniser la compilation des données à l'échelle régionale. Grâce à cette approche coordonnée, il est possible de générer des indicateurs précis et des tableaux de bord qui facilitent l'analyse des résultats pour l'ensemble du territoire. En identifiant rapidement les écarts entre les cibles fixées et les résultats obtenus, la MRC et les municipalités peuvent ajuster les mesures préventives de manière proactive.

Chaque année, ces données sont consolidées dans le rapport annuel d'activités, qui dresse un bilan détaillé de l'application des programmes de prévention. Ce document évalue le degré d'atteinte des résultats et intègre une analyse des tendances observées. En combinant ce bilan aux résultats du comité d'analyse des incidents, la MRC obtient une vision globale des enjeux régionaux.

Cette consolidation permet d'orienter les efforts de prévention là où ils sont le plus nécessaires et d'optimiser les actions de sensibilisation pour qu'elles reflètent les réalités changeantes du territoire. L'ensemble de ces efforts garantit une

cohérence entre la planification régionale et l'exécution locale, assurant ainsi une protection optimale de la population et des biens.

5.8 Développement du territoire

Les SSI doivent être consultés lors de la planification du développement urbain des municipalités, notamment pour ajuster les programmes de prévention, pour s'assurer du respect de la réglementation en vigueur en matière de prévention des incendies ainsi que pour prévoir des interventions adéquates dans ces nouveaux secteurs. En effet, le développement du territoire peut entraîner des répercussions sur les capacités d'intervention des SSI.

Portrait de la situation

Depuis 2018, la MRC de Portneuf a connu une croissance démographique soutenue, sa population passant de 53 084 habitants à 59 298 habitants en 2026. Cette progression reflète un développement résidentiel et commercial dynamique, particulièrement au sein de pôles urbains majeurs tels que Saint-Raymond (11 964 hab.), Pont-Rouge (11 351 hab.) et Donnacona (7 809 hab.). En concentrant la majorité de ces nouveaux projets à l'intérieur des 21 périmètres d'urbanisation établis sur le territoire.

Cette vision territoriale, portée par les autorités locales, oriente les actions vers un développement responsable et structuré qui prévoit notamment :

- Un développement urbain intégré autour des noyaux villageois et des zones de services afin d'optimiser l'utilisation du sol et de faciliter les interventions d'urgence;
- La modernisation des infrastructures municipales, incluant la mise aux normes des réseaux d'aqueduc, pour garantir un approvisionnement en eau adéquat lors des opérations de lutte contre les incendies;
- Une gestion proactive des risques locaux, impliquant une analyse des nouveaux développements résidentiels, industriels et de villégiature pour anticiper les besoins en protection;
- Un renforcement de la sécurité de proximité, en intégrant les enjeux de sécurité incendie dans les prises de décisions d'aménagement du territoire.

Dans ce contexte, les services de sécurité incendie jouent un rôle de premier plan auprès de leurs municipalités respectives en s'assurant que les nouvelles constructions respectent les normes et que les plans d'intervention évoluent au même rythme que le bâti. Cette mission repose sur une collaboration étroite entre les services d'urbanisme des autorités locales et les SSI.

Conformément à son rôle de coordination, la MRC assure l'évaluation globale de ces développements. Le comité d'évaluation et d'analyse des incidents de la MRC de Portneuf est en place afin d'analyser continuellement l'impact de la croissance de l'ensemble du territoire sur l'application du schéma de couverture

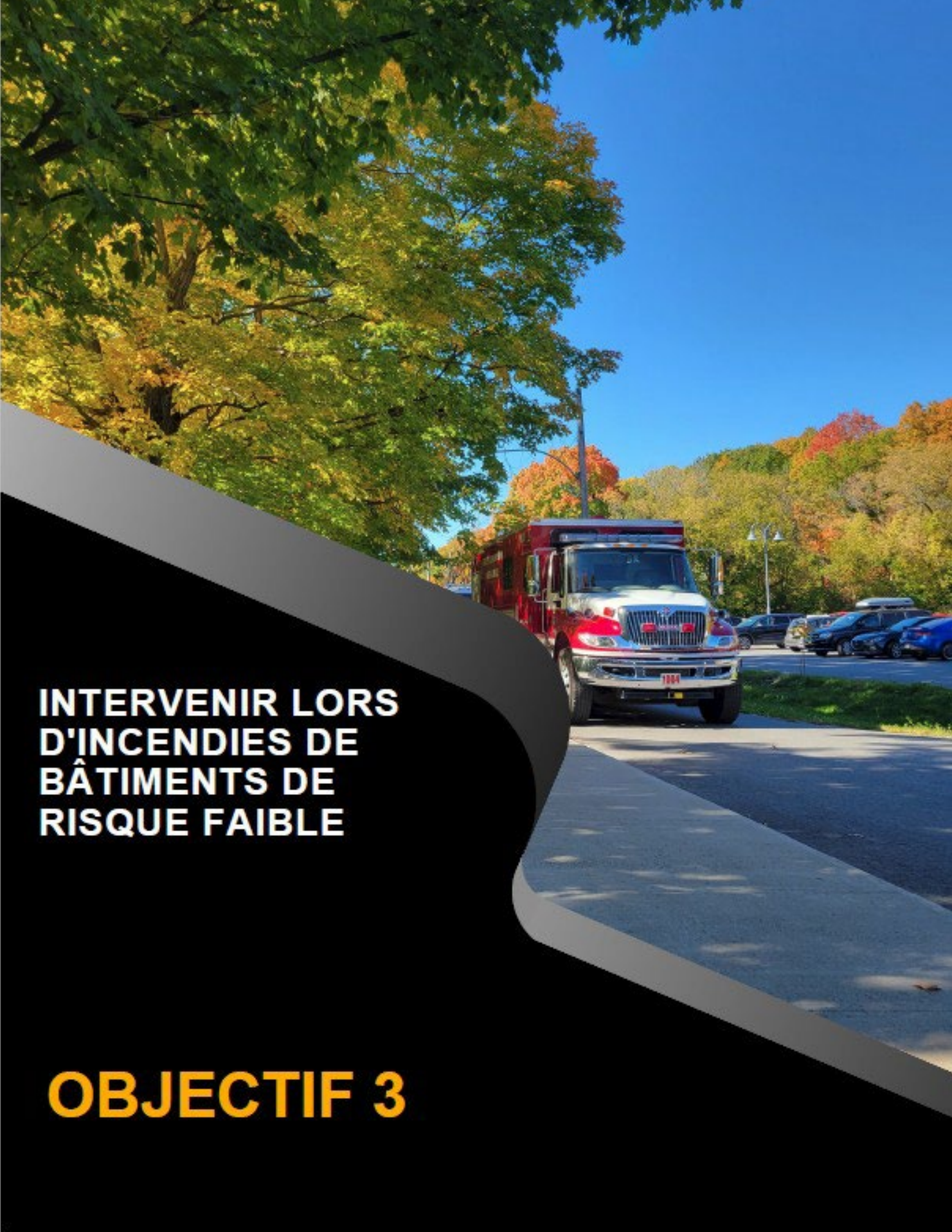
de risques. Cette intégration stratégique coordonnée permet d'anticiper les défis liés à l'expansion démographique et d'assurer une protection optimale aux 59 298 citoyens et aux entreprises de le MRC de Portneuf.

Objectif de protection arrêté par la MRC

- **Action 8 :** Mettre en place et appliquer un mécanisme garantissant que les services de sécurité incendie (SSI) sont systématiquement consultés lors de la planification du développement urbain.



Crédit : Urgence Portneuf.com



INTERVENIR LORS D'INCENDIES DE BÂTIMENTS DE RISQUE FAIBLE

OBJECTIF 3

6 OBJECTIF 3 : INTERVENIR LORS D'INCENDIES DE BÂTIMENTS DE RISQUE FAIBLE

Référence : Chapitre 3 des Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie

Objectif 3 :	Intervenir de façon sécuritaire lors d'incendies de bâtiments de risque faible avec la force de frappe requise, pour sauver des vies et réduire les pertes matérielles. Planifier et coordonner des interventions optimales en tenant compte des ressources disponibles et en faisant abstraction des limites administratives. Favoriser la collaboration entre les SSI situés à proximité.

Mise en contexte

La troisième partie du modèle de gestion des risques est la plus concrète et la plus cruciale en matière de sécurité incendie, car elle est opérationnelle et a un impact. C'est dans cette partie que la majorité du budget sera investie.

L'intervention comprend **quatre éléments essentiels** pour garantir une intervention efficace. La prise en compte de ces éléments, dans une perspective de gestion des risques et de planification de la sécurité incendie, vise à assurer une intervention permettant de limiter l'impact d'un incendie. Ces quatre éléments sont : **le temps de réponse, le personnel d'intervention**, **les équipements de pompage et de transport d'eau** ainsi que **les sources d'alimentation en eau nécessaires**. Ces éléments combinés assurent la force de frappe.

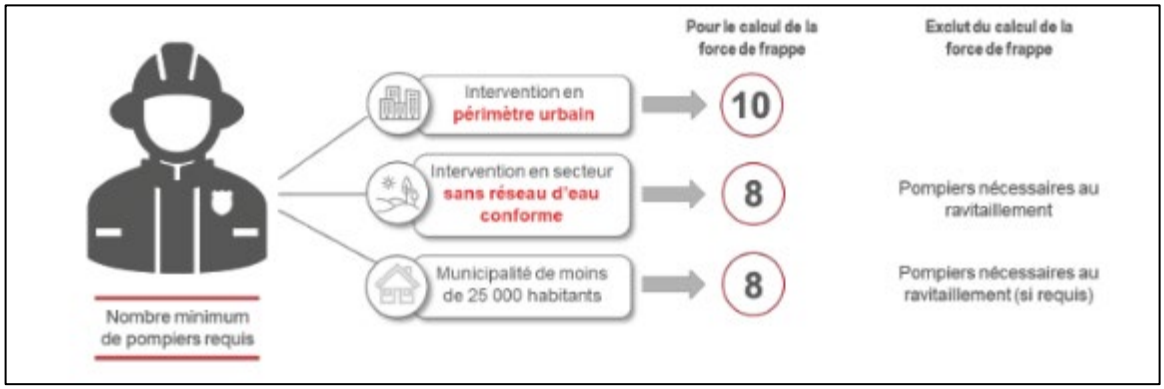


Figure 4 : Nombre de pompiers requis selon le secteur d'intervention
Source : Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie, 2025

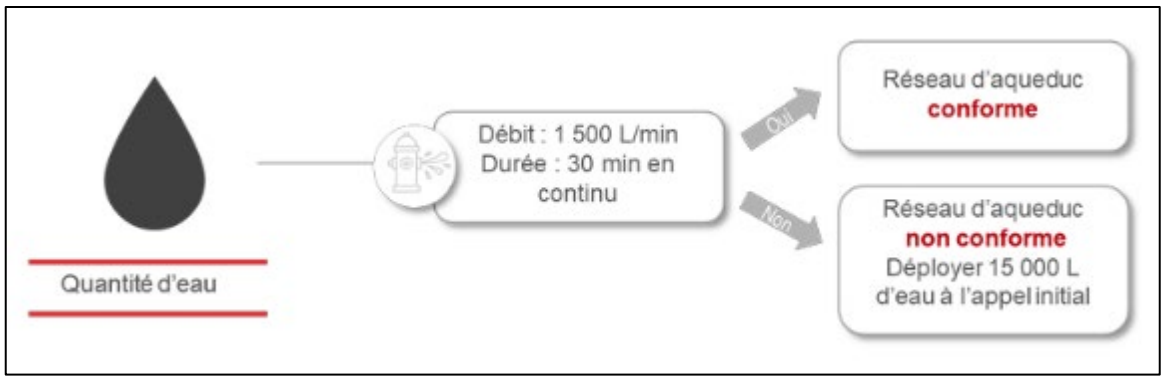


Figure 5 : Quantité d'eau déployée à l'appel initial selon la conformité du réseau d'aqueduc
Source : Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie, 2025

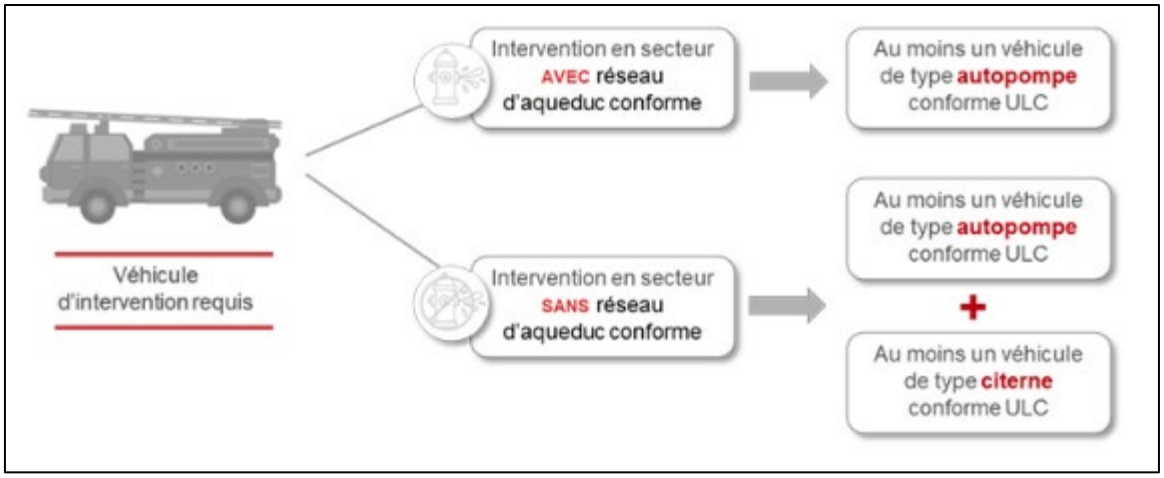


Figure 6 : Véhicule d'intervention requis selon la conformité du réseau d'aqueduc
Source : Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie, 2025

Pour être considéré comme conforme, un réseau d'aqueduc doit être en mesure de fournir au minimum un débit de 1 500 litres par minute pour une durée en continu de trente minutes. Ce débit vise à assurer une intervention efficace et sécuritaire pour un risque faible.

Un réseau d'aqueduc qui n'atteint pas le débit mentionné ci-dessus n'est pas conforme. Un réseau qui n'a pas fait l'objet des vérifications requises est réputé ne pas être conforme. En l'absence d'un réseau d'aqueduc conforme, l'autorité responsable doit acheminer, à l'appel initial, un minimum de 15 000 litres d'eau sur les lieux d'une intervention en présence d'un bâtiment de risque faible.

6.1 L'acheminement des ressources

Dans le domaine de la sécurité incendie, la gestion efficace de l'acheminement des ressources est cruciale pour garantir une réponse rapide, coordonnée et adaptée à l'ensemble des situations d'urgence. Qu'il s'agisse d'interventions pour des risques faibles, qui représentent la majorité des appels, ou pour des risques

moyens, élevés et très élevés, une planification rigoureuse constitue un élément clé pour optimiser le temps de réponse. La partie 4 du *Guide relatif aux opérations pour les services de sécurité incendie* élabore d'ailleurs sur les principes fondamentaux de cette gestion opérationnelle.

L'optimisation de l'acheminement débute bien avant qu'un sinistre ne survienne par une planification pré-incident rigoureuse. Cette préparation implique d'identifier les zones vulnérables et d'élaborer des plans d'intervention particuliers détaillés, ce qui permet d'accélérer la réponse sur le terrain en établissant des itinéraires préétablis et en réduisant les délais de navigation.

Pour minimiser le temps d'arrivée sur les lieux, un positionnement stratégique des effectifs et des équipements spécialisés est requis à l'échelle du territoire. Les camions, les véhicules spéciaux et le personnel doivent être répartis de manière à optimiser la couverture, une démarche qui s'appuie sur une connaissance approfondie de la géographie locale et des points d'accès prioritaires.

Enfin, l'apport technologique représente un atout précieux pour fluidifier ces déplacements et assurer une coordination efficace. L'utilisation de systèmes de géolocalisation en temps réel, d'applications de gestion des interventions et d'outils de communication de pointe fiabilisent le cheminement des équipes, réduisent les risques de désorientation et permettent des ajustements tactiques rapides en fonction de l'évolution de la situation d'urgence.

Ce texte présentera les principaux aspects liés à l'optimisation de l'acheminement des ressources pour les interventions à risque faible en sécurité incendie.

La planification

Dans le but d'optimiser le délai d'intervention, avant toute intervention, il est essentiel d'établir clairement les zones géographiques, la connaissance préalable des particularités des bâtiments, les ressources nécessaires pour mettre en place des protocoles d'intervention qui permettront une intervention efficace.

Coordination entre les équipes d'intervention

Une communication fluide et efficace entre les équipes d'intervention est essentielle. Des canaux de communication dédiés et des protocoles clairs contribuent à minimiser les délais et à garantir une réponse coordonnée face aux incidents à risque faible.

Formation continue / renforcement du personnel d'intervention

La formation continue des équipes d'intervention est un élément clé de la préparation aux interventions à risque faible. En mettant l'accent sur les techniques spécifiques adaptées à ces situations, les intervenants sont mieux

préparés pour agir de manière efficiente, contribuant ainsi à une utilisation optimale des ressources disponibles. Les intervenants devront donc :

- Effectuer une analyse des besoins en personnel pour garantir une force de frappe adéquate;
- Recruter et former du personnel qualifié et diversifié pour répondre aux besoins spécifiques de chaque situation d'incendie;
- Mettre en place des programmes de formation continue pour maintenir et améliorer les compétences du personnel;
- Collaborer avec d'autres SSI pour le partage de ressources humaines, en cas de besoin.

Les équipements d'intervention

L'efficacité des équipements d'intervention en sécurité incendie est également un point nécessaire à la réussite de l'acheminement des ressources dites efficaces. Systématiquement, il faudra :

- Réaliser une évaluation des équipements actuels et identifier les lacunes éventuelles;
- Investir dans la maintenance régulière ou dans l'acquisition au besoin des équipements de lutte contre l'incendie modernes et efficaces;
- Développer des protocoles d'entretien préventif pour garantir la fiabilité des équipements;
- Explorer les nouvelles technologies et les innovations dans le domaine des équipements d'intervention pour améliorer l'efficacité et la sécurité des opérations.

L'acheminement des ressources pour les interventions à risque faible en sécurité incendie nécessite une approche réfléchie et proactive. En combinant une planification minutieuse, l'utilisation de technologies modernes, une coordination efficace et une formation continue, il est possible d'optimiser les réponses face à ces incidents tout en maximisant l'efficacité des ressources engagées.

Portrait de la situation

En compilant notamment les informations inscrites sur les cartes d'appels des centres secondaires de communications d'urgence (CSCU) incendie, les SSI peuvent connaître avec plus de précisions les temps de mobilisation des pompiers et de l'arrivée de la force de frappe. Ces données sont utilisées pour améliorer continuellement le service.

Afin d'optimiser la réponse opérationnelle face aux particularités du territoire (secteurs urbains et hors périmètre d'urbanisation), les municipalités ont conclu des ententes d'entraide mutuelle et automatique avec les municipalités limitrophes et les partenaires les plus propices à intervenir. Renouvelables

automatiquement, ces ententes ciblées permettent de mobiliser sans délai et sans tenir compte des limites administratives, les ressources régionales les plus optimales selon le temps de réponse et l'aptitude à intervenir, palliant ainsi tout manque de ressources.

L'objectif est d'organiser en tout temps le recours aux effectifs humains et matériels pour atteindre la force de frappe requise dès l'appel initial, sans égard aux limites administratives. À cet effet, toutes les municipalités disposent de protocoles de déploiement intégrés au centre secondaire d'appels d'urgence incendie. Mis à jour périodiquement par chaque service de sécurité incendie (SSI), ces protocoles garantissent le maintien de la force de frappe prévue au schéma de couverture de risques dans la pluralité des cas, tout en prévoyant des dispositions spécifiques pour l'entraide lors d'événements majeurs.

Les trois territoires non organisés (TNO) ne bénéficient d'aucune couverture ni d'aucune intervention pour les incendies de bâtiment, quel que soit le niveau de risque. En ce qui concerne les secteurs avec contrainte d'intervention efficace, voir au point **6.10 Secteur avec contrainte d'intervention efficace**, pour plus de détails.

Le **Tableau 8** à la page suivante résume différentes données permettant d'illustrer l'organisation des SSI sur le territoire de la MRC de Portneuf.

Tableau 8 : Ententes intermunicipales en vigueur

Municipalité	Information des SSI desservant la municipalité		
	Possède son SSI	Fait partie d'une Régie	Est desservie par
Cap-Santé	Non	Oui	REPPI (Régie intermunicipale)
Deschambault-Grondines	Non	Oui	REPPI (Régie intermunicipale)
Donnacona	Oui	Non	SSI Donnacona
Lac-Sergent	Non	Non	SSI Saint-Raymond (Délégation de compétence)
Neuville	Oui	Non	SSI Neuville
Pont-Rouge	Oui	Non	SSI Pont-Rouge
Portneuf	Non	Oui	REPPI (Régie intermunicipale)
Rivière-à-Pierre	Oui	Non	Service sécurité incendie du Secteur Est de Mékinac
Saint-Alban	Oui	Non	SSI Saint-Alban
Saint-Basile	Oui	Non	SSI Saint-Basile
Saint-Casimir	Oui	Non	SSI Saint-Casimir
Sainte-Christine-d'Auvergne	Non	Oui	REPPI (Régie intermunicipale)
Saint-Gilbert	Non	Non	SSI Saint-Marc-des-Carrières (Délégation de compétence)
Saint-Léonard-de-Portneuf	Non	Non	SSI Saint-Raymond (Délégation de compétence)
Saint-Marc-des-Carrières	Oui	Non	SSI Saint-Marc-des-Carrières
Saint-Raymond	Oui	Non	SSI Saint-Raymond
Saint-Thuribe	Oui	Non	SSI Saint-Thuribe
Saint-Ubalde	Oui	Non	SSI Saint-Ubalde
TNO Lac-Blanc	Non	Non	Non desservi
TNO Lac-Lapeyrère	Non	Non	Non desservi
TNO Linton	Non	Non	Non desservi

Source : Municipalités de la MRC de Portneuf, 2025

Les municipalités de Neuville et Donnacona ont conclu une entente afin de confier la direction de leur service de sécurité incendie (SSI) à un seul directeur.

Les municipalités de Saint-Alban et Saint-Marc-des-Carrières ont conclu une entente afin de confier la direction de leur service de sécurité incendie (SSI) à un seul directeur.

Les municipalités de Saint-Casimir et Saint-Thuribe ont conclu une entente afin de confier la direction de leur service de sécurité incendie (SSI) à un seul directeur.

Objectifs de protection arrêtés par la MRC

- D'établir et de maintenir des ententes intermunicipales d'entraide.

- **Action 9 :** Maintenir et mettre à jour les **ententes intermunicipales** requises afin que la force de frappe, pour les risques faibles, revête un caractère optimal et qu'elle soit fixée après considération de l'ensemble des ressources disponibles et efficientes, et ce, en faisant abstraction des limites administratives.

6.2 L'approvisionnement en eau

Référence : Section 3.2.2 des Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie

L'autorité responsable du réseau d'aqueduc doit mettre en place un programme d'entretien et de vérification des débits et des pressions des poteaux d'incendie en plus d'établir les fréquences en fonction de la connaissance des infrastructures en place. Ce programme doit tenir compte du guide mentionné ci-dessus et peut s'inspirer des normes NFPA applicables. Par ailleurs, les poteaux d'incendie doivent être identifiés en fonction de la conformité du réseau d'aqueduc et devraient être codifiés selon le débit fourni.

Lorsque le réseau d'approvisionnement en eau ne peut suffire aux besoins ou qu'il ne dessert pas tout le territoire, il devient nécessaire d'établir des points d'eau où pourront se ravitailler les camions-citernes. Ces points d'eau devraient être accessibles en tout temps et situés à une distance raisonnable des risques à couvrir afin d'assurer un débit d'eau approprié. La norme NFPA 1142 Standard on Water Supplies for Suburban and Rural Fire Fighting suggère différentes façons d'améliorer l'efficacité des interventions dans les secteurs dépourvus d'infrastructures de distribution d'eau.

La gestion efficace de l'approvisionnement en eau est un élément essentiel dans la lutte contre les incendies. La disponibilité rapide et constante d'une source d'eau adéquate est cruciale pour assurer le succès des opérations d'extinction et minimiser les dommages. Voici les différentes stratégies d'approvisionnement en eau mises en œuvre lors des interventions d'incendie.

Dans les zones urbaines, le réseau d'eau représente une source primaire d'approvisionnement en eau pour les services d'incendie. Les poteaux d'incendie ou bornes d'incendie sont les points d'accès dédiés et sont stratégiquement situés et alimentés par le réseau municipal, fournissant une réserve immédiate d'eau permettant de répondre rapidement aux situations d'urgence.

Dans les zones moins desservies par le réseau d'eau, les camions-citernes jouent un rôle crucial dans le transport et la distribution d'eau sur les lieux d'incendie. Ces véhicules spécialement équipés peuvent approvisionner les équipes d'incendie

en eau, même dans des zones éloignées, assurant ainsi une flexibilité opérationnelle.

Avant même qu'un incendie ne se déclare, il est essentiel d'établir des plans détaillés pour l'approvisionnement en eau. Cela inclut l'identification des sources d'eau disponibles, la cartographie des points d'eau et la coordination avec les services municipaux pour garantir un accès rapide et efficace à l'eau lors des interventions.

6.2.1 Les réseaux d'aqueduc municipaux

Portrait de la situation

Pour être considéré comme étant conforme, un réseau d'aqueduc doit être en mesure de fournir un débit de 1 500 litres par minute pour une durée en continu de 30 minutes.

En l'absence d'un réseau d'aqueduc conforme, l'autorité responsable doit acheminer, à l'appel initial, un minimum de 15 000 litres d'eau sur les lieux d'une intervention en présence d'un bâtiment de risque faible. Dans le périmètre urbain, en plus des 15 000 litres d'eau requis à l'appel initial, il est recommandé de planifier un approvisionnement visant à maintenir un débit d'eau en continu pour assurer des conditions d'extinction efficaces, sécuritaires et qui limitent le risque de propagation.

Aussi, les poteaux d'incendie doivent être identifiés en fonction de la conformité du réseau d'aqueduc en en effectuant les tests prévus au *Guide de bonnes pratiques d'exploitation des installations de distribution d'eau potable* du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) et devraient être codifiés (codification NFPA 291) selon le débit fourni.

Le programme de maintenance et de contrôle du réseau d'aqueduc est géré localement. Il est principalement mis en œuvre par les services de travaux publics de chaque municipalité ou par des entreprises privées, en coopération avec les SSI. Le programme doit tenir compte du *Guide des bonnes pratiques d'exploitation des installations de distribution d'eau potable* du MELCCFP et s'inspirer des normes NFPA applicables.

De manière à illustrer la localisation des réseaux d'aqueduc, les cartes synthèses numéros **4.1** et **4.2** jointes en annexe montrent les secteurs où un débit de 1 500 l/min peut être maintenu pendant au moins trente minutes au moyen de poteaux d'incendie.

Tableau 9[123] : Réseaux d'aqueduc municipaux[3]

Municipalité	Réseau d'aqueduc[2]	Poteaux incendie		Codification NFPA 291	Programme d'entretien
		Total	Nombre de poteaux conformes[1]		
Cap-Santé	Oui	166	83	Oui	Oui
Deschambault / Grondines	Oui	210	192	Oui	Oui
Donnacona	Oui	315	310	Oui	Oui
Lac-Sergent	Non				
Neuville	Oui	174	172	Oui	Oui
Pont-Rouge	Oui	351	341	Oui	Oui
Portneuf	Oui	166	142	Oui	Oui
Rivière-à-Pierre	Oui	19	19	Oui	Oui
Saint-Alban	Oui	20	20	Non	Oui
Saint-Basile	Oui	159	152	Non	Oui
Saint-Casimir	Oui	63	40	Non	Oui
Sainte-Christine-d'Auvergne	Non				
Saint-Gilbert	Oui	31	31	Oui	Oui
Saint-Léonard-de-Portneuf	Oui	30	30	Oui	Oui
Saint-Marc-des-Carrières	Oui	163	163	Oui	Oui
Saint-Raymond	Oui	293	291	Oui	Oui
Saint-Thuribe	Oui	16	2	Non	Oui
Saint-Ubalde	Oui	66	40	Non	Oui

Source : Municipalités de la MRC de Portneuf, 2026

Objectifs de protection arrêtés par la MRC

- De s'assurer que les sources d'alimentation en eau (bornes d'incendie et réseaux d'aqueduc) soient fonctionnelles, entretenues et en mesure de fournir une alimentation en eau minimale lors d'incendie, selon les *Orientations*.

- **Action 10 :** Appliquer et, au besoin, modifier le programme **d'entretien et d'évaluation des débits des poteaux d'incendie**, lequel doit tenir compte du *Guide des bonnes pratiques d'exploitation des installations de distribution d'eau potable* du MELCCFP et s'inspirer des normes NFPA applicables.
- **Action 10.1 : Identifier les poteaux d'incendie en fonction de la conformité** du réseau d'aqueduc en s'inspirant de la norme NFPA 291.

[1] Poteaux répondant au critère de 1 500 l/min pendant 30 minutes.
[2] Les autorités responsables doivent s'assurer de la conformité de leurs réseaux en effectuant les tests prévus au *Guide des bonnes pratiques d'exploitation des installations de distribution d'eau potable* du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP).
[3] Ce tableau est présenté à titre indicatif seulement. Les municipalités sont tenues de faire la mise à jour.

6.2.2 Les points d'eau

L'aménagement de points d'eau est une solution souhaitable pour les municipalités et les secteurs non desservis par un réseau d'aqueduc conforme, ou lorsque celui-ci ne suffit pas à couvrir les besoins en cas de sinistre. Ces infrastructures permanentes permettent aux équipements d'intervention un branchement direct à une source d'eau non pressurisée, facilitant ainsi l'approvisionnement par succion.

Conformément à la norme NFPA 1142 et aux orientations ministérielles, le recours à ces sources d'eau alternatives permet d'optimiser l'efficacité des interventions et d'éviter toute rupture d'approvisionnement lors d'une intervention des services de sécurité incendie.

Ainsi, les lacs, les rivières et les réservoirs souterrains ou en surface peuvent servir de points de ravitaillement. Idéalement, ces sources d'eau devraient contenir un volume minimum de 30 000 litres, être accessibles en tout temps et être conçues de manière à optimiser et faciliter leur utilisation sur le terrain.

Portrait de la situation

Toutes les municipalités ayant des points d'eau sur leur territoire appliquent un programme sur l'entretien des points d'eau inspiré de la norme NFPA 1142. La mise en œuvre de ces inspections relève directement de l'autorité locale.

Les points d'eau consignés dans le **Tableau 10** sont aménagés soit dans des lacs, des rivières, des réservoirs souterrains ou des réservoirs accessibles à l'année. En cas de sécheresse ou de baisse temporaire du niveau des prises d'eau, la recommandation pour les SSI est de demander l'entraide de camions-citernes supplémentaires pour organiser le transport d'eau. Durant la saison estivale, les équipes peuvent d'ailleurs exploiter d'autres sources naturelles disponibles dans l'environnement, comme des lacs ou des cours d'eau, pour alimenter ces navettes.

Dans l'ensemble, la majeure partie du territoire de la MRC de Portneuf possède une bonne couverture en eau dans les zones privées d'aqueduc. Pour les secteurs où le nombre de prises d'eau reste insuffisant, la stratégie pour éviter de manquer d'eau consiste à dépêcher une force de frappe accrue en camions-citernes dès l'alarme initiale.

Le tableau suivant dénombre les points d'eau aménagés sur le territoire de la MRC de Portneuf (voir carte **4.1**).

Tableau 101: Points d'eau actuels (si applicable)

Municipalité	Points d'eau actuels[2]			
	PU	Hors PU	Total	Programme d'entretien (oui / non)
Cap-Santé		1	1	Oui
Deschambault / Grondines				
Donnacona				
Lac-Sergent	6	3	9	Oui
Neuville		8	8	Oui
Pont-Rouge				
Portneuf		2	2	Oui
Rivière-à-Pierre	2		2	Oui
Saint-Alban	3	4	7	Oui
Saint-Basile		4	4	Oui
Saint-Casimir	4(Caserne)	2	6	Oui
Sainte-Christine-d'Auvergne	1	3	4	Oui
Saint-Gilbert				
Saint-Léonard-de-Portneuf	1	18	19	Oui
Saint-Marc-des-Carrières				
Saint-Raymond	4	56	60	Oui
Saint-Thuribe		2	2	Oui
Saint-Ubalde		9	9	Oui
TNO Lac-Blanc				
TNO Lac-Lapeyrère				
TNO Linton				
Total :	**21**	**112**	**133**	

Source : Municipalités de la MRC de Portneuf, 2024

Objectifs de protection arrêtés par la MRC

- De veiller à ce que les sources d'alimentation en eau soient accessibles, opérationnelles, correctement entretenues et capables de fournir un approvisionnement en eau minimal lors d'un incendie, conformément aux *Orientations*.

- **Action 11 :** Appliquer et, au besoin, modifier le programme **d'entretien et d'inspection des points d'eau** de manière à faciliter le ravitaillement des véhicules de type citerne, en s'inspirant des normes NFPA applicables, telles que la norme NFPA 1142.

En somme, les municipalités et leur SSI doivent s'assurer que les sources d'alimentation en eau (bornes d'incendie et réseaux d'aqueduc) sont fonctionnelles, entretenues et en mesure de fournir une alimentation en eau minimale lors d'incendie, selon les *Orientations* et établir les actions nécessaires pour atteindre ces objectifs et les documenter par un programme de prévention.

[1] Ce tableau est présenté à titre indicatif seulement. Les municipalités sont tenues de faire la mise à jour.

[2] Points d'eau aménagés (bornes sèches, réservoirs ou autres aménagements) et accessibles en tout temps.

6.3 Les équipements d'intervention

6.3.1 Les casernes

Les casernes de pompiers, symboles au cœur de nos communautés, illustrent l'engagement des pompiers envers la protection du public. Spécialement conçues pour abriter équipements, véhicules et personnel des SSI, ces structures jouent un rôle central dans la réponse aux appels d'urgence et dans la mobilisation des ressources contre les incendies et autres situations critiques. Dotées de garages pour les véhicules d'intervention et de zones de stockage pour l'équipement et les fournitures, les casernes peuvent également inclure des dortoirs pour le personnel de garde et des espaces dédiés à la planification des opérations, à l'entretien des équipements, à la décontamination et à la formation.

La caractéristique principale d'une caserne est son emplacement. Celui-ci doit être déterminé en tenant compte des critères suivants : la rapidité d'intervention, les développements futurs, les obstacles naturels, les artères de communication, la facilité d'accès pour les pompiers, etc. Étant situées dans les périmètres d'urbanisation, les casernes sont donc localisées à proximité de la plupart des risques.

Portrait de la situation

Sur le territoire de la MRC de Portneuf, il y a quinze casernes. Lors d'un appel d'urgence, les SSI devraient répondre aux appels de façon efficiente en tenant compte du temps de mobilisation, du temps de réponse, des ressources humaines et matérielles conformes.

Même si pour certaines casernes des améliorations seraient souhaitables (aménagement de bureaux et agrandissement des aires pour faciliter l'entreposage des véhicules et des équipements), ces dernières présentent peu de contraintes d'entrée/sortie, ce qui favorise la rapidité d'intervention.

Cette nouvelle édition du SCRSI a permis de faire une évaluation objective et faisant abstraction des limites administratives des temps de réponse sur le territoire par les SSI. Les résultats obtenus sont illustrés aux cartes **5.1**, **5.2**, **6.1**, **6.2**, **7.1** et **7.2**.

Tableau 11 : Emplacement et description des casernes

Municipalités	Numéro de la caserne	Adresse	Commentaires sur la caserne
Donnacona	2	655, rue Notre-Dame	Nouvelle caserne livrée 2024 (5 portes)
Lac-Sergent			
Neuville	1	230, rue du Père-Rhéaume	Remplacement de la caserne (à l'étude)
Pont-Rouge	3	127, rue Dupont	
REPPI – Cap-Santé	4	194, route 138	
REPPI – Deschambault	9	257, chemin du Roy	
REPPI – Grondines	11	300 chemin des Ancêtres	
REPPI - Portneuf	8	100, rue Paquin	
REPPI – Sainte-Anne-de-la-Pérade	5 (MRC des Chenaux)	200, rue Principale	
Rivière-à-Pierre	16	834, rue Principale	
Saint-Alban	12	16, rue Saint-Eugène	En réflexion d'une construction en 2027 avec Saint-Marc-des-Carrières
Saint-Basile	6	20, rue Saint-Georges	Construction neuve livrée en janvier 2025
Saint-Casimir	13	135, rue Baribeau	Construite en 1965
Sainte-Christine-d'Auvergne			
Saint-Gilbert			
Saint-Léonard-de-Portneuf			
Saint-Marc-des-Carrières	10	275, rue Gauthier	En réflexion d'une construction en 2027 avec Saint-Alban
Saint-Raymond	5	103, rang Grande Ligne	Construite en 2019
Saint-Thuribe	14	238, rue Principale	
Saint-Ubalde	15	417, boul. Chabot	Nouvelle caserne livrée 2025 (3 portes)

Source : Municipalités de la MRC de Portneuf, 2025
Référence : Section 2.4.5 des Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie



Crédit : Ville de Donnacona

6.3.2 Les véhicules d'intervention

Chacun des véhicules d'intervention doit réussir les essais qui lui sont attitrés en s'inspirant du *Guide d'application des exigences relatives aux véhicules et accessoires d'intervention à l'intention des services de sécurité incendie*.

https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/securite-publique/publications-adm/publications-secteurs/securite-incendie/services-securite-incendie/guides-reference-ssi/guide_application_vehicules_ssi.pdf

Advenant l'impossibilité temporaire pour un SSI de déployer ses propres véhicules pour différentes raisons (bris mécanique, entretien planifié ou toute autre situation de force majeure), le SSI devra prévoir combler cette lacune par le recours, dès l'alerte initiale, aux ressources disponibles des municipalités les plus aptes à intervenir, tout en assurant **le caractère optimal** de la force de frappe.

Portrait de la situation

L'efficacité des interventions dépend du type et de l'état des équipements à la disposition des pompiers. Chaque année, les services de sécurité incendie effectuent les procédures d'entretien et les vérifications mécaniques obligatoires prévues au Règlement sur les normes de sécurité des véhicules routiers de la Société de l'assurance automobile du Québec. Soulignons que l'entretien doit s'effectuer tous les six mois et que les activités du programme d'entretien préventif (PEP) peuvent remplacer la vérification mécanique annuelle.

En plus de ces contrôles et de la vérification des pompes, tous les services appliquent la ronde de sécurité. Cette inspection doit être réalisée dans les vingt-quatre heures précédant une sortie ou au retour à la caserne, et au moins une fois par période de sept jours lorsque le véhicule reste en caserne, avec consignation dans un registre.

Les autorités locales appliquent un programme d'inspection et d'évaluation des véhicules qui respecte les exigences des fabricants et le *Guide d'application des exigences relatives aux véhicules et accessoires d'intervention à l'intention des services de sécurité incendie du ministère de la Sécurité publique*. La mise en place d'un programme de remplacement et de renouvellement des véhicules relève de chaque service. Cette planification encadre l'acquisition des nouveaux véhicules et accessoires nécessaires à la continuité des opérations, en veillant à ce que les nouvelles acquisitions rencontrent les exigences du guide du ministère.

Advenant l'impossibilité temporaire pour un service de déployer ses véhicules en raison d'un bris mécanique, d'un entretien planifié ou d'une force majeure, le recours à l'entraide avec une autre municipalité est prévu dès l'alerte initiale. Ce déploiement permet d'assurer la force de frappe et le respect des obligations prévues au schéma de couverture de risques.

Programme d'entretien préventif (PEP)

Le propriétaire d'un véhicule routier soumis à la vérification mécanique périodique peut demander à la SAAQ de reconnaître son programme d'entretien préventif. Si ce programme répond aux normes minimales prévues par règlement et qu'il est reconnu, il peut ainsi remplacer la vérification mécanique périodique. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Internet de la SAAQ à l'adresse suivante :

https://saaq.gouv.qc.ca/transport-biens/programme-entretien-preventif

Considérant que les SSI de la MRC ne possèdent pas tous des pompiers permanents en caserne, les véhicules d'incendie sont inspectés après chaque sortie ou selon les directives internes des SSI. Les résultats obtenus sont consignés dans un registre.

Tableau 12[1] : Caractéristiques des véhicules d'intervention des SSI

SSI[2]	Numéro du véhicule	Type de véhicule	Année de fabrication	Certification ULC[3] (oui/non)	Capacité du réservoir (en litre)
Donnacona	302	Véhicule d'élévation	1996	Oui	1 364 litres
	402	Autopompe	1996	Oui	3 636 litres
	702	Autopompe-citerne	2022	Oui	6 800 litres
	902	Véhicule de service	2011	N/A	N/A
	1002	Unité d'urgence	1996	N/A	N/A
	1022	Sauvetage technique	2010	N/A	N/A
Neuville	401	Autopompe	2007	Oui	3 600 litres
	701	Autopompe-citerne	2010	Oui	6 804 litres
	721	Autopompe-citerne	1999	Oui	6 819 litres
	901	Véhicule de service	2020	N/A	N/A
Pont-Rouge	103	Véhicule du directeur	2021	N/A	N/A
	123	Camionnette pour le CO et prévention	2010	N/A	N/A
	303	Véhicule d'élévation	1999	Oui	1 135 litres
	403	Autopompe	2022	Oui	3 785 litres
	703	Autopompe-citerne	2001	Oui	11 356 litres
	903	Véhicule de service	2016	N/A	N/A
	1003	Unité d'urgence	2010	N/A	N/A
	923-943	Unité de SUMI (VTT et/ou motoneige)		N/A	N/A
	3410	Camionnette pour premier répondant médical	2022	N/A	N/A
REPPI **Cap-Santé Cas 4** **Portneuf Cas 8** **Deschambault Cas 9** **Grondines Cas 11** **Sainte-Anne-de-la-Pérade Cas 5 (MRC des Chenaux)**	404	Autopompe	1999	Oui	4 091 litres
	704	Autopompe-citerne	2011	Oui	6 819 litres
	904	Véhicule de service	2019	N/A	N/A
	1004	Unité d'urgence	2014	N/A	N/A
	408	Autopompe	2006	Oui	4 091 litres
	708	Autopompe-citerne	2008	Oui	6 819 litres
	908	Unité de sauvetage nautique	2018	N/A	N/A
	1826	Motomarine	2013	N/A	N/A
	18026	Motomarine	2012	N/A	N/A
	709	Autopompe-citerne	2016	Oui	6 265 litres
	909	Véhicule de service	2026	N/A	N/A
	1009	Fourgon de secours	2016	N/A	N/A
	411	Autopompe	2007	Oui	3 819 litres
	611	Camion-citerne	2009	Oui	7 165 litres
	205	Autopompe	2004	Oui	1 892 litres
	405	Autopompe-citerne	2014	Oui	6 800 litres
	605	Unité d'urgence	2017	N/A	N/A
Rivière-à-Pierre	416	Autopompe	2007	Oui	4 747 litres
	1016	Unité d'urgence	1988	N/A	N/A
Saint-Alban	412	Autopompe	2010	Oui	3 293 litres
	712	Autopompe-citerne	2016	Oui	5 678 litres
	1012	Unité d'urgence	2016	N/A	N/A

[1] Les SSI limitrophes inscrits dans ce tableau sont ceux qui desservent une municipalité sur le territoire de la MRC.

[2] La certification ULC signifie que le véhicule a fait l'objet d'une homologation, d'une accréditation, ou d'une reconnaissance de conformité de ULC (ULC S515).

[3] Ce tableau est présenté à titre indicatif seulement. Les SSI sont tenus de faire la mise à jour des véhicules de leur service.

	1012-B	Unité de sauvetage nautique	2021	N/A	N/A
Saint-Basile	206	Mini-pompe	1991	Oui	1 135 litres
	706	Autopompe-citerne	2008	Oui	7 137 litres
	726	Autopompe-citerne	2015	Oui	6 846 litres
	906	Unité de service	2018	N/A	N/A
	1006	Unité d'urgence	2024	N/A	N/A
Saint-Casimir	413	Autopompe	2010	Oui	5 175 litres
	913	Unité de SUMI	2010	N/A	N/A
	1013	Unité d'urgence	2011	N/A	N/A
	1113	Remorque SUMI (VTT)	2019	N/A	N/A
Saint-Marc-des-Carrières	310	Véhicule d'élévation	1995	N/A	N/A
	410	Autopompe	2010	Oui	5 678 litres
	710	Autopompe-citerne	2012	Oui	1 892 litres
	1010	Unité d'urgence	2016	N/A	N/A
Saint-Raymond	105	Véhicule directeur	2021	N/A	N/A
	205	Mini-pompe (mousse)	2015	Oui	1 137 litres
	305	Véhicule d'élévation	2022	Oui	2 270 litres
	405	Autopompe	2004	Oui	3 640 litres
	605	Camion-citerne	2008	Non	6 825 litres
	705	Autopompe-citerne	2005	Oui	6 825 litres
	905	Véhicule de service	2011	N/A	N/A
	925	Véhicule de service	2017	N/A	N/A
	945	Véhicule prévention	2015	N/A	N/A
	1005	Unité d'urgence	2001	N/A	N/A
	1105	Unité de sauvetage nautique	2016	N/A	N/A
	1205-1	Zodiac 14 pieds avec moteur hors-bord	2001	N/A	N/A
	1205-2	Zodiac 12 pieds avec moteur hors-bord	2014	N/A	N/A
	Remorque MRC	Unité de SUMI (VTT et/ou motoneige)	2018	N/A	N/A
	Remorque mission	Unité SUMI hiver (motoneige)	2020	N/A	N/A
	Skandic MRC	Motoneige 2 places	2019	N/A	N/A
	Skandic VSR	Motoneige 2 places	2016	N/A	N/A
	VTT Outlander	VTT 2 places	2015	N/A	N/A
Saint-Thuribe	714	Autopompe-citerne	2013	Oui	6 746 litres
Saint-Ubalde	415	Autopompe	2011	Oui	3 636 litres
	615	Citerne	1993	Non	11 500 litres
	1015	Unité d'urgence	1999	N/A	N/A
	1115	Sauvetage nautique	2023	N/A	N/A

Source : Municipalités de la MRC de Portneuf, 2025

Les SSI interviennent de façon optimale avec les ressources internes et régionales en réponse aux appels d'urgence, sans tenir compte des limites administratives, assurant ainsi une force d'intervention efficace.

Objectifs de protection arrêtés par la MRC

- Dans le but de maintenir des véhicules d'intervention fiables, opérationnels et conformes aux normes en vigueur, les SSI de la MRC de Portneuf vont poursuivre les inspections, les évaluations, les vérifications mécaniques et les

remplacements nécessaires des véhicules et continuer de s'assurer que les véhicules répondent aux normes du Code de sécurité pour les bâtiments et les équipements destinés à l'usage du public.

- **Action 12 :** Appliquer et, au besoin, modifier le programme **d'inspection, d'évaluation et de remplacement des véhicules**, lequel doit respecter les exigences des fabricants et en s'inspirant du *Guide d'application relatif aux véhicules et accessoires d'intervention à l'intention des services de sécurité incendie*, ainsi que toutes autres normes ou guides applicables.

6.3.3 Les équipements et les accessoires d'intervention ou de protection

Les pompiers doivent gérer diverses situations urgentes qui exigent une préparation minutieuse et l'utilisation d'équipements sophistiqués. Ces équipements jouent un rôle crucial en assurant la sécurité individuelle et l'efficacité opérationnelle des pompiers dans des environnements souvent complexes.

Les tenues de protection constituent la première ligne de défense contre les dangers du feu. Composées de matériaux ignifuges avancés, tels que combinaisons, casques, gants et bottes, elles offrent une barrière essentielle contre la chaleur extrême, les substances toxiques et les débris. Ces équipements sont conçus selon des normes rigoureuses pour garantir une protection optimale tout en permettant une liberté de mouvement indispensable lors des interventions.

Pour faire face aux environnements enfumés et aux gaz dangereux, les pompiers comptent sur des appareils respiratoires autonomes. Équipés de systèmes de filtration sophistiqués, ces appareils assurent un approvisionnement continu en air pur, permettant aux secouristes de travailler efficacement dans des conditions extrêmes tout en maintenant une communication vitale. Certains modèles intègrent des systèmes de vision thermique et de communication avancés.

En plus des appareils respiratoires, les pompiers disposent d'une gamme variée d'outils pour combattre les flammes, tels que des extincteurs portatifs spécialisés, des lances à incendie, des haches et des scies. Chaque outil est sélectionné avec soin en fonction des scénarios d'intervention, offrant la force physique nécessaire pour maîtriser les incendies et assurer la sécurité des lieux.

Dans les situations où chaque seconde compte, les équipements de sauvetage jouent un rôle crucial. Des dispositifs de levage aux équipements de coupe, ces outils permettent aux pompiers d'extraire rapidement les personnes piégées dans des situations dangereuses. Les dispositifs d'évacuation complètent cet ensemble en garantissant un retrait sûr des zones d'urgence.

L'intégration de technologies avancées révolutionne les opérations des pompiers. Des caméras thermiques aux drones et aux systèmes de communication sophistiqués, ces outils modernes améliorent la perception, facilitent la prise de

décision et renforcent la coordination opérationnelle. Ils représentent une avancée constante pour relever les défis changeants de la sécurité incendie.

La possession d'équipements de pointe s'accompagne d'une formation continue. Les pompiers reçoivent régulièrement une formation sur l'utilisation adéquate de leurs outils, incluant des simulations pour renforcer leur préparation. Cette formation garantit une utilisation efficace des équipements lors d'interventions réelles.

En résumé, les équipements d'intervention et de protection sont essentiels au travail des pompiers. Leur rôle va bien au-delà de la simple fonctionnalité, car ils incarnent la confiance et la sécurité des femmes et des hommes prêts à intervenir face au feu, unissant compétence, technologie et courage pour protéger la vie et les biens des communautés.

Portrait de la situation

Les SSI et leur municipalité voient à l'entretien, l'inspection et le remplacement des équipements d'intervention et de protection par l'application des recommandations du fabricant et des normes applicables.

Chaque pompier possède un habit de combat conforme (deux pièces) selon sa taille. On trouve dans chaque caserne au minimum quatre appareils respiratoires munis d'une alarme de détresse et d'une bouteille de rechange pour chaque appareil. Les SSI effectuent des essais annuels sur les APRIA et les cylindres selon les normes en vigueur.

Enfin, la majorité des équipements utilisés pour combattre un incendie (ex. : boyaux, échelles, etc.) fait l'objet de nombreuses normes ou exigences des fabricants. Celles-ci portent principalement sur un entretien et une utilisation sécuritaire de ces équipements. Les SSI ont mis en place un programme d'entretien de ceux-ci en respectant les normes recommandées et effectuent des essais périodiques afin d'en maintenir l'efficacité.

Objectifs de protection arrêtés par la MRC

- Les SSI des municipalités de la MRC de Portneuf visent à garantir que les équipements et les accessoires d'intervention et de protection restent en bon état de fonctionnement et conformes aux normes. À cette fin, les SSI continueront d'effectuer des inspections, des évaluations et des remplacements des équipements et des accessoires de protection des pompiers, conformément aux exigences des fabricants et en se basant sur le *Guide d'application relatif aux véhicules et accessoires d'intervention à l'intention des services de sécurité incendie*.

- **Action 13 :** Appliquer et, au besoin, modifier le programme **d'inspection, d'entretien et de remplacement des équipements de protection individuelle**

(ex. : casque, cagoule, manteau, pantalons, gants, bottes), y compris les appareils de protection respiratoire isolants autonomes ou les appareils de protection respiratoire individuelle autonome (APRIA) selon les exigences des fabricants, les modalités prévues au *Guide d'application relatif aux véhicules et accessoires d'intervention à l'intention des services de sécurité incendie* produit par le MSP, du *Guide des bonnes pratiques – L'entretien des vêtements de protection pour la lutte contre l'incendie* produit par la CNESST et du *Guide pour la réalisation d'un programme de protection respiratoire – Services de sécurité incendie* produit par l'APSAM.

- **Action 14 :** Appliquer et, au besoin, modifier le programme **d'inspection, d'évaluation, d'entretien et de remplacement des équipements et accessoires d'intervention** (ex. : pompe portative, tuyaux, etc.), selon les exigences des fabricants et en s'inspirant de toutes autres normes ou guides applicables, du *Guide d'application relatif aux véhicules et accessoires d'intervention à l'intention des services de sécurité incendie* produit par le MSP.

6.4 Le personnel d'intervention

6.4.1 Le nombre de pompiers

Le statut des pompiers sur le territoire de la MRC de Portneuf varie. Plusieurs municipalités ont des pompiers à temps plein de garde en caserne de jour afin d'assurer une réponse rapide et à temps partiel sur appel. Trois organisations comportent la garde en caserne à temps plein.

L'ensemble des services de sécurité incendie ont un directeur à temps plein, à l'exception des municipalités qui participent à une entente intermunicipale de partage pour cette ressource de direction.

Pour effectuer la prévention des incendies sur le territoire de la MRC de Portneuf, tous les services disposent d'au moins un préventionniste, qu'il soit attitré à leur service ou partagé selon une entente intermunicipale tel que démontré au **Tableau 13** du présent schéma.

Par ailleurs, tous les pompiers des services de sécurité incendie sur le territoire de la MRC de Portneuf respectent le Règlement sur les conditions pour exercer au sein d'un service de sécurité incendie municipal. Cette conformité réglementaire garantit l'uniformité des compétences et des qualifications minimales requises pour l'ensemble du personnel déployé lors des interventions opérationnelles.

Pour les municipalités **de moins de 25 000 habitants**, le recours à une force de frappe réduite, composée de huit pompiers, peut être considéré autant pour les interventions à l'intérieur qu'à l'extérieur du périmètre urbain. Pour la MRC de Portneuf, une force de frappe réduite sera appliquée.

Selon les connaissances actuelles, une intervention basée sur un temps de réponse inférieur à 10 minutes est optimale et permet généralement d'éviter

l'atteinte du point d'embrasement. Pour ces raisons, l'objectif de temps de réponse à atteindre est d'un maximum de 10 minutes, et ce, pour tous les incendies de bâtiments de risque faible dans le périmètre urbain.

Pour les municipalités ayant une population **de moins de 10 000 habitants**, l'objectif de temps de réponse à atteindre est d'un maximum de 15 minutes, et ce, pour tous les incendies de bâtiments de risque faible situés dans le périmètre urbain.

Il est donc demandé au service de sécurité incendie de planifier leurs modalités d'intervention en vue d'atteindre ces objectifs. **Au-delà de ces temps de réponse, le processus d'optimisation s'impose.**

Pour les bâtiments situés à l'extérieur des périmètres urbains, donc éloignés des casernes, il est compréhensible que les temps de réponse soient plus longs. Étant donné les grandes distances à parcourir, l'objectif de temps de réponse à atteindre est d'un maximum de 15 minutes, et ce, pour tous les incendies de risque faible à l'extérieur du périmètre urbain. Au-delà de ce temps de réponse, le processus d'optimisation s'impose. Cependant, les autorités locales doivent tenir compte du caractère potentiellement préjudiciable de ce délai supérieur et prendre des mesures de prévention et d'autoprotection pour tenter de le compenser.

Tableau 13 : Nombre d'officiers et de pompiers

SSI	Nombre d'officiers	Nombre de pompiers	Nombre de préventionnistes	Total
Donnacona	8	25	1	**34**
Neuville	5	15		**20**
Pont-Rouge	12	25	1	**38**
REPPI – Caserne 4	4	12	2	**18**
REPPI – Caserne 8	5	11		**16**
REPPI – Casernes 9	2	9		**11**
REPPI – Caserne 11	2	6		**8**
REPPI – Caserne 5 (MRC des Chenaux)	4	13		**17**
Rivière-à-Pierre	2	3	1	**6**
Saint-Alban	2	10		**12**
Saint-Basile	6	20		**26**
Saint-Casimir	5	13		**18**
Saint-Marc-des-Carrières	6	13	1	**20**
Saint-Raymond	7	28	1	**36**
Saint-Thuribe	1	7		**8**
Saint-Ubalde	5	15	1	**21**
TNO Lac-Blanc	Non applicable			
TNO Lac-Lapeyrère	Non applicable			
TNO Linton	Non applicable			

Source : SSI de la MRC de Portneuf, 2026

6.4.2 La disponibilité des pompiers

Le nombre de pompiers disponibles peut fluctuer en fonction de certaines situations, telles que les vacances estivales, les activités familiales ou sportives, la chasse, etc. En général, les municipalités ayant des pompiers volontaires ou à temps partiel constatent une diminution du nombre de pompiers disponibles à certaines périodes de l'année. Par conséquent, le responsable du SSI doit ajuster ses protocoles de déploiement en conséquence et soumettre les mises à jour au CSCU - incendie, si nécessaire.

Portrait de la situation

La disponibilité des pompiers sur le territoire de la MRC de Portneuf varie selon la période de la journée ou de la semaine, et reste influencée par leur type d'emploi régulier. Les villes de Donnacona, de Pont-Rouge et de Saint-Raymond, ainsi que la REPPI, disposent de pompiers en garde interne en caserne durant la journée pour assurer une réponse rapide. Pour optimiser la couverture, d'autres services utilisent un système de garde externe avec obligation de demeurer sur le territoire. Le reste des municipalités de la MRC s'appuie sur des effectifs de pompiers volontaires ou à temps partiel sur appel.

L'ajout de modalités de garde en caserne a également permis la réalisation de tâches connexes, comme l'inspection des équipements, les vérifications mécaniques des véhicules et les activités de prévention auprès des citoyens, tout en réduisant le temps de mobilisation lors d'un appel d'urgence.

L'information liée à la disponibilité des effectifs est consignée dans le tableau ci-après.

Objectifs de protection arrêtés par la MRC

- De planifier le recrutement et accroître le niveau de rétention des pompiers et des officiers afin de disposer des ressources humaines adéquates pour l'atteinte de la force de frappe pour les incendies de bâtiments.

- **Action 15** : Maintenir le recrutement des pompiers et des officiers pour permettre aux SSI de disposer des ressources humaines nécessaires à l'atteinte de la force de frappe requise pour les incendies de bâtiments et pour répondre adéquatement à tout autre type d'événement.

Tableau 14 : Disponibilité et temps de mobilisation, en minute, des effectifs

SSI		Effectifs disponibles pour répondre à l'alerte initiale[1]					
		En semaine				Fin de semaine	
		Jour (6 h à 18 h)[2]		Nuit (18 h à 6 h)		Nombre de pompiers	Temps de mobilisation (en minute)
		Nombre de pompiers	Temps de mobilisation (en minute)	Nombre de pompiers	Temps de mobilisation (en minute)		
Donnacona	Équipe 1	4	6	8	6	8	6
	Équipe 2	4	2				
Neuville		4	8	8	9	8	9
Pont-Rouge	Équipe 1	5	6.5	5	6.5	5	6.5
	Équipe 2	4	9	4	9	4	9
REPPI	Caserne 11	3	11	4	10	3	10
	Caserne 4	5	7	8	7	8	7
	Caserne 8 Équipe 1 Garde interne	4	2				
	Caserne 8 Équipe 2	4	4	8	7	8	7
	Caserne 9	5	9	6	10	7	10
	Caserne 5 Équipe 1 (MRC des Chenaux)	4	5	8	6	8	6
	Caserne 5 Équipe 2 (MRC des Chenaux)	4	6				
Rivière-à-Pierre		2	20	3	20	3	20
Saint-Alban		1	5	5	10	5	10
Saint-Basile	Équipe 1	4	6	4	6	4	6
	Équipe 2	4	10	4	12	4	10
Saint-Casimir		6	8	8	9	6	8
Saint-Marc-des-Carrières		7	6	8	8	7	8
Saint-Raymond	Équipe 1	4	2.5	4	7	4	7
	Équipe 2	4	10	4	11	4	11
Saint-Thuribe		4	15	6	12	4	12
Saint-Ubalde		8	8	8	15	8	10
Total		**94**		**113**		**108**	

Source : Cartes d'appel et fichiers de compilation de fa force de frappe des SSI.

[1] Ce tableau est présenté à titre indicatif seulement. Les SSI sont tenus de faire périodiquement une mise à jour des effectifs de leur service et d'ajuster leur protocole en fonction des modifications (vacances, maladie, etc.). Les modifications de protocoles doivent être transmises au CSCU - incendie et tout changement définitif à la MRC pour modification des données.

[2] De jour, en semaine (du lundi au vendredi de 6 h 00 à 17 h 59); sauf REPPI : Garde interne lundi au vendredi de 8 h à 15 h 59.

6.4.3 La formation, l'entraînement et la santé et la sécurité au travail

Relativement à la santé et à la sécurité du travail, les *Orientations* se réfèrent à la Loi sur la santé et la sécurité du travail (RLRQ, c. S-2.1) et à la norme NFPA 1500 « Norme relative à un programme de santé et de sécurité du travail dans les services d'incendie ».

Premièrement, la Loi sur la santé et la sécurité du travail demande à chaque employeur et aux travailleurs de rechercher et de mettre en application des moyens pour améliorer les conditions de santé et de sécurité du travail. Cette loi fait également mention des outils pour y arriver. Le premier de ces outils, soit le programme de prévention, est obligatoire pour tous les SSI. Il consiste en une planification d'activités visant à éliminer ou à contrôler les dangers auxquels sont confrontés les travailleurs et à établir des moyens à cet effet. À l'aide d'un tel programme, une municipalité peut se donner un calendrier d'acquisition de matériel et d'équipements d'intervention satisfaisant les normes de sécurité.

La sécurité incendie est fondamentalement liée à la protection des vies et des biens, mais au cœur de cette noble mission réside une préoccupation égale pour la santé et la sécurité du personnel en intervention d'urgence. Les dirigeants doivent explorer de manière approfondie les pratiques et les mesures mises en œuvre dans le domaine de la santé et de la sécurité du travail en sécurité incendie, soulignant l'engagement envers le bien-être des professionnels qui se tiennent en première ligne.

La santé et la sécurité du travail commencent par une évaluation minutieuse des risques associés aux interventions. Les SSI mettent en œuvre des stratégies de prévention proactives, identifiant les dangers et élaborant des plans d'action pour minimiser les risques. La prévention devient ainsi une priorité constante dans chaque aspect de l'opération. L'utilisation adéquate des équipements de protection individuelle (EPI) est au cœur des pratiques de sécurité. Du port des tenues ignifuges à l'utilisation d'appareils respiratoires autonomes, les professionnels du feu sont équipés de manière à minimiser l'exposition aux dangers inhérents. Des programmes rigoureux de décontamination, de maintenance et de vérification garantissent l'efficacité de ces équipements vitaux.

Des protocoles d'intervention stricts sont élaborés pour garantir des opérations sécurisées. La planification préalable, la coordination des équipes et la communication efficace font partie intégrante de ces protocoles. Les simulations régulières et les exercices d'entraînement renforcent la compréhension et l'application adéquate de ces protocoles lors de situations d'urgence réelles.

La formation continue est essentielle pour garantir que chaque membre du personnel est conscient des meilleures pratiques en matière de santé et de sécurité du travail. Des sessions de sensibilisation sur les risques spécifiques, les nouvelles technologies et les changements réglementaires assurent une compréhension constante des enjeux en évolution.

La nature exigeante des interventions en sécurité incendie peut entraîner des répercussions sur la santé mentale des professionnels. Tous les SSI se sont dotés de programmes de gestion du stress et de soutien psychologique afin d'aider le personnel à faire face aux pressions émotionnelles. Cette dimension de la santé et de la sécurité du travail reconnait l'importance du bien-être mental dans la performance opérationnelle.

Les interventions en sécurité incendie exposent fréquemment le personnel à des risques de contamination. Une gestion préventive de ces risques est mise en place, comprenant des protocoles de stockage sécurisé, l'utilisation appropriée de matériel de détection et des formations spécialisées pour minimiser les dangers.

La culture de la sécurité repose sur un système de rétrospective (bilan) et d'analyse des incidents. Chaque événement est évalué de manière approfondie pour identifier les opportunités d'amélioration. Les résultats de ces analyses alimentent ensuite les programmes de formation continue et les ajustements des protocoles d'intervention.

Portrait de la situation

Chaque service de sécurité incendie du territoire est responsable de l'application de son propre programme d'entraînement et de maintien des compétences. En vertu de l'article 51 de la Loi sur la santé et la sécurité au travail, chaque directeur de service doit s'assurer que les pompiers disposent de la formation nécessaire pour accomplir leurs tâches de façon sécuritaire, incluant les compétences requises pour les mandats spécialisés comme la désincarcération, le sauvetage hors route ou le sauvetage nautique.

En matière de prévention des accidents et des maladies professionnelles, chaque service possède et applique son propre programme de santé et sécurité au travail (SST), structuré autour d'un comité SST local et inspiré de la norme NFPA 1550.

Dans l'ensemble des municipalités, des rencontres de ces comités SST sont réalisées en partenariat avec le CIUSSS de la région. Les services de sécurité incendie ont également mis en place des protocoles de décontamination applicables sur le lieu de l'incendie ainsi qu'en caserne. Toutefois, l'aménagement physique de certaines casernes limite la mise en œuvre complète ou adéquate de ces processus de décontamination.

Objectifs de protection arrêtés par la MRC

- Les municipalités de la MRC de Portneuf souhaitent maintenir les ressources consacrées à la formation des pompiers, à permettre leurs entraînements ainsi qu'à garantir leur santé et leur sécurité au travail.

- **Action 16 :** Appliquer et, au besoin, modifier le programme de **maintien des compétences** inspiré du canevas de l'École nationale des pompiers du Québec, de la norme NFPA 1550 et toutes autres normes ou guides applicables.
- **Action 17 :** Appliquer et, au besoin, modifier le programme de **santé et de la sécurité au travail** en respect de la Loi sur la santé et sécurité du travail.

6.5 La force de frappe

Conformément aux orientations en vigueur, les municipalités sont tenues d'inclure, dans leurs documents de planification de la force de frappe, une prévision des ressources qu'elles peuvent mobiliser et s'engagent à les fournir pour les risques faibles, ainsi que le délai d'intervention nécessaire dans les différents secteurs de leur territoire, et non seulement dans les périmètres d'urbanisation.

En alignement avec les objectifs 3 et 4 des *Orientations*, les services de sécurité incendie doivent planifier et coordonner des interventions optimales en tenant compte des ressources disponibles et en faisant abstraction des limites administratives. Pour les bâtiments de risque faible, l'objectif est d'intervenir de façon sécuritaire avec la force de frappe requise pour sauver des vies et réduire les pertes matérielles, tout en favorisant la collaboration entre les services situés à proximité. Pour les bâtiments de risques moyen, élevé et très élevé, les services doivent se préparer à intervenir de manière sécuritaire et efficace avec une force de frappe appropriée permettant de minimiser les conséquences sur les collectivités. Le déploiement de la force de frappe repose sur la complémentarité des ressources du territoire, en faisant abstraction des limites administratives. Si un service de sécurité incendie ne peut réunir seul l'ensemble des effectifs ou des équipements requis dès l'alerte initiale, des ententes de déploiement automatique avec les municipalités limitrophes s'activent pour garantir une force de frappe optimale et une intervention efficace.

Les ressources suivantes constituent la force de frappe devant être mobilisée dès **l'appel initial** pour les feux de bâtiments :

- Étant donné que toutes les municipalités ont des populations de moins de 25 000 habitants, celles-ci doivent mobiliser au moins huit pompiers formés (force de frappe réduite) qui doivent être disponibles à intervenir le plus rapidement possible sur les lieux de l'incendie. Lorsque la disponibilité des pompiers est insuffisante pour atteindre cette cible, le recours au processus d'optimisation doit être prévu de façon à maintenir une force de frappe optimale ;
- La quantité d'eau nécessaire à l'intervention est un débit de 1 500 litres par minute. En milieu urbain, ce débit devrait pouvoir être maintenu pendant au moins trente minutes. Dans les secteurs non desservis par un réseau d'aqueduc conforme, un volume d'au moins 15 000 litres d'eau est requis dès l'appel initial ;

- Au moins une autopompe ou autopompe-citerne conforme à la norme ULC-S515 ;
- Pour les secteurs non desservis par un réseau d'aqueduc conforme, au moins un camion-citerne conforme à la norme ULC-S515.

6.6 Le temps de réponse

Afin de déterminer le temps requis pour l'arrivée de la force de frappe dans un secteur donné, il suffit de considérer le temps de mobilisation des pompiers (voir **Tableau 14**) ainsi que le temps de déplacement des ressources requises vers le lieu d'intervention. La méthode utilisée pour le calcul du temps de déplacement doit être basée sur la vitesse affichée pour chaque tronçon de route. Dans les situations où l'utilisation d'un logiciel de géomatique n'est pas possible, le calcul du temps de déplacement peut être basé sur une vitesse moyenne, par exemple : 60 km/h (1 km par minute).

Pour les risques moyens, élevés et très élevés, l'objectif à atteindre en matière de temps de réponse sera calculé indépendamment pour chaque feu de bâtiment en utilisant la formule suivante :

TR = TM + (D / V)

Les symboles utilisés dans la formule précédente signifient :

TR = Temps de réponse (en minutes);
TM = Temps de mobilisation des pompiers (en minutes);
D = Distance parcourue (en kilomètres);
V = Vitesse moyenne (1 kilomètre par minute).

Lorsqu'il est nécessaire d'avoir recours à l'entraide pour atteindre la force de frappe, le calcul est fait pour chacune des casernes impliquées et le temps de réponse le plus élevé est celui qui détermine la cible à atteindre.

Advenant que les membres d'un SSI soient déjà sur une intervention (incendie ou autre type de secours prévu au présent schéma), qu'ils soient en train de réaliser des activités de prévention ou qu'ils soient en formation ou en entraînement, le temps de réponse pourrait être augmenté pour tenir compte du temps requis pour mobiliser et déplacer des ressources en provenance d'une autre caserne et/ou des délais nécessaires pour récupérer les équipements utilisés et/ou de la distance additionnelle à parcourir découlant du lieu où se tient l'activité de prévention, la formation ou l'entraînement. Le directeur du SSI devrait toutefois s'assurer d'un déploiement optimal de la force de frappe en de telles circonstances et le prévoir dans sa planification.

À titre d'exemple, en supposant un temps de mobilisation de 8 minutes et une distance à parcourir de 9 kilomètres entre la caserne et le lieu de l'incendie, on obtiendrait un temps de réponse de 17 minutes. L'atteinte de la force de frappe complète (pompiers, véhicules et eau) en 17 minutes ou moins serait donc la cible

à atteindre pour ce cas particulier. Le détail du calcul serait comme suit : **TR = TM + (D / V) = 8 minutes + (9 km / 1 km/minute) = 17 minutes.**

Le temps de réponse représenté à la **Figure 7** présente les déplacements entre le moment de la transmission de l'alerte, par la CSCU - incendie au SSI, au déplacement d'un pompier temps partiel de sa position à la caserne, puis de la caserne au lieu de l'incendie.

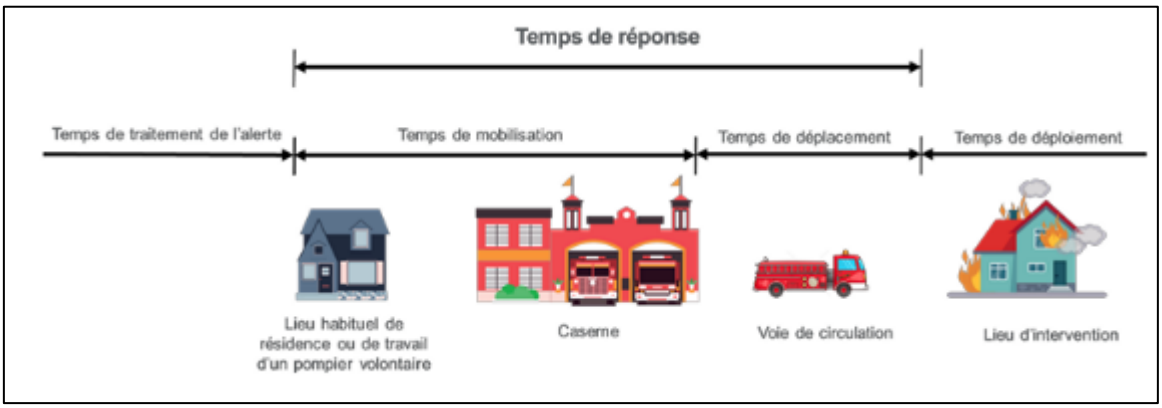


Figure 7 : Représentation du temps de réponse

6.7 Temps de mobilisation

Le temps de mobilisation débute au moment où les pompiers reçoivent l'alerte transmise par le CSCU - incendie et prend fin au moment où les véhicules quittent la caserne, c'est-à-dire au moment où les pompiers se déclarent en route pour se rendre sur les lieux de l'intervention. Il comprend le temps lié aux actions nécessaires pour se déplacer vers la caserne, le temps de préparation, soit de l'endossement de l'équipement de protection individuelle (EPI) ainsi que le temps pour démarrer les véhicules.

Chaque SSI a défini le temps de mobilisation moyen de ses pompiers en effectuant une moyenne des présences et du temps requis afin de mobiliser huit pompiers et confirmer le temps de départ des ressources matérielles appropriées.

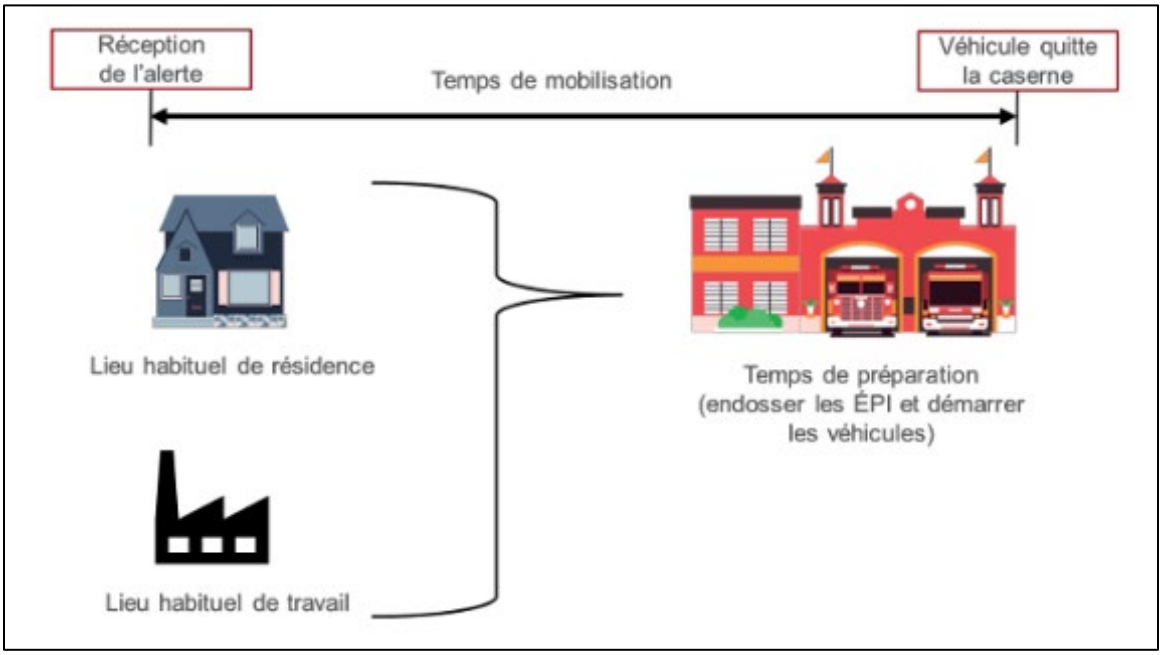


Figure 8 : Le temps de mobilisation

6.8 Temps de déplacement

Le temps de déplacement constitue le temps requis pour se rendre d'une caserne au lieu d'une intervention. Celui-ci débute lorsque les véhicules quittent la caserne. Le temps de déplacement prend fin à l'arrivée des véhicules d'intervention à la limite de la propriété où se trouve le bâtiment, c'est-à-dire là où se termine la voie de circulation des véhicules et commence la propriété privée.

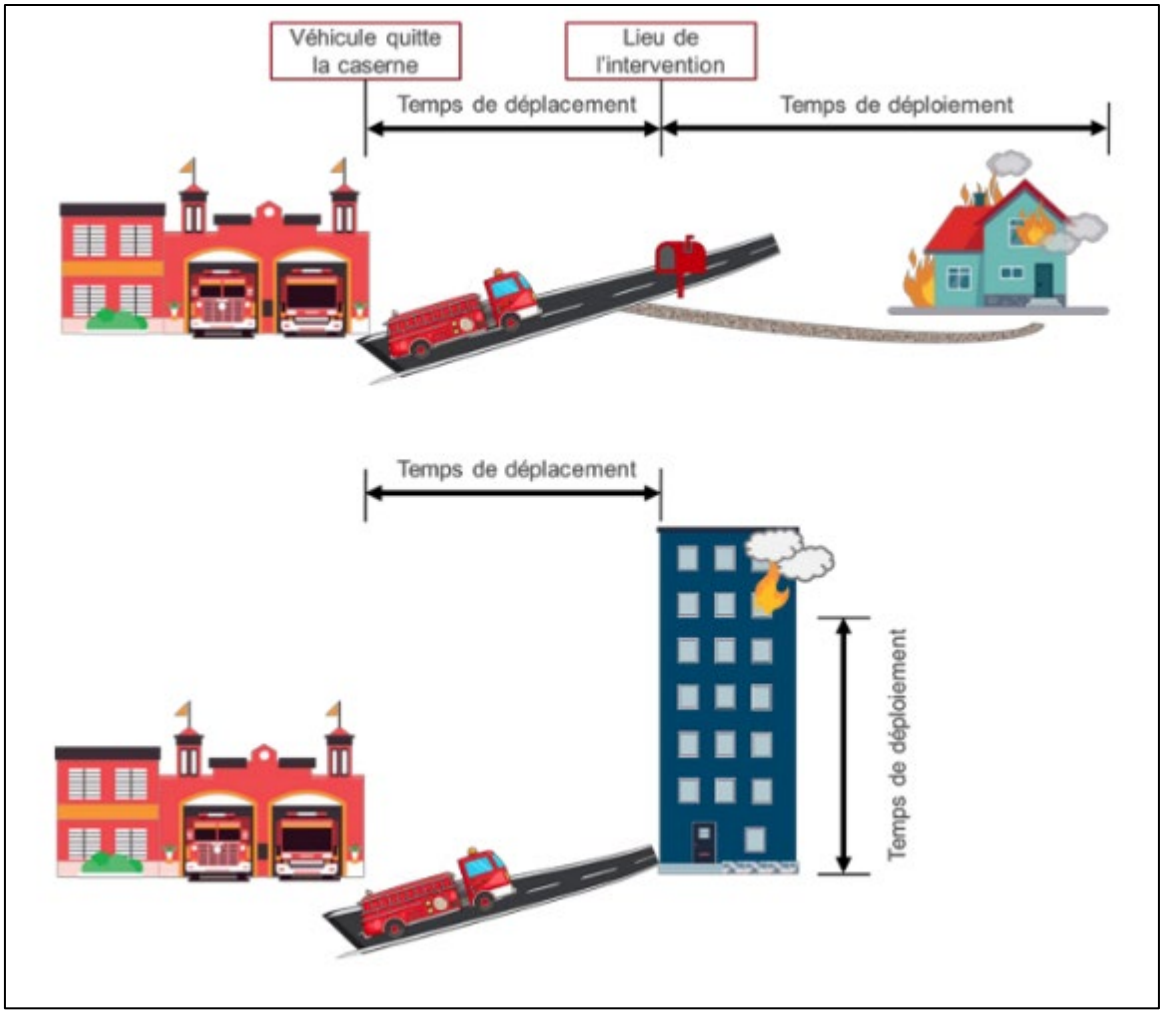


Figure 9 : Le temps de déplacement

L'objectif de protection prévu, soit le déploiement de la force de frappe réduite et le respect du temps de réponse fixé au schéma, est considéré comme acceptable lorsqu'il tend à être respecté pour minimalement 90 % des interventions se déroulant dans des conditions normales.

Méthodologie employée pour la réalisation des cartes au SCRSI

Afin d'obtenir un portrait général en termes de temps de réponse sur le territoire de la MRC de Portneuf, des analyses géomatiques ont dû être réalisées. On rappelle que le temps de réponse correspond à un temps de déplacement additionné à un temps de mobilisation, pour l'atteinte de la force de frappe.

Le temps de déplacement a été simulé à l'aide d'un algorithme d'analyse de réseau appliqué au réseau routier du gouvernement du Québec (AQ Réseau +). Ce réseau routier contient une multitude d'informations pour l'ensemble des routes au Québec. Notre analyse de réseau s'est basée sur la vitesse *affichée* sur

le réseau routier. Toutefois, l'algorithme de réseau ne prend pas en compte certaines variables pouvant influencer les déplacements, telles que :

- Le contrôle de circulation (ex. : feux de signalisation, panneaux d'arrêt, etc.);
- La topographie;
- La densité du trafic;
- Les conditions hivernales;
- Les fermetures temporaires de routes.

Pour déterminer les secteurs desservis par un réseau d'aqueduc conforme, nous avons utilisé la localisation géographique des bornes d'incendie conformes, telle que transmise par les municipalités. Une zone tampon de 150 mètres a ensuite été générée autour de chacune de ces bornes afin de représenter les secteurs théoriquement couverts par un réseau d'aqueduc conforme.

Un autre élément clé de cette approche est que l'optimisation du déploiement des ressources s'effectue uniquement après quinze minutes pour les villes de moins de 10 000 habitants et après dix minutes pour celles de plus de 10 000 habitants dans le périmètre urbain et de quinze minutes à l'extérieur du périmètre urbain, à condition que le SSI dispose initialement de la force de frappe *requise* pour le secteur ciblé et le niveau de risque identifié. Dans le cas contraire, le processus d'optimisation est automatiquement appliqué.

Le temps de mobilisation a été défini par chacun des SSI selon une moyenne calculée à partir de données recueillies à l'interne. Le temps de mobilisation a été additionné au temps de déplacement afin de produire les différentes analyses présentées au sein de la MRC de Portneuf.

Notons que l'élaboration des cartes repose sur les données fournies par les municipalités et les SSI. La MRC a par la suite pris le soin de valider l'ensemble des temps de parcours calculés avec les différents services incendie, puis d'apporter les correctifs requis.

Tableau 15 : Desserte incendie par municipalité et protocoles de déploiement à l'appel initial en vigueur

Municipalité / SSI/Régie	REPPI – caserne 4 Cap-Santé	REPPI – caserne 8 Portneuf	REPPI – caserne 9 Deschambault	REPPI – caserne11 Grondines	SSI Donnacona	SSI Pont-Rouge	SSI Neuville	SSI Saint-Basile	SSI Saint-Marc-des-Carrières	SSI Saint-Alban	SSI Saint-Casimir	SSI Saint-Thuribe	SSI Saint-Ubalde	SSI Rivière-à-Pierre	SSI Saint-Raymond	Sainte-Anne-de-la-Pérade / MRC des Chenaux	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier / MRC de La Jacques-Cartier	Notre-Dame-de- Montauban MRC de Mékinac	Lac-aux-Sables / MRC de Mékinac
Cap-Santé		P			P	P		P											
Deschambault-Grondines		P							P	P	P					P			
Donnacona	P					P	P												
Lac-Sergent															DC		P		
Neuville					P	P													
Pont-Rouge							P	P									P		
Portneuf	P		P					P	P	P					P				
Rivière-à-Pierre															P			P	P
Saint-Alban									P		P	P	P						
Saint-Basile	P	P				P									P				
Saint-Casimir				P					P	P		P	P			P			
Sainte-Christine-d'Auvergne	DC	P						P	P	P					P				
Saint-Gilbert		P							DC	P	P								
Saint-Léonard-de-Portneuf														P	DC				
Saint-Marc-des-Carrières			P	P						P	P								
Saint-Raymond						P		P									P		
Saint-Thuribe									P	P	P		P						
Saint-Ubalde									P	P	P	P							P

Source : SSI de la MRC de Portneuf, 2025

Légende :
P : Protocole de déploiement dès l'appel initial en vigueur au CSCU – incendie
DC : Desserte (Délégation de compétence)

6.9 Modulation de la force de frappe pour répondre à une alerte d'un système d'alarme incendie

Lorsque le service de sécurité incendie est avisé par le CSCU-incendie d'une alerte, par l'entremise d'une centrale de télésurveillance, provenant d'un système d'alarme incendie, il peut, en l'absence de toute autre indication d'un incendie, appliquer la modulation de la force de frappe requise.

Une indication de la présence d'un incendie peut être, de façon non limitative :

- La détection de l'incendie par plus d'un détecteur du système d'alarme;
- L'appel d'un témoin pour signaler un incendie;
- La présence de fumée d'origine inconnue;
- La présence de chaleur anormale d'origine inconnue.

Dans tous les cas où une telle indication est présente, il est requis de déployer la force de frappe prévue préalablement selon le niveau de risques.

La modulation consiste en un déploiement partiel de la force de frappe requise pour un incendie de bâtiment de risque faible. Cette modulation de la force de frappe doit minimalement comprendre :

Avec des **pompiers de garde** (interne ou externe) **et** lorsque le **temps de réponse est d'un maximum de 10 minutes** :

- 4 pompiers de garde (y compris un officier);
- 1 véhicule de type autopompe conforme ULC.

Sans pompiers de garde (interne ou externe) **ou** lorsque le **temps de réponse est supérieur à 10 minutes** :

- 6 pompiers (y compris un officier);
- 1 véhicule de type autopompe conforme ULC;
- 1 véhicule de type citerne ULC (seulement lorsque le secteur est non desservi par un réseau d'aqueduc conforme).

Le **Tableau 14** présente les types de garde, la disponibilité et les temps de mobilisation des effectifs pour quatre et six pompiers et le **Tableau 15** présente les protocoles de déploiement en place pour les alarmes incendie également selon le principe d'optimisation des ressources.

Les cartes **5.1**, **5.2**, **6.1**, **6.2**, **7.1** et **7.2** présentent la zone de couverture où s'applique la modulation de la force de frappe pour l'équipe de quatre pompiers dans un temps de réponse de maximum 10 minutes et 6 pompiers dans un temps de réponse de plus de 10 minutes à une alerte provenant d'un système d'alarme incendie.

Action 18 : Maintenir et mettre à jour les protocoles de déploiement afin que la modulation de la force de frappe requise pour une alerte provenant d'un système d'alarme pour un incendie de bâtiment de risque faible soit optimale et les transmettre au centre secondaire de communication d'urgence incendie.

Définitions-Orientations

Pompier en garde externe

Aux fins des *Orientations*, est considéré comme un pompier en garde externe celui qui est disponible pour répondre obligatoirement à un appel d'urgence pendant une période définie. Pendant cette période de disponibilité, le pompier en garde externe doit se trouver à l'intérieur d'une distance définie de la caserne afin de garantir le temps de mobilisation prévu. Ces modalités doivent être définies par le service de sécurité incendie.

Pompier en garde interne

Aux fins des *Orientations*, est considéré comme un pompier en garde interne celui qui doit être présent à la caserne pendant sa période de disponibilité pour répondre obligatoirement à un appel d'urgence. Un pompier en garde interne doit demeurer à proximité immédiate de la caserne pendant la totalité de sa période de garde.

Peut être également considéré comme en garde interne une équipe de quatre pompiers (y compris un officier) qui, à l'aide d'un véhicule d'intervention de type autopompe, effectue des activités de prévention prévues au schéma de couverture de risques à l'extérieur de la caserne, à condition que celle-ci soit en mesure de répondre à un appel d'urgence à l'intérieur du temps de réponse établi.

Pompier volontaire

Aux fins des *Orientations*, est considéré comme un pompier ayant un statut de volontaire celui qui définit ses périodes de disponibilité pour répondre à un appel d'urgence, mais sans obligation d'y répondre. Les modalités d'emploi d'un pompier volontaire doivent être définies par le service de sécurité incendie.

Définitions – Revenu Québec

Pompiers à temps partiel :

- Pompier qui remplace des pompiers permanents pour des périodes courtes. (ex. : remplacement durant les périodes de vacances);
- Pompier qui effectue de façon régulière ou intermittente des périodes de garde en caserne avec un nombre d'heures de garde inférieur à celui d'un pompier à temps plein;

- Pompiers rémunérés pour des périodes de garde sur le territoire.

Pompier volontaire :

Personne qui, bénévolement ou pour une compensation annuelle minime, répond à des alertes provenant d'un service de sécurité incendie ou d'un centre d'appel d'urgence 911, donnée notamment par radio, téléphone, téléavertisseur, sirène ou sonnerie d'alarme.

6.10 Secteur avec contrainte d'intervention efficace

Les trois territoires non organisés (TNO), identifiés sur la carte **26.1**, ne bénéficient d'aucune couverture ni d'aucune intervention pour les incendies de bâtiment, quel que soit le niveau de risque. Le réseau routier peu développé, composé de chemins forestiers de gravier cahoteux, est impraticable pour les véhicules d'urgence traditionnels et rend les accès impossibles dans un délai inférieur à 45 minutes pour atteindre ces chalets saisonniers éloignés et dépourvus de services. En l'absence de couverture incendie, les exigences des Orientations ministérielles visant à mobiliser et à déployer le nombre de pompiers requis pour effectuer un sauvetage et une attaque intérieure sécuritaires ne s'appliquent pas à ces secteurs.

Cependant, la réponse opérationnelle sur ces territoires est structurée pour d'autres types de risques. Les TNO sont desservis pour le sauvetage nautique et le sauvetage d'urgence en milieu isolé (SUMI). Pour ce volet, la planification prévoit le déploiement, dans les meilleurs délais, d'une équipe formée d'au moins trois personnes ayant reçu la formation requise et dotées des équipements adéquats pour intervenir de façon sécuritaire, au meilleur des capacités et de la disponibilité des ressources du territoire.

Objectifs de protection arrêtés par la MRC

- De planifier une capacité d'intervention des SSI optimale pour assurer une force de frappe dans un temps déterminé pour les risques faibles, selon les *Orientations*.
- D'établir les protocoles de déploiement et les transmettre à la CSCU - incendie en conformité avec les objectifs de la force de frappe.
- De planifier les besoins en ressources humaines et matérielles et faire appel à d'autres SSI, le cas échéant.

- **Action 19 :** Maintenir et mettre à jour les **protocoles de déploiement** afin que la force de frappe pour les risques faibles revête un caractère optimal et qu'elle soit fixée après considération de l'ensemble des ressources disponibles, et ce, en faisant abstraction des limites administratives, et les transmettre au CSCU - incendie.

6.11 Centre secondaire de communications d'urgence incendie

Portrait de la situation

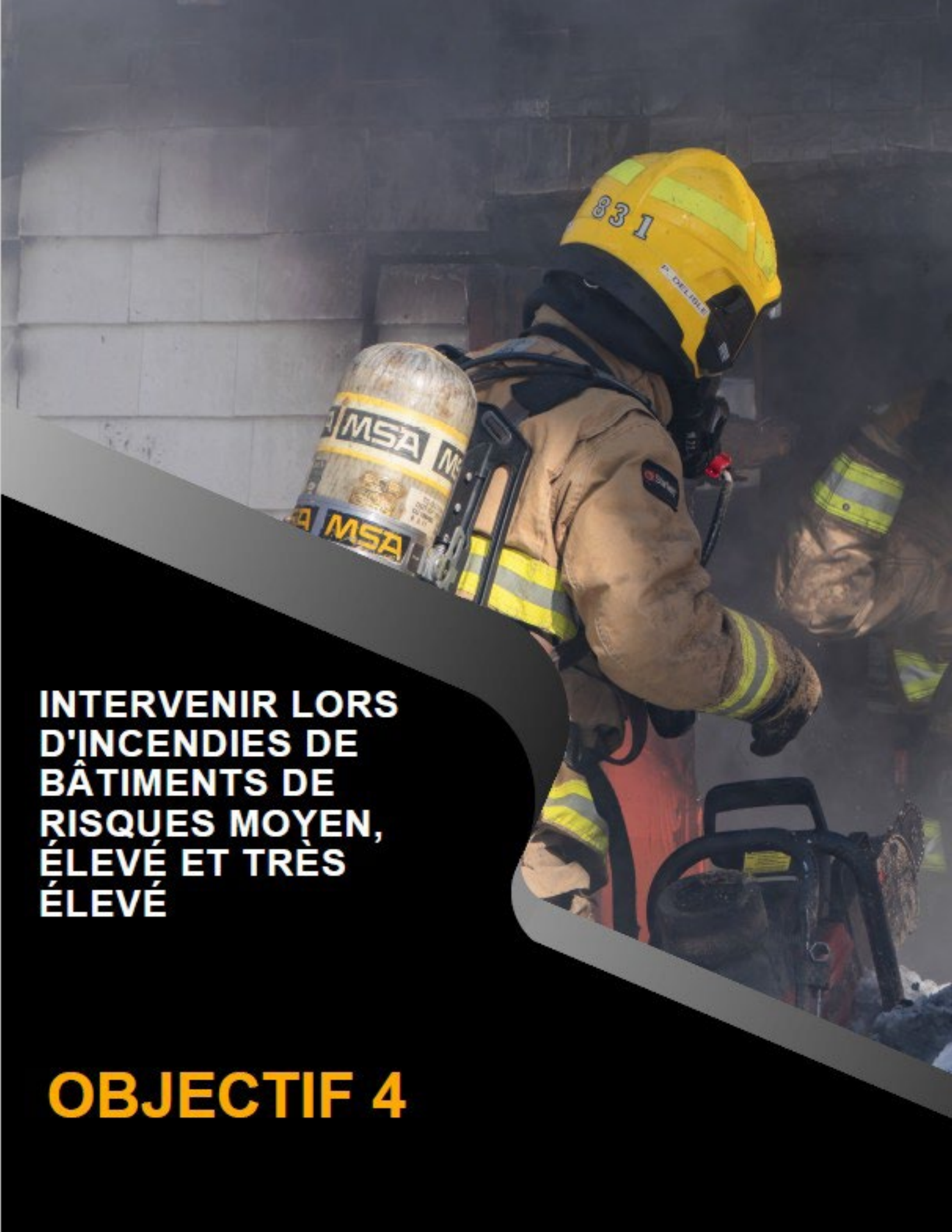
Les SSI de la MRC de Portneuf sont desservis par le CSCU – incendie, Centre d'appels d'urgence CLR. En raison des ententes intermunicipales et des protocoles de déploiement automatique en vigueur avec des municipalités extérieures à la MRC — lesquelles peuvent être desservies par d'autres centres d'appels —, le transfert de communication entre les centrales d'urgence s'effectue dans un délai de deux minutes ou moins.

Objectif de protection arrêté par la MRC

- **Action 20 :** Adapter et maintenir les **ententes** afin que le délai de **transferts d'appel** pour les SSI soit le plus court possible entre les différents CSCU – incendie.



Crédit : RÉPPI



INTERVENIR LORS D'INCENDIES DE BÂTIMENTS DE RISQUES MOYEN, ÉLEVÉ ET TRÈS ÉLEVÉ

OBJECTIF 4

7 OBJECTIF 4 : INTERVENIR LORS D'INCENDIES DE BÂTIMENTS DE RISQUES MOYEN, ÉLEVÉ ET TRÈS ÉLEVÉ

Référence : Chapitre 4 des Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie

Objectif 4 :	Intervenir de façon sécuritaire lors d'incendies de bâtiments de risques moyen, élevé et très élevé avec une force de frappe appropriée permettant de sauver des vies, de réduire les pertes matérielles ainsi que de minimiser les conséquences sur les collectivités. Planifier et coordonner des interventions optimales en tenant compte des ressources disponibles et en faisant abstraction des limites administratives. Se préparer à intervenir de manière sécuritaire et efficace. Favoriser la collaboration entre les SSI situés à proximité.

7.1 La force de frappe et le temps de réponse

Pour les risques moyens, élevés et très élevés, la force de frappe, devant être mobilisée dès l'appel initial pour les feux de bâtiments, sera optimale.

Pour ce faire, les ressources inscrites au plan d'intervention seront mobilisées dès l'alerte initiale. En l'absence d'un tel plan, le SSI doit prévoir, s'il y a lieu, la mobilisation, dès l'alerte initiale, de ressources additionnelles à celles prévues pour les risques faibles. Ces ressources additionnelles devront être suffisantes en regard des caractéristiques propres au bâtiment où l'intervention a lieu.

La cible applicable pour le temps de réponse pour les risques moyens, élevés et très élevés est déterminée indépendamment pour chaque incendie en utilisant la méthode indiquée à la section 6.6 du présent schéma.

7.2 L'acheminement des ressources


Crédit : Josée Frenette

Bien qu'ils soient moins fréquents, les incendies touchant des bâtiments de risques moyen, élevé et très élevé engendrent des pertes matérielles importantes et des perturbations majeures pour les collectivités. C'est pourquoi, en accord avec l'orientation 4 du ministère, la planification s'appuie sur des ententes intermunicipales qui prévoient la réponse des effectifs de manière optimale, en faisant abstraction des limites administratives du territoire pour l'atteinte de la force de frappe requise.

Les protocoles de déploiement automatique sont établis et mis à jour en considérant le niveau de risque du bâtiment, son emplacement géographique, la présence d'un réseau d'aqueduc conforme et toute autre particularité locale, telle que la vulnérabilité des occupants ou la dimension des structures.

Ces interventions complexes requérant souvent une coordination avec d'autres SSI, l'efficacité de la réponse collective repose sur l'établissement de canaux de communication préalables, la création de protocoles d'intervention précis et la réalisation d'exercices conjoints. Cette préparation rigoureuse, soutenue par un positionnement stratégique des équipements et l'utilisation d'outils technologiques, permet de garantir une intégration fluide des ressources, de réduire les temps de réponse et de minimiser l'impact des sinistres sur la communauté.

En conclusion, l'acheminement des ressources pour les interventions à risques moyens, élevés et très élevés constitue un élément clé de la stratégie en sécurité incendie. L'intégration de la planification préventive, de la technologie de pointe, de la coordination entre les divers services d'urgence et de la formation continue crée un système harmonieux, visant à assurer une réponse rapide, structurée et efficace face aux situations d'urgence les plus complexes.

Portrait de la situation

Pour les risques moyens, élevés et très élevés, les SSI prévoient, dès l'alerte initiale, des ressources supplémentaires par rapport à celles allouées aux risques faibles. Les effectifs nécessaires sont déterminés par chaque SSI en fonction des risques spécifiques. Il est attendu que la force de frappe appropriée soit proportionnelle à la classe de risque du bâtiment.

Des ententes d'entraide mutuelle et automatique ont été mises en place, tenant compte des ressources disponibles et de leur localisation (**Tableau 14**). Dans les

secteurs où il est impossible d'atteindre la force de frappe requise dans les délais impartis, les inspections effectuées par les TPI sont réalisées plus fréquemment.

Les protocoles de déploiement et les plans d'intervention spécifiques aux risques moyens, élevés et très élevés sont communiqués au Centre d'appels d'urgence CLR (CSCU - incendie).

En cas d'incendie confirmé, l'acheminement de ressources supplémentaires à la force de frappe initiale est crucial pour maîtriser la situation et, si nécessaire, assurer la relève des pompiers.

Objectifs de protection arrêtés par la MRC

- D'établir et maintenir des ententes intermunicipales d'entraide.
- De planifier une capacité d'intervention des SSI optimale pour assurer une force de frappe dans un temps déterminé pour les risques plus élevés, selon les *Orientations*.
- D'établir les protocoles de déploiement et les transmettre à la CSCU - incendie en conformité avec les objectifs de la force de frappe.
- De planifier les besoins en ressources humaines et matérielles et faire appel à d'autres SSI, le cas échéant.

- **Action 21 :** Maintenir et mettre à jour les **ententes intermunicipales** requises afin que la force de frappe pour les risques moyens, élevés et très élevés revête un caractère optimal et qu'elle soit fixée après considération de l'ensemble des ressources disponibles, et ce, en faisant abstraction des limites administratives.
- **Action 22 :** Maintenir et mettre à jour les **protocoles de déploiement** afin que la force de frappe pour les risques moyens, élevés et très élevés revête un caractère optimal et qu'elle soit fixée après considération de l'ensemble des ressources disponibles, et les transmettre au CSCU - incendie.

7.3 Les plans d'intervention

Référence : Section 4.2 des Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie

D'après le *Guide relatif aux opérations des services de sécurité incendie* du ministère de la Sécurité publique, les plans d'intervention sont élaborés à partir de la collecte de données générales et détaillées, et sont destinés à être utilisés par le personnel d'intervention d'urgence. Ils sont spécifiquement conçus pour des bâtiments présentant des risques particuliers ou des caractéristiques particulières.

Ce document sert de référence afin d'obtenir des informations géomatiques sur les spécificités du bâtiment. Les plans d'intervention représentent ainsi une source d'information essentielle pour l'officier chargé de l'analyse de la situation lors d'un incendie ou d'autres événements d'urgence.

La personnalisation des procédures d'intervention est essentielle dans les plans spécifiques. Chaque site ayant ses propres caractéristiques, les protocoles doivent être adaptés en conséquence. Cela comprend la définition des rôles du personnel, la sélection des équipements appropriés, la détermination des points de rassemblement stratégiques et la localisation des points d'eau disponibles. Pour les sites complexes, la collaboration avec des intervenants externes tels que les équipes médicales, les autorités locales ou d'autres services d'urgence est souvent nécessaire. Les plans d'intervention spécifiques intègrent des protocoles de coordination clairs afin d'assurer une réponse cohérente entre tous les intervenants.

Portrait de la situation

La réalisation de plans d'intervention pour les risques moyen, élevé et très élevé a pour but d'accroître l'efficacité des pompiers, de déterminer précisément les ressources à acheminer, d'assurer la sécurité des intervenants conformément à la Loi sur la santé et la sécurité du travail, et de réduire les conséquences d'un sinistre. Le bilan du dernier schéma indique toutefois que la moyenne régionale de réalisation se situe à 66 % et que la majorité des services de sécurité incendie (SSI) n'a pu atteindre leurs objectifs initiaux, une situation qui s'explique notamment par le fait que les services ne disposent pas tous de leur propre technicien en prévention incendie (TPI).

Conscients de l'importance de cet outil, l'objectif est de bonifier les programmes de rédaction et de mise à jour sur un horizon de trois à cinq ans, tout en assurant le suivi des activités par un registre. Selon les *Orientations*, ces plans ont pour objet de planifier, pour les bâtiments représentant des risques de propagation majeure ou des caractéristiques particulières, les stratégies tactiques qui garantiront le déploiement d'une réponse structurée et prévisible sur les lieux d'un incendie. Élaborés conjointement par les techniciens en prévention incendie et la direction du SSI, ces documents s'appuient directement sur les données recueillies tant lors des inspections que lors des interventions précédentes. Pour chaque risque très élevé, l'autorité responsable concevra son plan en collaboration avec le propriétaire du bâtiment, en précisant le caractère prioritaire de certains immeubles si leur nombre est élevé sur le territoire.

Il incombe à l'autorité locale de voir à l'embauche de ressources TPI additionnelles ou de souscrire à une entente intermunicipale de partage de personnel, offrant ainsi un soutien structuré aux services ne détenant pas cette ressource spécialisée et permettant de redresser le bilan actuel.

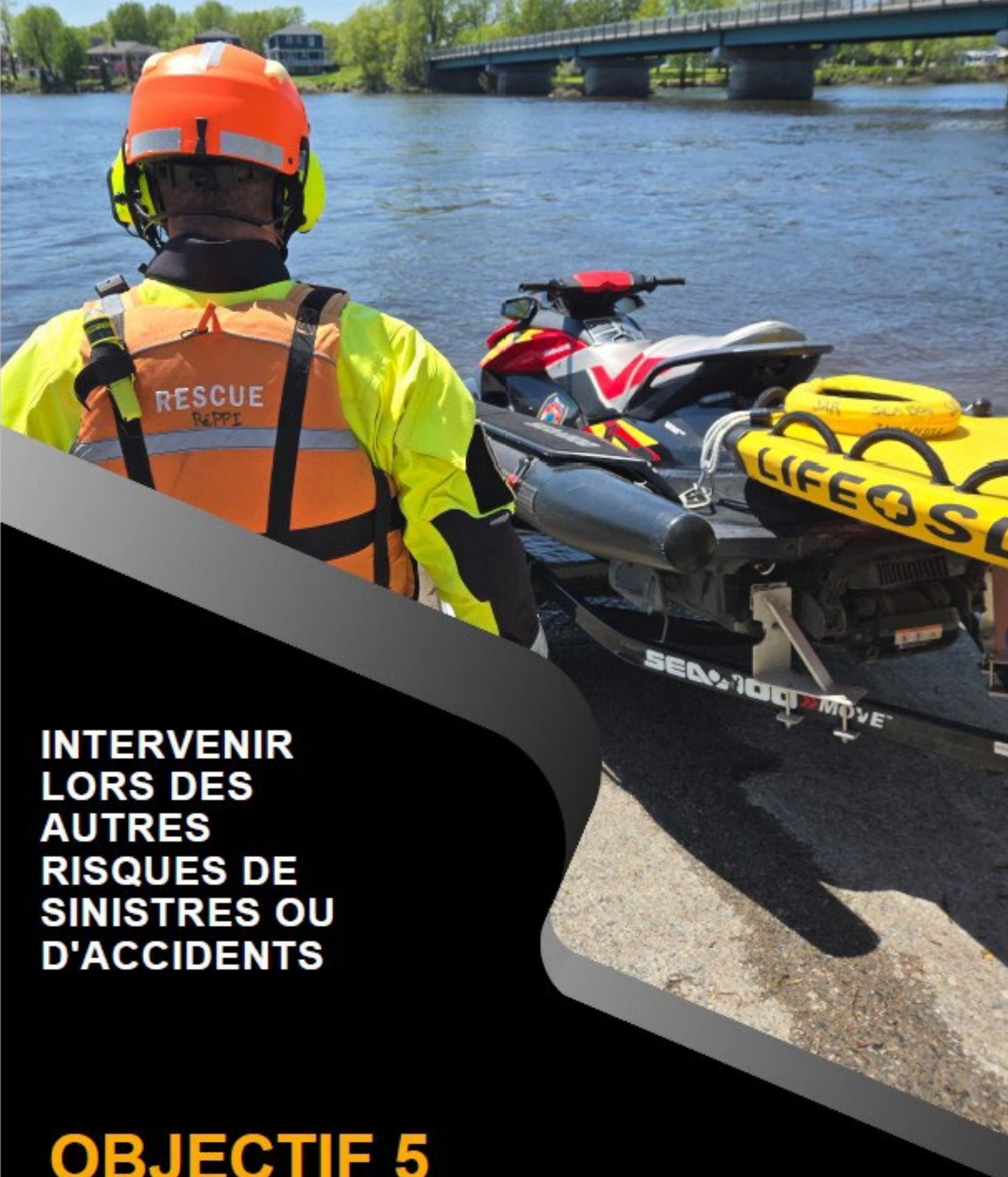
La priorité pour la réalisation et la mise à jour de ces plans sera établie en fonction de critères de risques précis, tels que la présence de lieux de dormance, de matières dangereuses, la complexité de l'évacuation ou les impacts socio-économiques. L'objectif est de planifier la rédaction et la mise à jour de ces plans sur un horizon de trois à cinq ans, permettant ainsi aux services de sécurité incendie de planifier précisément le déploiement de la force de frappe requise.

Enfin, pour garantir une préparation opérationnelle optimale, ces plans seront systématiquement intégrés aux séances d'entraînement, aux exercices multiservices et lors de pratiques adaptées aux réalités de chacun des services.

Objectifs de protection arrêtés par la MRC

- De poursuivre la mise à jour et l'élaboration de plans d'intervention pour les risques moyens, élevés et très élevés inclus au programme d'inspection des risques moyens, élevés et très élevés.
- D'assurer la disponibilité des plans d'intervention, dès le début de l'intervention.

- **Action 23 :** Appliquer et, au besoin, modifier le programme de **réalisation et de mise à jour des plans d'intervention pour les risques moyens, élevés et très élevés** en se référant au *Guide relatif aux opérations des services de sécurité incendie* du MSP.



INTERVENIR LORS DES AUTRES RISQUES DE SINISTRES OU D'ACCIDENTS

OBJECTIF 5

8 OBJECTIF 5 : INTERVENIR LORS DES AUTRES RISQUES DE SINISTRES OU D'ACCIDENTS

Référence : Chapitre 5 des Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie

Objectif 5 :	Intervenir de façon sécuritaire lors des autres risques de sinistres ou des accidents avec les ressources appropriées, pour réduire au maximum les temps de réponse, pour sauver des vies et limiter les blessures et les incapacités. Planifier et coordonner des interventions optimales en tenant compte des ressources disponibles, au-delà des limites administratives. Se préparer à intervenir de manière sécuritaire et efficace, dans le respect des normes et des cadres de référence en vigueur. Favoriser la collaboration entre les SSI situés à proximité.

Autres risques de sinistres

À l'égard de l'objectif 5 sur les autres risques de sinistres, les *Orientations* mentionnent que l'article 11 de la LSI prévoit que le SCRSI peut comporter, à l'égard d'autres risques de sinistres susceptibles de nécessiter l'utilisation des mêmes ressources, des éléments de planification similaires à ceux que l'on y retrouve pour la sécurité incendie.

En vertu du deuxième alinéa de l'article 36 de la LSI, les pompiers peuvent également être responsables, avec les autres services concernés, de la lutte contre les sinistres, du secours aux victimes d'accident, du secours des personnes sinistrées et de leur évacuation d'urgence. Les pompiers sont des intervenants de proximité dans les municipalités offrant une réponse rapide dans plusieurs sphères de la sécurité publique. Dans de nombreux endroits, les SSI regroupent les premières ressources offrant une réponse rapide en cas de sinistre.

Portrait de la situation

Le conseil de la MRC a décidé de ne pas inclure les autres services de secours dans le SCRSI. Les informations présentées au **Tableau 16** sont donc soumises qu'à titre indicatif.

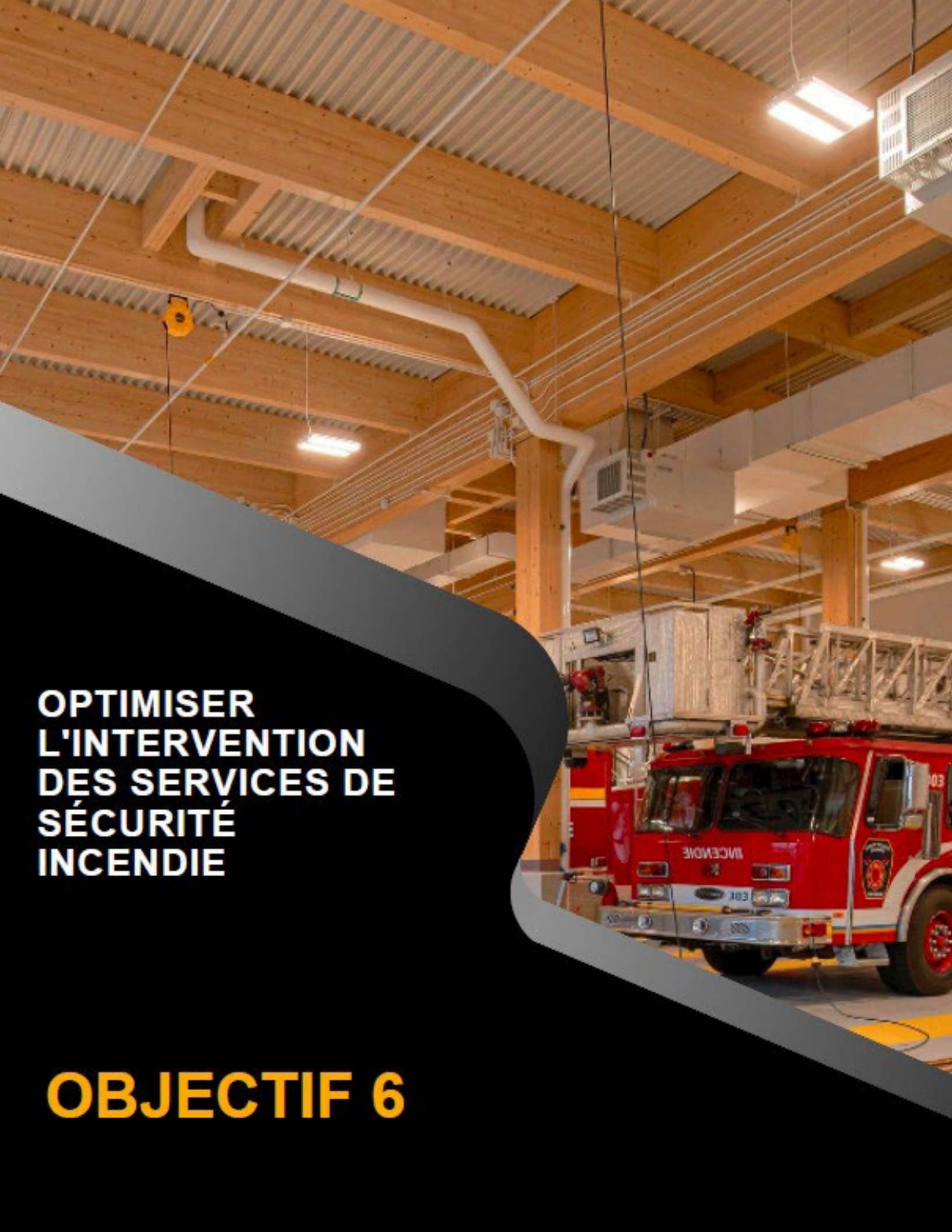
Il est important de souligner que les ressources dédiées à la sécurité incendie peuvent également être utilisées pour intervenir dans des situations autres que les incendies de bâtiments, conformément à l'article 36 de la LSI.

Tableau 16 : Autres domaines d'intervention des SSI

Type de service offert	SSI offrant le service
Désincarcération	Donnacona Saint-Casimir Pont-Rouge Saint-Raymond
Désincarcération agricole / industrielle	Donnacona
Espace clos / sauvetage vertical / technique	Donnacona Pont-Rouge
Sauvetage nautique eau vive	REPPI Saint-Raymond
Sauvetage nautique sur glace	REPPI Saint-Raymond
Sauvetage nautique	St-Marc / St-Alban / St-Casimir REPPI Saint-Ubalde Saint-Raymond
Sauvetage SUMI	Saint-Casimir Pont-Rouge Saint-Raymond

Source : SSI des municipalités de la MRC de Portneuf, 2026





OPTIMISER L'INTERVENTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ INCENDIE

OBJECTIF 6

9 OBJECTIF 6 : OPTIMISER L'INTERVENTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ INCENDIE

Référence : Chapitre 6 des Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie

Objectif 6 :	Déployer la force de frappe requise à l'appel initial le plus rapidement possible sur les lieux de l'incendie. Utiliser les ressources disponibles en faisant abstraction des limites administratives. Assurer à l'ensemble des citoyens des temps de réponse qui respectent les exigences de protection établies aux objectifs 3 et 4. Planifier et coordonner ces interventions et les inscrire dans un protocole de déploiement. Établir la collaboration intermunicipale rendant possibles ces interventions optimisées.

En conformité avec l'article 10 de la Loi sur la sécurité incendie, le schéma détermine, pour chaque catégorie de risques ou partie du territoire, des objectifs de protection optimale qui doivent être atteints en maximisant l'utilisation de l'ensemble des mesures et des ressources disponibles à l'échelle régionale. Cette approche impose aux municipalités et leur SSI de revoir continuellement leurs modes de fonctionnement afin de concevoir des modalités de prestation de services et d'intervention axées d'abord et avant tout sur les risques à couvrir, en faisant abstraction des limites municipales locales et des limites administratives, par un travail d'optimisation effectué à l'aide des cartes et du calcul de temps nécessaire au déploiement.

Réalisation de la démarche d'optimisation

La démarche d'optimisation relève de l'autorité régionale en collaboration avec les autorités locales. Elle se résume en quatre étapes :

1) Rassembler les données : Les autorités locales fournissent l'ensemble de leurs données à l'autorité régionale;
2) Identifier les ressources les plus rapides pour se rendre sur les lieux de l'intervention : Le service de géomatique de l'autorité régionale utilise ces données pour déterminer quelles ressources initiales sont les plus rapides pour se rendre sur les lieux d'une intervention;
3) Identifier les ressources complémentaires les plus rapides pour se rendre sur les lieux d'intervention : Ce même service détermine quelles ressources secondaires et complémentaires offrent le meilleur délai de réponse;
4) Établir les protocoles de déploiement : Chaque autorité locale a la responsabilité d'ajuster ses propres protocoles de déploiement selon les informations techniques fournies par l'autorité régionale dans le schéma.

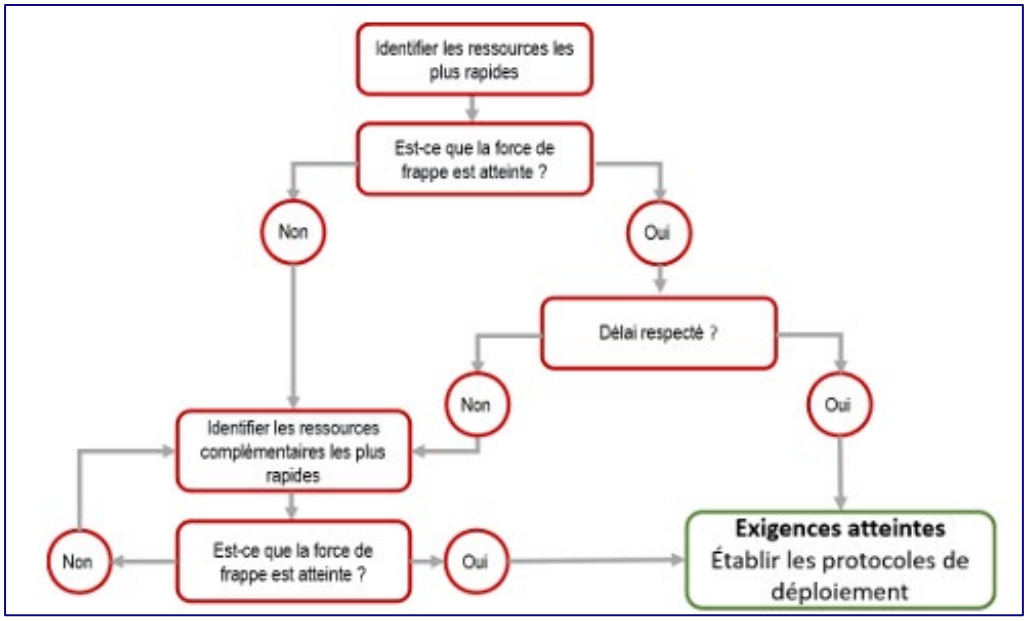


Figure 10 : Synthèse de la démarche d'optimisation

Portrait de la situation

Étant donné les enjeux d'ordre organisationnel soulevés par le bilan québécois de l'incendie, l'optimisation du secteur de la sécurité incendie s'inscrit dans une volonté continue de consolider les structures et d'ajuster les façons de faire des municipalités, de manière à maximiser l'utilisation des ressources, à accroître leur efficacité et à réduire les coûts pour les citoyens. C'est pourquoi les objectifs fixés exigent que les municipalités tiennent compte de toutes les ressources disponibles à l'échelle régionale dans le but de maintenir et d'élever le niveau général de protection de la population contre l'incendie.

Le service de géomatique de la MRC de Portneuf a effectué une optimisation des ressources disponibles à l'échelle régionale afin de déterminer les protocoles de déploiement nécessaires pour des interventions optimales et de déterminer les temps de réponse précis sur le territoire. Ces analyses cartographiques permettent ainsi de cibler le déploiement requis pour atteindre la force de frappe nécessaire, particulièrement pour les bâtiments à risque faible, et il incombe désormais aux autorités locales d'adapter leurs propres protocoles de déploiement en conséquence.

Il convient désormais de viser une optimisation opérationnelle axée sur le déploiement de la force de frappe requise dès l'appel initial, afin d'intervenir le plus rapidement possible sur les lieux d'un incendie. Plutôt que de limiter les actions aux frontières administratives, la démarche mise sur l'utilisation stratégique de toutes les ressources régionales disponibles pour assurer à l'ensemble des citoyens des temps de réponse conformes aux exigences de protection établies. La planification et la coordination de ces interventions doivent se traduire par l'inscription des services dans un protocole de déploiement rigoureux, soutenu par

une collaboration intermunicipale accrue qui rend possibles ces interventions optimisées sur tout le territoire.

Objectifs de protection arrêtés par la MRC

La MRC et ses municipalités inscrivent à leur plan de mise en œuvre les actions suivantes :

- **Action 24 : Pour les municipalités de moins de 10 000 habitants**, planifier la sécurité incendie sur l'ensemble du territoire en visant un temps de réponse inférieur à quinze minutes. À défaut, appliquer le principe d'optimisation.
- **Action 25 : Pour les municipalités de 10 000 habitants ou plus**, planifier la sécurité incendie dans les périmètres urbains en visant un temps de réponse inférieur à dix minutes et à l'extérieur du périmètre urbain en visant un temps de réponse inférieur à quinze minutes. À défaut, appliquer le principe d'optimisation.


Crédit : Ville de Saint-Marc-des-Carrières



COORDONNER LA SÉCURITÉ INCENDIE AU PALIER RÉGIONAL

OBJECTIF 7

10 OBJECTIF 7 : COORDONNER LA SÉCURITÉ INCENDIE AU PALIER RÉGIONAL

Référence : Chapitre 7 des Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie

Objectif 7 :	Définir les rôles et les responsabilités des autorités locales et régionales en matière de sécurité incendie. Favoriser la collaboration entre les différents acteurs locaux pour mieux prévenir les incendies et mieux intervenir lors de ceux-ci. Mettre en place des structures de concertation et de soutien visant à améliorer l'optimisation et l'efficience des interventions. Coordonner l'élaboration et la mise en œuvre du SCRSI à l'instar d'une planification stratégique en sécurité incendie. Déterminer une procédure de vérification et d'évaluation du degré d'atteinte des actions prévues au schéma.

Le gouvernement a opté pour l'utilisation du palier supramunicipal dans certaines responsabilités et fonctions, visant ainsi à accroître l'efficacité administrative et à améliorer la qualité de la sécurité des citoyens. Cette approche est reflétée par la LSI, qui attribue des responsabilités de planification et de coordination de la sécurité incendie sur son territoire aux autorités régionales.

La MRC entend poursuivre activement son rôle d'accompagnement assumant ainsi pleinement les responsabilités de planification et de coordination de la sécurité incendie que la *Loi sur la sécurité incendie* (LSI) attribue au palier supramunicipal pour accroître l'efficacité administrative et améliorer la sécurité des citoyens. Pour ce faire, un coordonnateur à temps plein est à l'emploi de la MRC afin d'assurer la mise en œuvre du schéma, de gérer le programme d'aide financière pour la formation des pompiers, et de valider l'efficacité des actions locales grâce à des indicateurs de performance.

Portrait de la situation

La MRC emploie un coordonnateur à temps plein afin de soutenir les directeurs des services de sécurité incendie (SSI) et les municipalités, d'assurer la mise en œuvre du schéma, de gérer le programme d'aide financière pour la formation des pompiers, et de valider l'efficacité des actions locales grâce à des indicateurs de performance. Enfin, pour maintenir une communication fluide et une gouvernance efficace, la MRC assure l'animation des comités de travail dont la fréquence est établie selon les besoins; le comité de sécurité incendie, le comité technique et le comité régional de concertation demeurent pleinement actifs sous leurs structures respectives afin d'assurer la concertation sectorielle, contrairement au comité de prévention qui n'a pas été reconduit, puisque la majorité des programmes en cette matière a déjà été rédigée et appliquée.

C'est dans cette perspective de soutien et d'optimisation régionale que la MRC de Portneuf mettra en place un projet pilote d'entente de fourniture de services avec une ville ou une régie intermunicipale du territoire. Dans le cadre de ce partenariat, l'organisation mandataire mettra à contribution une ressource possédant les compétences et les qualités professionnelles requises pour collaborer activement à la réalisation des objectifs découlant du schéma de couverture de risques. Ce modèle de prestation de services vise à mobiliser une expertise terrain reconnue pour soutenir le déploiement des actions de sécurité incendie à l'échelle régionale. En s'appuyant sur une structure déjà établie et opérationnelle, la MRC s'assure ainsi d'une synergie optimale entre les ressources municipales et les cibles de protection fixées par le schéma, favorisant une réponse cohérente et efficace aux besoins du milieu.

L'autorité régionale a la responsabilité de coordonner et d'assurer le suivi de la mise en œuvre du schéma de couverture de risques, ainsi que de réviser ce dernier en respect de l'article 29 de la Loi sur la sécurité incendie (LSI).

Également, dans le cadre de son rôle de suivi continu, l'autorité régionale doit déterminer une procédure de vérification périodique de l'efficacité des actions mises en œuvre et du degré d'atteinte des objectifs arrêtés. Pour ce faire, elle assume la responsabilité de consolider les données issues des rapports d'activités annuels des villes afin de concevoir et de transmettre un rapport d'activités régional consolidé, aux deux ans, au MSP.

Quant à elles, les autorités locales ont la responsabilité de fournir toutes les données et informations nécessaires à l'autorité régionale pour mener à bien la révision du schéma de couverture de risques en respect de l'article 29 de la LSI. Elles doivent également collaborer activement à cette démarche réglementaire, puis adopter leur propre plan de mise en œuvre local découlant des objectifs fixés. Enfin, afin de permettre le suivi périodique et la consolidation régionale des indicateurs de performance, chaque municipalité a l'obligation de soumettre rigoureusement un rapport d'activités annuel à la MRC de Portneuf.

Objectifs de protection arrêtés par la MRC

- D'assurer une coordination du SCRSI et de son plan de mise en œuvre.
- D'assurer le suivi et les actions nécessaires à l'atteinte des objectifs et faire une évaluation continue pour améliorer le SCRSI et les actions prévues.
- De produire les rapports requis selon la LSI et le SCRSI.
- De planifier et de rédiger la révision du SCRSI.

- **Action 26 :** Continuer **d'assurer la coordination du SCRSI révisé** et le suivi de sa mise en œuvre.
- **Action 27 :** Déterminer une **procédure de vérification périodique de l'efficacité des actions** mises en œuvre et du degré d'atteinte des objectifs arrêtés, comme prévu à l'article 17 de la LSI.

- **Action 28 :** Produire et transmettre le **rapport d'activités** annuellement à l'autorité régionale, selon l'échéancier prévu à l'article 35 de la LSI, ainsi que toute information demandée, et ce, dans le délai déterminé par cette dernière.
- **Action 29 :** Produire un rapport incluant un **état de situation quant à l'atteinte des objectifs de protection optimale arrêtés et des actions** attendues prévues par le SCRSI et le transmettre au MSP, selon l'échéancier prévu à l'article 35 de la LSI.
- **Action 30 :** Maintenir le **comité en sécurité incendie** et tenir au minimum une réunion par année.



ARRIMER LES DIFFÉRENTES RESSOURCES D'INTERVENTION

OBJECTIF 8

11 OBJECTIF 8 : ARRIMER LES DIFFÉRENTES RESSOURCES D'INTERVENTION

Référence : Chapitre 8 des Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie

Objectif 8 :	Arrimer les ressources de la sécurité incendie avec celles des autres acteurs appelés à intervenir lors de sinistres. Collaborer avec différents partenaires, y compris les organisations de secours, les services préhospitaliers d'urgence et les services policiers. Établir des partenariats visant à préciser les champs d'action de chacun.

Portrait de la situation



Crédit : Steve Gauthier

La MRC, en collaboration avec les partenaires voués à la sécurité du public (police, soins préhospitaliers, Croix-Rouge, Hydro-Québec, etc.), a mis en place un comité régional de concertation. Ce comité s'adjoint, au besoin, des ressources spécialisées dans des domaines particuliers (sécurité civile, Hydro-Québec, etc.). Il a pour mandat de définir clairement le rôle et les responsabilités de chacun dans le cadre des interventions d'urgence.

Pour leur part, les membres du comité sécurité incendie ainsi que le comité aviseur technique des services de sécurité incendie se sont engagés à collaborer, au besoin, à cette table de concertation régionale et à y assigner un représentant, s'il y a lieu.

Objectifs de protection arrêtés par la MRC

- D'assurer une coordination et un lien entre les SSI et les autres services d'urgence, pour tout type d'intervention impliquant les SSI.

- **Action 31 :** Maintenir un **comité régional de concertation** dévoué à la sécurité publique et tenir au minimum une réunion par année.

12 LES PLANS DE MISE EN OEUVRE

Les plans de mise en œuvre qui suivent constituent un plan d'action que la MRC de Portneuf de même que chaque municipalité locale et régie intermunicipale participante doivent appliquer dès l'entrée en vigueur du schéma. Ces actions et leurs conditions de mise en œuvre sont traduites dans un plan adopté par chaque autorité qui en sera chargée ou, dans le cas d'une régie intermunicipale, dans un plan uni adopté par les municipalités concernées. Ces plans indiquent les actions, l'échéancier prévu et les autorités responsables de la mise en œuvre de chacune des actions. Il est à noter que pour alléger le présent document, les plans de mise en œuvre ont été consolidés dans un seul et unique document.


Crédit : Steve Gauthier

ACTIONS Approuvées par résolution des régies, des municipalités participantes et de la MRC de Portneuf • O : Action réalisée par le SSI couvrant la municipalité par entente • X : Autorité responsable de l'action • N/A : Non applicable		ÉCHÉANCE	Autorités responsables																REPPI			
			MRC de Portneuf	Saint-Basile	Donnacona	Neuville	Pont-Rouge	Saint-Alban	Saint-Marc-des-Carrières	Saint-Gilbert	Saint-Casimir	Saint-Thuribe	Saint-Ubalde	Lac-Sergent	Saint-Raymond	Saint-Léonard-de-Portneuf	Rivière-à-Pierre	REPPI	Sainte-Christine-d' Auvergne	Deschambault-Grondines	Cap-Santé	Portneuf
	OBJECTIF 1 – CONNAÎTRE LES RISQUES D'INCENDIE																					
	Analyse et évaluation des risques																					
1	Appliquer un mécanisme de mise à jour, en continu, **d'analyse et de la classification des risques** sur l'ensemble de territoire de la MRC, en s'inspirant du *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* du MSP et de ses annexes.	En continu	X	X	X	X	X	X	X	O	X	X	X	O	X	O	X	X	O	O	O	O
	OBJECTIF 2 – PRÉVENIR LES INCENDIES (PRIORITÉ)																					
	Évaluation et analyse des incidents																					
2	Appliquer et, au besoin, modifier le programme régional **d'évaluation et d'analyse des incidents**, qui s'inspire du *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* du MSP et de ses annexes.	En continu	N/A	X	X	X	X	X	X	O	X	X	X	O	X	O	X	X	O	O	O	O
	Réglementation municipale en sécurité incendie																					
3	Appliquer et, au besoin, modifier les diverses **dispositions de la réglementation municipale** en s'inspirant du *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* du MSP et de ses annexes.	En continu	X	X	X	X	X	X	X	X O	X	X	X	X O	X	X O	X	X	X O	X O	X O	X
	Installation et vérification du fonctionnement des avertisseurs de fumée																					
4	Appliquer et, au besoin, modifier le programme concernant **l'installation et la vérification du fonctionnement des avertisseurs de fumée**, lequel devra prévoir une périodicité n'excédant pas sept ans pour les visites, qui s'inspire du *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* du MSP et de ses annexes.	En continu	N/A	X	X	X	X	X	X	O	X	X	X	O	X	O	X	X	O	O	O	O
	Inspection des bâtiments à risques plus élevés																					
5	Appliquer et, au besoin, modifier le programme **d'inspection des bâtiments à risques plus élevés**, lequel doit se référer aux modalités définies et aux périodicités	En continu	N/A	X	X	X	X	X	X	O	X	X	X	O	X	O	X	X	O	O	O	O

ACTIONS Approuvées par résolution des régies, des municipalités participantes et de la MRC de Portneuf • O : Action réalisée par le SSI couvrant la municipalité par entente • X : Autorité responsable de l'action • N/A : Non applicable		ÉCHÉANCE	Autorités responsables																			
			MRC de Portneuf	Saint-Basile	Donnacona	Neuville	Pont-Rouge	Saint-Alban	Saint-Marc-des-Carrières	Saint-Gilbert	Saint-Casimir	Saint-Thuribe	Saint-Ubalde	Lac-Sergent	Saint-Raymond	Saint-Léonard-de-Portneuf	Rivière-à-Pierre	REPPI	REPPI			
																			Sainte-Christine-d' Auvergne	Deschambault-Grondines	Cap-Santé	Portneuf
	inscrites dans le *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* du MSP et de ses annexes, pour les inspections.																					
5.1	Appliquer et, au besoin, modifier le programme **d'inspection périodique spécifique pour les risques agricoles**, lequel doit se référer aux modalités définies et aux périodicités inscrites dans le *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* du MSP et de ses annexes.	En continu	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**O**	**X**	**X**	**X**	**O**	**X**	**O**	**X**	**X**	**O**	**O**	**O**	**O**
	Activités de sensibilisation du public																					
6	Appliquer et, au besoin, modifier le programme **d'activités de sensibilisation du public**, lequel doit se référer aux modalités définies dans le *Guide relatif à la planification des activités de prévention des incendies* du MSP et de ses annexes. Prendre en considération les recommandations du comité régional d'évaluation et d'analyse des incidents dans le but de soutenir le programme annuel d'activités de sensibilisation du public.	En continu	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**O**	**X**	**X**	**X**	**O**	**X**	**O**	**X**	**X**	**O**	**O**	**O**	**O**
6.1	Distribuer à la population un dépliant comportant un volet sensibilisation du public destiné aux secteurs présentant des lacunes d'intervention efficace	En continu	**X**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**
	Mesures d'autoprotection																					
7	Appliquer des **mesures en matière d'autoprotection** en se référant au *Guide relatif à la planification des activités de prévention des* incendies du MSP et de ses annexes.	En continu	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**O**	**X**	**X**	**X**	**O**	**X**	**O**	**X**	**X**	**O**	**O**	**O**	**O**
	Développement du territoire																					
8	Mettre en place un mécanisme afin que les SSI soient consultés dans la **planification du développement urbain**.	En continu	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**

ACTIONS Approuvées par résolution des régies, des municipalités participantes et de la MRC de Portneuf • O : Action réalisée par le SSI couvrant la municipalité par entente • X : Autorité responsable de l'action • N/A : Non applicable		ÉCHÉANCE	Autorités responsables																			
			MRC de Portneuf	Saint-Basile	Donnacona	Neuville	Pont-Rouge	Saint-Alban	Saint-Marc-des-Carrières	Saint-Gilbert	Saint-Casimir	Saint-Thuribe	Saint-Ubalde	Lac-Sergent	Saint-Raymond	Saint-Léonard-de-Portneuf	Rivière-à-Pierre	REPPI	REPPI			
																			Sainte-Christine-d' Auvergne	Deschambault-Grondines	Cap-Santé	Portneuf
	OBJECTIF 3 – INTERVENIR LORS D'INCENDIES DE BÂTIMENTS DE RISQUE FAIBLE																					
	Acheminement des ressources																					
9	Maintenir et mettre à jour les **ententes intermunicipales** requises afin que la force de frappe, pour les risques faibles, revête un caractère optimal et qu'elle soit fixée après considération de l'ensemble des ressources disponibles et efficientes, et ce, en faisant abstraction des limites administratives.	En continu	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X** **O**	**X**	**X**	**X**	**X** **O**	**X**	**X** **O**	**X**	**X**	**X** **O**	**X** **O**	**X** **O**	**X** **O**
	Approvisionnement en eau																					
10	Appliquer et, au besoin, modifier le programme **d'entretien et d'évaluation des débits des poteaux d'incendie**, lequel doit tenir compte du *Guide des bonnes pratiques d'exploitation des installations de distribution d'eau potable* du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et s'inspirer des normes NFPA applicables.	En continu	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**N/A**	**N/A**	**X**	**X**	**X**
10.1	**Identifier les poteaux incendie** en fonction de la conformité du réseau d'aqueduc en s'inspirant de la norme NFPA 291.	En continu	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**N/A**	**N/A**	**X**	**X**	**X**
11	Appliquer et, au besoin, modifier le programme **d'entretien et d'inspection des points d'eau** de manière à faciliter le ravitaillement des véhicules de type citerne, en s'inspirant des normes NFPA applicables, telles que la norme NFPA 1142.	En continu	**N/A**	**X**	**N/A**	**X**	**N/A**	**X**	**N/A**	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**N/A**	**X**	**N/A**	**X**	**X**
	Véhicules d'intervention																					

ACTIONS Approuvées par résolution des régies, des municipalités participantes et de la MRC de Portneuf • O : Action réalisée par le SSI couvrant la municipalité par entente • X : Autorité responsable de l'action • N/A : Non applicable		ÉCHÉANCE	Autorités responsables																			
																			REPPI			
			MRC de Portneuf	Saint-Basile	Donnacona	Neuville	Pont-Rouge	Saint-Alban	Saint-Marc-des-Carrières	Saint-Gilbert	Saint-Casimir	Saint-Thuribe	Saint-Ubalde	Lac-Sergent	Saint-Raymond	Saint-Léonard-de-Portneuf	Rivière-à-Pierre	REPPI	Sainte-Christine-d' Auvergne	Deschambault-Grondines	Cap-Santé	Portneuf
12	Appliquer et, au besoin, modifier le programme **d'inspection, d'évaluation et de remplacement des véhicules**, lequel doit respecter les exigences des fabricants et en s'inspirant du *Guide d'application relatif aux véhicules et accessoires d'intervention à l'intention des services de sécurité incendie*, ainsi que toutes autres normes ou guides applicables.	En continu	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**N/A**	**X**	**N/A**	**X**	**X**	**N/A**	**O**	**O**	**O**
	Inspection, entretien et remplacement des équipements de protection individuelle																					
13	Appliquer et, au besoin, modifier le programme **d'inspection, d'entretien et de remplacement des équipements de protection individuelle** (ex. : casque, cagoule, manteau, pantalons, gants, bottes), y compris les appareils de protection respiratoire isolants autonomes ou les appareils de protection respiratoire individuelle autonome (APRIA) selon les exigences des fabricants, les modalités prévues au du *Guide d'application relatif aux véhicules et accessoires d'intervention à l'intention des services de sécurité incendie* produit par le MSP, du *Guide des bonnes pratiques – L'entretien des vêtements de protection pour la lutte contre l'incendie* produit par la CNESST et du *Guide pour la réalisation d'un programme de protection respiratoire – Services de sécurité incendie* produit par l'APSAM.	En continu	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**N/A**	**X**	**N/A**	**X**	**X**	**N/A**	**O**	**O**	**O**
14	Appliquer et, au besoin, modifier le programme **d'inspection, d'évaluation, d'entretien et de remplacement des équipements et accessoires d'intervention** (ex. : pompe portative, tuyaux, etc.), selon les exigences des fabricants et en s'inspirant de toutes autres normes ou guides applicables, du *Guide d'application relatif aux véhicules et accessoires d'intervention à l'intention des services de sécurité incendie* produit par le MSP.	En continu	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**N/A**	**X**	**N/A**	**X**	**X**	**N/A**	**O**	**O**	**O**

ACTIONS Approuvées par résolution des régies, des municipalités participantes et de la MRC de Portneuf • O : Action réalisée par le SSI couvrant la municipalité par entente • X : Autorité responsable de l'action • N/A : Non applicable		ÉCHÉANCE	Autorités responsables																			
			MRC de Portneuf	Saint-Basile	Donnacona	Neuville	Pont-Rouge	Saint-Alban	Saint-Marc-des-Carrières	Saint-Gilbert	Saint-Casimir	Saint-Thuribe	Saint-Ubalde	Lac-Sergent	Saint-Raymond	Saint-Léonard-de-Portneuf	Rivière-à-Pierre	REPPI	REPPI			
																			Sainte-Christine-d' Auvergne	Deschambault-Grondines	Cap-Santé	Portneuf
	Recrutement																					
15	Maintenir le recrutement des pompiers et des officiers pour permettre aux SSI de disposer des ressources humaines nécessaires à l'atteinte de la force de frappe requise pour les incendies de bâtiments et pour répondre adéquatement à tout autre type d'événement.	En continu	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**N/A**	**X**	**N/A**	**X**	**X**	**O**	**O**	**O**	**O**
	Entrainement et maintien des compétences des pompiers																					
16	Appliquer et, au besoin, modifier le programme de **maintien des compétences** inspiré du canevas de l'École nationale des pompiers du Québec, de la norme NFPA 1550 et toutes autres normes ou guides applicables.	En continu	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**N/A**	**X**	**N/A**	**N/A**	**X**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**
17	Appliquer et, au besoin, modifier le programme **de santé et de la sécurité au travail** en respect de la Loi sur la santé et sécurité du travail.	En continu	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**O**	**X**	**X**	**X**	**O**	**X**	**O**	**X**	**X**	**O**	**O**	**O**	**O**
	Secteur avec contrainte d'intervention efficace																					
18	Maintenir et mettre à jour les protocoles de déploiement afin que la modulation de la force de frappe requise pour une alerte provenant d'un système d'alarme pour un incendie de bâtiment de risque faible soit optimale et les transmettre au centre secondaire de communication d'urgence incendie.	En continu	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**N/A**	**X**	**N/A**	**X**	**X**	**N/A**	**O**	**O**	**O**

ACTIONS Approuvées par résolution des régies, des municipalités participantes et de la MRC de Portneuf • O : Action réalisée par le SSI couvrant la municipalité par entente • X : Autorité responsable de l'action • N/A : Non applicable		ÉCHÉANCE	Autorités responsables																				
																			REPPI				
			MRC de Portneuf	Saint-Basile	Donnacona	Neuville	Pont-Rouge	Saint-Alban	Saint-Marc-des-Carrières	Saint-Gilbert	Saint-Casimir	Saint-Thuribe	Saint-Ubalde	Lac-Sergent	Saint-Raymond	Saint-Léonard-de-Portneuf	Rivière-à-Pierre	REPPI	Sainte-Christine-d' Auvergne	Deschambault-Grondines	Cap-Santé	Portneuf
	La force de frappe et le temps de réponse																						
19	Maintenir et mettre à jour les **protocoles de déploiement** afin que la force de frappe pour les risques faibles revête un caractère optimal et qu'elle soit fixée après considération de l'ensemble des ressources disponibles, et ce, en faisant abstraction des limites administratives, et les transmettre au CSCU - incendie.	En continu	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**O**	**X**	**X**	**X**	**O**	**X**	**O**	**X**	**X**	**O**	**O**	**O**	**O**
	Centre secondaire de communications d'urgence incendie																						
20	Adapter et maintenir les **ententes** afin que le délai de transferts d'appel pour les SSI soit le plus court possible entre les différents CSCU – incendie.	En continu	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**N/A**	**X**	**N/A**	**X**	**X**	**O**	**O**	**O**	**O**
	OBJECTIF 4 – INTERVENIR LORS D'INCENDIES DE BÂTIMENTS DE RISQUES MOYEN, ÉLÉVÉ ET TRÈS ÉLEVÉ																						
	Acheminement des ressources																						
21	Maintenir et mettre à jour les **ententes intermunicipales** requises afin que la force de frappe pour les risques moyens, élevés et très élevés revête un caractère optimal et qu'elle soit fixée après considération de l'ensemble des ressources disponibles, et ce, en faisant abstraction des limites administratives.	En continu	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X O**	**X**	**X**	**X**	**X O**	**X**	**X O**	**X**	**X**	**X O**	**X O**	**X O**	**X O**
22	Maintenir et mettre à jour les **protocoles de déploiement** afin que la force de frappe pour les risques moyens, élevés et très élevés revête un caractère optimal et qu'elle soit fixée après considération de l'ensemble des ressources disponibles, et les transmettre au centre secondaire de communications d'urgence incendie.	En continu	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**O**	**X**	**X**	**X**	**O**	**X**	**O**	**X**	**X**	**O**	**O**	**O**	**O**
	Plans d'intervention																						
23	Appliquer et, au besoin, modifier le programme de **réalisation et de mise à jour des plans d'intervention pour les risques moyen, élevé et très élevé** en se référant au *Guide relatif aux opérations des services de sécurité incendie* du MSP.	En continu	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**O**	**X**	**X**	**X**	**O**	**X**	**O**	**X**	**X**	**O**	**O**	**O**	**O**

ACTIONS Approuvées par résolution des régies, des municipalités participantes et de la MRC de Portneuf • O : Action réalisée par le SSI couvrant la municipalité par entente • X : Autorité responsable de l'action • N/A : Non applicable		ÉCHÉANCE	Autorités responsables																				
			MRC de Portneuf	Saint-Basile	Donnacona	Neuville	Pont-Rouge	Saint-Alban	Saint-Marc-des-Carrières	Saint-Gilbert	Saint-Casimir	Saint-Thuribe	Saint-Ubalde	Lac-Sergent	Saint-Raymond	Saint-Léonard-de-Portneuf	Rivière-à-Pierre	REPPI	REPPI			
																			Sainte-Christine-d' Auvergne	Deschambault-Grondines	Cap-Santé	Portneuf
	OBJECTIF 5 – INTERVENIR LORS DES AUTRES RISQUES DE SINISTRES OU D'ACCIDENTS																						
-	En raison du nombre considérable d'actions à entreprendre en matière d'incendie, les membres du conseil de la MRC de Portneuf ont choisi de ne pas inclure les risques autres que l'incendie de bâtiment dans l'élaboration de ce schéma.		**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**
	OBJECTIF 6 – OPTIMISER L'INTERVENTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ INCENDIE																						
24	**Pour les municipalités de moins de 10 000 habitants**, planifier la sécurité incendie sur l'ensemble du territoire en visant un temps de réponse inférieur à quinze minutes. À défaut, appliquer le principe d'optimisation.	En continu	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**O**	**X**	**X**	**X**	**O**	**X**	**O**	**X**	**X**	**O**	**O**	**O**	**O**
25	**Pour les municipalités de 10 000 habitants ou plus**, planifier la sécurité incendie dans les périmètres urbains en visant un temps de réponse inférieur à dix minutes et à l'extérieur du périmètre urbain en visant un temps de réponse inférieur à quinze minutes. À défaut, appliquer le principe d'optimisation.	En continu	**X**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**X**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**X**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**
	OBJECTIF 7 – COORDONNER LA SÉCURITÉ INCENDIE AU PALIER RÉGIONAL																						
26	Continuer **d'assurer la coordination du schéma de couverture de** risques **révisé** et le suivi de sa mise en œuvre.	En continu	**X**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**
27	Déterminer une **procédure de vérification périodique de l'efficacité des actions** mises en œuvre et du degré d'atteinte des objectifs arrêtés comme prévu à l'article 17 de la LSI.	En continu	**X**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**	**N/A**
28	Produire et transmettre le **rapport d'activités** annuellement à l'autorité régionale selon l'échéancier prévu à l'article 35 de la LSI, ainsi que toute information demandée, et ce, dans le délai déterminé par cette dernière.	En continu	**N/A**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**X**	**O**	**X**	**X**	**X**	**O**	**X**	**O**	**X**	**X**	**O**	**O**	**O**	**O**

ACTIONS Approuvées par résolution des régies, des municipalités participantes et de la MRC de Portneuf • O : Action réalisée par le SSI couvrant la municipalité par entente • X : Autorité responsable de l'action • N/A : Non applicable		ÉCHÉANCE	Autorités responsables																			
			MRC de Portneuf	Saint-Basile	Donnacona	Neuville	Pont-Rouge	Saint-Alban	Saint-Marc-des-Carrières	Saint-Gilbert	Saint-Casimir	Saint-Thuribe	Saint-Ubalde	Lac-Sergent	Saint-Raymond	Saint-Léonard-de-Portneuf	Rivière-à-Pierre	REPPI	REPPI			
																			Sainte-Christine-d' Auvergne	Deschambault-Grondines	Cap-Santé	Portneuf
29	Produire un rapport incluant un état de situation quant à **l'atteinte des objectifs de protection optimale arrêtés et des actions attendues prévues** par le schéma de couverture de risques et le transmettre au MSP, selon l'échéancier prévu à l'article 35 de la LSI.	En continu	X	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
30	Maintenir le **comité en sécurité incendie** et tenir au minimum une réunion par année.	En continu	X	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
	OBJECTIF 8 – ARRIMER LES DIFFÉRENTES RESSOURCES D'INTERVENTION																					
31	Maintenir un **comité régional de concertation** dévoué à la sécurité publique et tenir au minimum une réunion par année.	En continu	X	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A

13 LES RESSOURCES FINANCIÈRES

Le tableau suivant indique les budgets annuels approximatifs consacrés aux SSI desservant le territoire de la MRC de Portneuf.

Tableau 17 : Budget annuel des SSI

SSI	Budget annuel ($)
Donnacona	668 021 $
Neuville	316 485 $
Pont-Rouge	988 000 $
REPPI	1 369 000 $
Rivière-à-Pierre	132 688 $
Saint-Alban	153 058 $
Saint-Basile	328 558 $
Saint-Marc-des-Carrières	315 620 $
Saint-Raymond	1 021 000 $
Saint-Thuribe*	94 092 $
Saint-Ubalde	227 103 $
Saint-Casimir*	214 763 $

Source : SSI de la MRC de Portneuf (budget 2025)

La plupart des actions prévues aux plans de mise en œuvre du SCRSI sont réalisées à même les budgets des SSI.

Les coûts de réalisation de certaines actions ne sont toutefois pas inclus dans les budgets réguliers des SSI. Ces actions et un estimé de leurs coûts sont présentés au tableau suivant.

Tableau 18 : Coûts des actions prévues aux plans de mise en œuvre du SCRSI (non inclus aux budgets des SSI)

Actions	Responsables	Estimé des coûts ($)
Aménagement des points d'eau	Saint-Casimir (Travaux publics)	20 000 $ / année
Entretien des points d'eau	Neuville (Travaux publics)	1 000 $ / année
Entretien des points d'eau	Saint-Thuribe (Travaux publics)	3 000 $ / année
Entretien des points d'eau	Saint-Casimir (Travaux publics)	3 000 $ / année

Source : SSI de la MRC de Portneuf, 2025

14 CONSULTATIONS PUBLIQUES

La consultation des autorités locales

Conformément aux dispositions de l'article 15 de la LSI, au cours du mois d'avril 2025, les 18 municipalités de la MRC de Portneuf, soit Cap-Santé, Deschambault-Grondines, Donnacona, Lac-Sergent, Neuville, Pont-Rouge, Portneuf, Rivière-à-Pierre, Saint-Alban, Saint-Basile, Saint-Casimir, Saint-Gilbert, Saint-Léonard-de-Portneuf, Saint-Marc-des-Carrières, Saint-Raymond, Saint-Thuribe, Saint-Ubalde et Sainte-Christine-d'Auvergne, ont été consultées sur les objectifs fixés au SCRSI et retenus par le conseil de la MRC de Portneuf.

La consultation publique

Conformément à l'article 18 de la LSI, le projet de SCRSI a été soumis à la consultation de la population du territoire de l'autorité régionale ainsi que des autorités régionales limitrophes.

Cette consultation s'est déroulée le 26 mars 2025, à la préfecture de la MRC de Portneuf, sise au 185, route 138, à Cap-Santé.

Un avis public a également paru dans le *Courrier de Portneuf* le 19 mars 2025 ainsi que sur le site Web de la MRC de Portneuf et sur son site Facebook le 21 mars 2025, portant le nom de : ***Consultation publique sur le projet de schéma révisé de couverture de risques en sécurité incendie,*** qui a été distribué et accessible à toute la population.

Enfin, une correspondance a été envoyée à chaque municipalité locale de la MRC de Portneuf et des autorités régionales limitrophes. Celle-ci, accompagnée d'une copie du projet de SCRSI, invitant la population à transmettre ses commentaires.

La synthèse des commentaires recueillis

Aucun visiteur ne s'est présenté.

15 CONCLUSION

La législation en matière de sécurité incendie a confié aux autorités régionales la responsabilité de planifier et de coordonner la sécurité incendie sur leur territoire. Dans ce contexte, l'exercice de révision du SCRSI représente une continuité dans cette planification à l'échelle de la MRC de Portneuf.

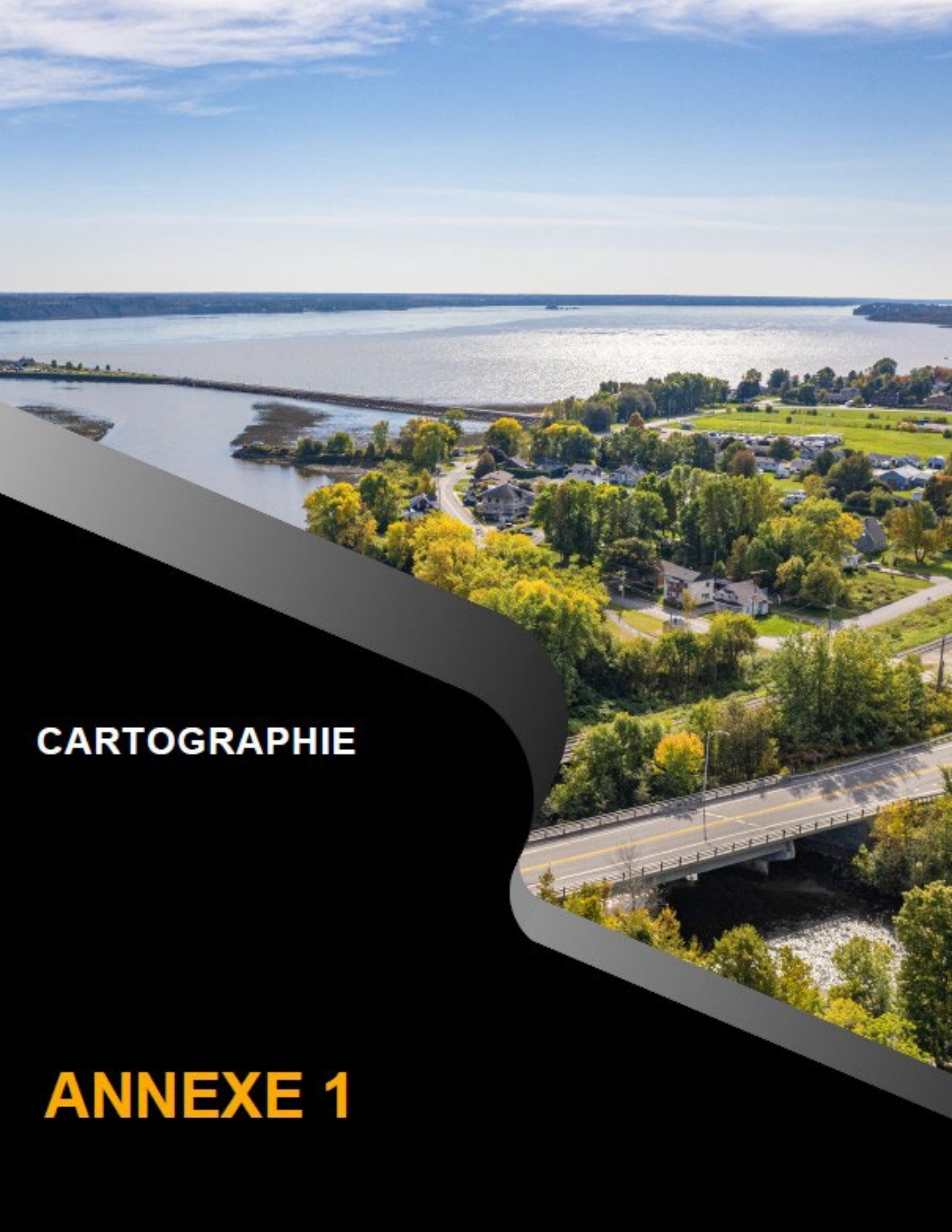
Conformément aux nouvelles *Orientations* du ministre de la Sécurité publique, de mars 2025, cette version révisée du SCRSI servira d'outil pour l'amélioration continue de la sécurité incendie dans la MRC de Portneuf.

Les deux premiers schémas de couverture de risques ont permis de mettre en évidence certaines lacunes en matière de sécurité incendie. Cette révision s'inscrit donc dans une démarche de continuité, tout en introduisant plusieurs améliorations. Parmi celles-ci, on note une utilisation plus efficace des ressources disponibles à l'échelle régionale (processus d'optimisation) et une meilleure compréhension des risques d'incendie présents sur le territoire. Cela contribuera à assurer une protection optimale du territoire ainsi que de la population de la MRC de Portneuf.

La richesse des expertises apportées par chacun des acteurs qui ont contribué à ce présent schéma a permis d'enrichir le SCRSI, garantissant une approche globale et équilibrée face aux risques d'incendie. Les échanges constructifs et les contributions de tous les partenaires ont amélioré notre compréhension des enjeux locaux et régionaux, facilitant ainsi une identification plus précise des risques et une définition plus claire des responsabilités.

En adoptant ce SCRSI, nous réaffirmons notre engagement envers la sécurité et le bien-être de notre communauté. Nous sommes convaincus que ce document orientera efficacement nos actions futures, renforçant ainsi la résilience de la région face aux défis à venir. La collaboration qui a marqué cette élaboration constitue un modèle de réussite pour d'autres initiatives de sécurité publique.

Ensemble, nous poursuivons notre travail afin de créer un environnement plus sûr, prêts à relever les défis futurs avec détermination et coopération.



CARTOGRAPHIE

ANNEXE 1

CARTES

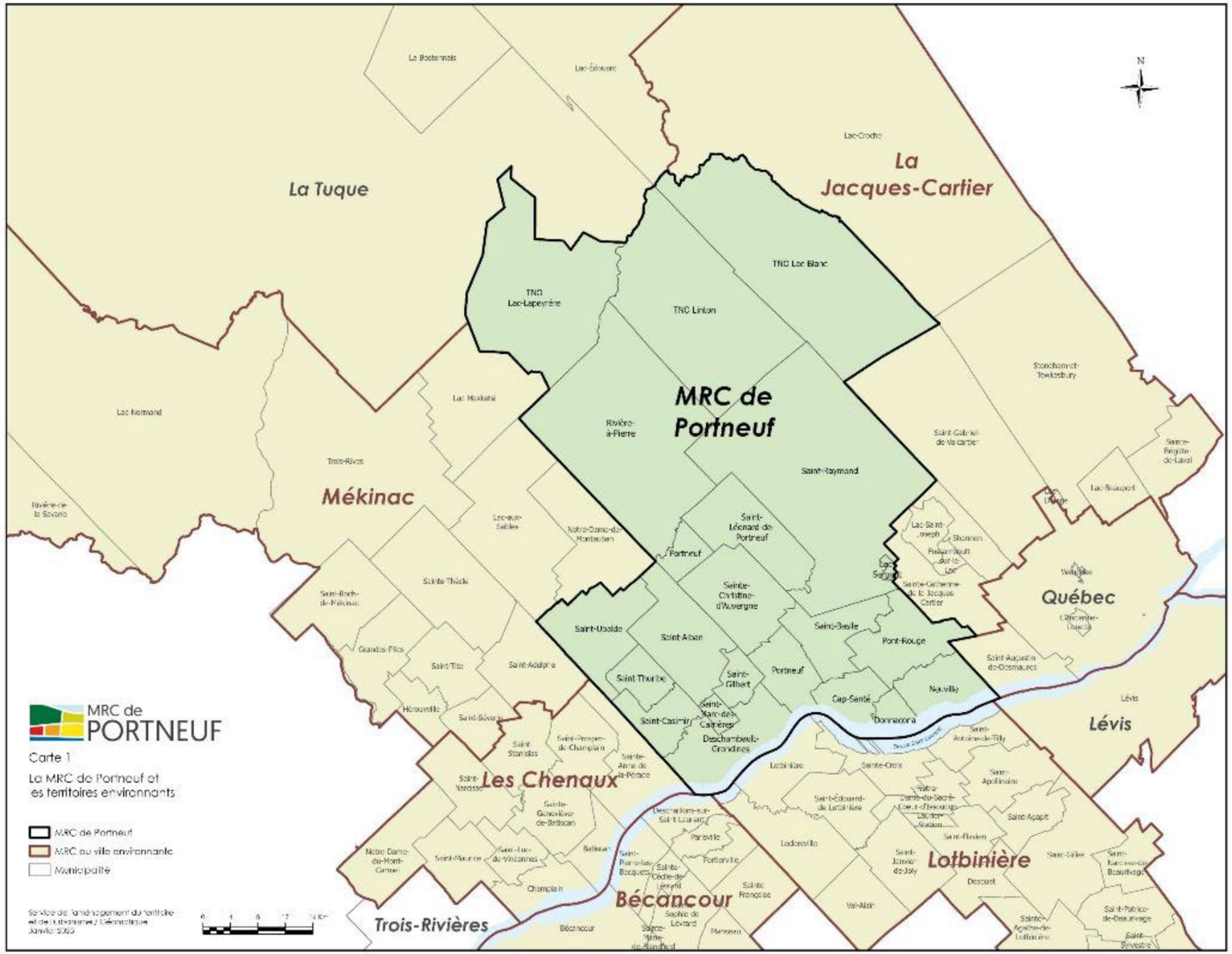
Carte 1 Localisation de la MRC 130
Carte 2 Les grandes affectations du territoire 131
Carte 3 Réseau hydrographique 132
Carte 4.1 Synthèse du territoire 133
Carte 4.2 Synthèse du territoire 134
Carte 5.1 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) . 135
Carte 5.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) . 136
Carte 6.1 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) .. 137
Carte 6.2 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) .. 138
Carte 7.1 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 139
Carte 7.2 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 140
Schéma révisé de couverture de risques Cap-Santé 2025 141
Carte 8.1 Niveaux de risque 141
Carte 8.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 142
Carte 8.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) 143
Carte 8.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 144
Schéma révisé de couverture de risques Deschambault-Grondines 2025 145
Carte 9.1 Niveaux de risque 145
Carte 9.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 146
Carte 9.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) 147
Carte 9.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 148
Schéma révisé de couverture de risques Donnacona 2025 149
Carte 10.1 Niveaux de risque 149
Carte 10.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 150
Carte 10.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) 151
Carte 10.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 152
Schéma révisé de couverture de risques Lac-Sergent 2025 153
Carte 11.1 Niveaux de risque 153
Carte 11.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 154
Carte 11.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) 155
Carte 11.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 156
Schéma révisé de couverture de risques Neuville 2025 157
Carte 12.1 Niveaux de risque 157
Carte 12.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 158
Carte 12.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) 159

Carte 12.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 160
Schéma révisé de couverture de risques Pont-Rouge 2025 161
Carte 13.1 Niveaux de risque 161
Carte 13.2.1 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 162
Carte 13.2.2 Temps de réponse détaillé de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 163
Carte 13.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) 164
Carte 13.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 165
Schéma révisé de couverture de risques Portneuf 2025 166
Carte 14.1 Niveaux de risque 166
Carte 14.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 167
Carte 14.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) 168
Carte 14.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 169
Schéma révisé de couverture de risques Rivière-à-Pierre 2025 170
Carte 15.1 Niveaux de risque 170
Carte 15.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 171
Carte 15.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) 172
Carte 15.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 173
Schéma révisé de couverture de risques Saint-Alban 2025 174
Carte 16.1 Niveaux de risque 174
Carte 16.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 175
Carte 16.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) 176
Carte 16.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 177
Schéma révisé de couverture de risques Saint-Basile 2025 178
Carte 17.1 Niveaux de risque 178
Carte 17.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 179
Carte 17.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) 180
Carte 17.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 181
Schéma révisé de couverture de risques Saint-Casimir 2025 182
Carte 18.1 Niveaux de risque 182
Carte 18.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 183
Carte 18.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) 184
Carte 18.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 185

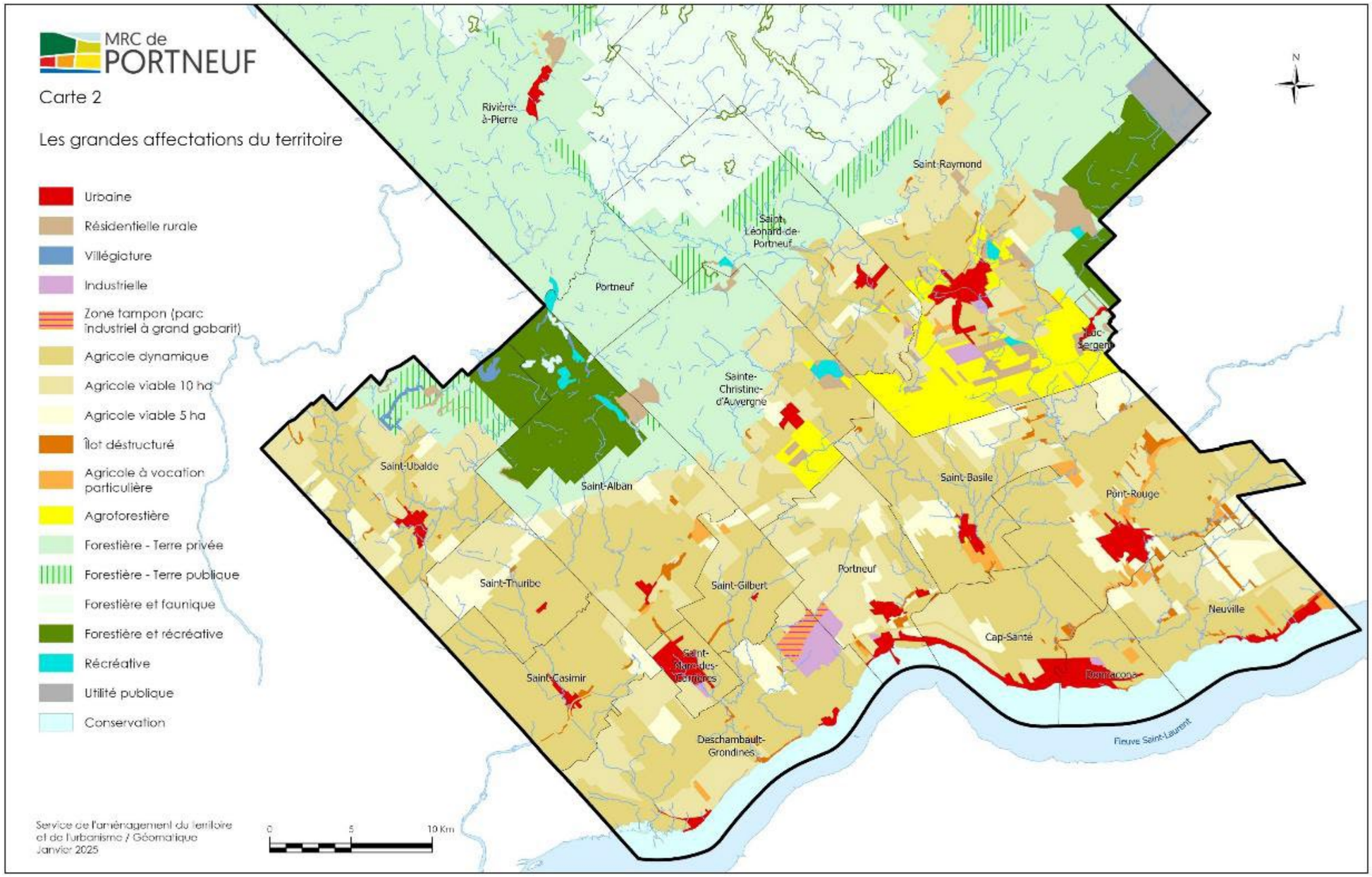
Schéma révisé de couverture de risques Sainte-Christine-d'Auvergne 2025 186
Carte 19.1 Niveaux de risque 186
Carte 19.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 187
Carte 19.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) 188
Carte 19.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 189
Schéma révisé de couverture de risques Saint-Gilbert 2025 190
Carte 20.1 Niveaux de risque 190
Carte 20.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 191
Carte 20.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) 192
Carte 20.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 193
Schéma révisé de couverture de risques Saint-Léonard-de-Portneuf 2025 194
Carte 21.1 Niveaux de risque 194
Carte 21.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 195
Carte 21.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) 196
Carte 21.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 197
Schéma révisé de couverture de risques Saint-Marc-des-Carrières 2025 198
Carte 22.1 Niveaux de risque 198
Carte 22.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 199
Carte 22.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) 200
Carte 22.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 201
Schéma révisé de couverture de risques Saint-Raymond 2025 202
Carte 23.1.1 Niveaux de risque (partie SUD) 202
Carte 23.1.2 Niveaux de risque (partie NORD) 203
Carte 23.2.1 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 204
Carte 23.2.2 Temps de réponse détaillé de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 205
Carte 23.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) 206
Carte 23.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 207
Schéma révisé de couverture de risques Saint-Thuribe 2025 208
Carte 24.1 Niveaux de risque 208
Carte 24.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 209
Carte 24.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) 210
Carte 24.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 211
Schéma révisé de couverture de risques Saint-Ubalde 2025 212

Carte 25.1 Niveaux de risque 212
Carte 25.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 213
Carte 25.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) 214
Carte 25.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 215
Schéma révisé de couverture de risques TNO 2025 216
Carte 26.1 Niveaux de risque 216
Optimisation du territoire 217
Carte 27.1 Optimisation du territoire de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 217
Carte 27.2 Optimisation du territoire de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite) 218
Carte 28.1 Optimisation du territoire de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) 219
Carte 28.2 Optimisation du territoire de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite) 220
Carte 29.1 Optimisation du territoire de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 221
Carte 29.2 Optimisation du territoire de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite) 222

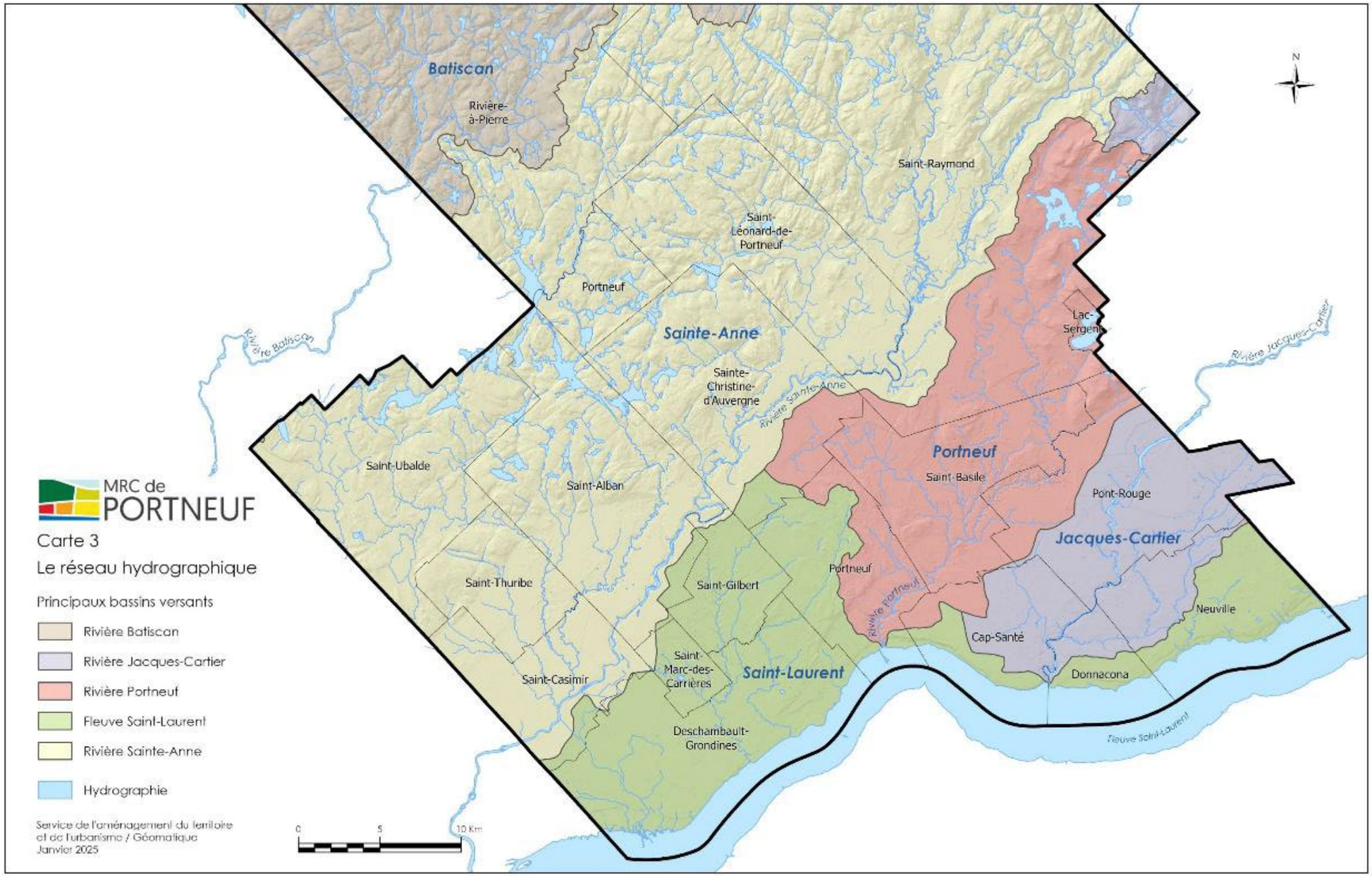
Carte 1 Localisation de la MRC



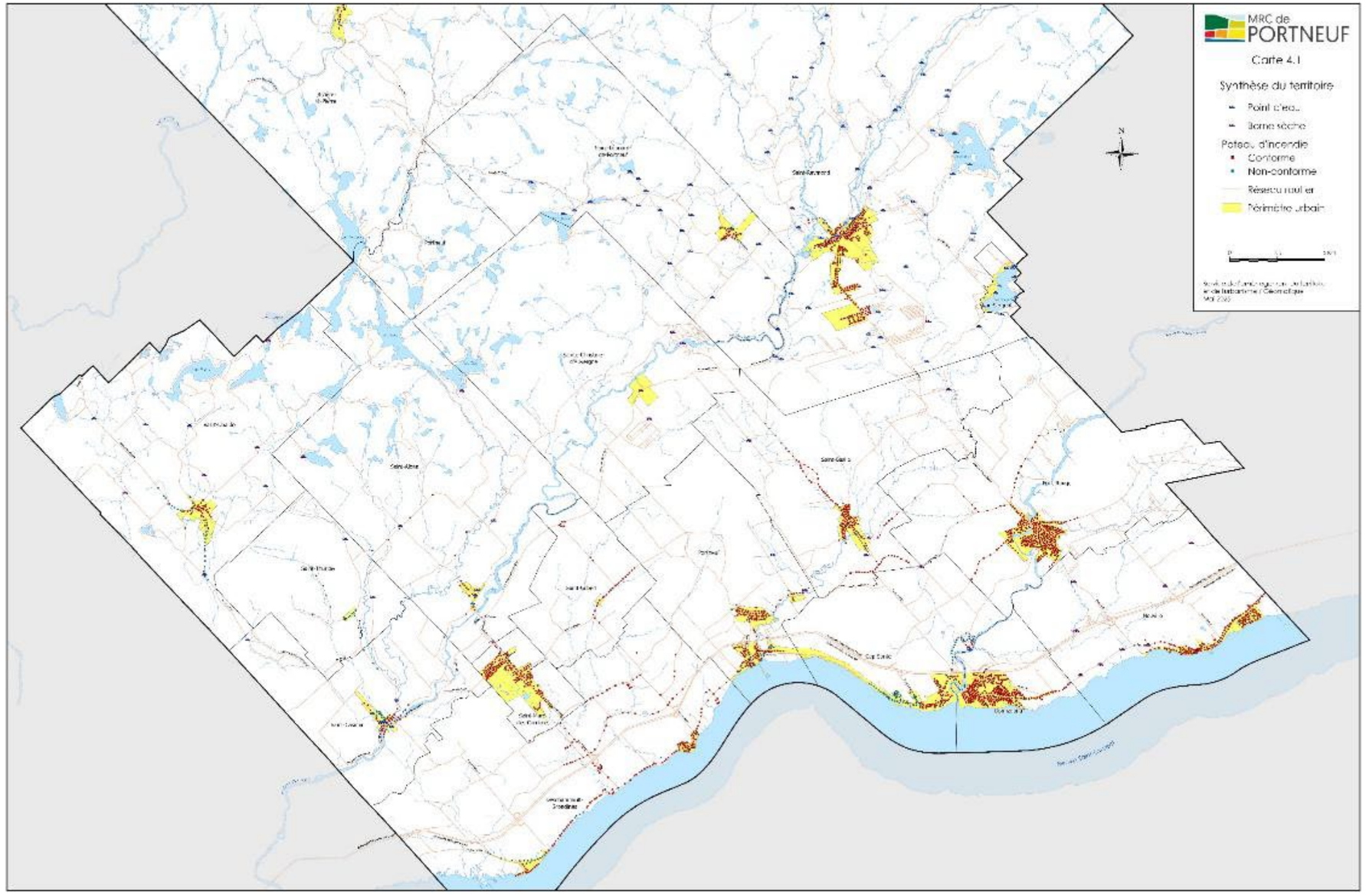
Carte 2 Les grandes affectations du territoire



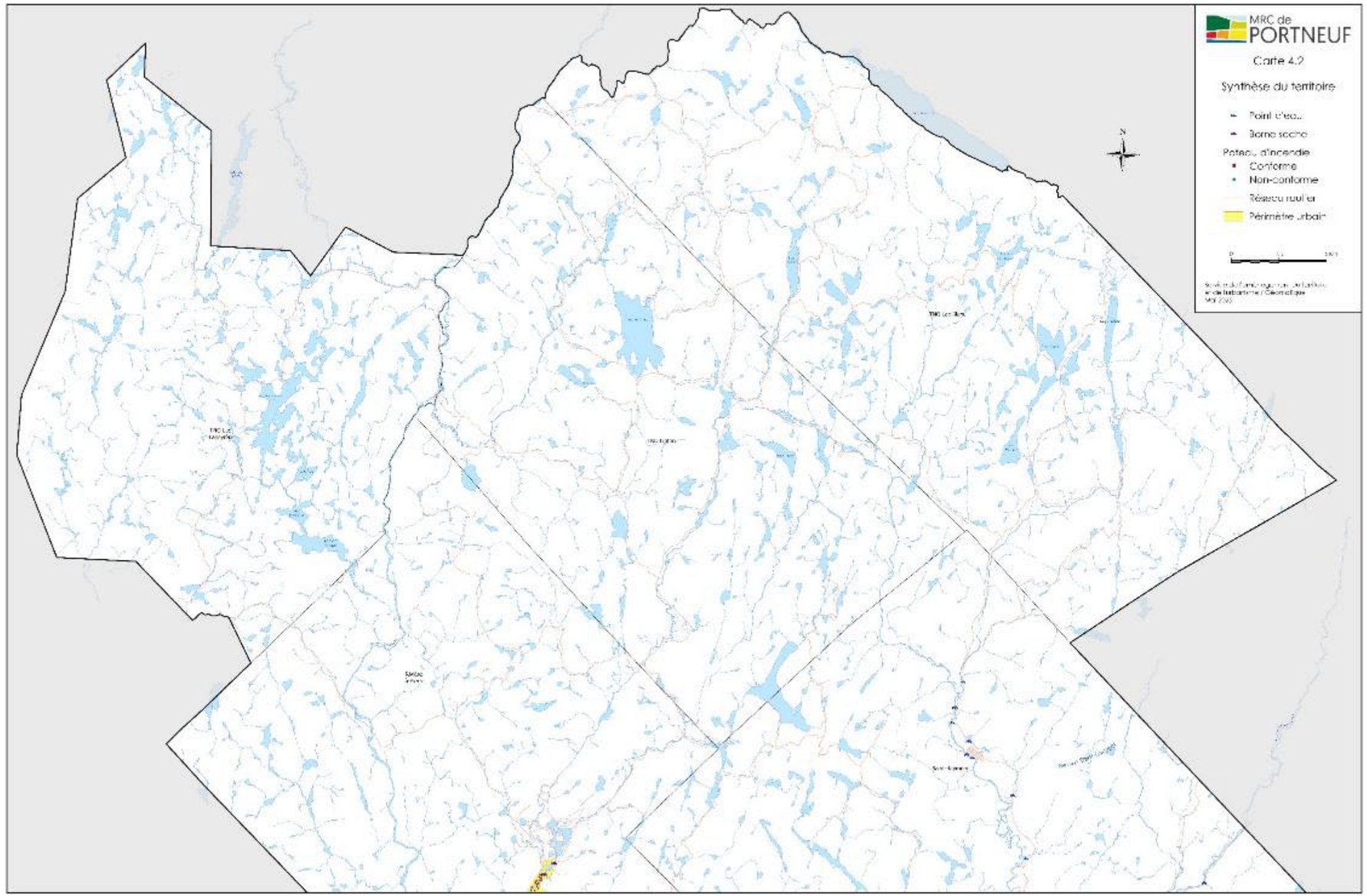
Carte 3 Réseau hydrographique



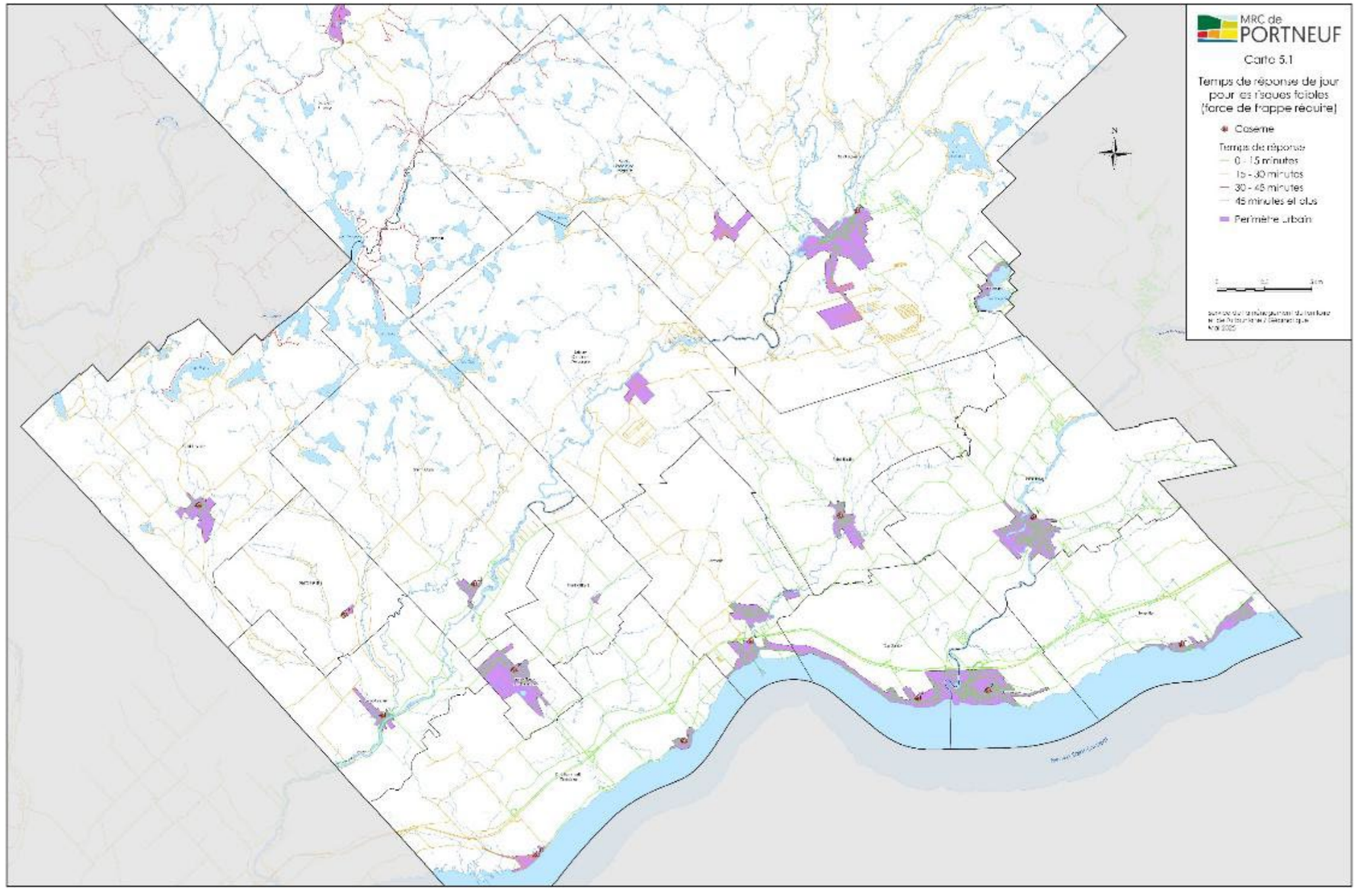
Carte 4.1 Synthèse du territoire



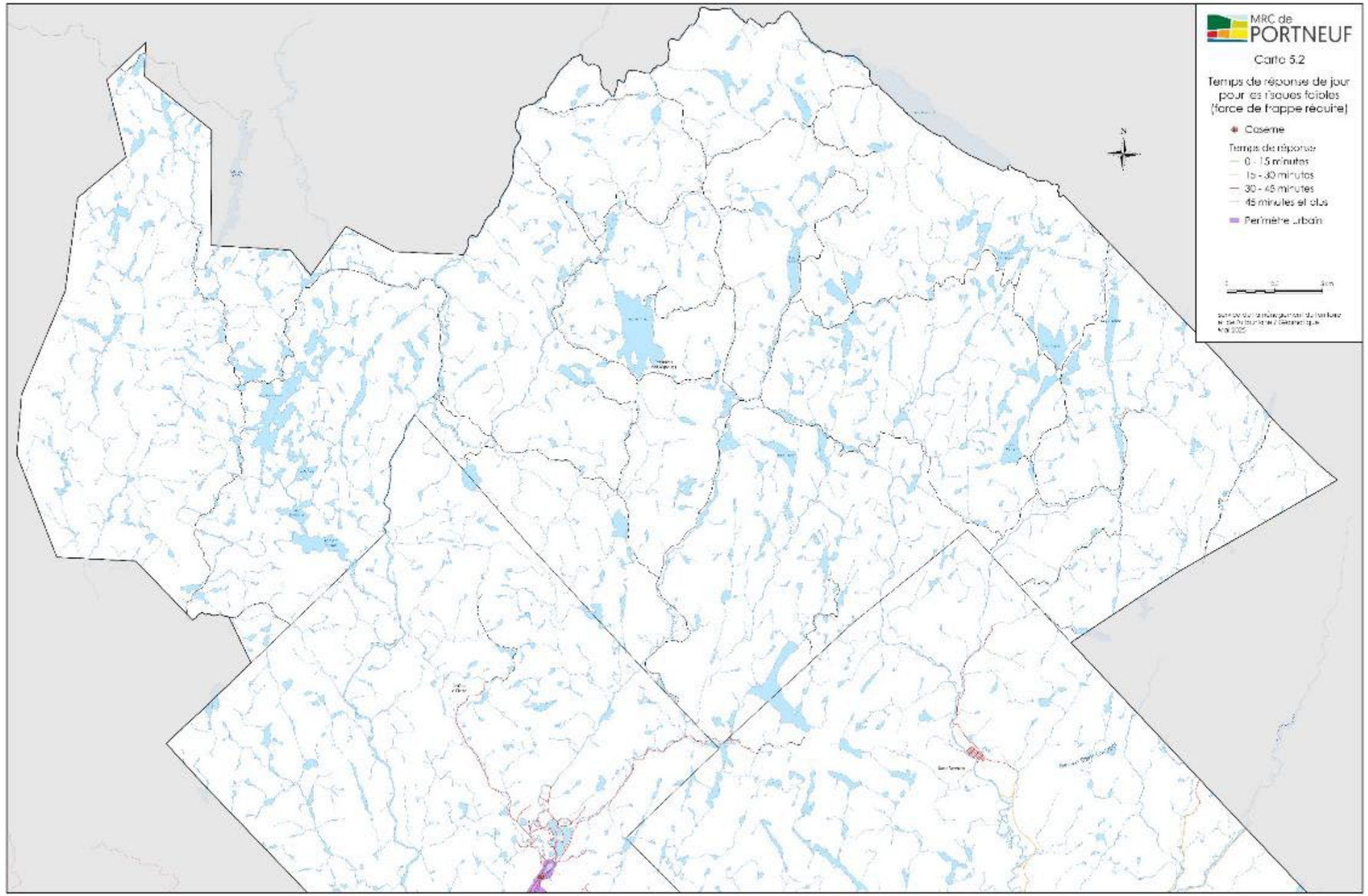
Carte 4.2 Synthèse du territoire



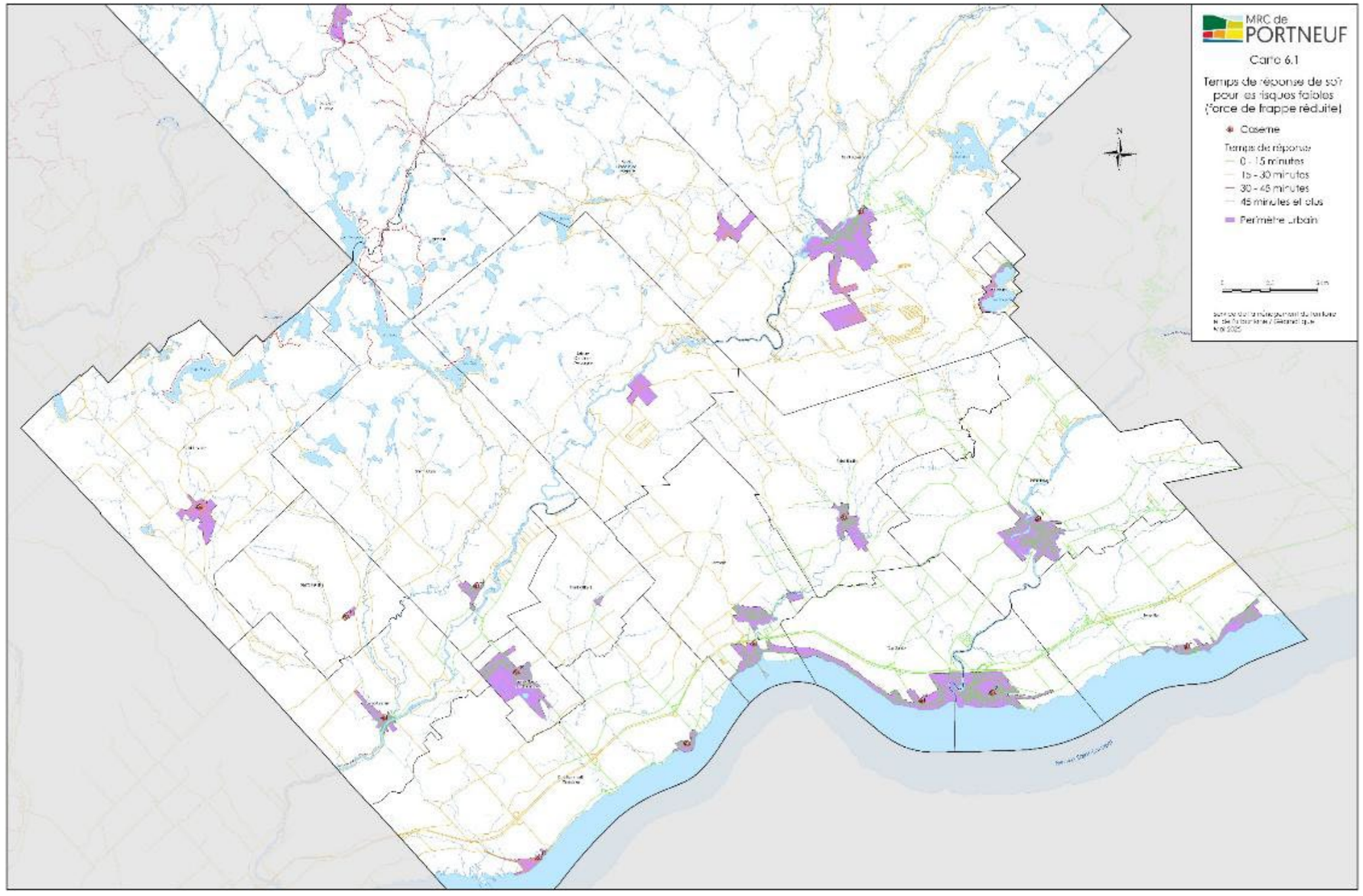
Carte 5.1 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



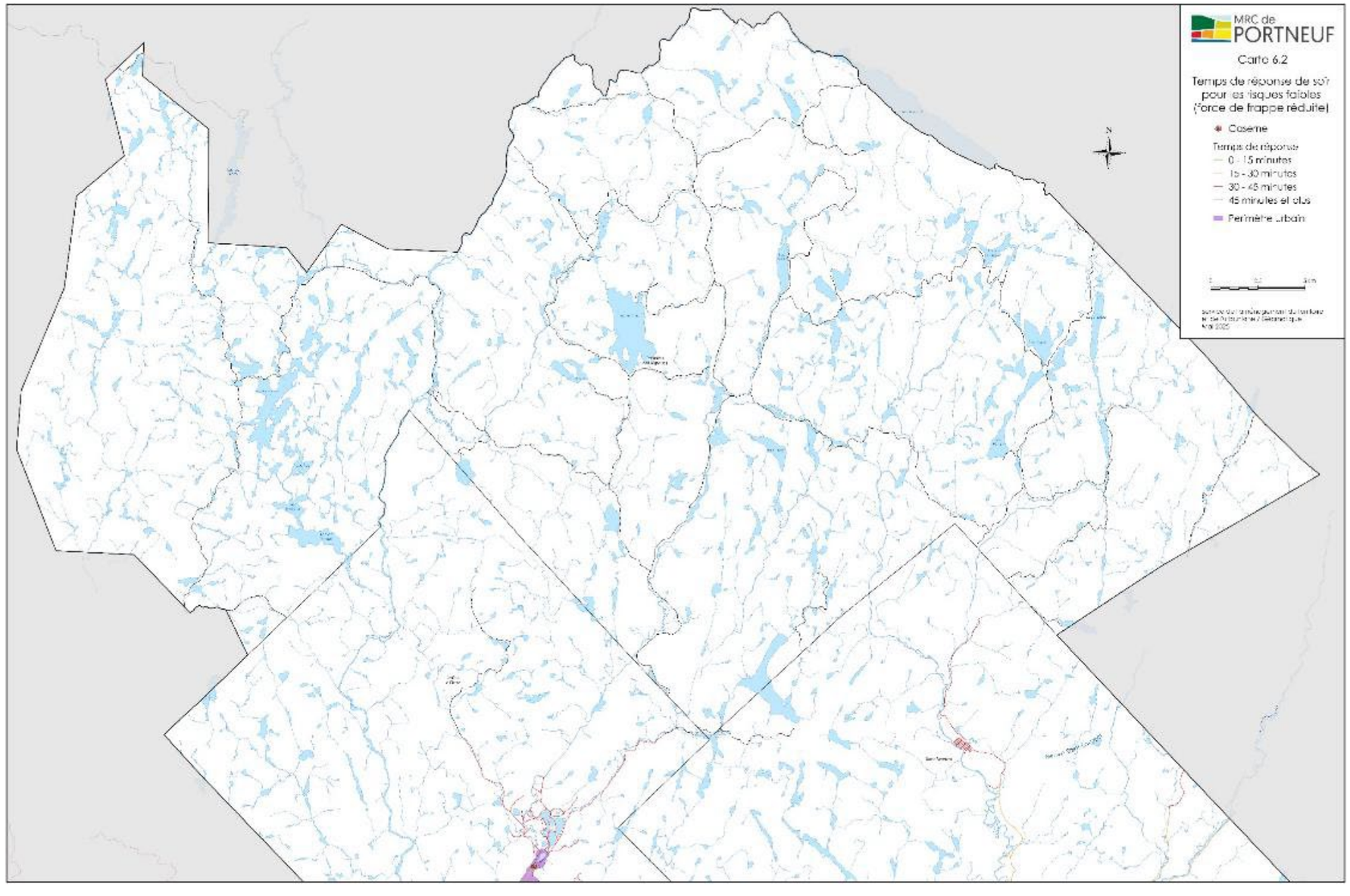
Carte 5.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



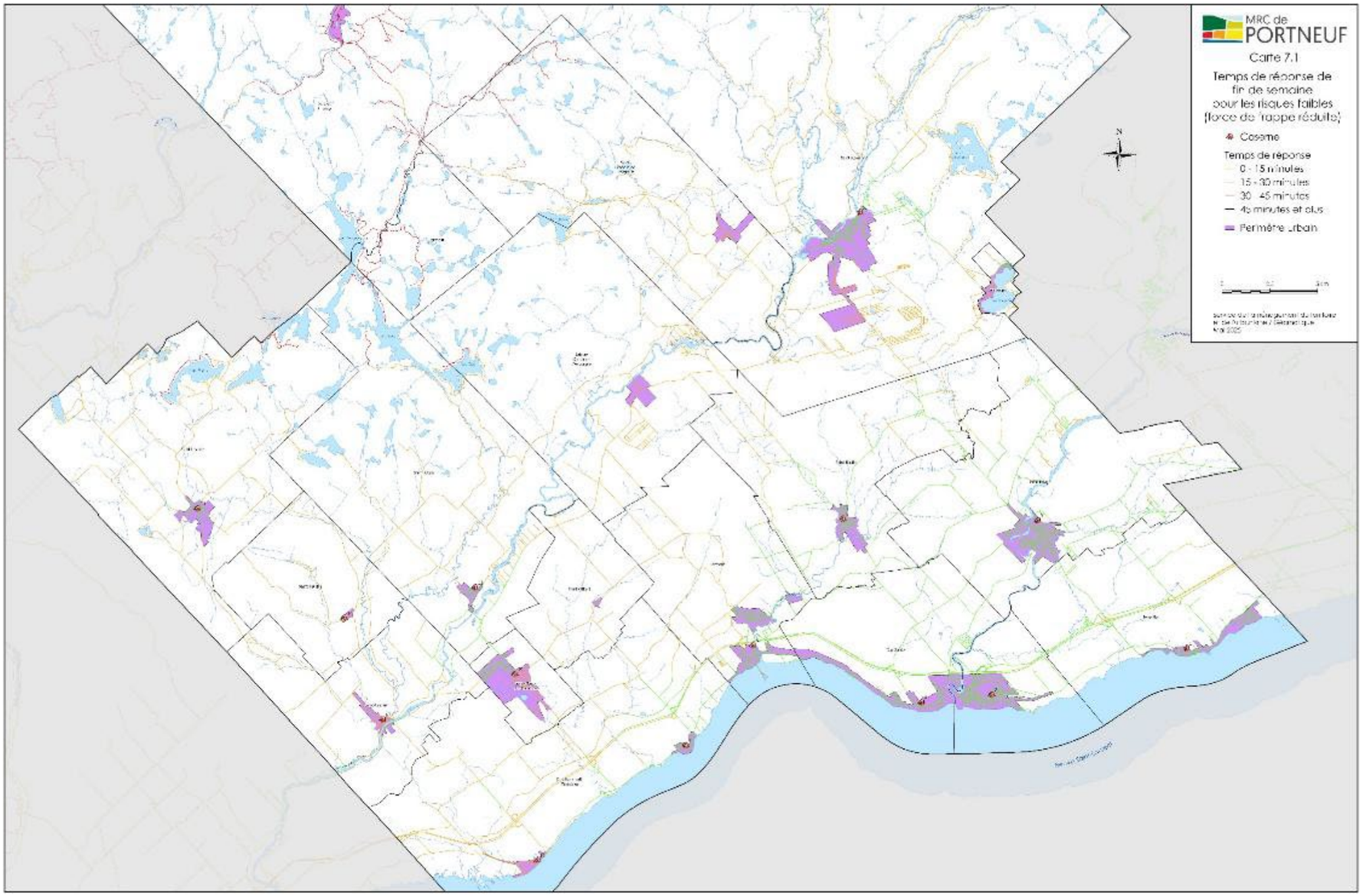
Carte 6.1 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 6.2 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 7.1 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 7.2 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)

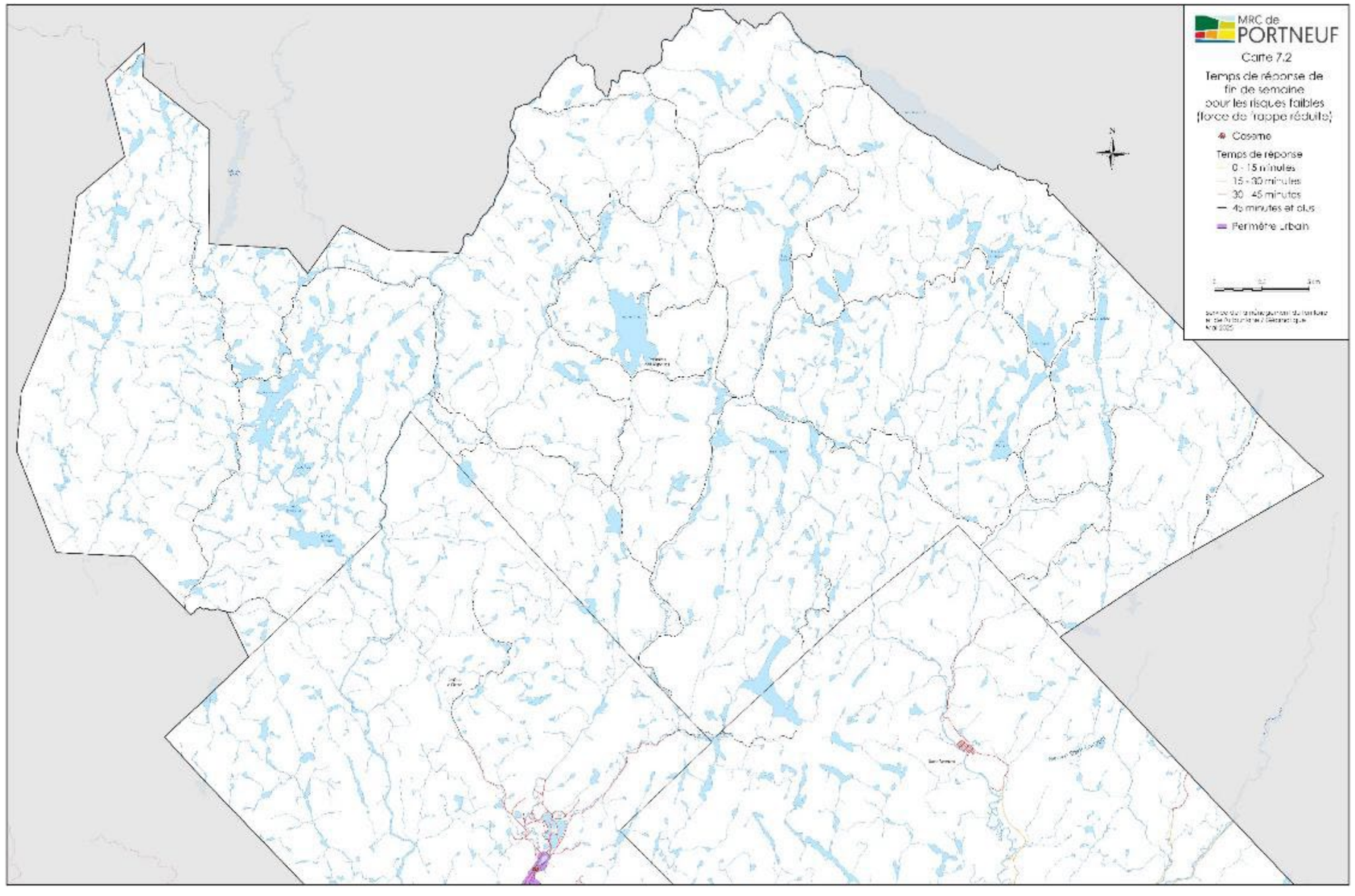
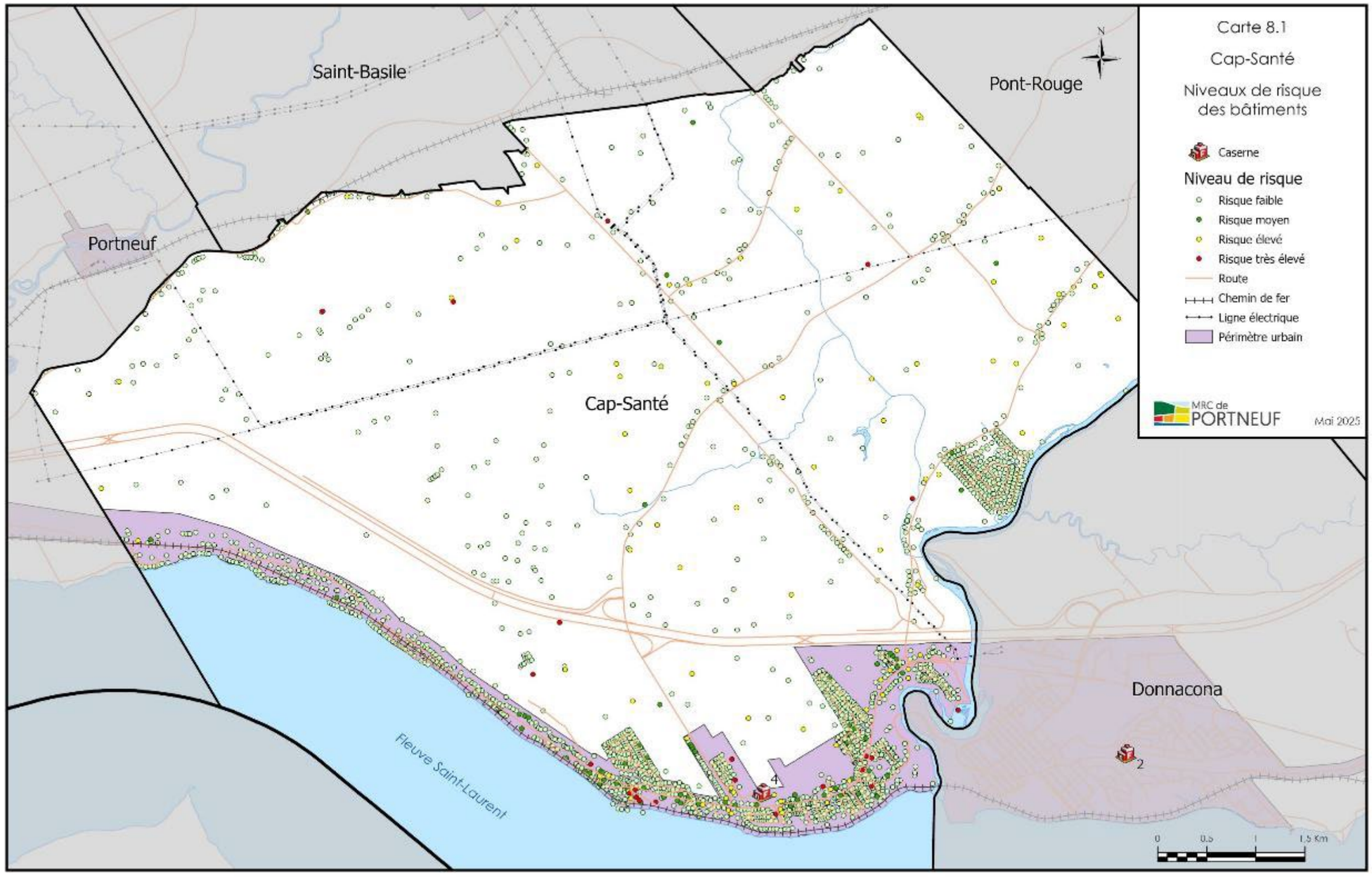
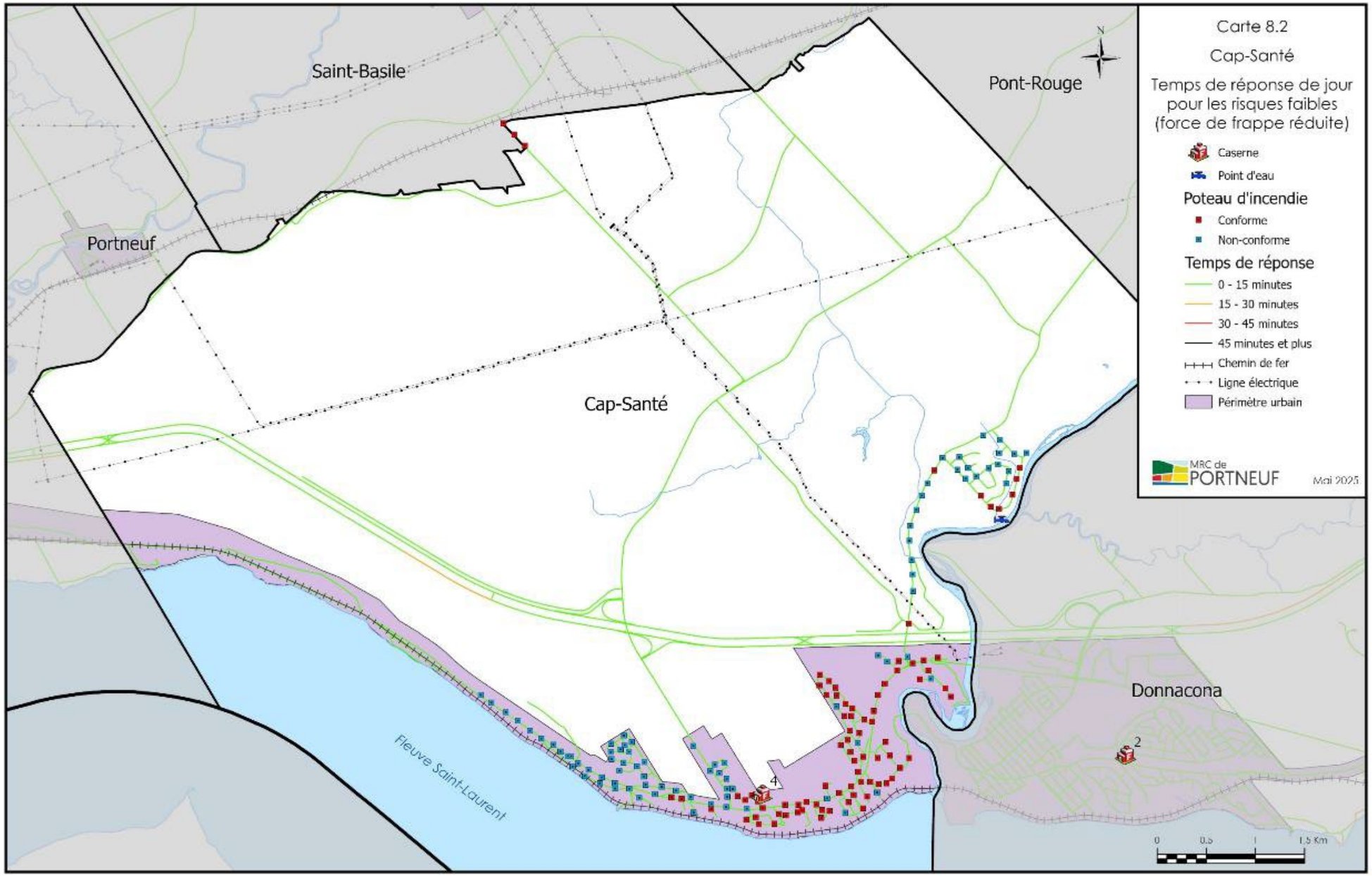


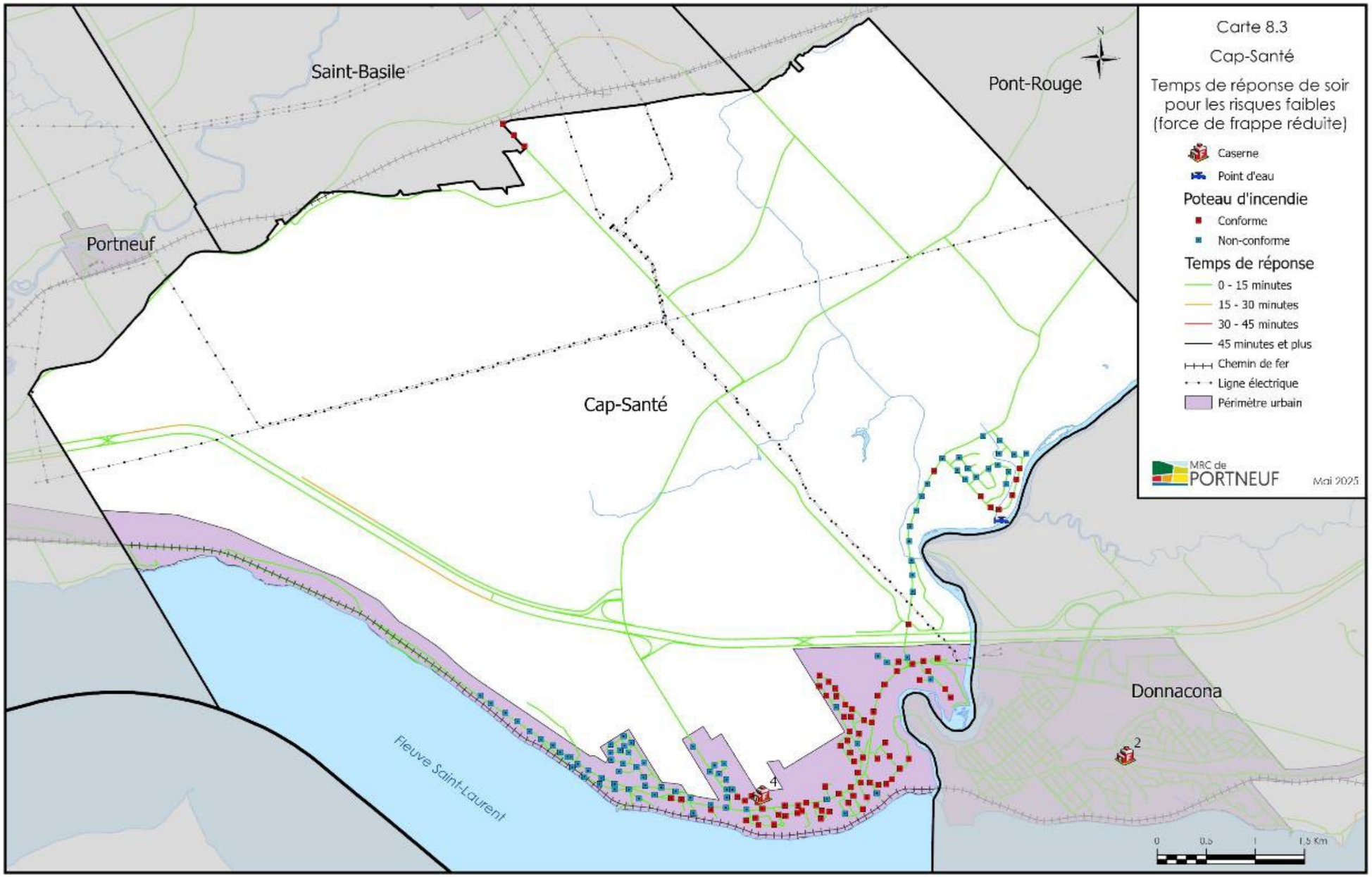
Schéma révisé de couverture de risques Cap-Santé 2025
Carte 8.1 Niveaux de risque



Carte 8.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 8.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 8.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)

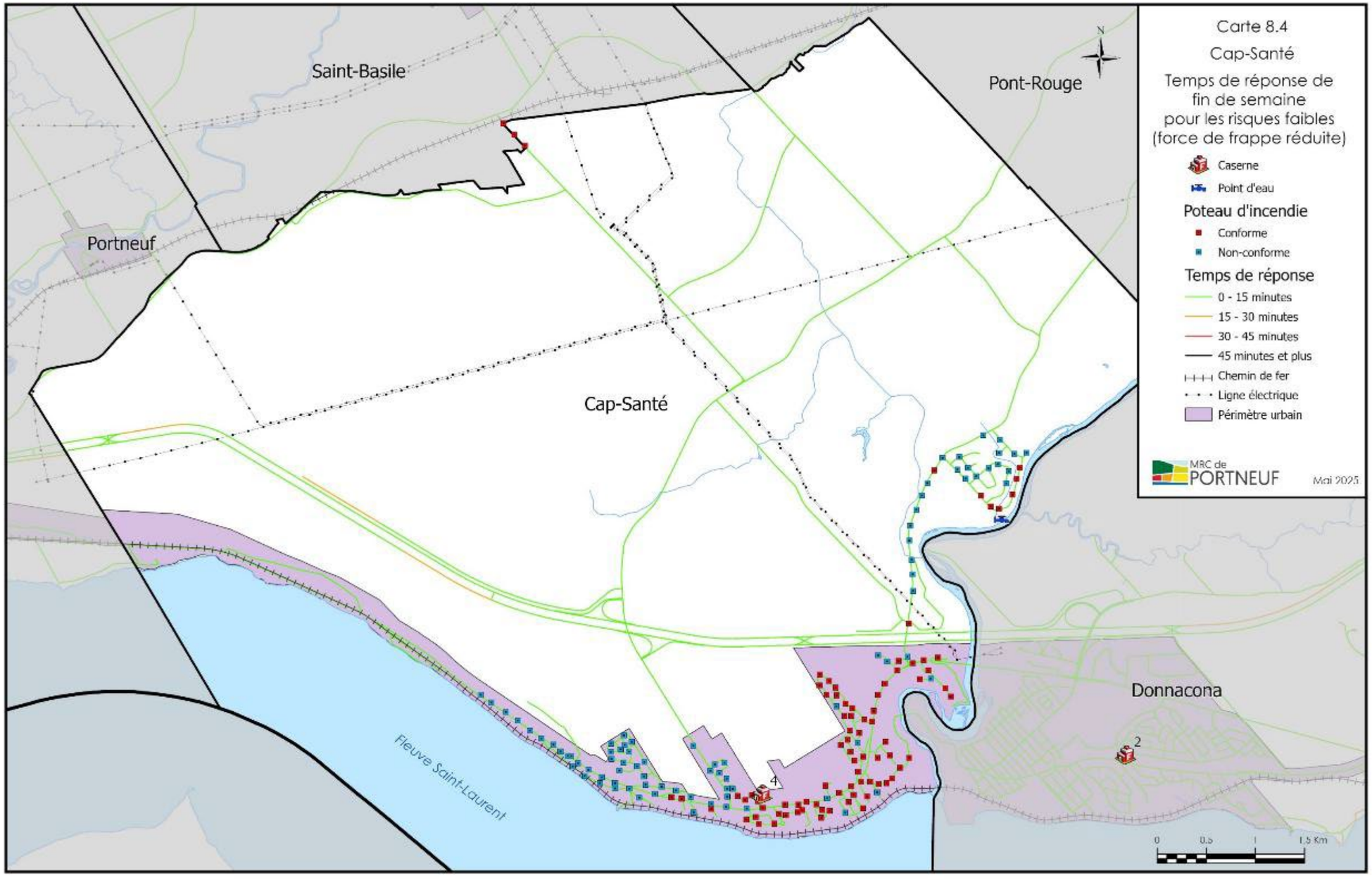
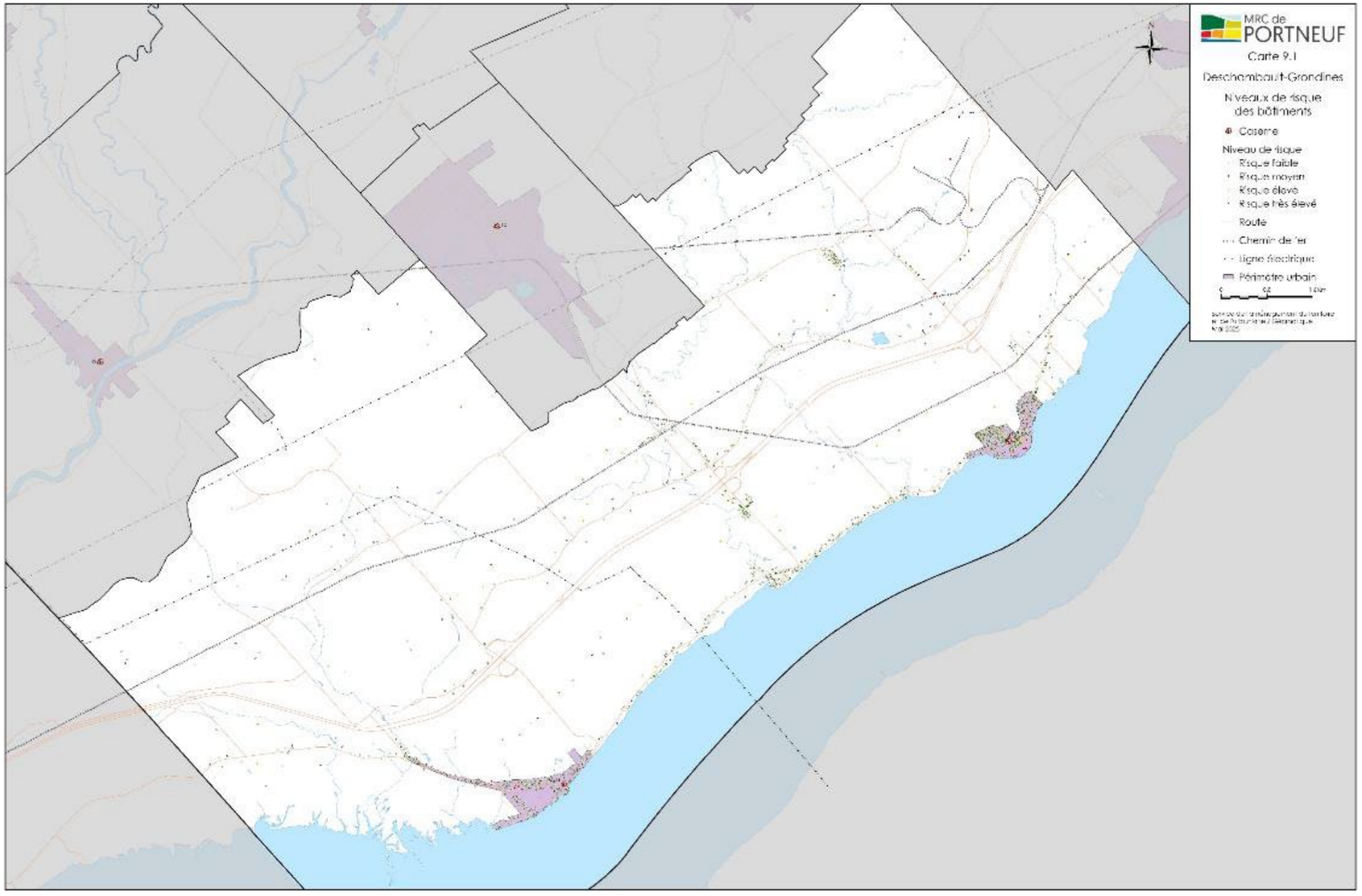
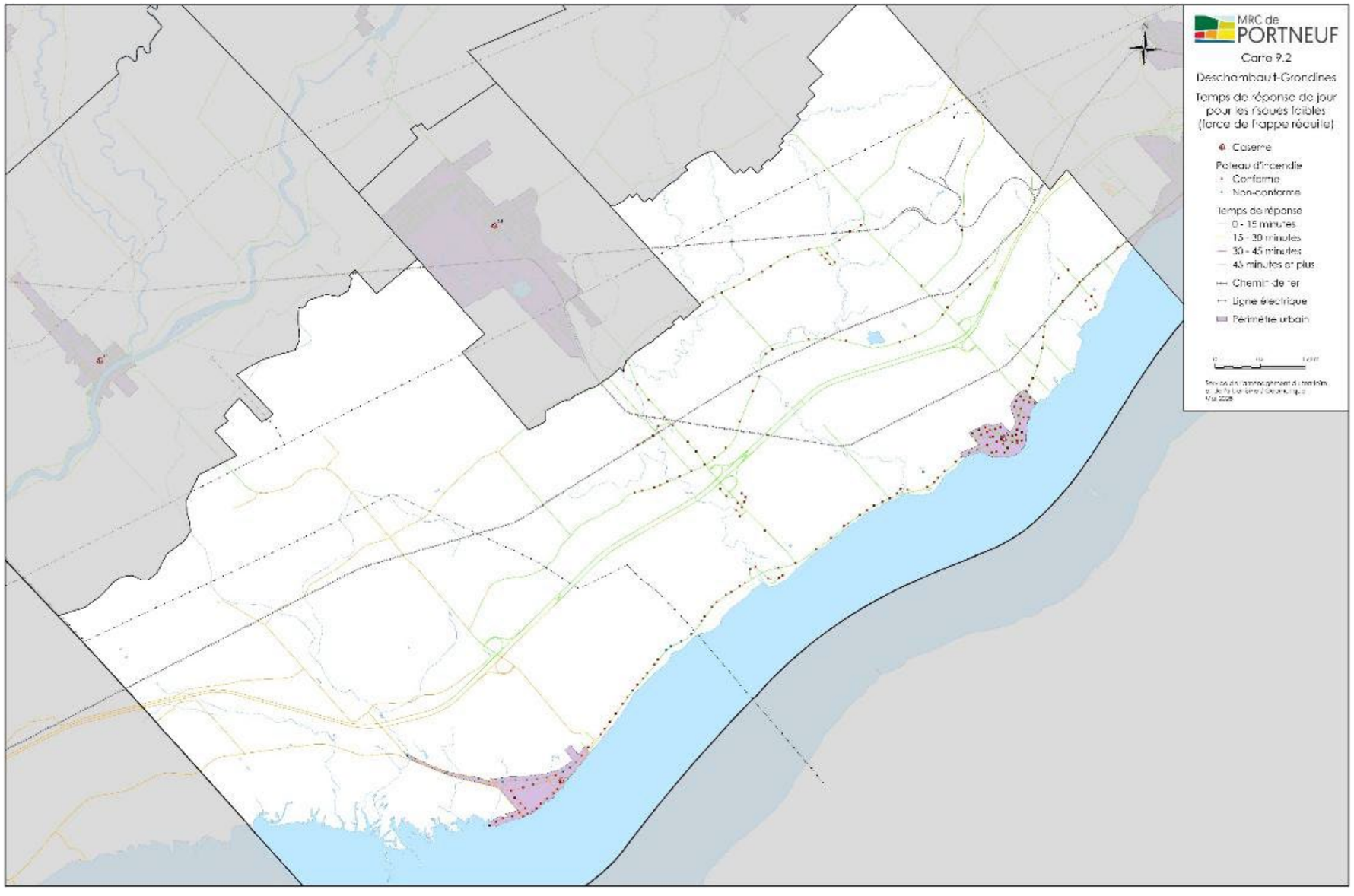


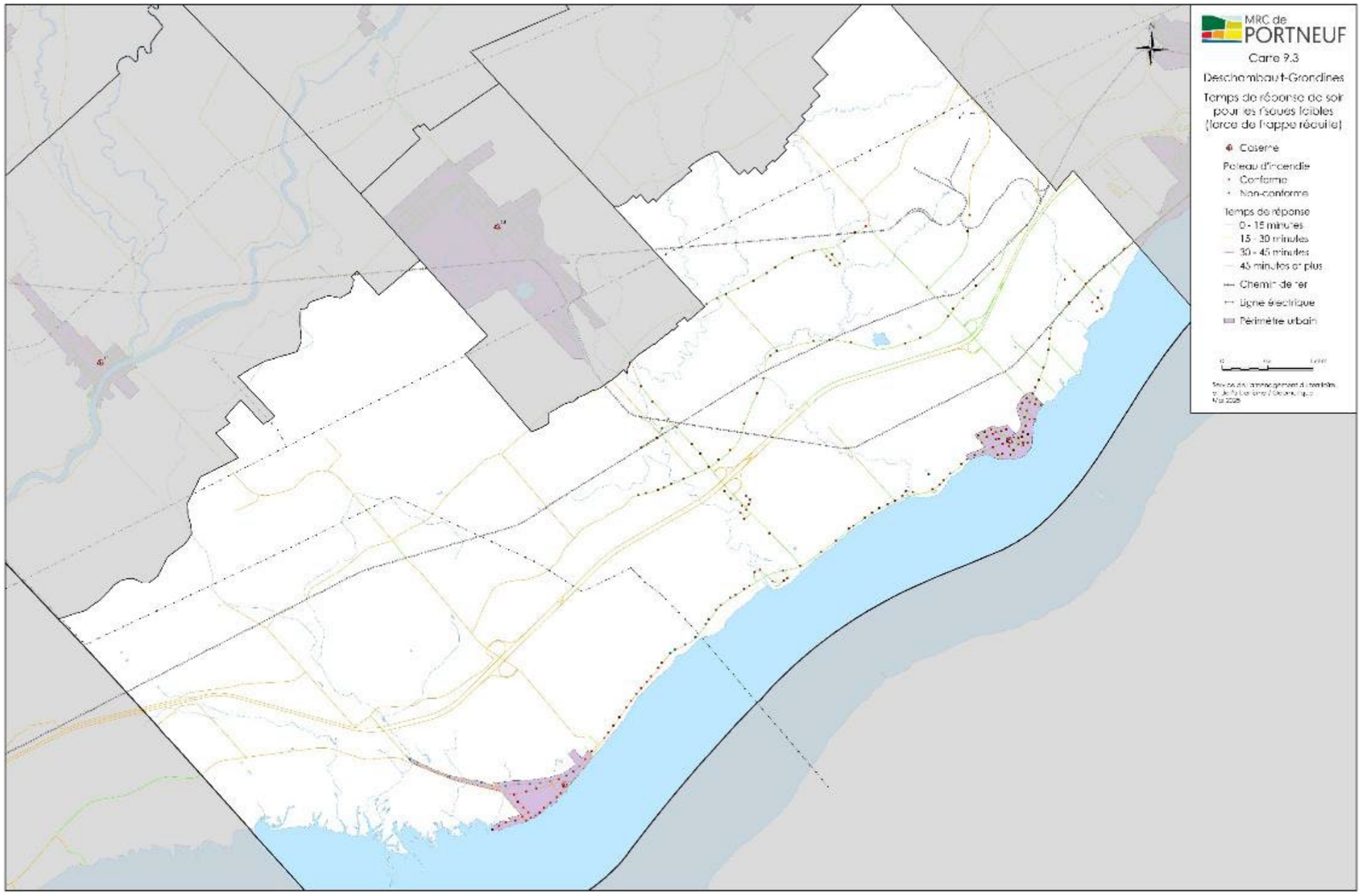
Schéma révisé de couverture de risques Deschambault-Grondines 2025
Carte 9.1 Niveaux de risque



Carte 9.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 9.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 9.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)

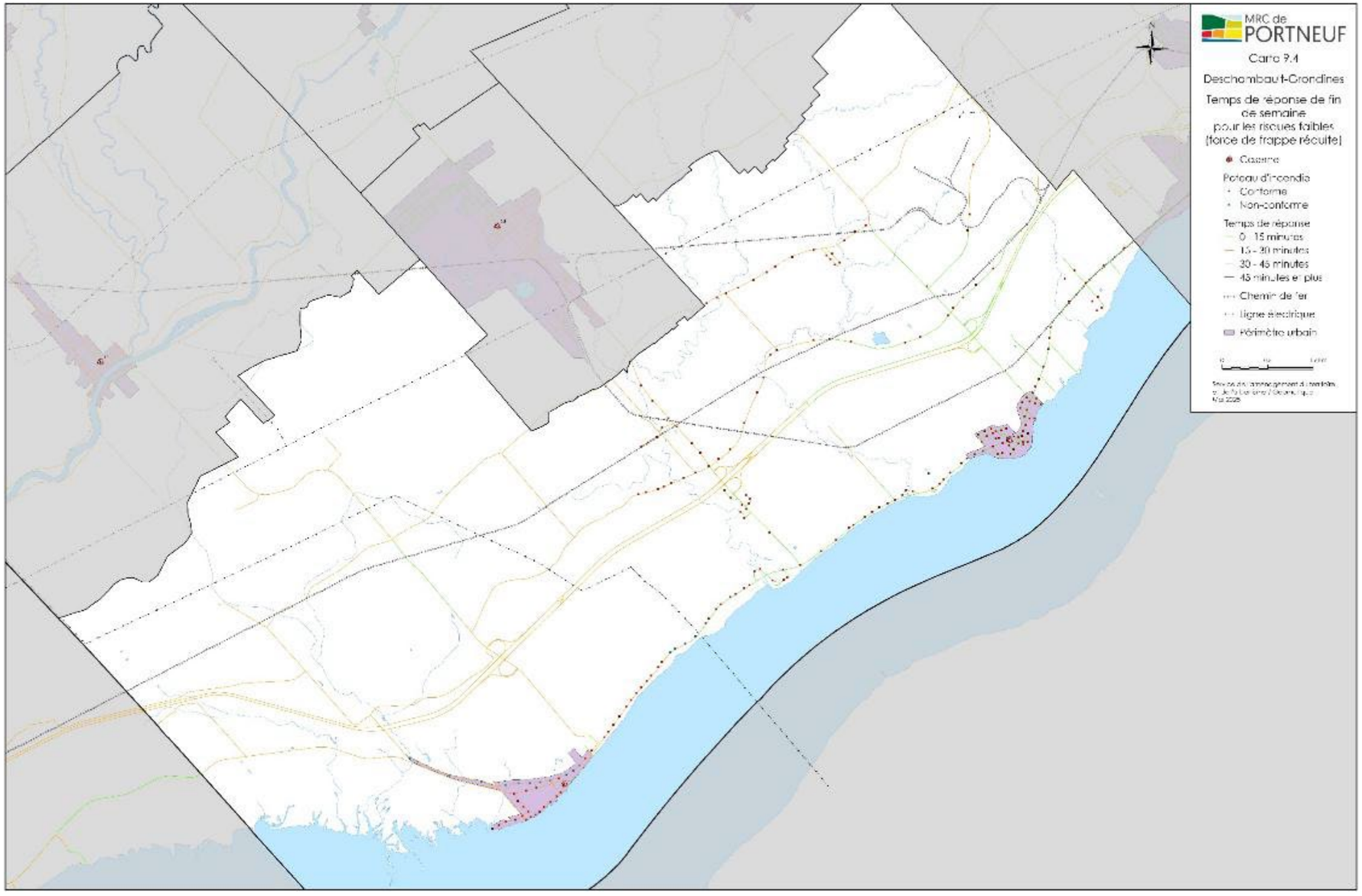
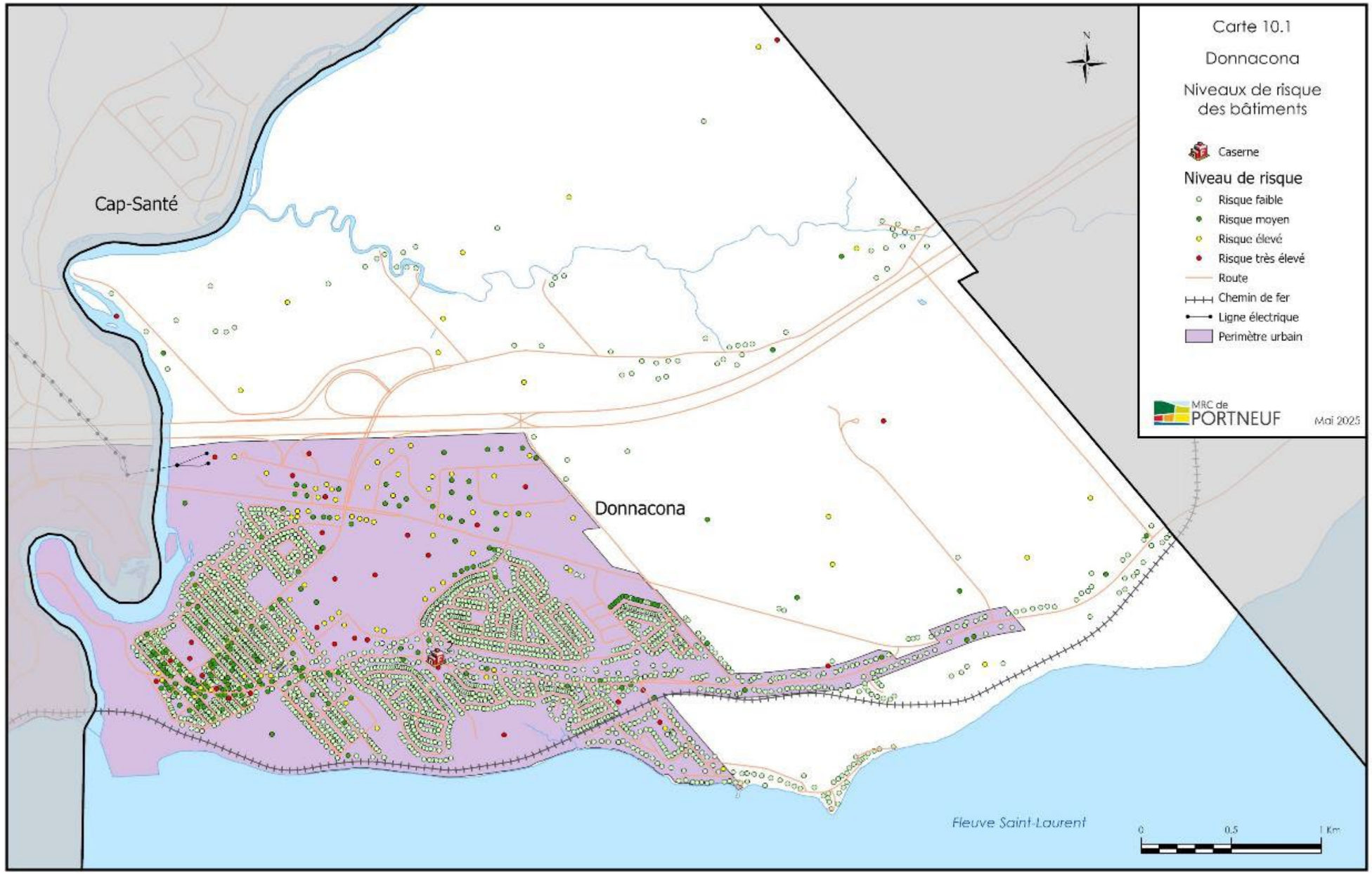
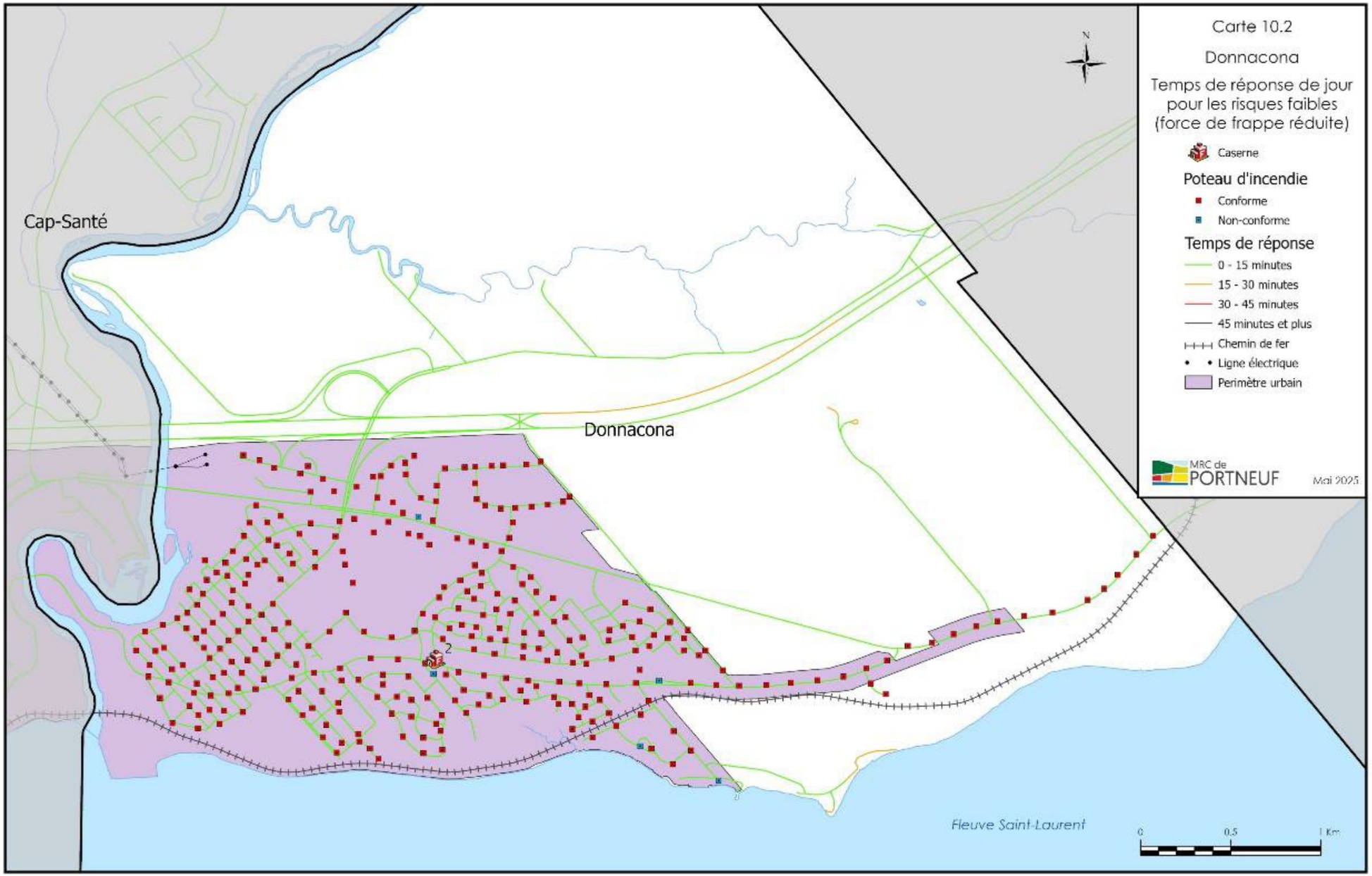


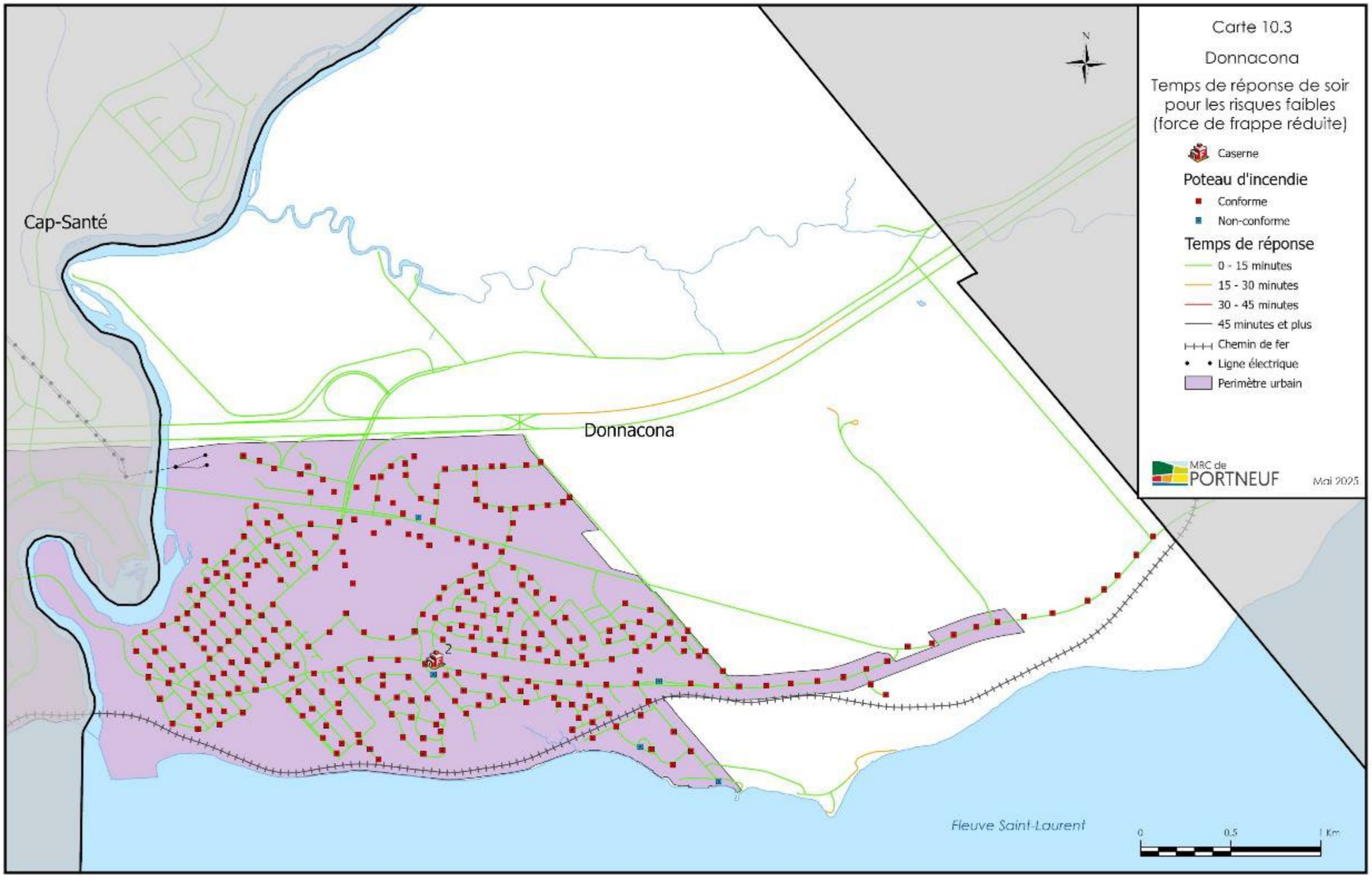
Schéma révisé de couverture de risques Donnacona 2025
Carte 10.1 Niveaux de risque



Carte 10.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 10.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 10.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)

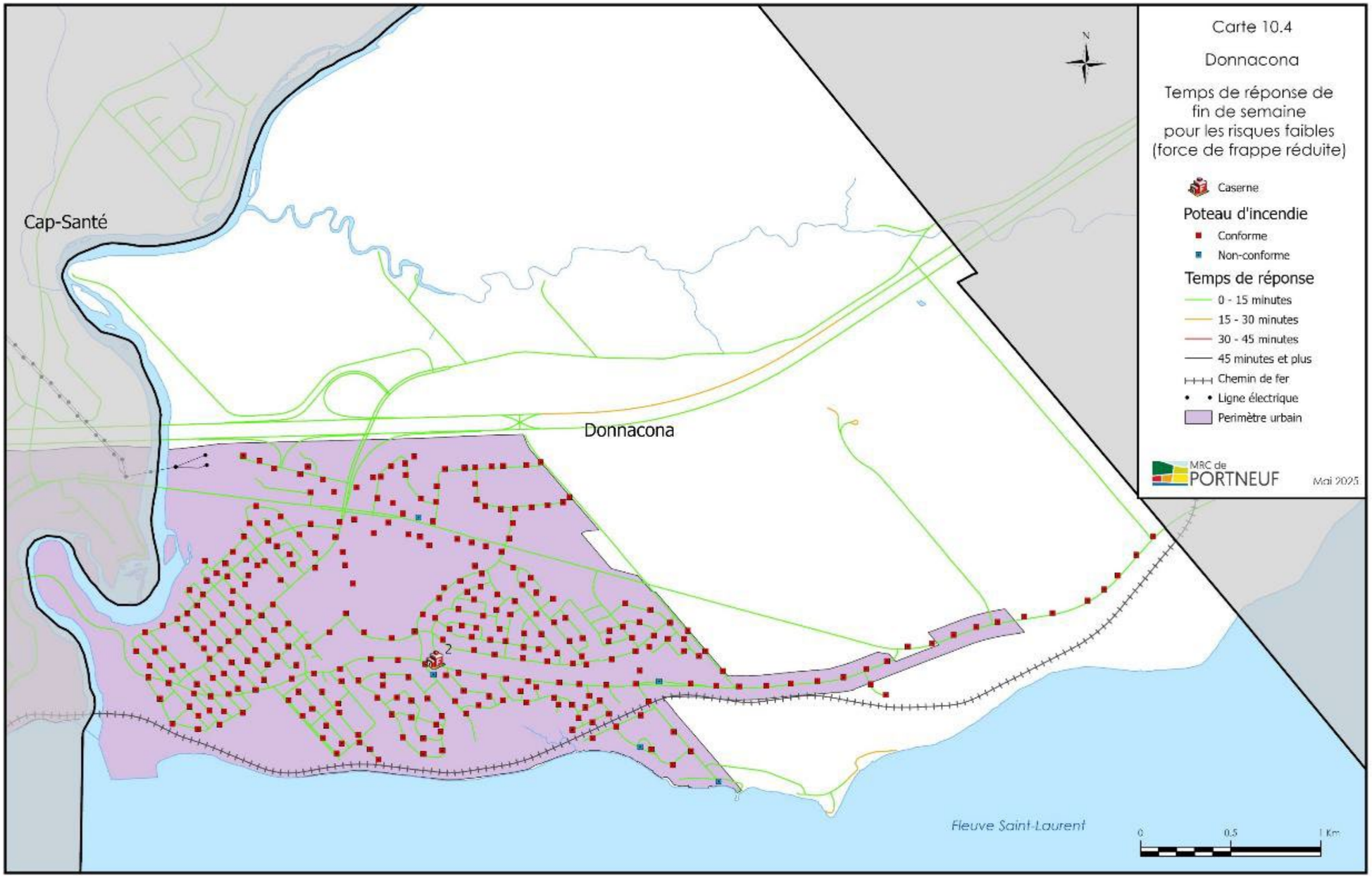
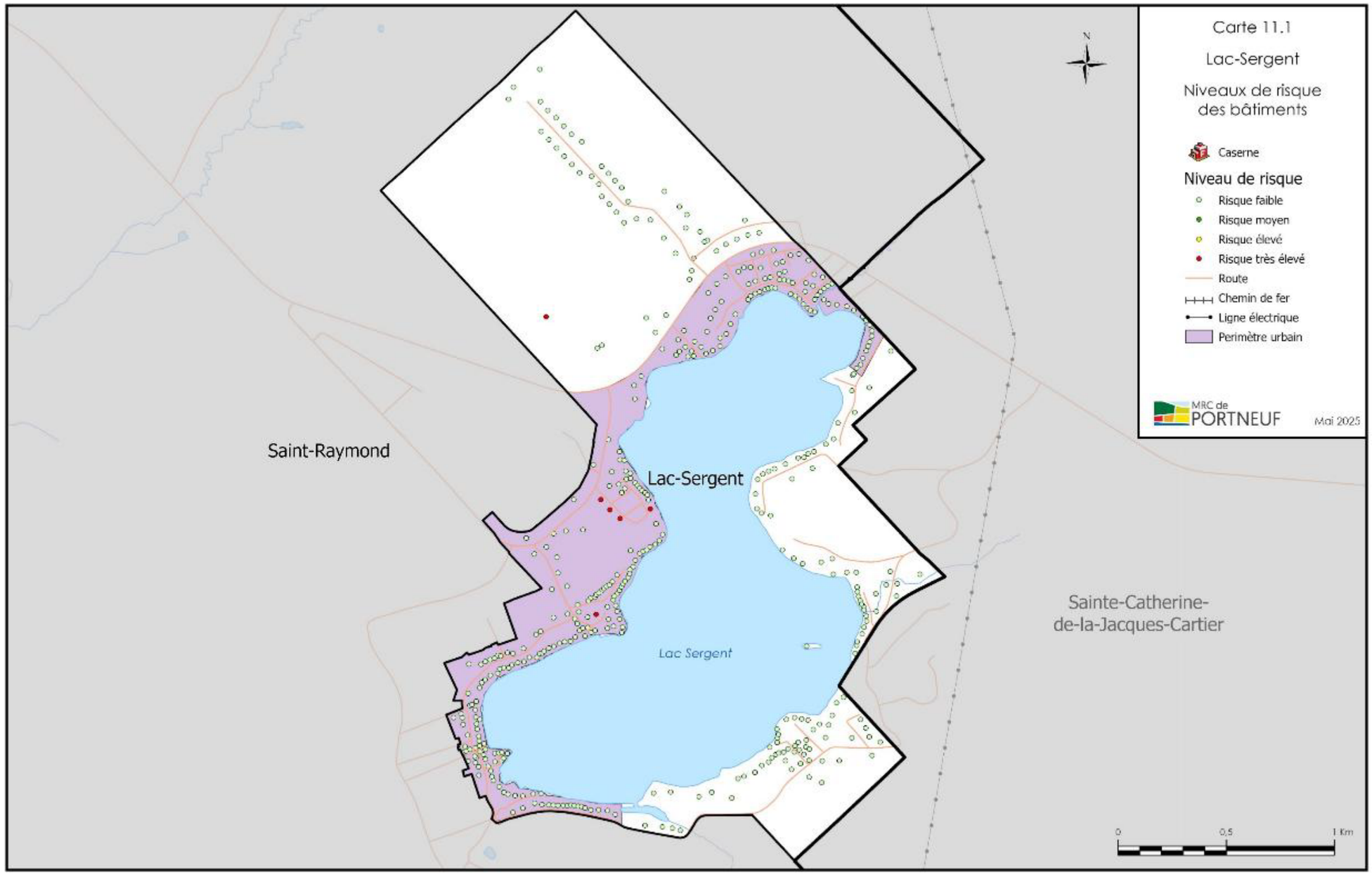
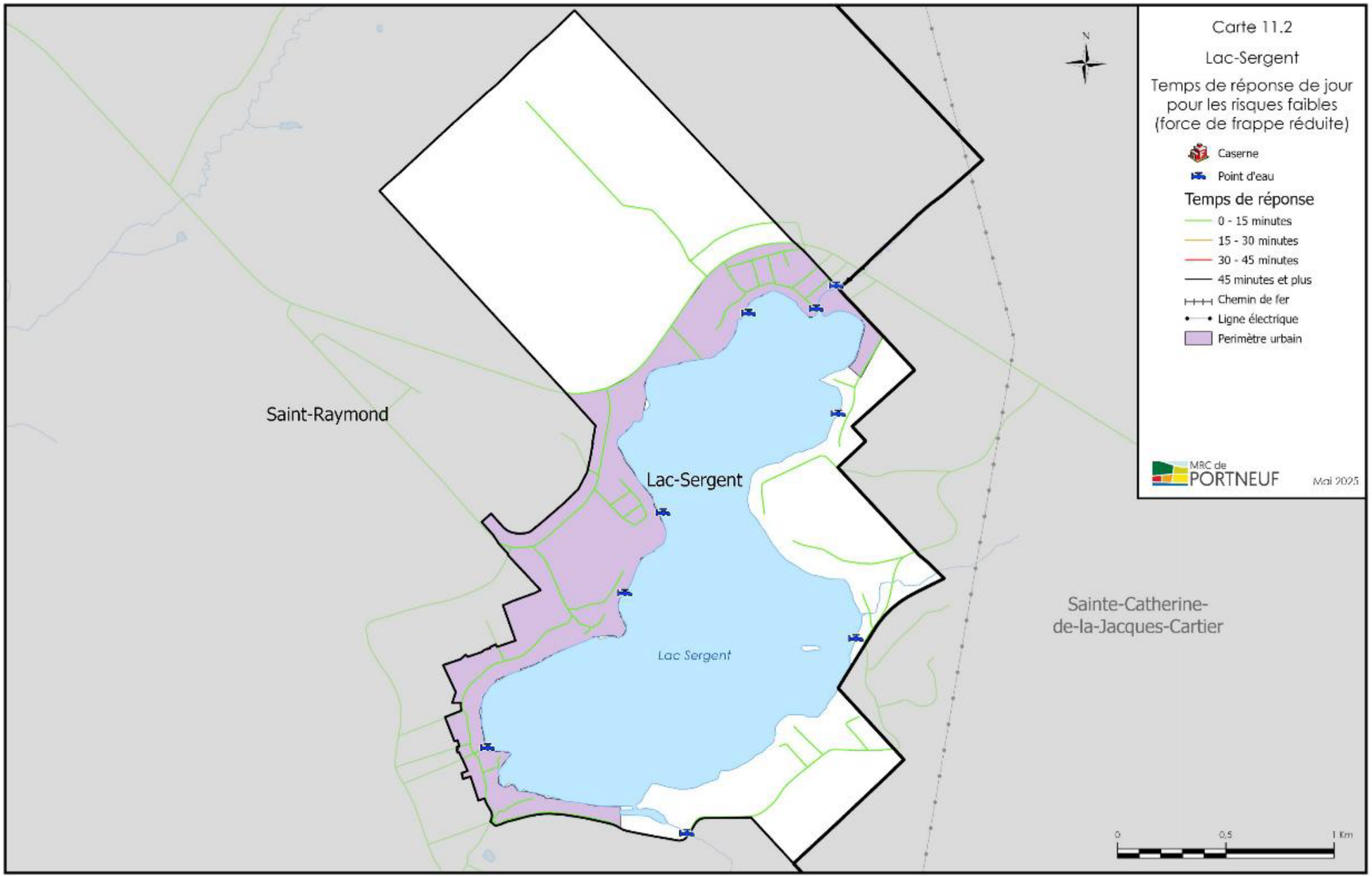


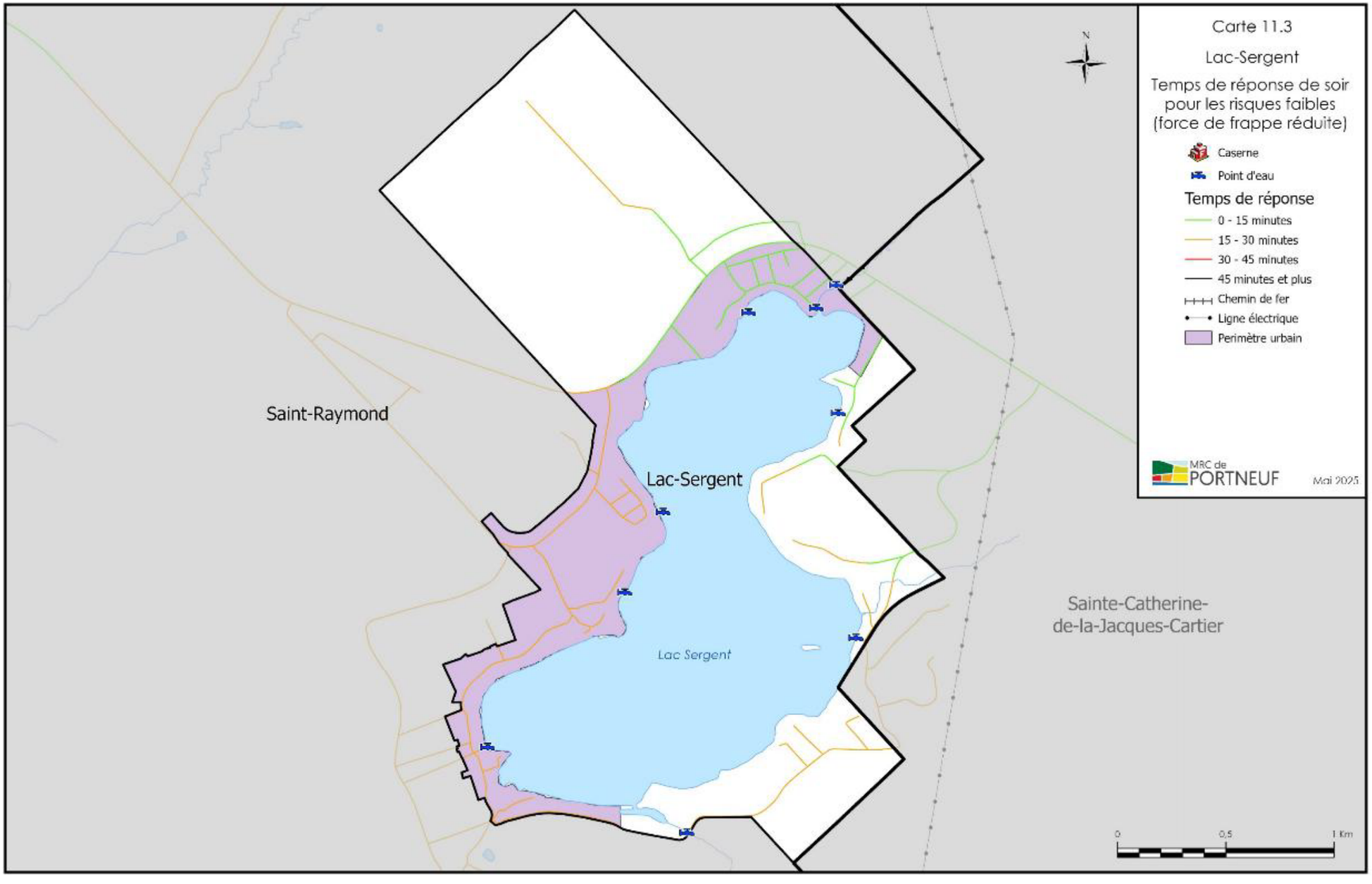
Schéma révisé de couverture de risques Lac-Sergent 2025
Carte 11.1 Niveaux de risque



Carte 11.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 11.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 11.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)

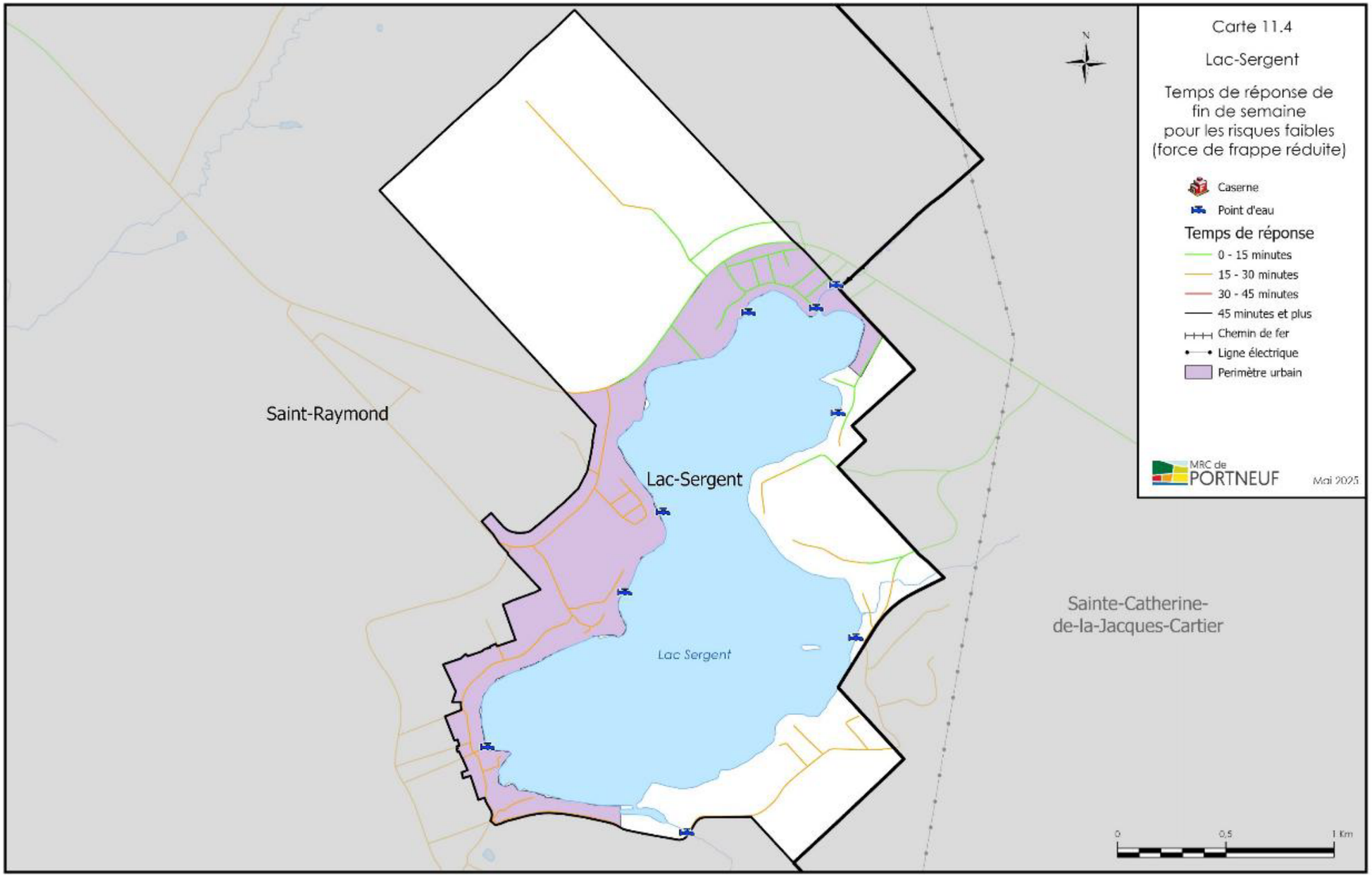
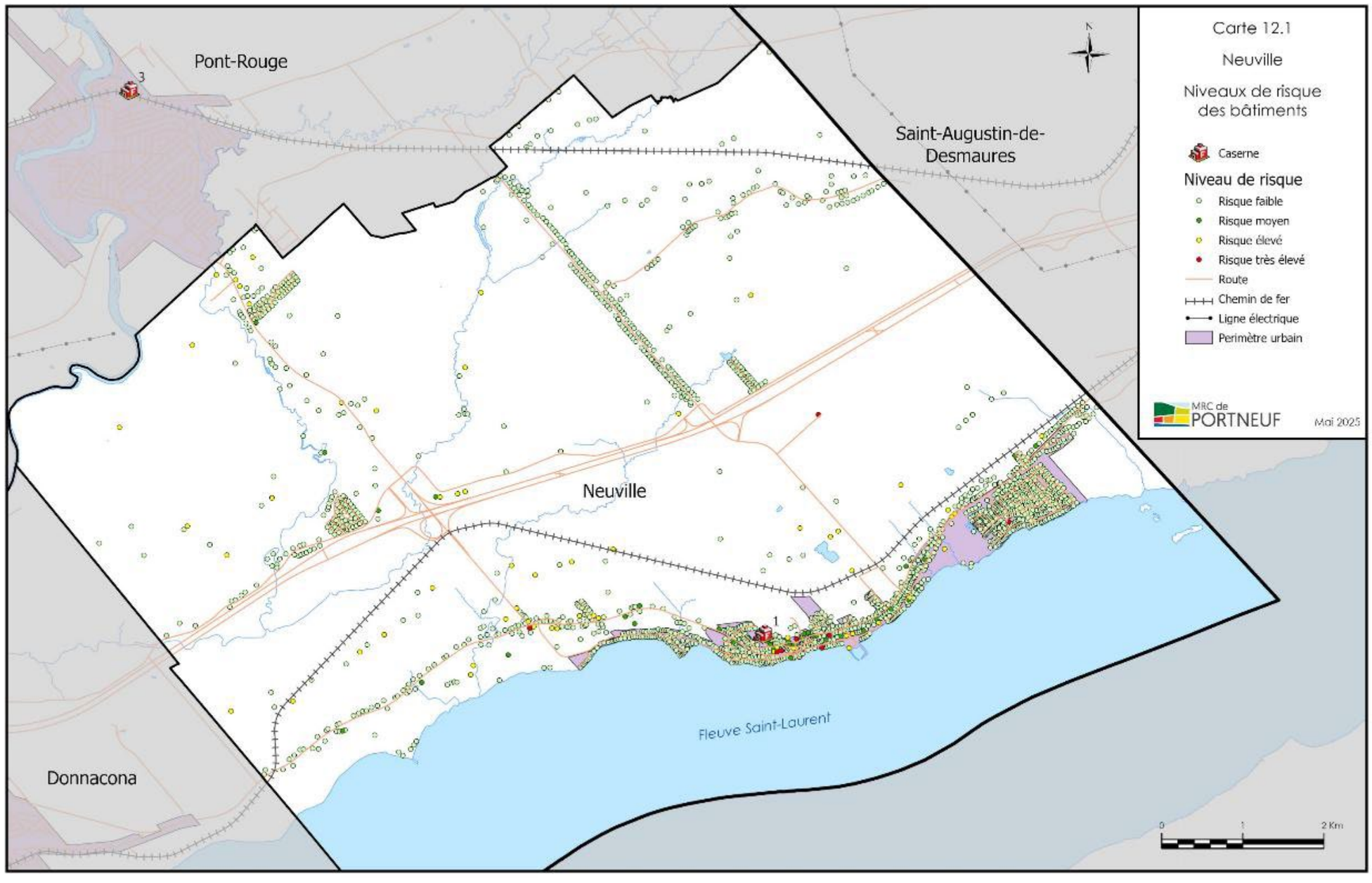
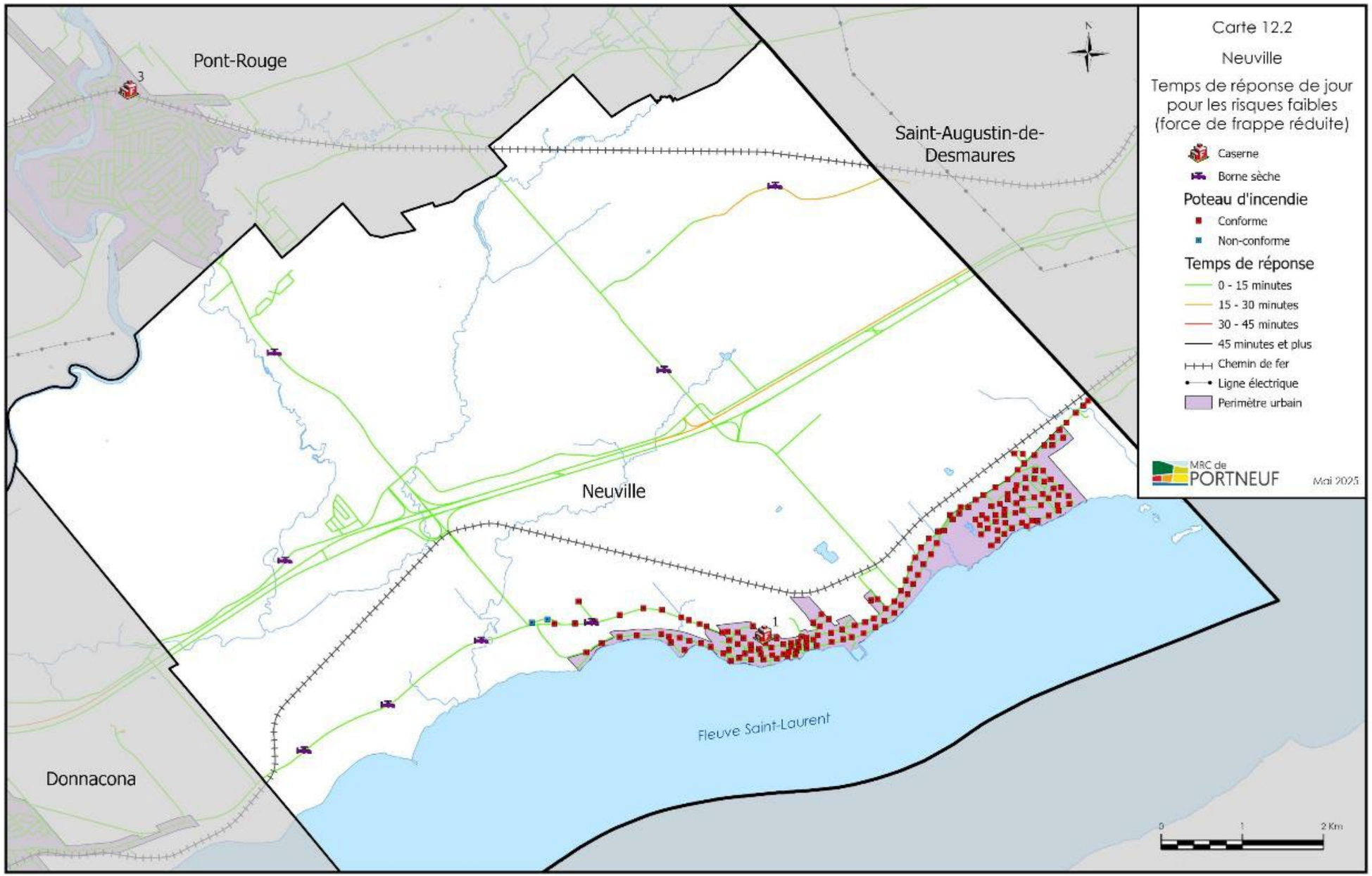


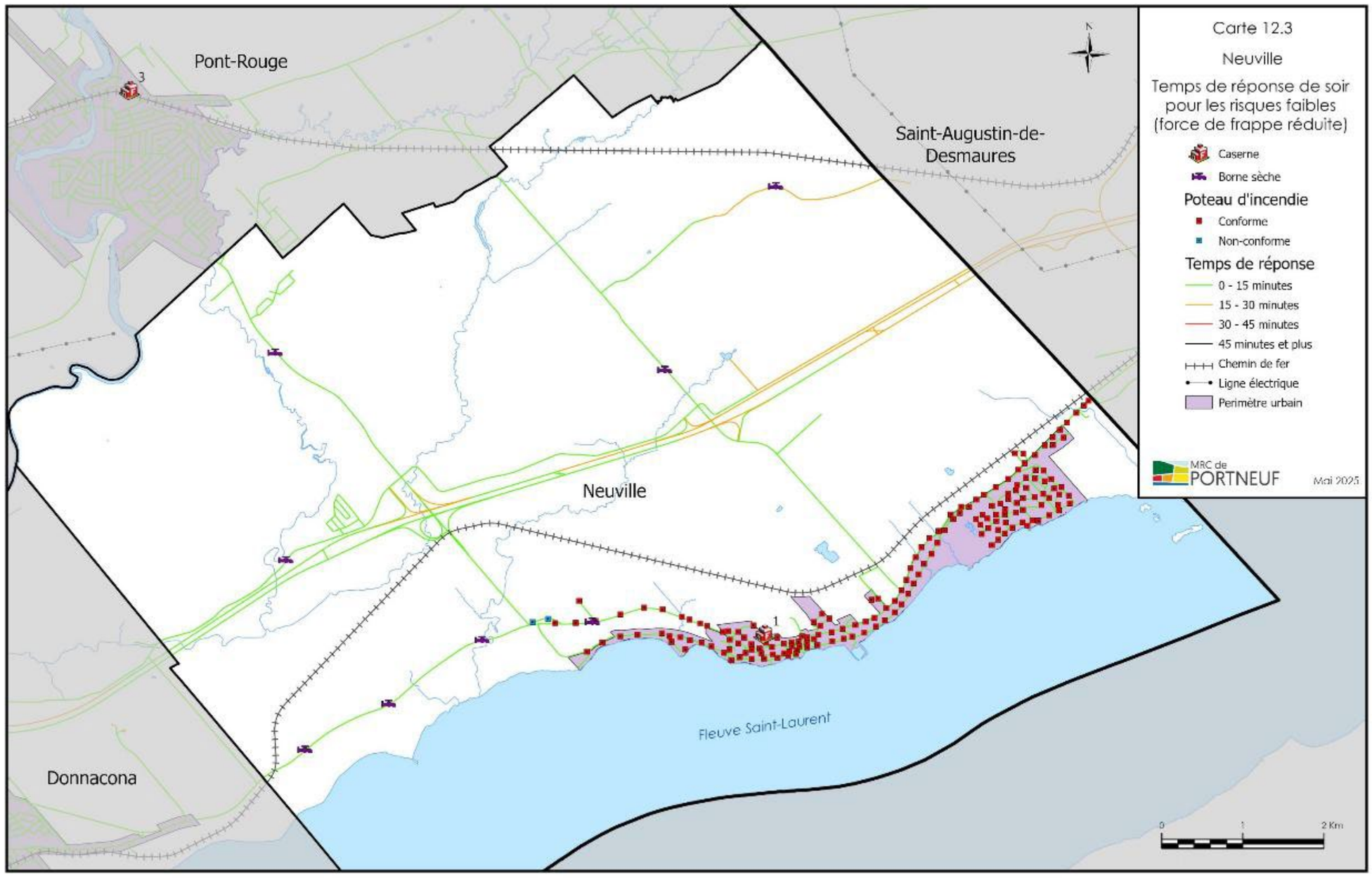
Schéma révisé de couverture de risques Neuville 2025
Carte 12.1 Niveaux de risque



Carte 12.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 12.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 12.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)

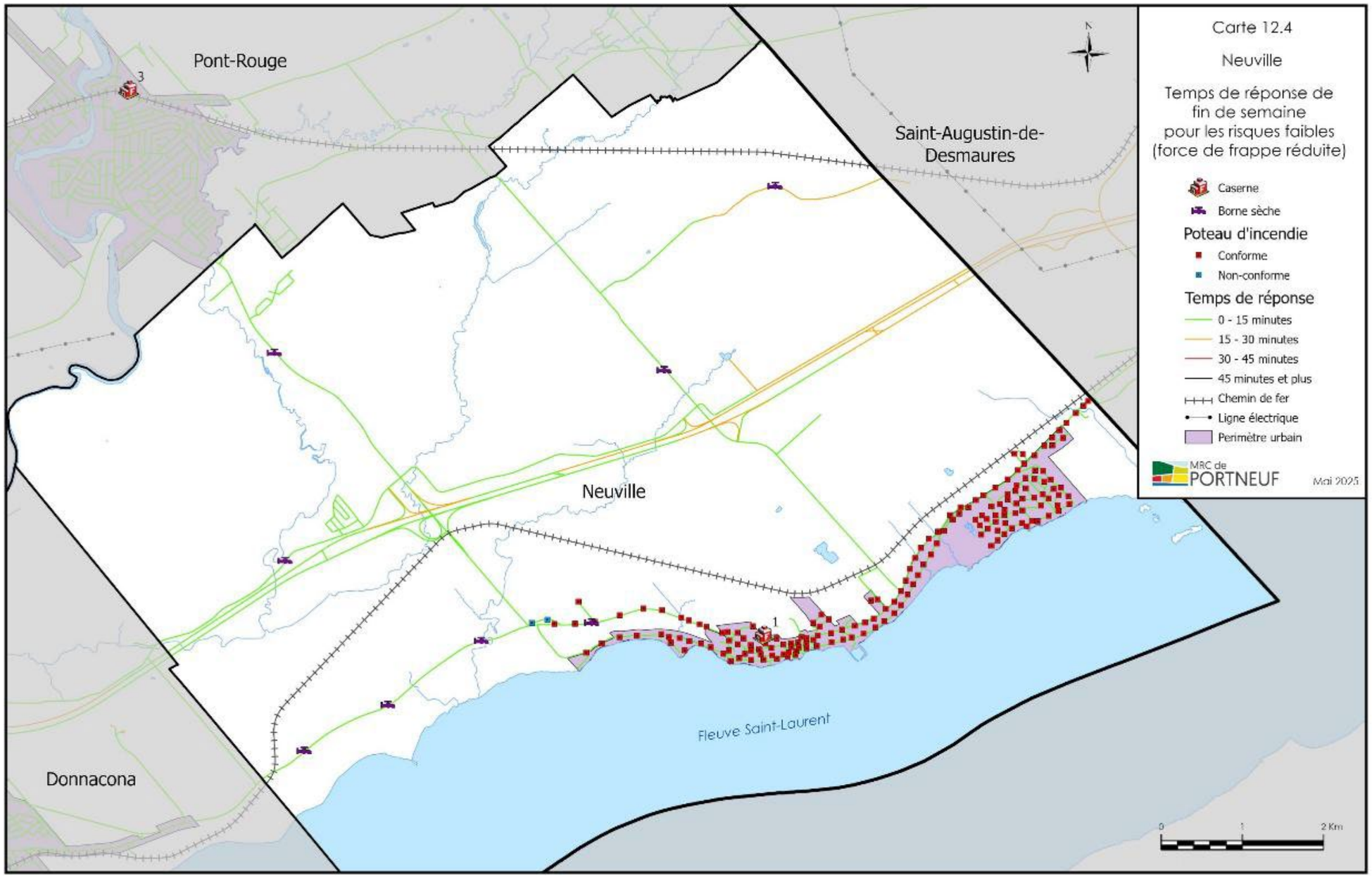
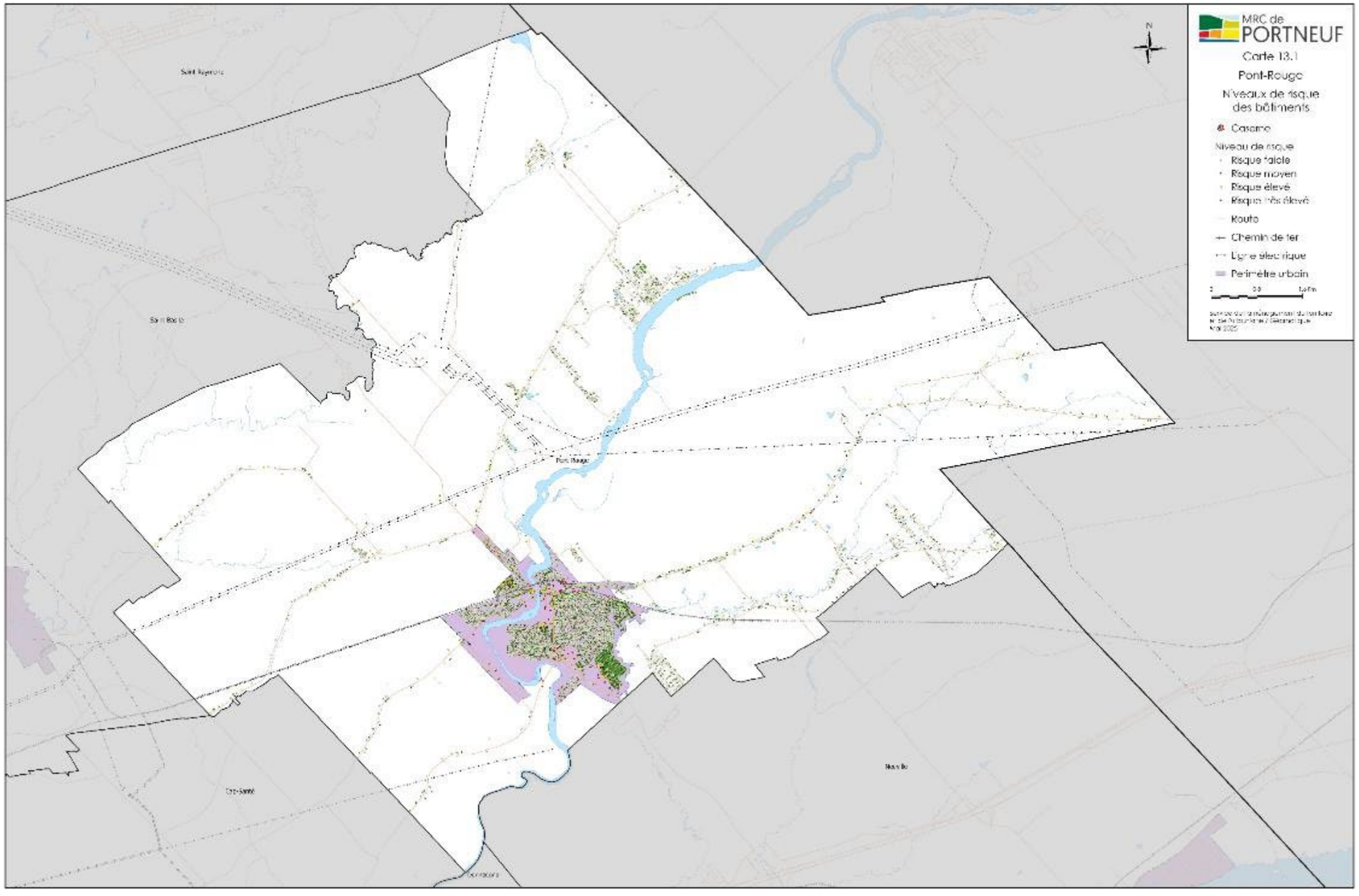
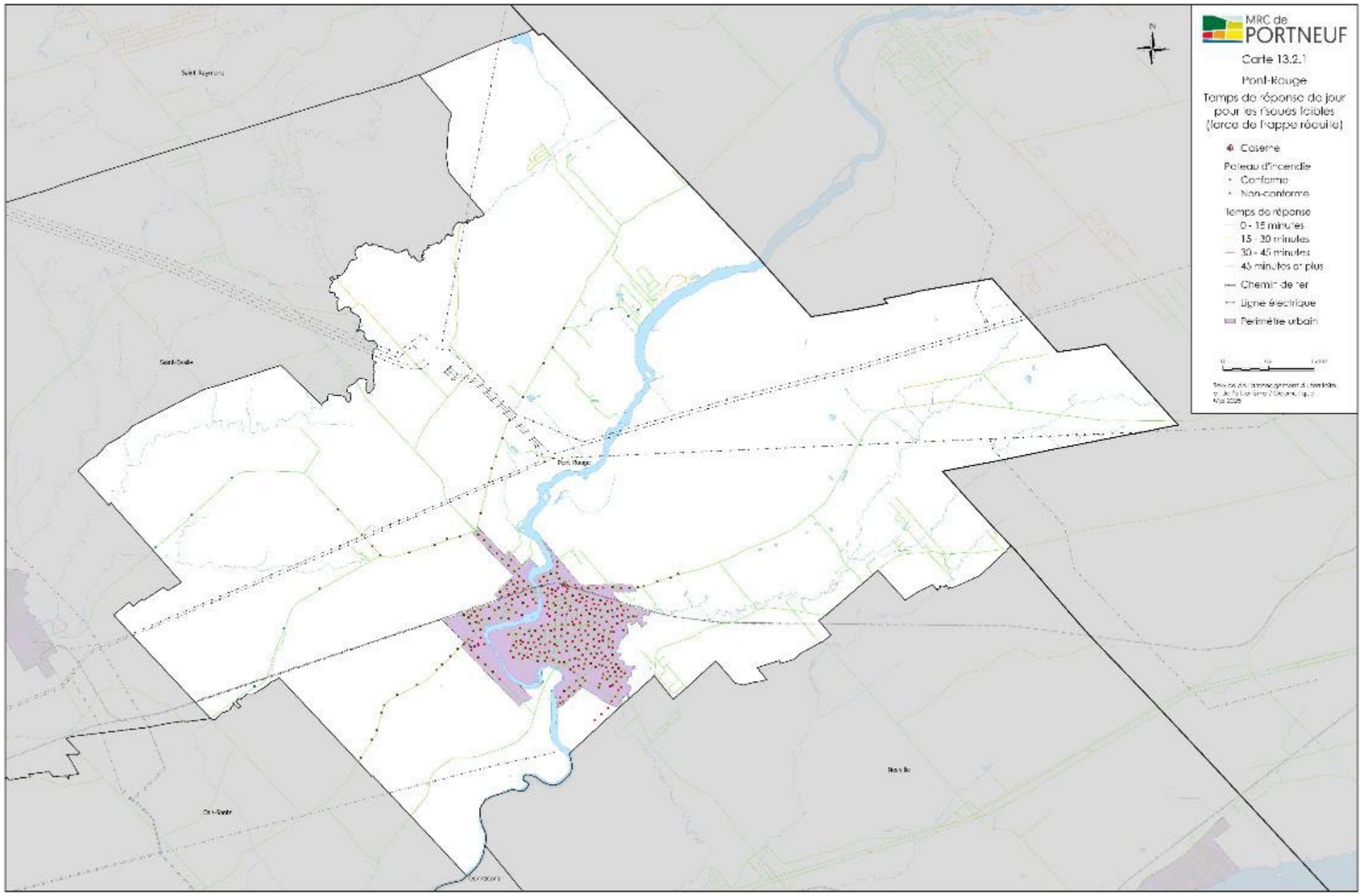


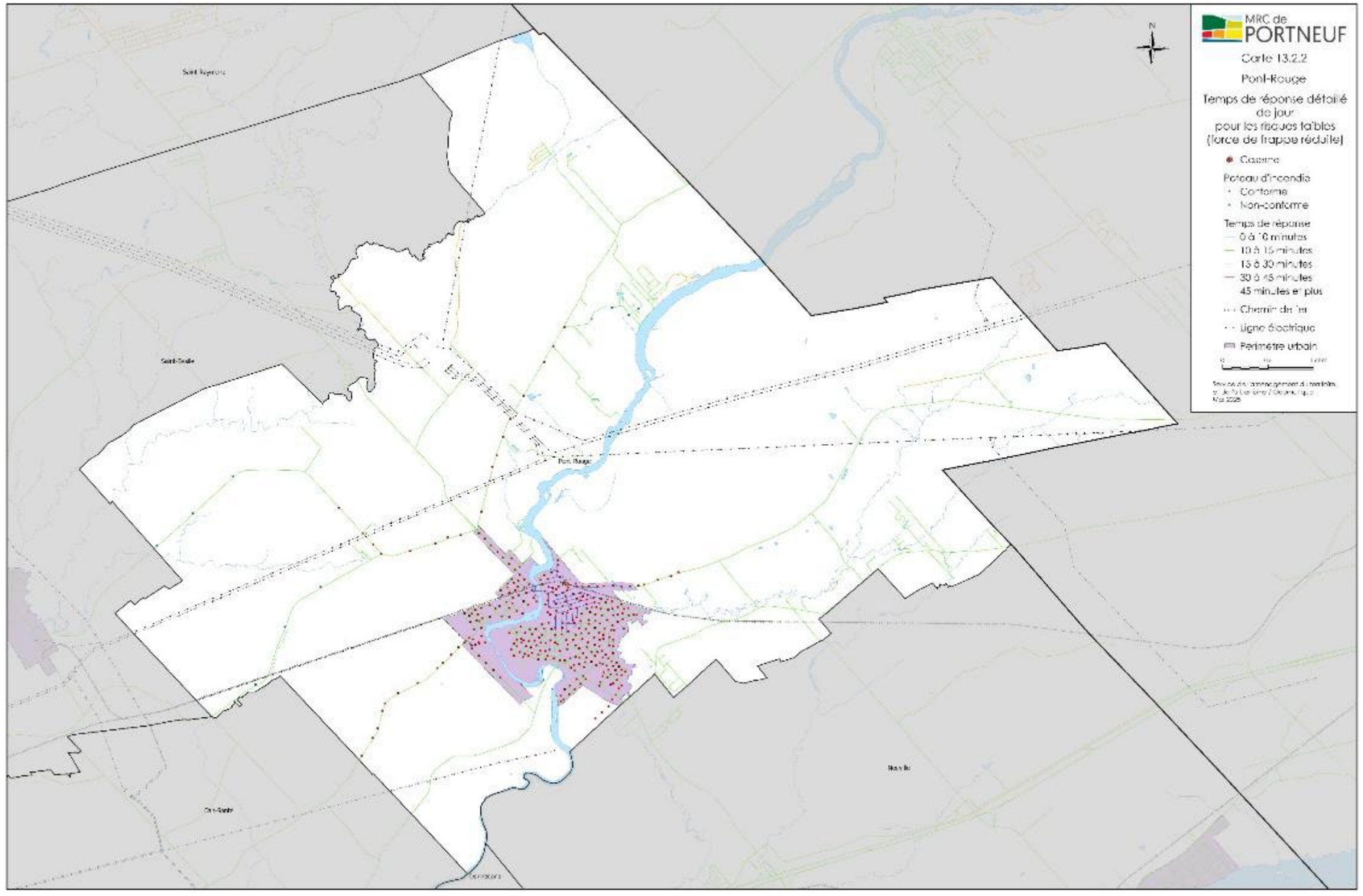
Schéma révisé de couverture de risques Pont-Rouge 2025
Carte 13.1 Niveaux de risque



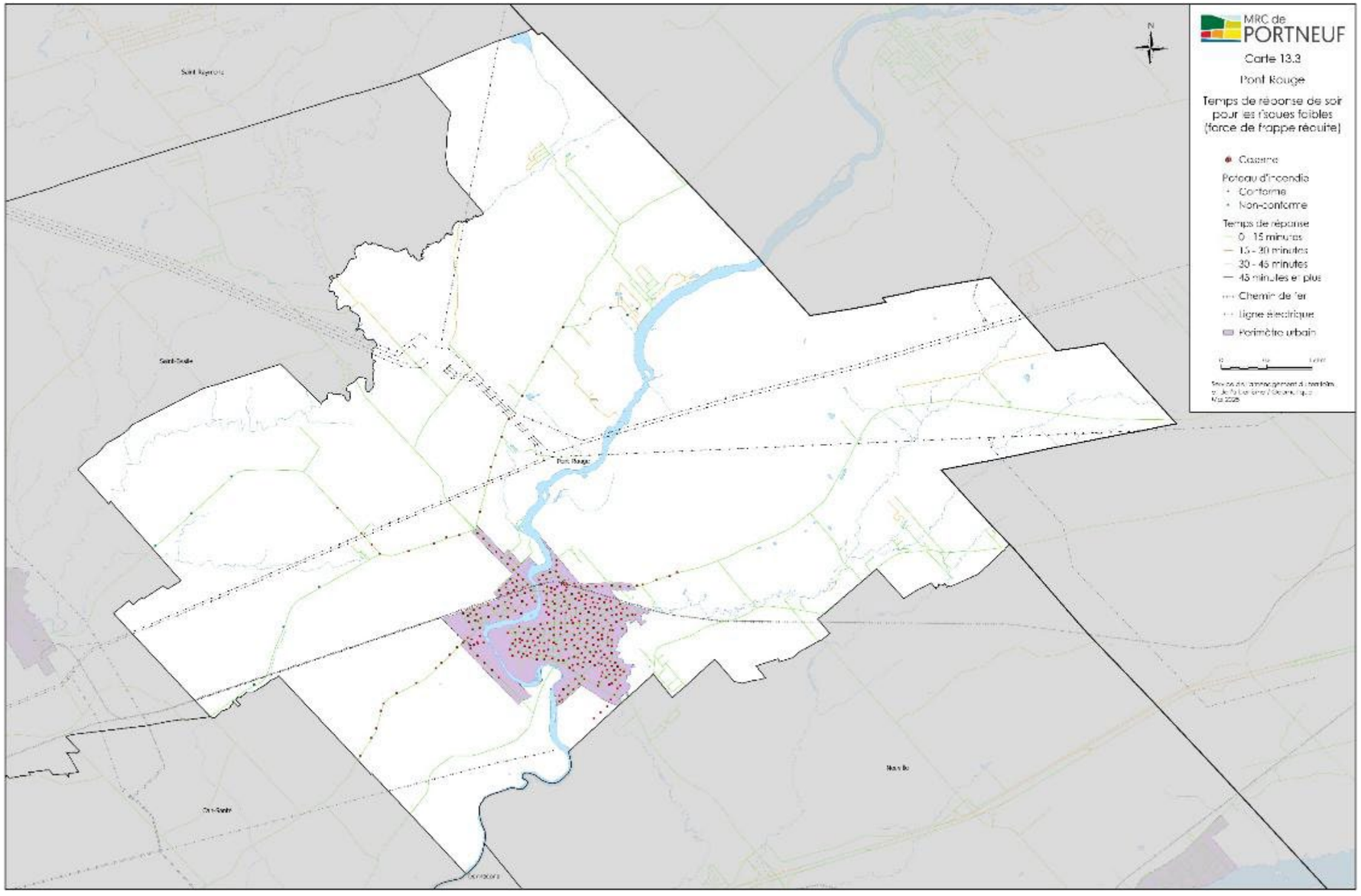
Carte 13.2.1 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 13.2.2 Temps de réponse détaillé de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 13.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 13.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)

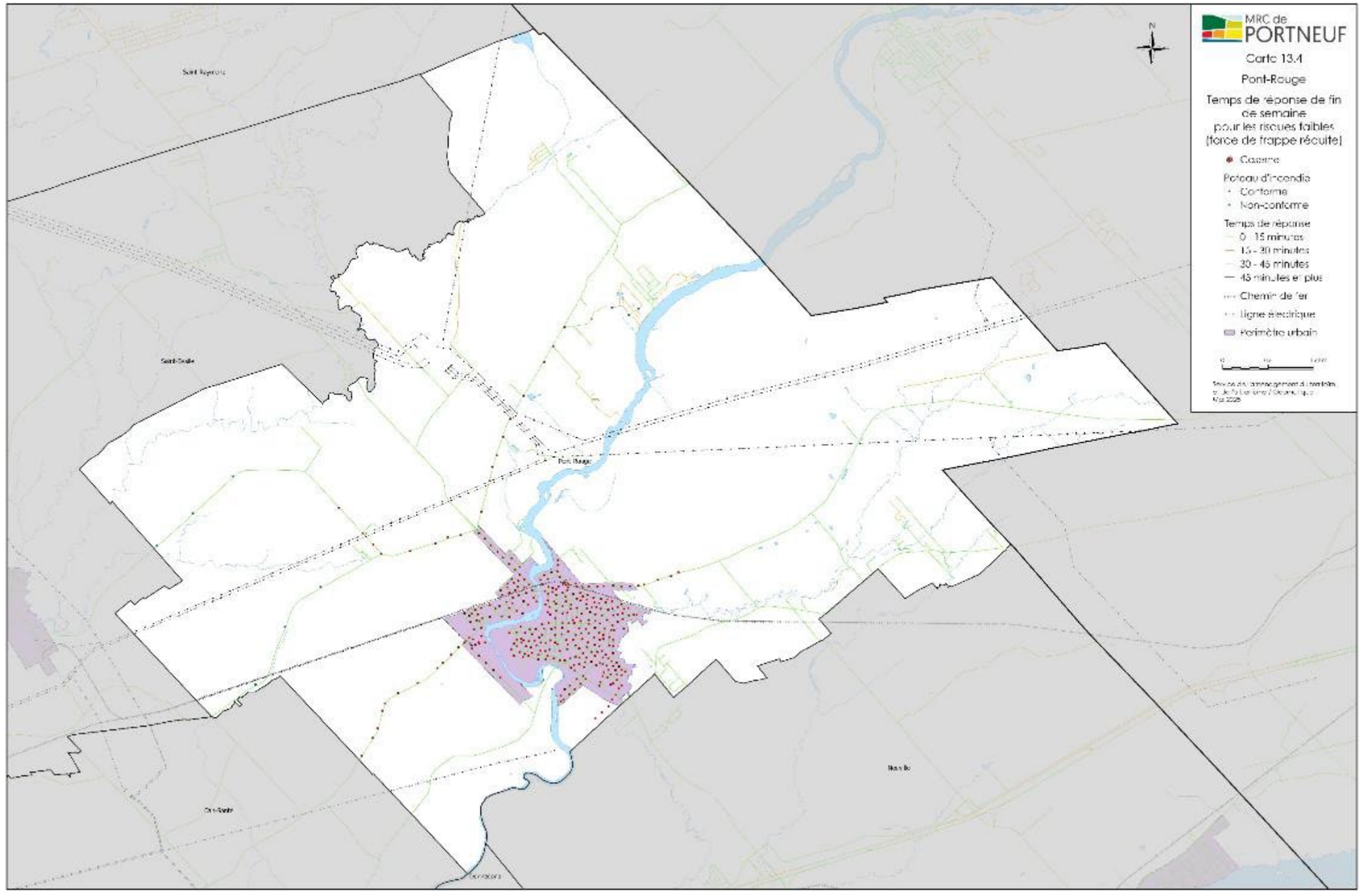
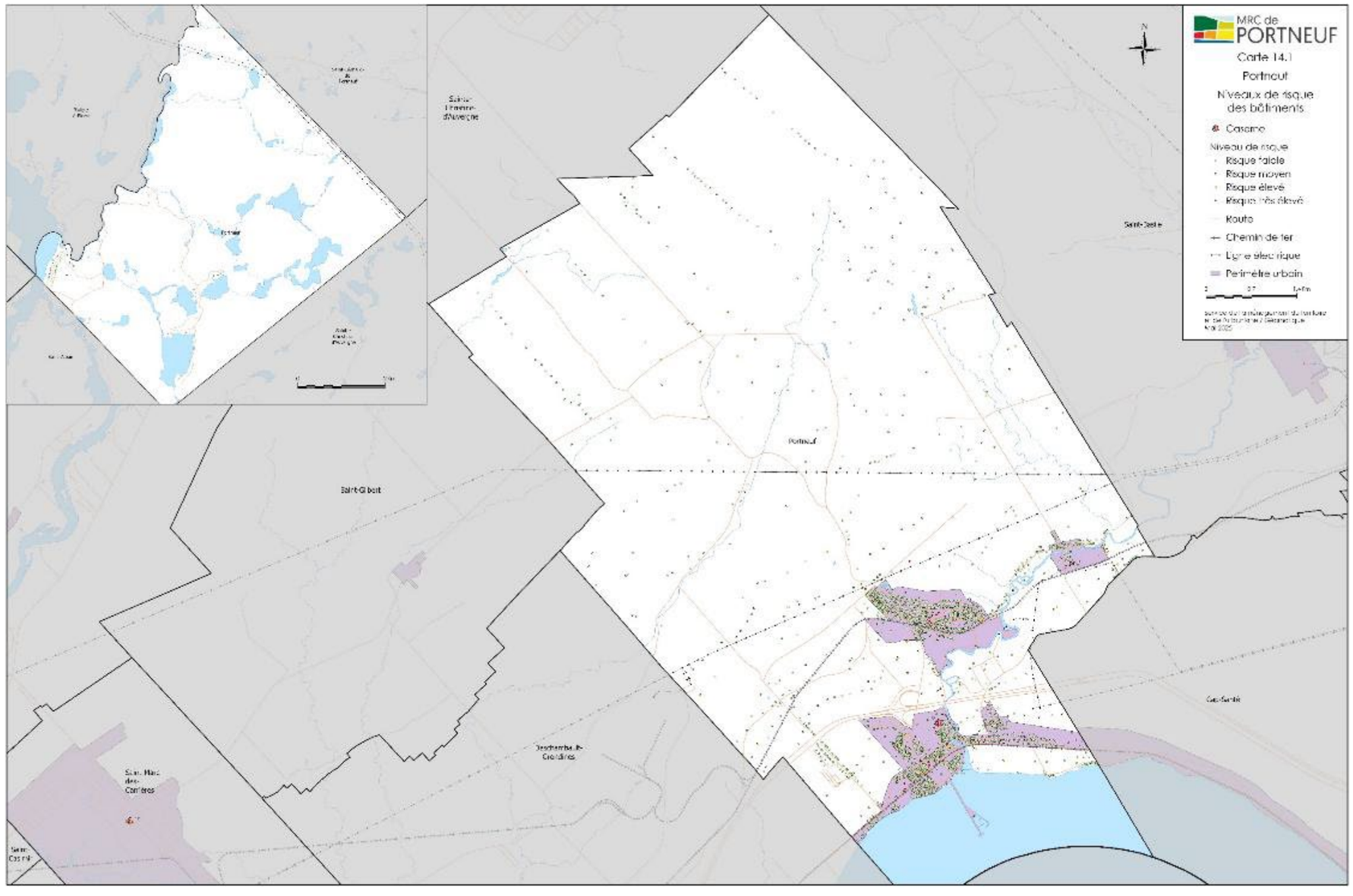
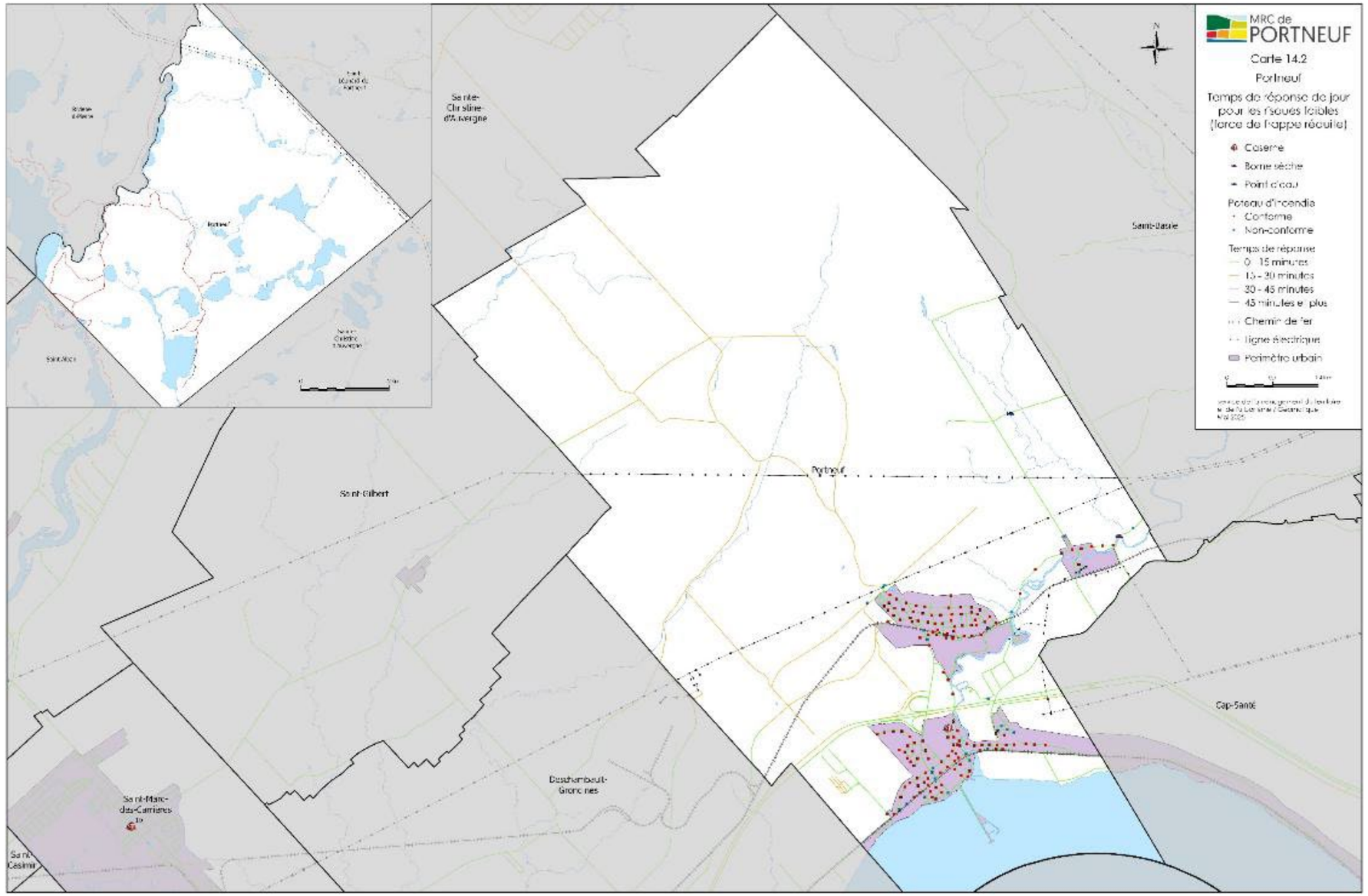


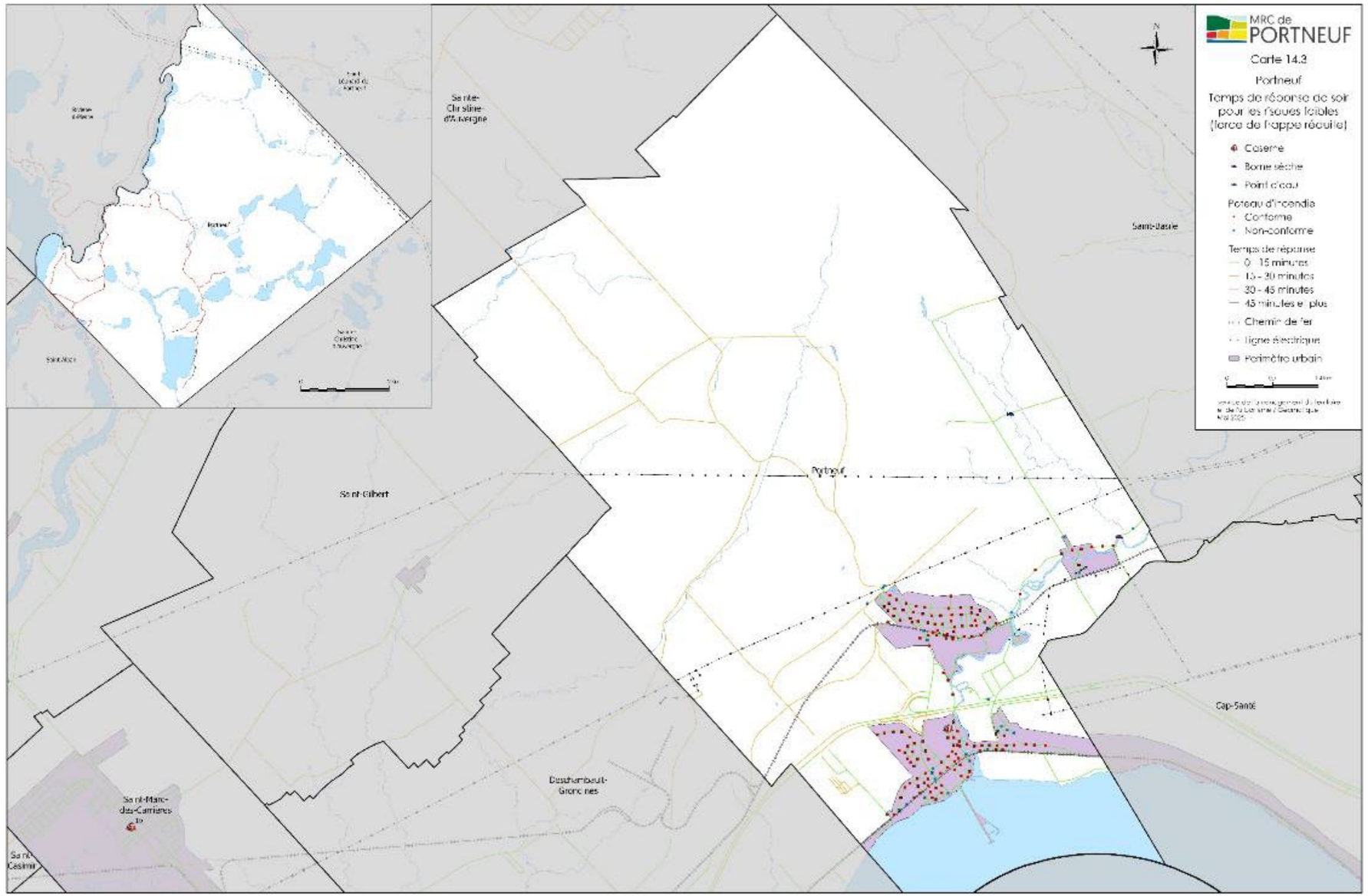
Schéma révisé de couverture de risques Portneuf 2025
Carte 14.1 Niveaux de risque



Carte 14.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 14.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 14.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)

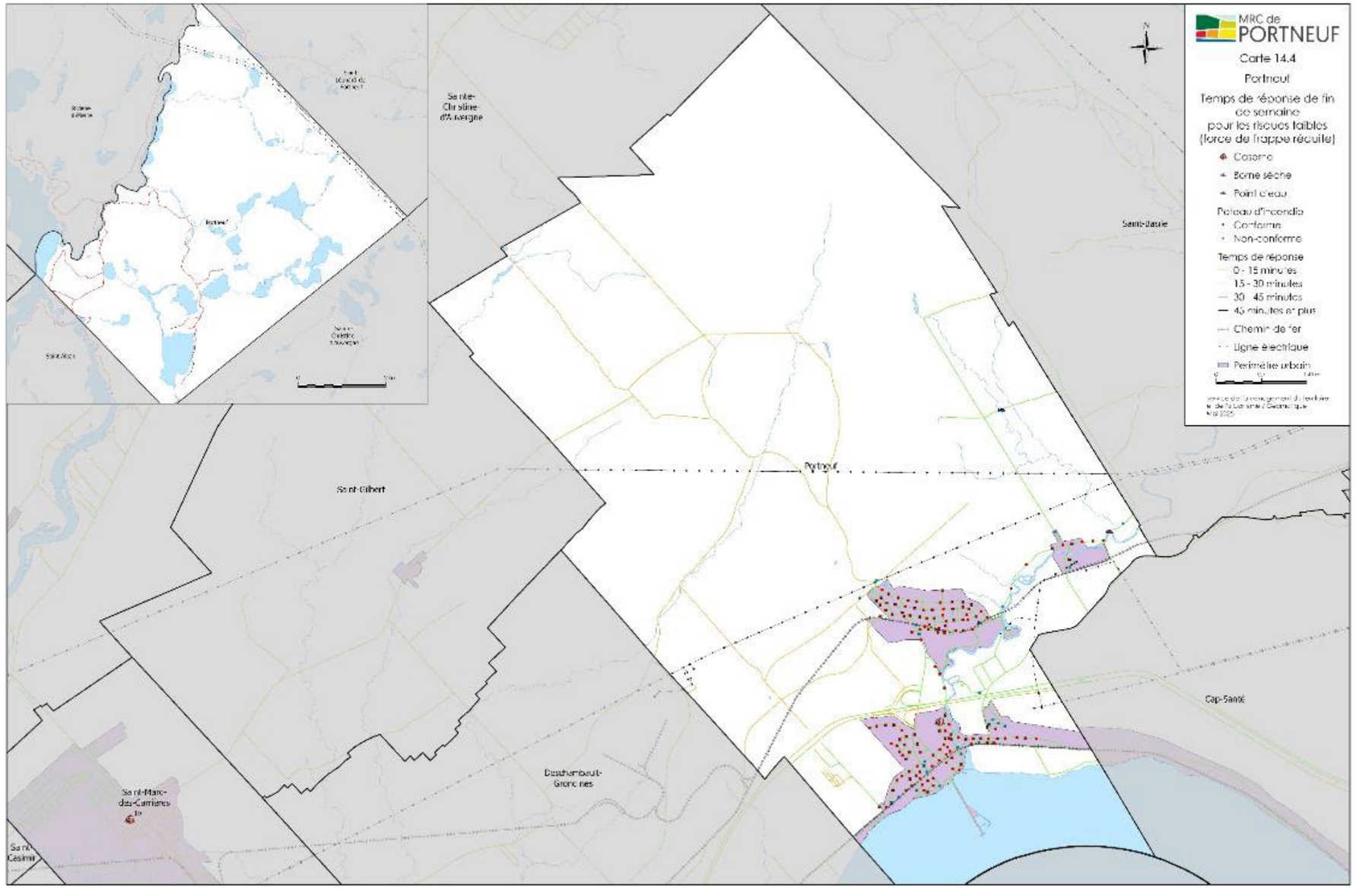
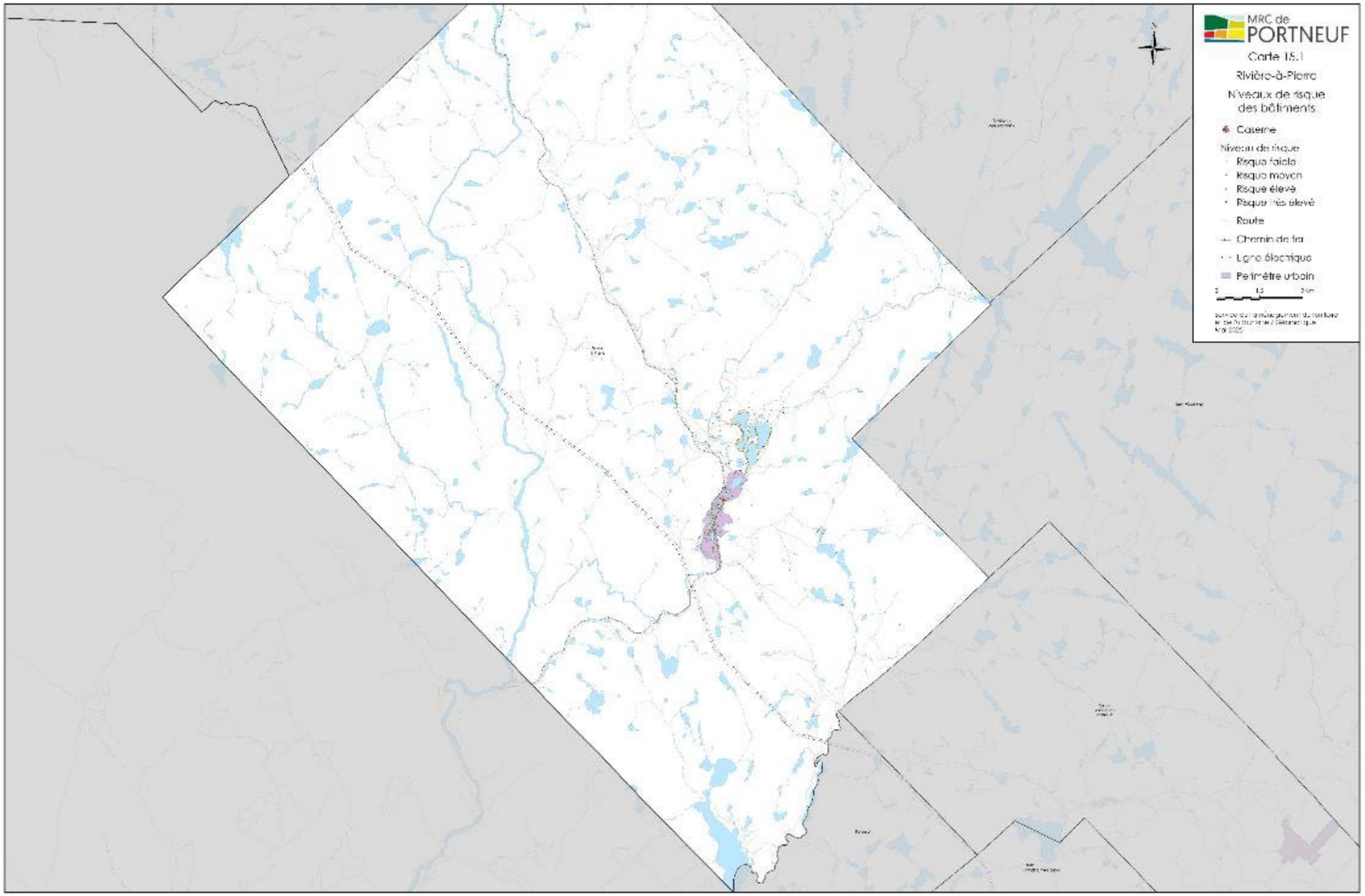
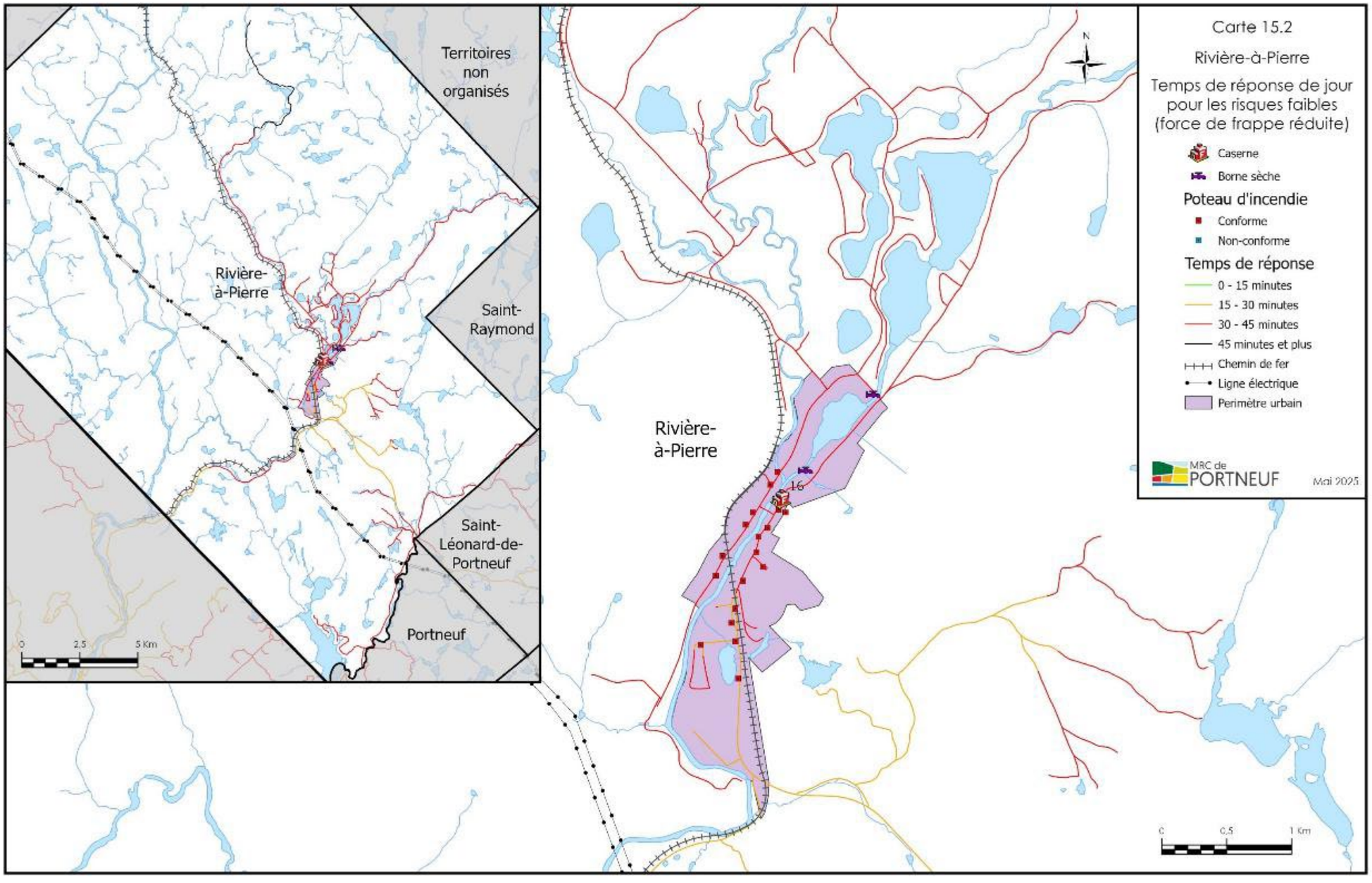


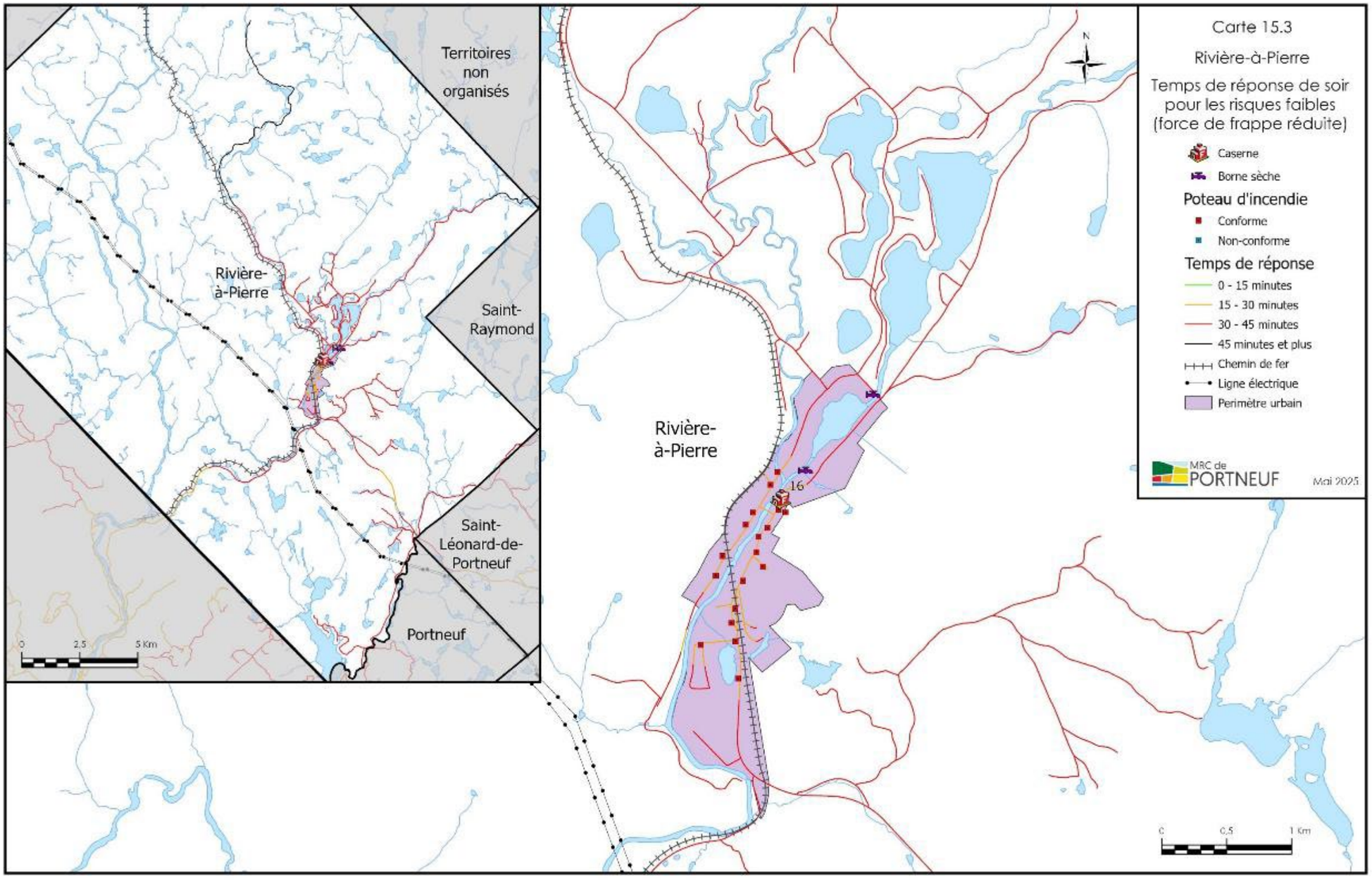
Schéma révisé de couverture de risques Rivière-à-Pierre 2025
Carte 15.1 Niveaux de risque



Carte 15.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 15.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 15.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)

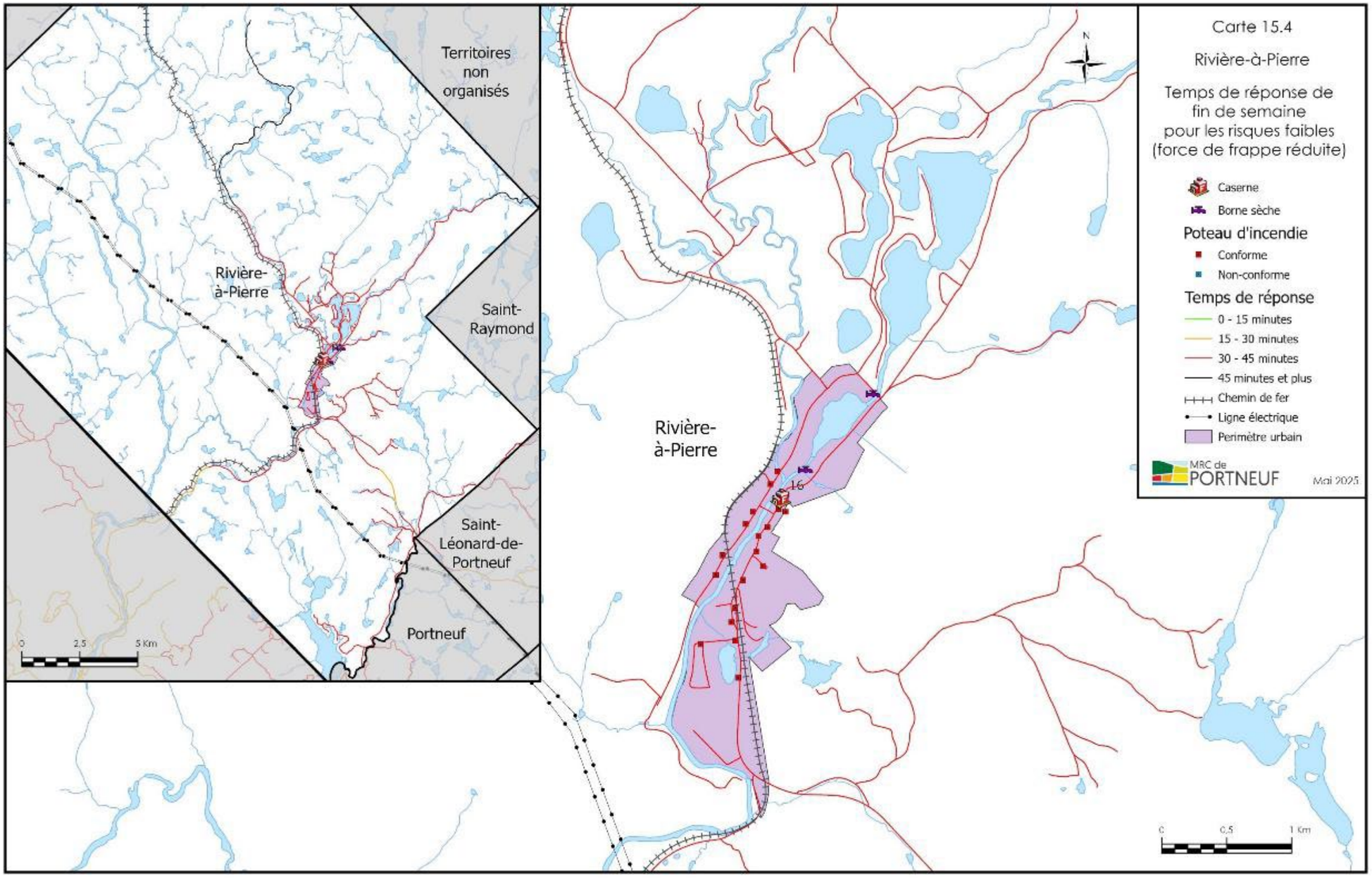
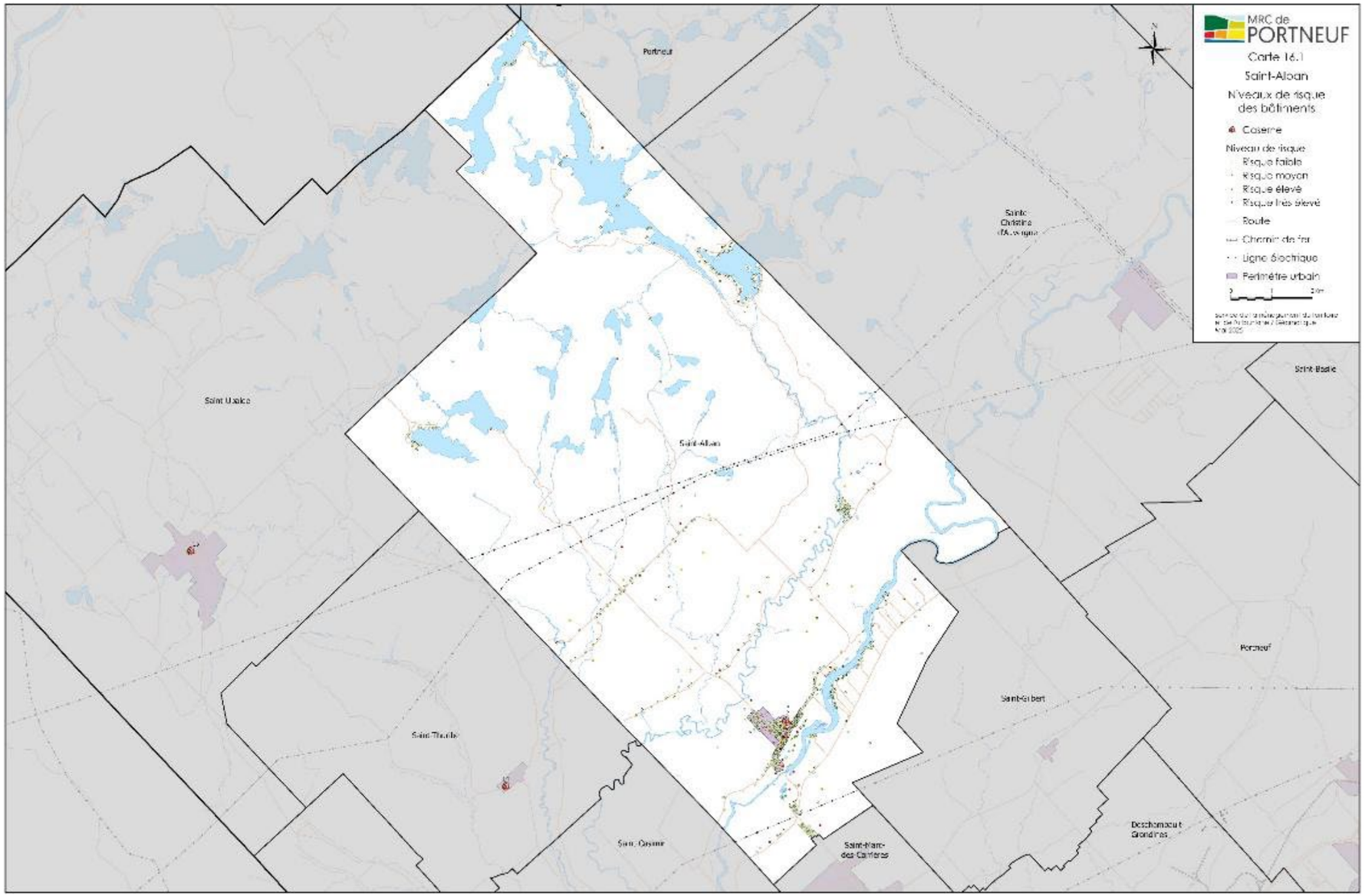
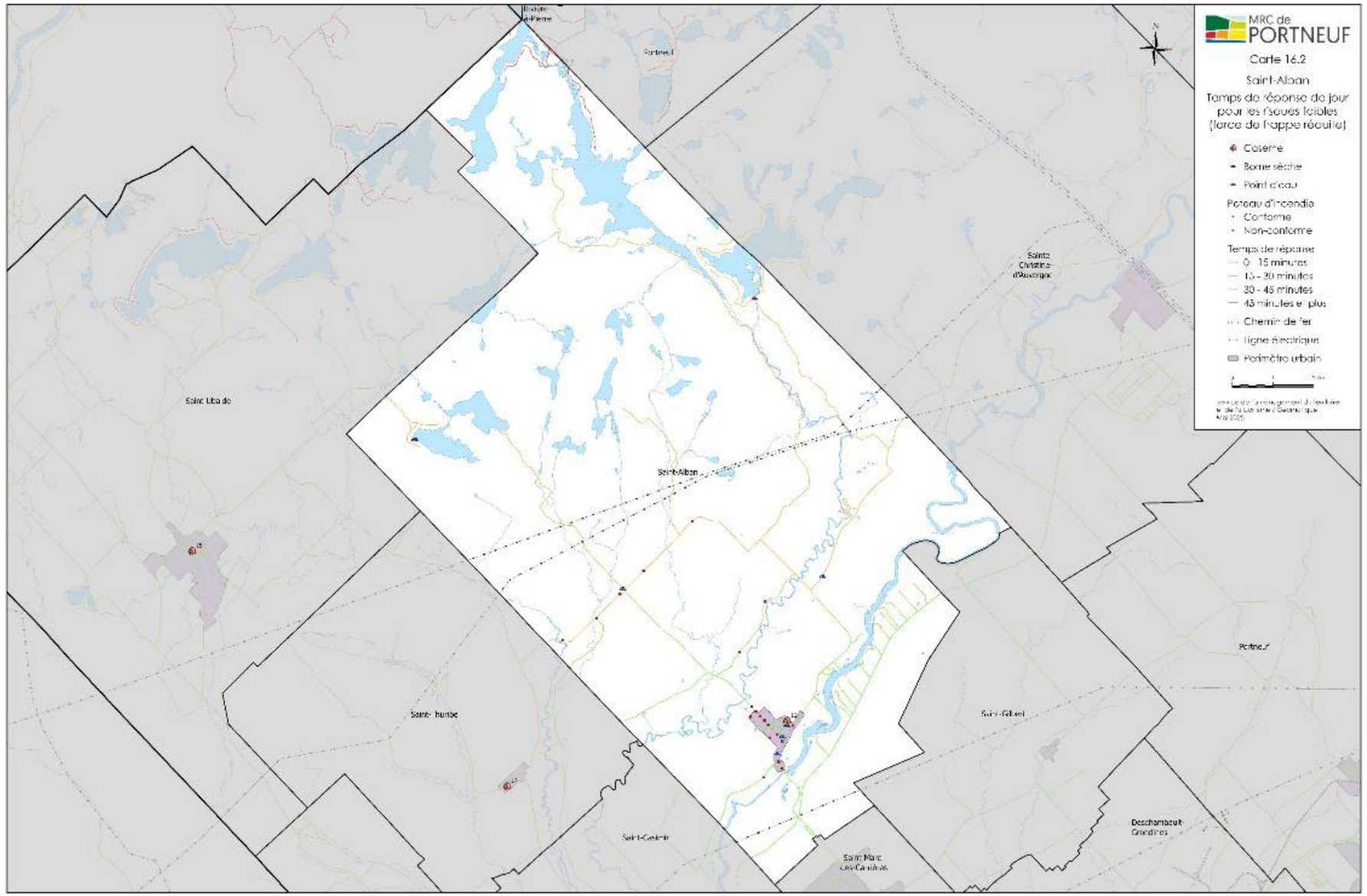


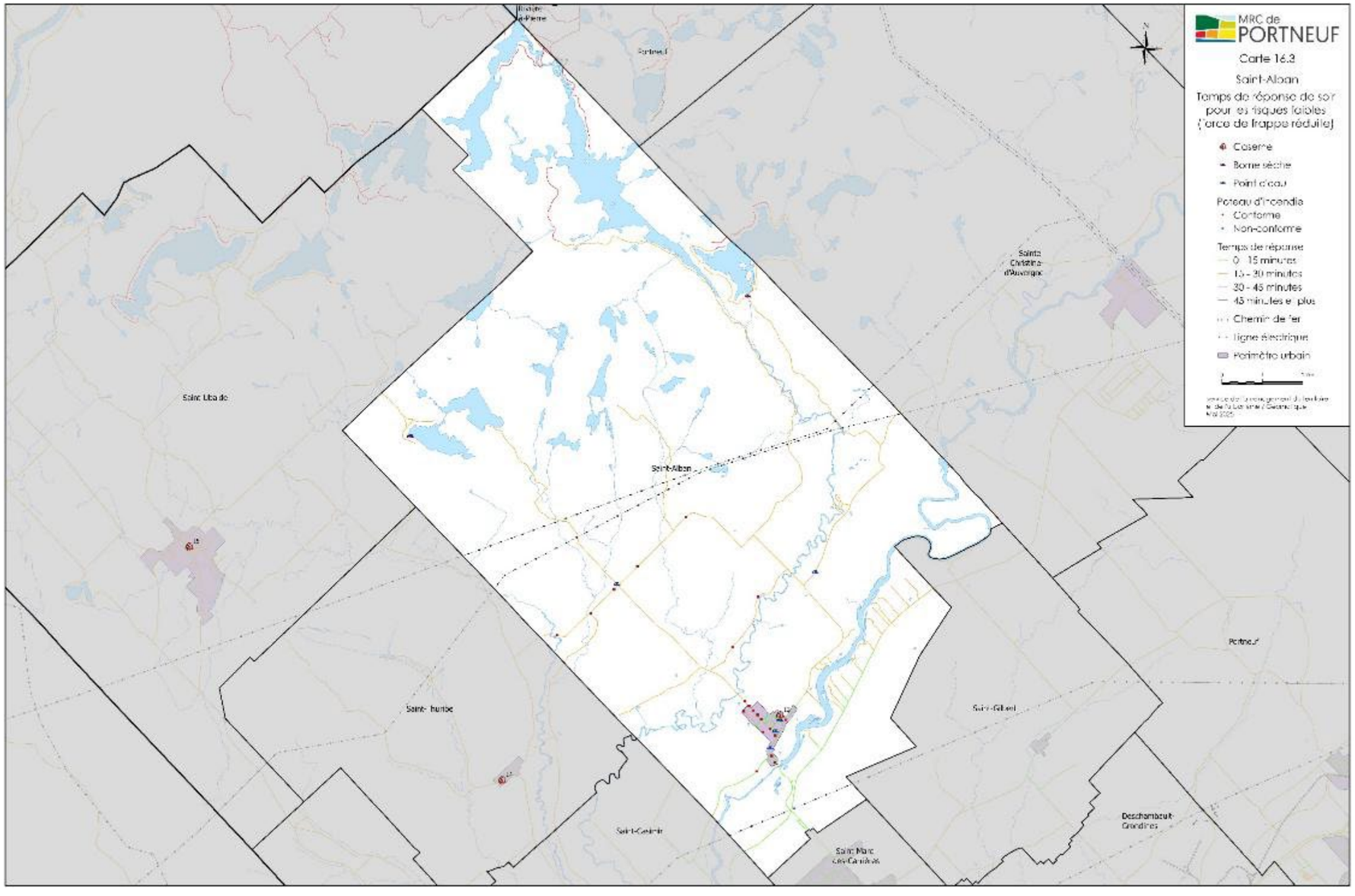
Schéma révisé de couverture de risques Saint-Alban 2025
Carte 16.1 Niveaux de risque



Carte 16.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 16.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 16.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)

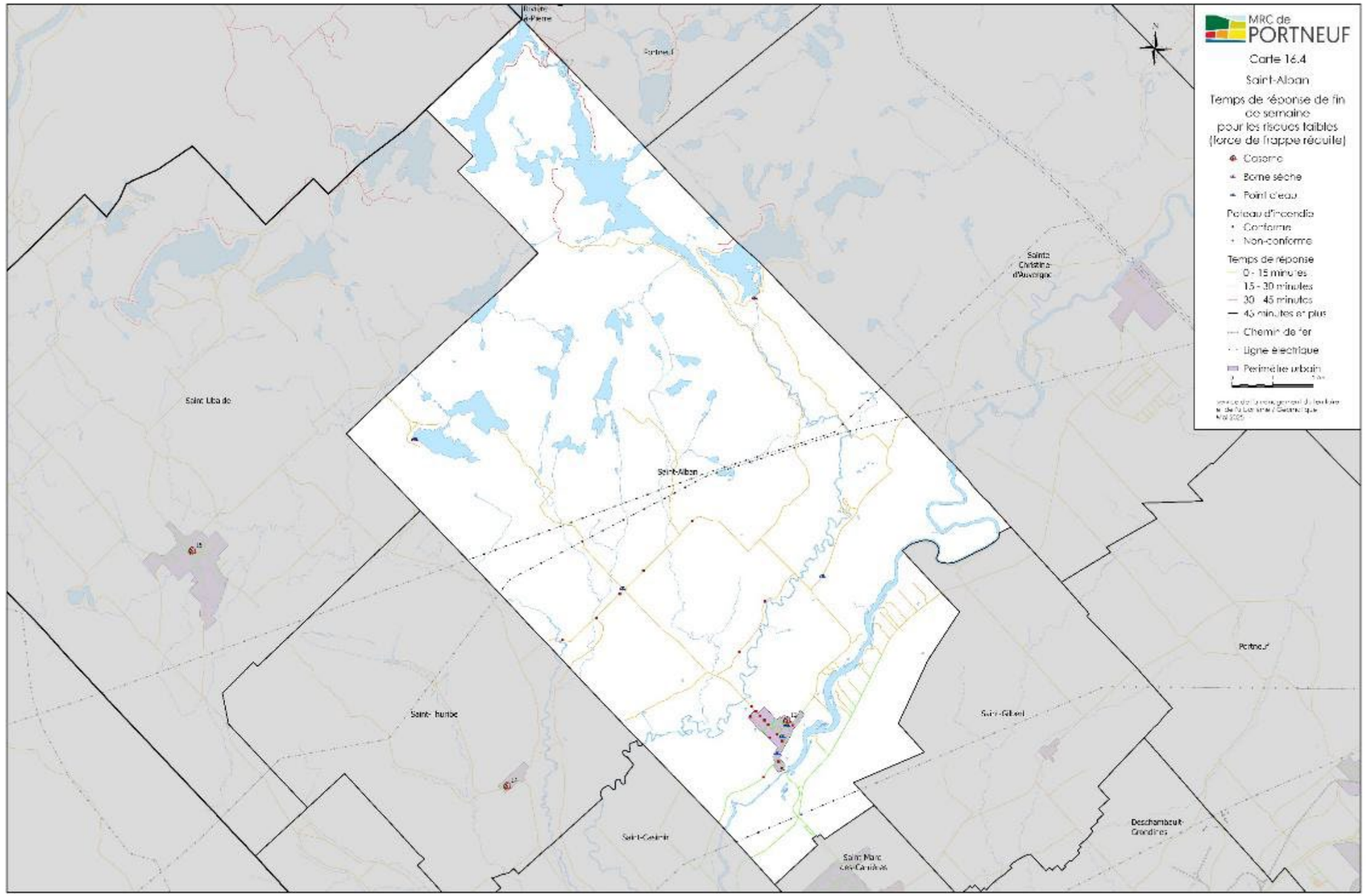
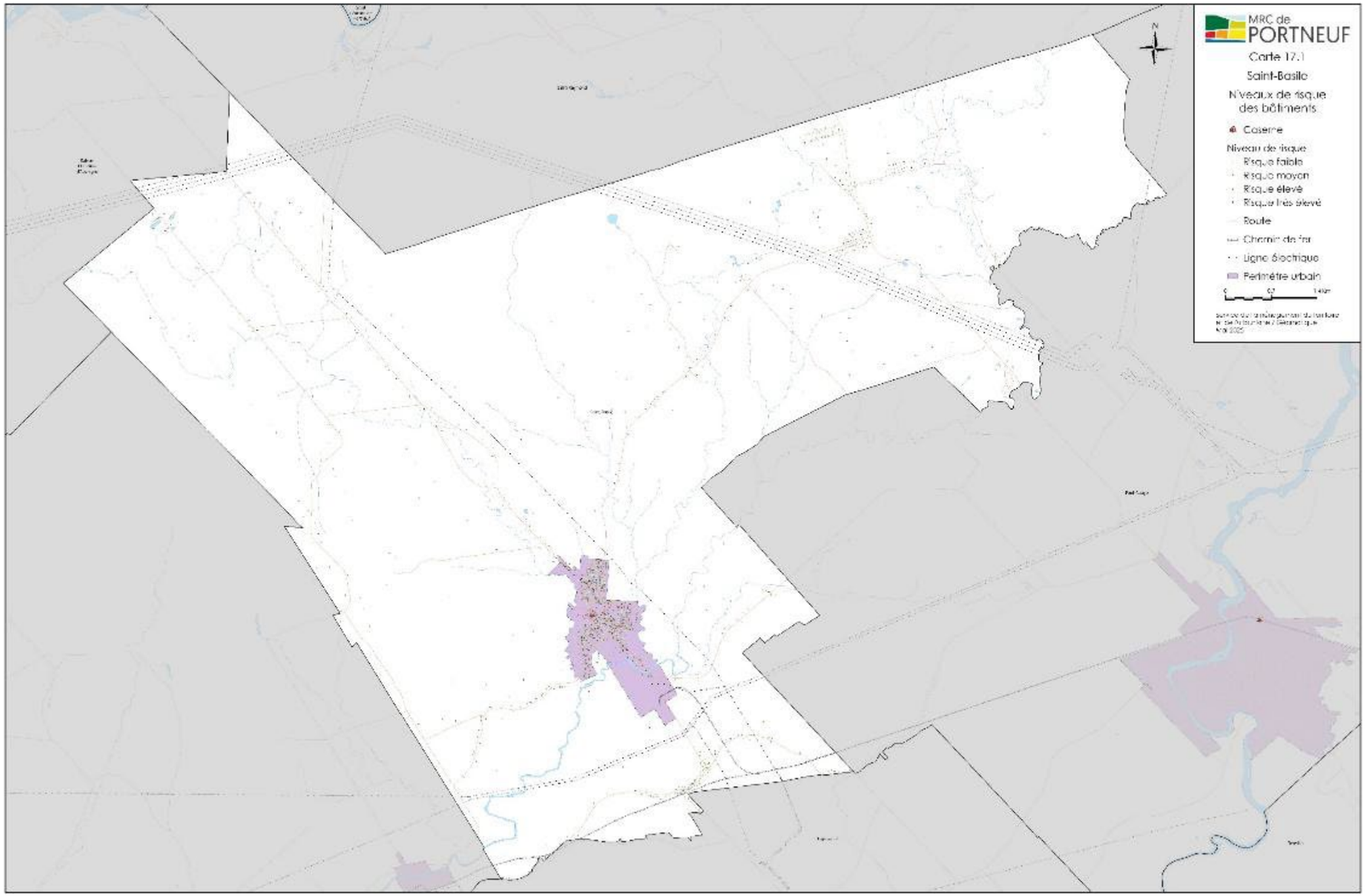
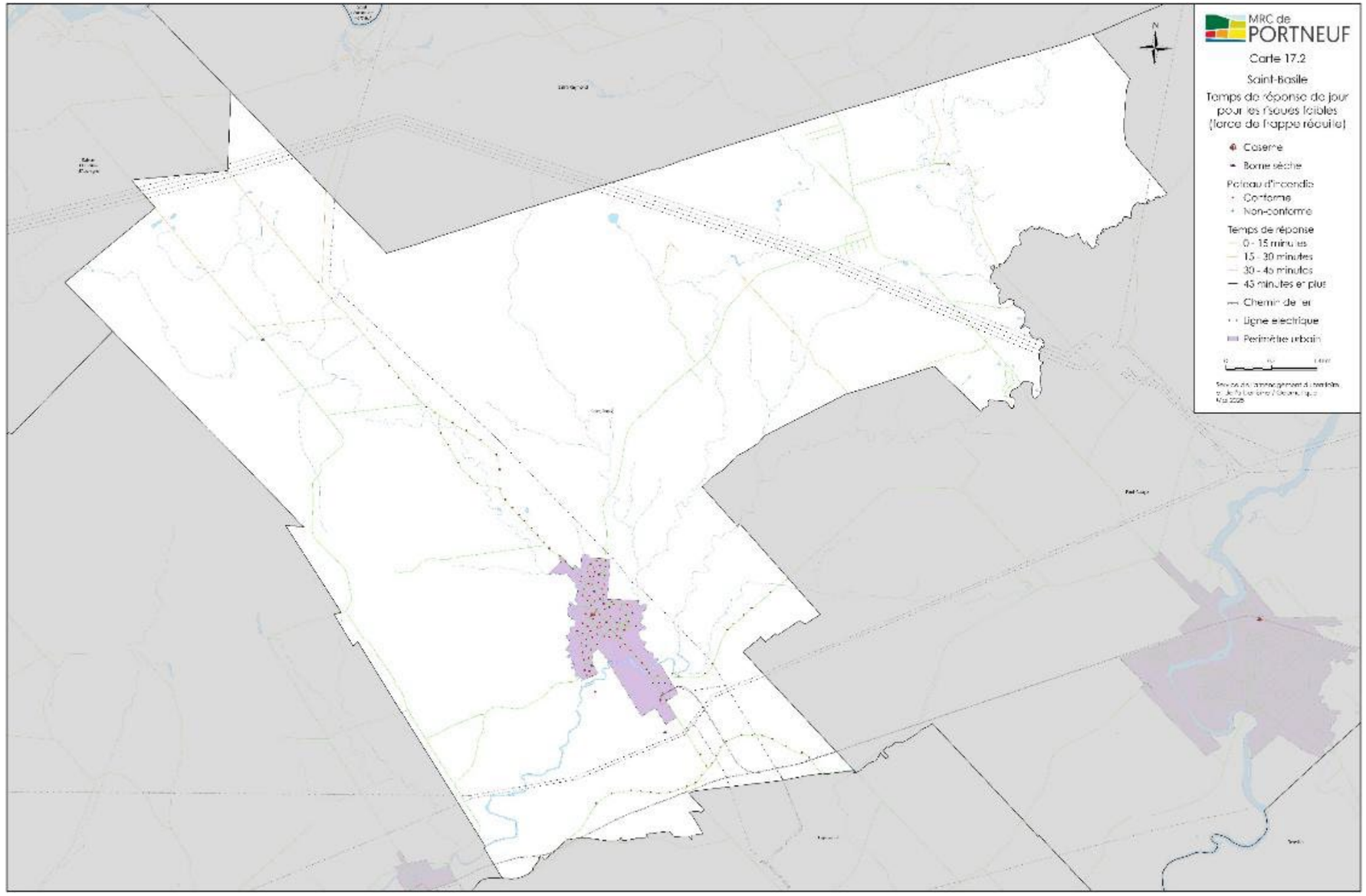


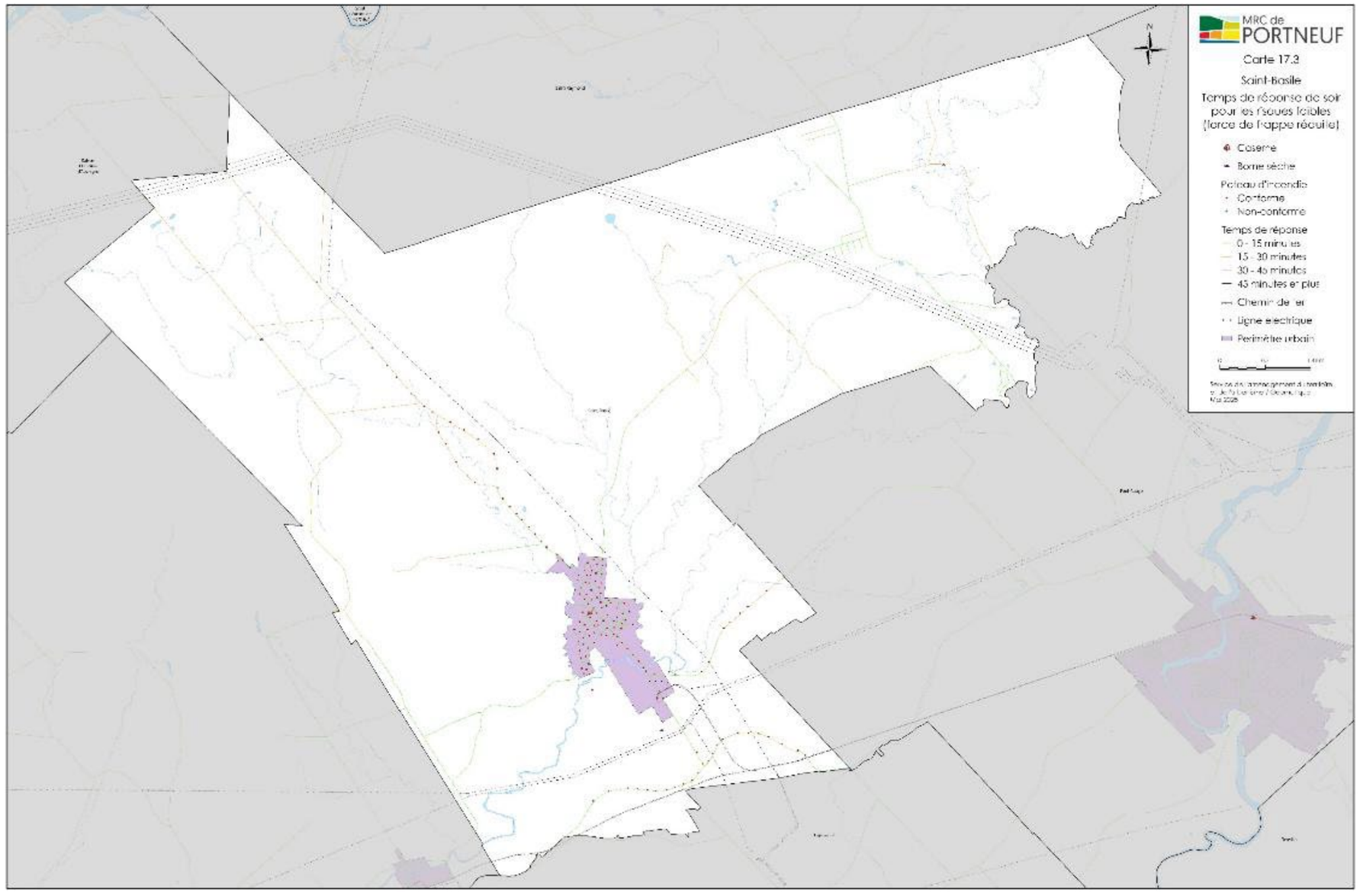
Schéma révisé de couverture de risques Saint-Basile 2025
Carte 17.1 Niveaux de risque



Carte 17.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 17.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 17.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)

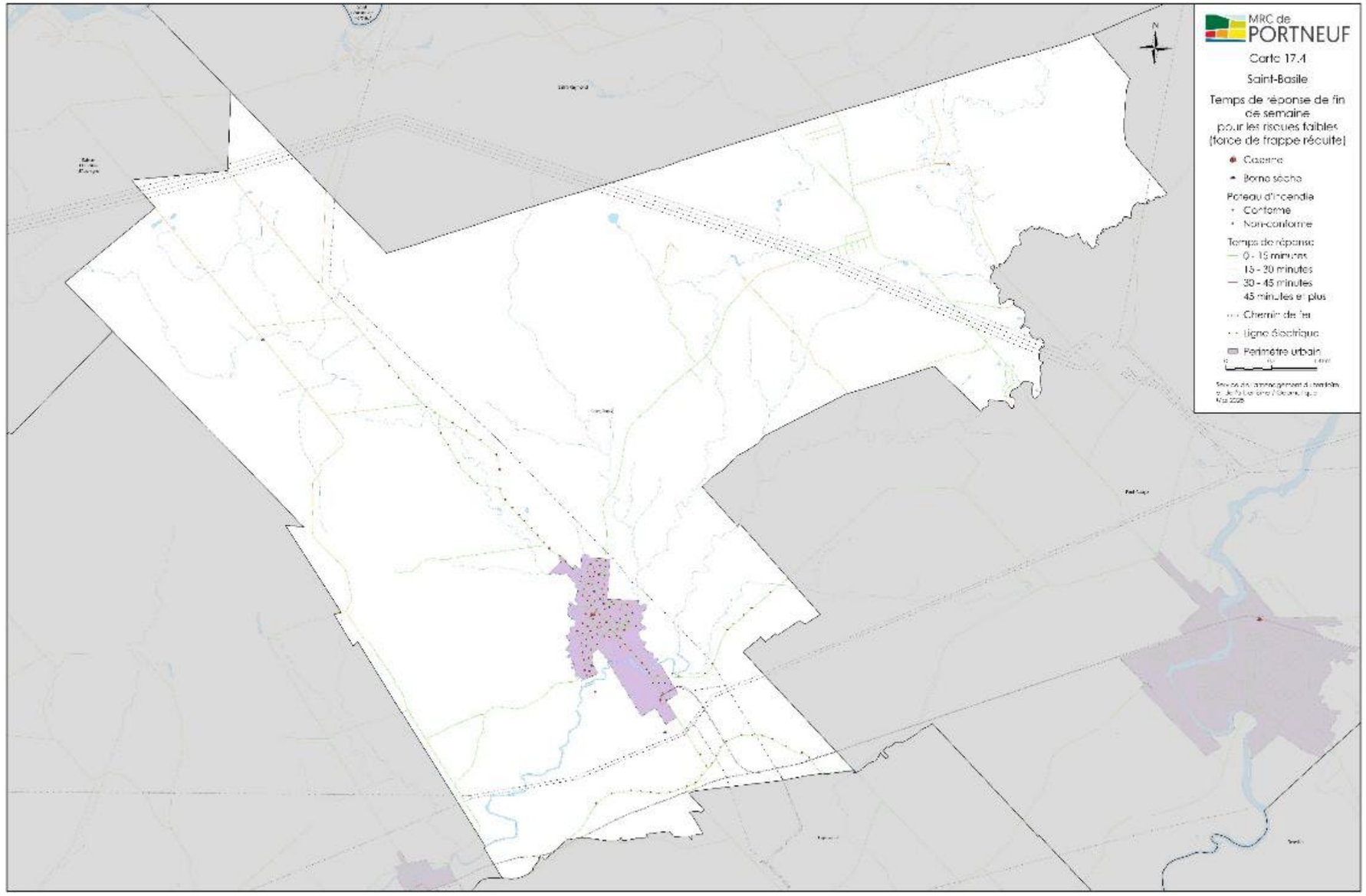
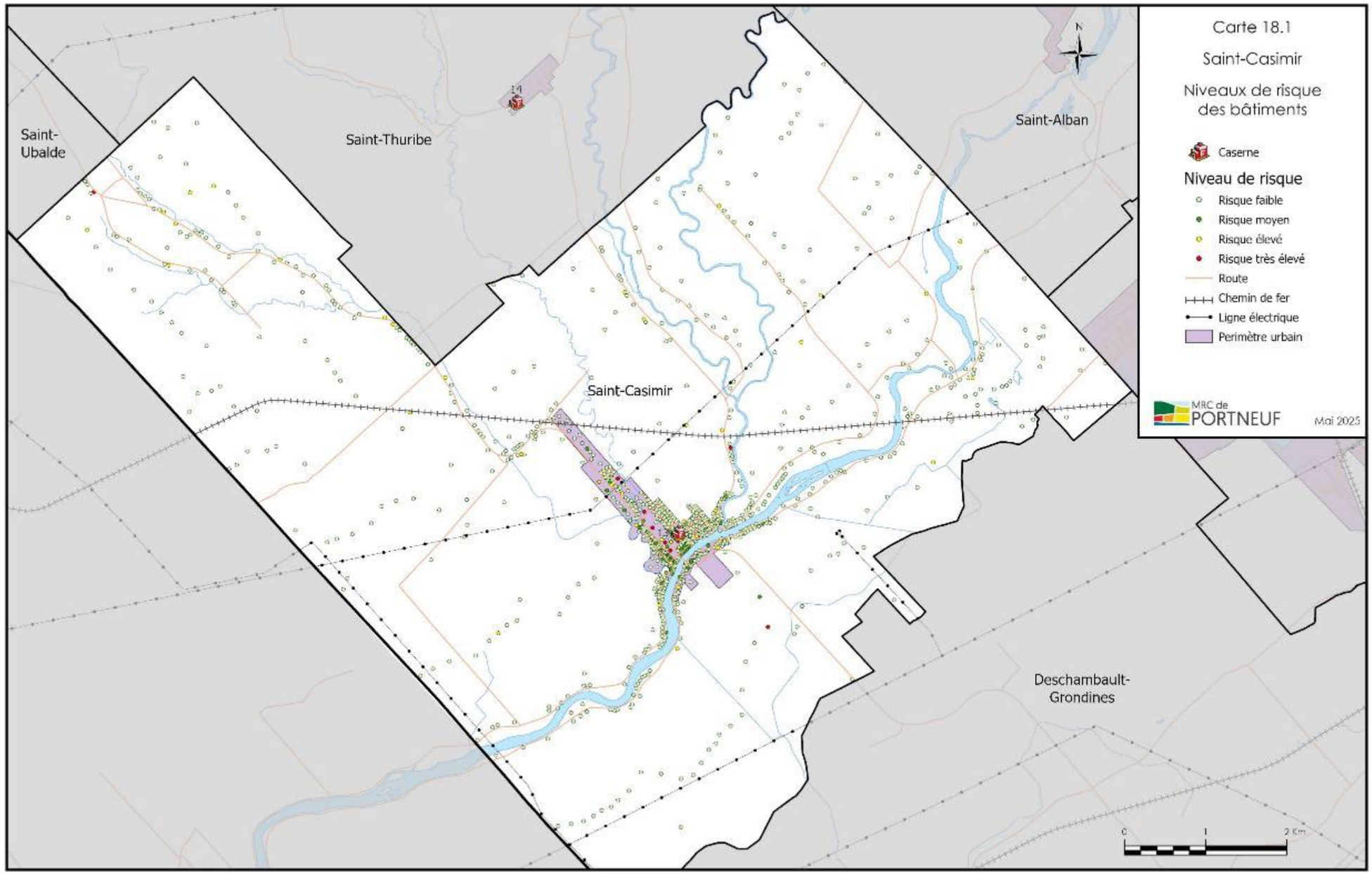
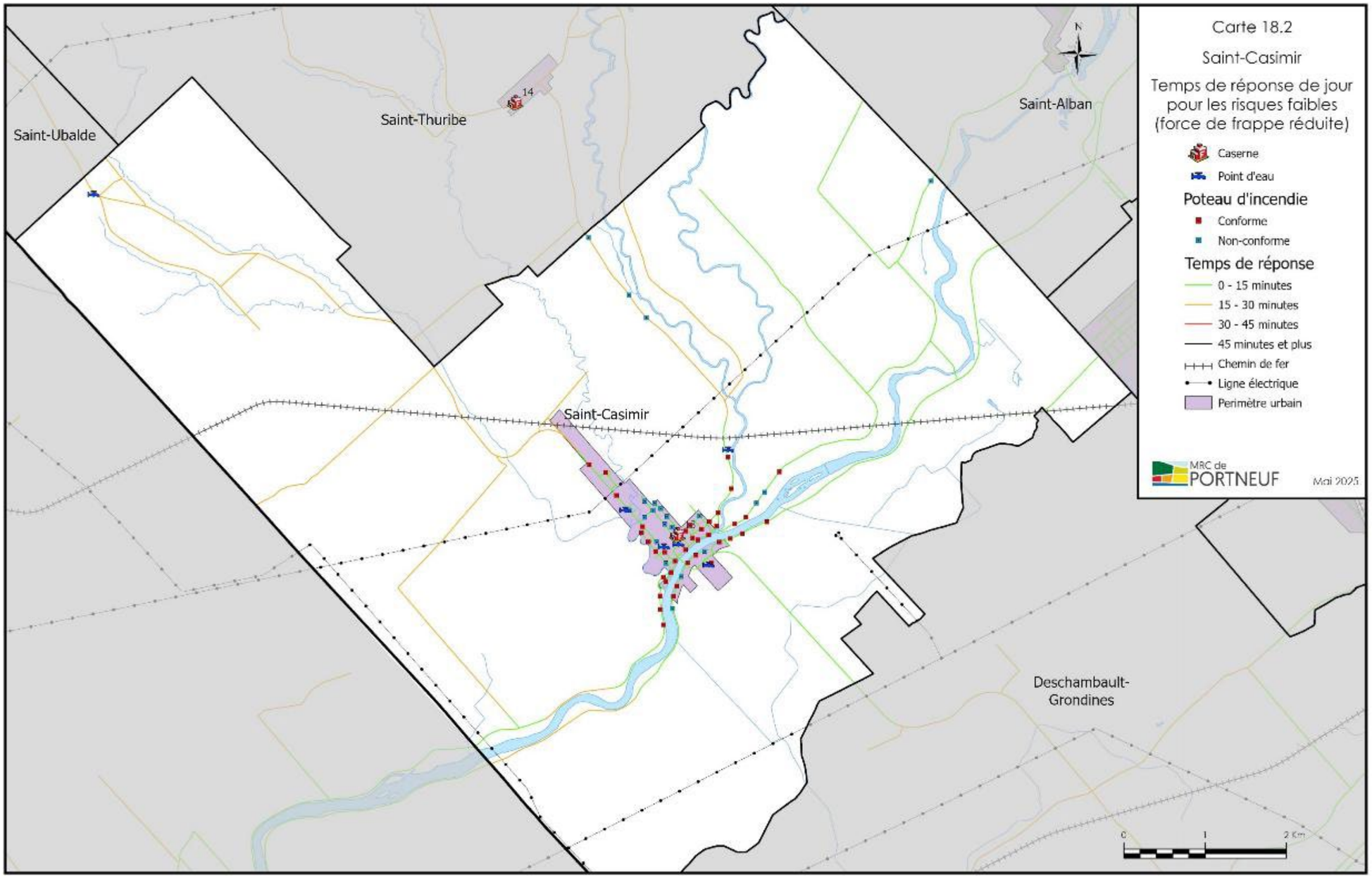


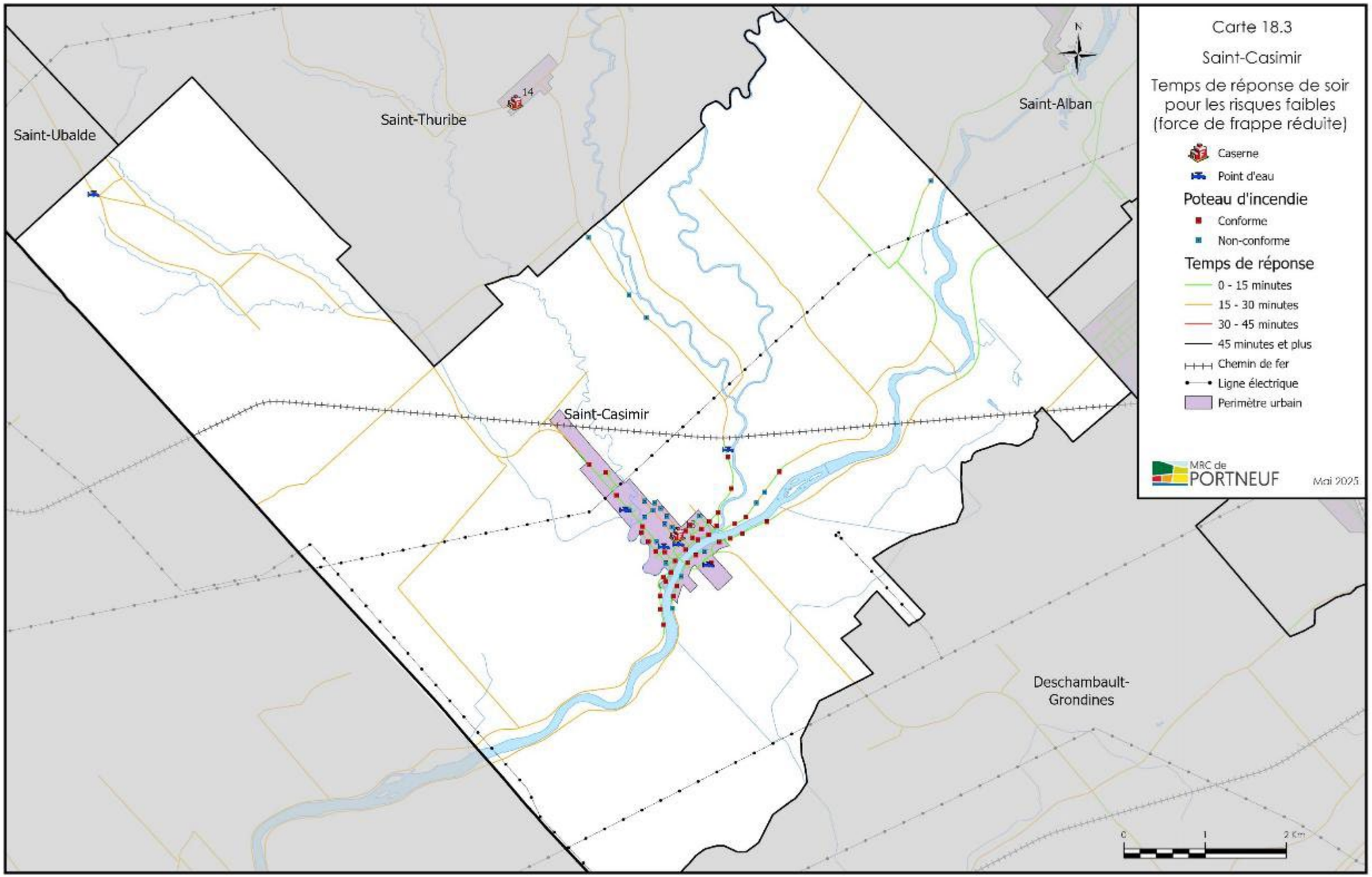
Schéma révisé de couverture de risques Saint-Casimir 2025
Carte 18.1 Niveaux de risque



Carte 18.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 18.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 18.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)

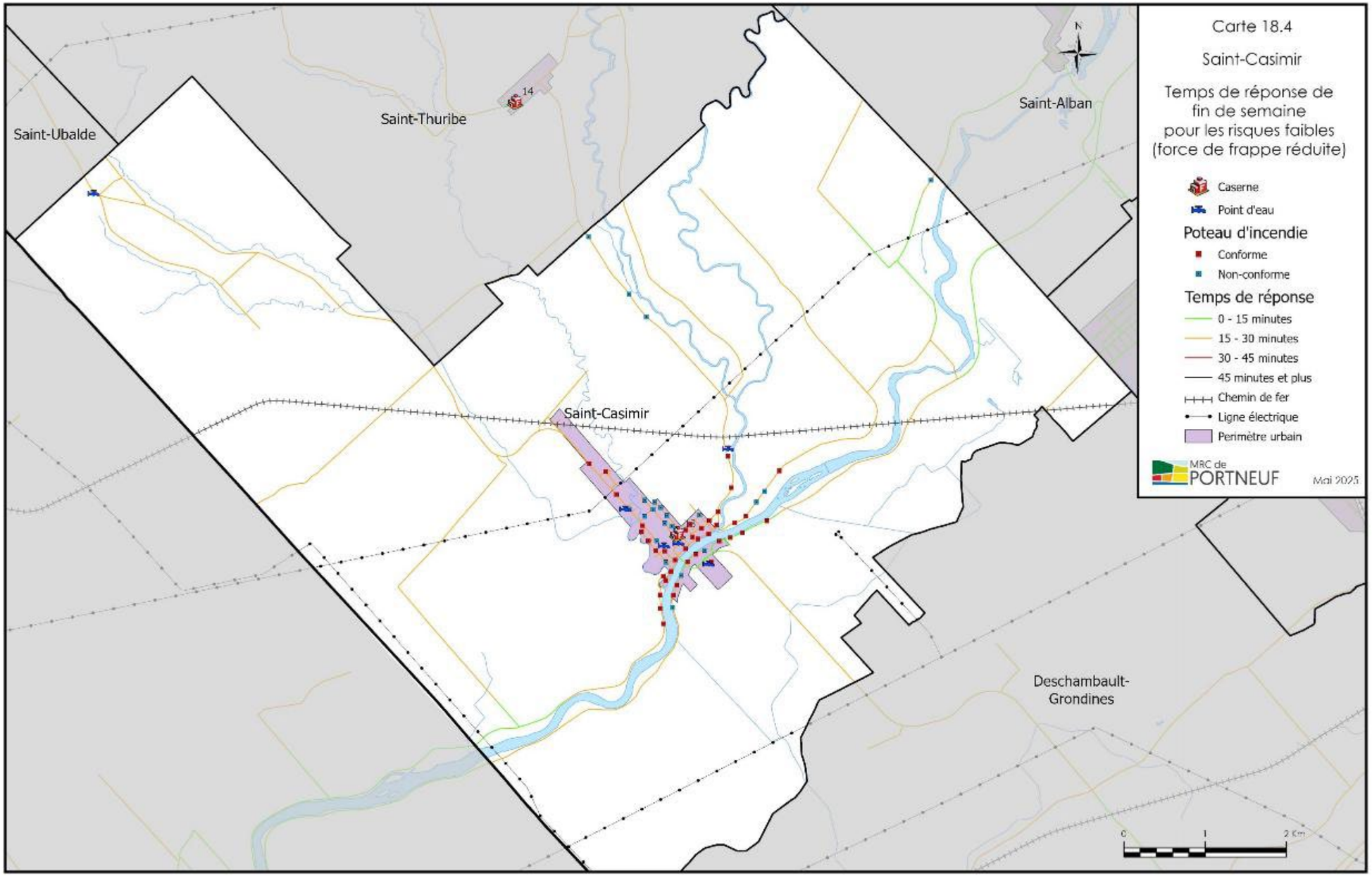
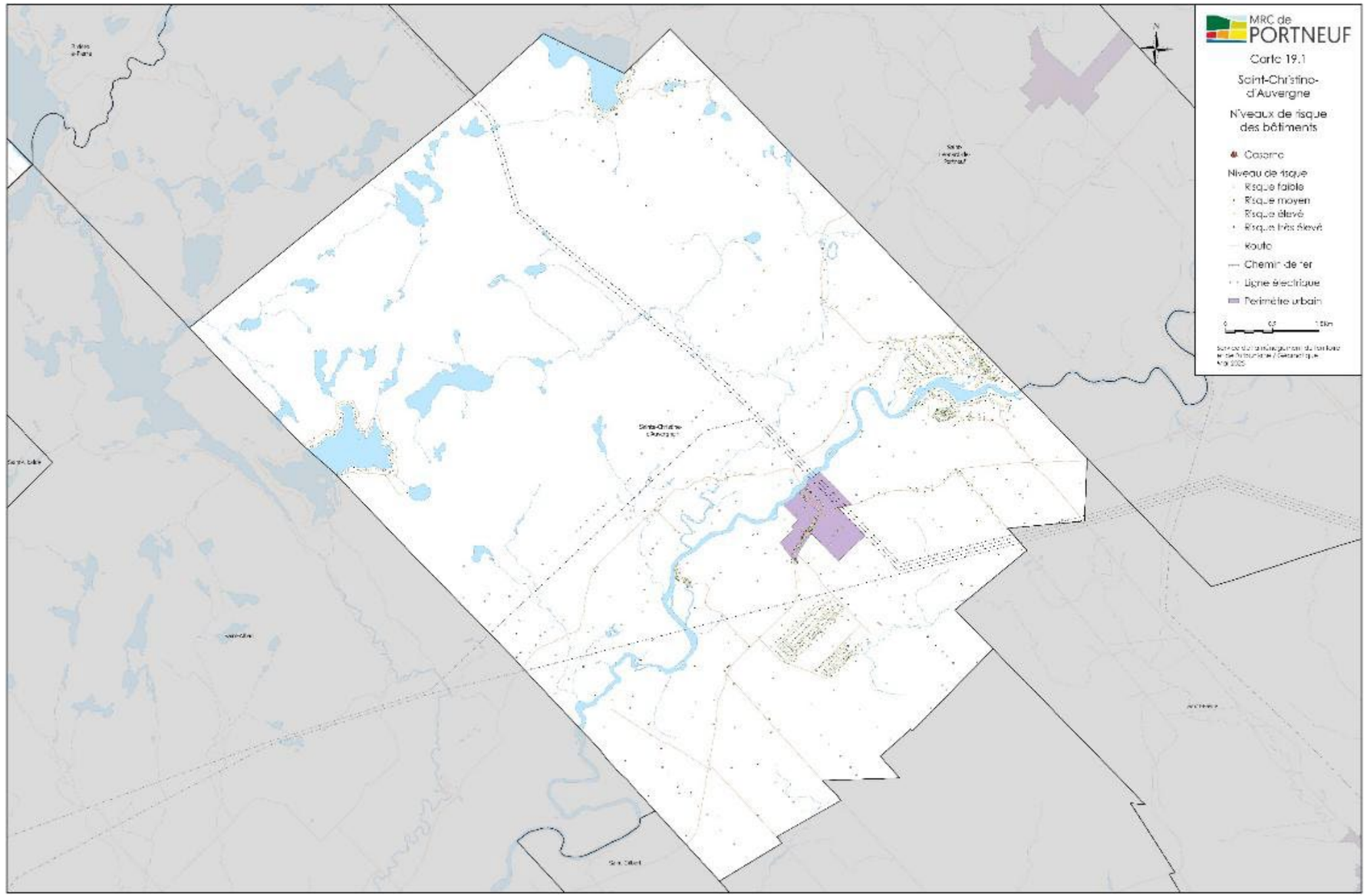
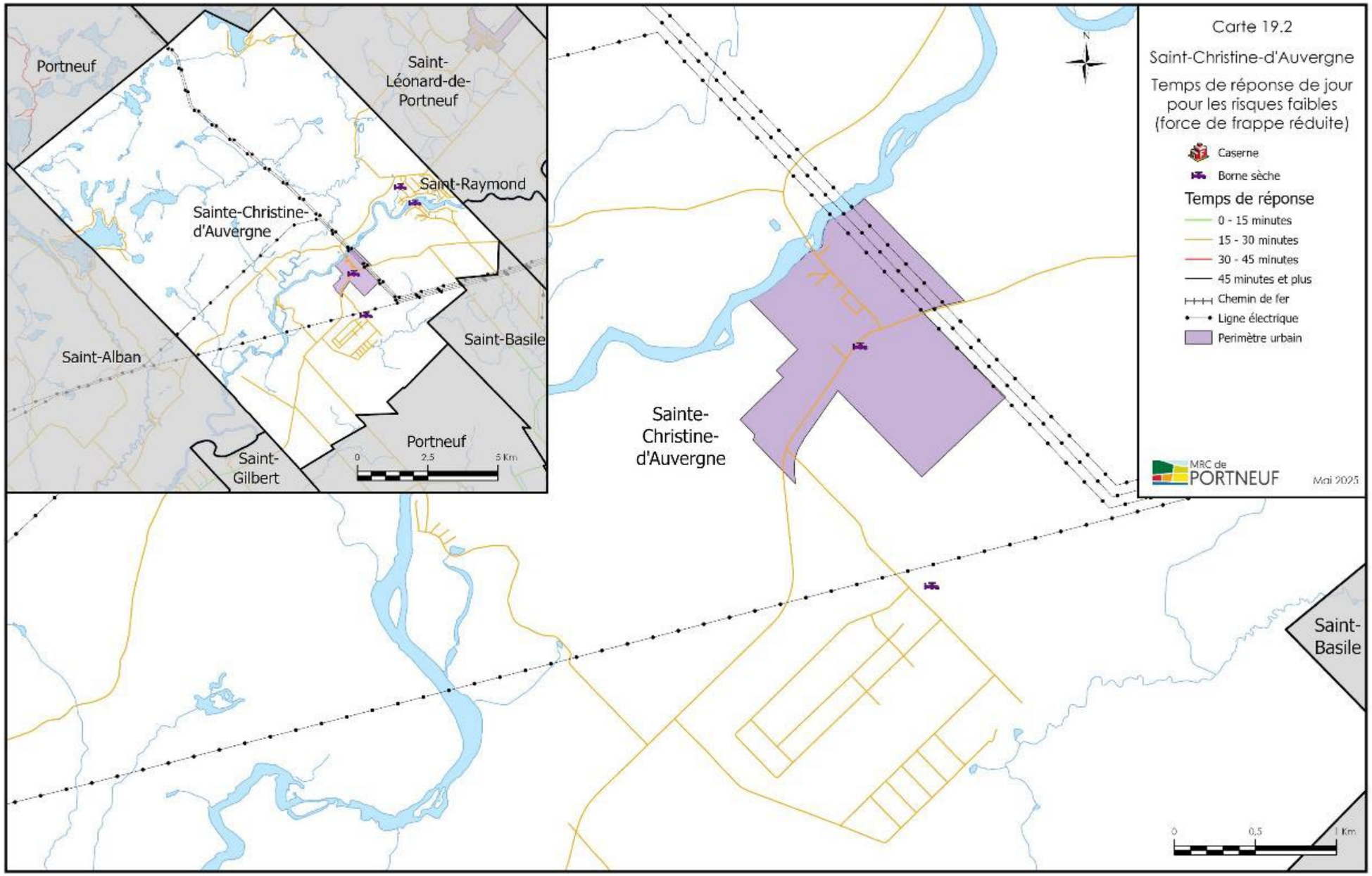


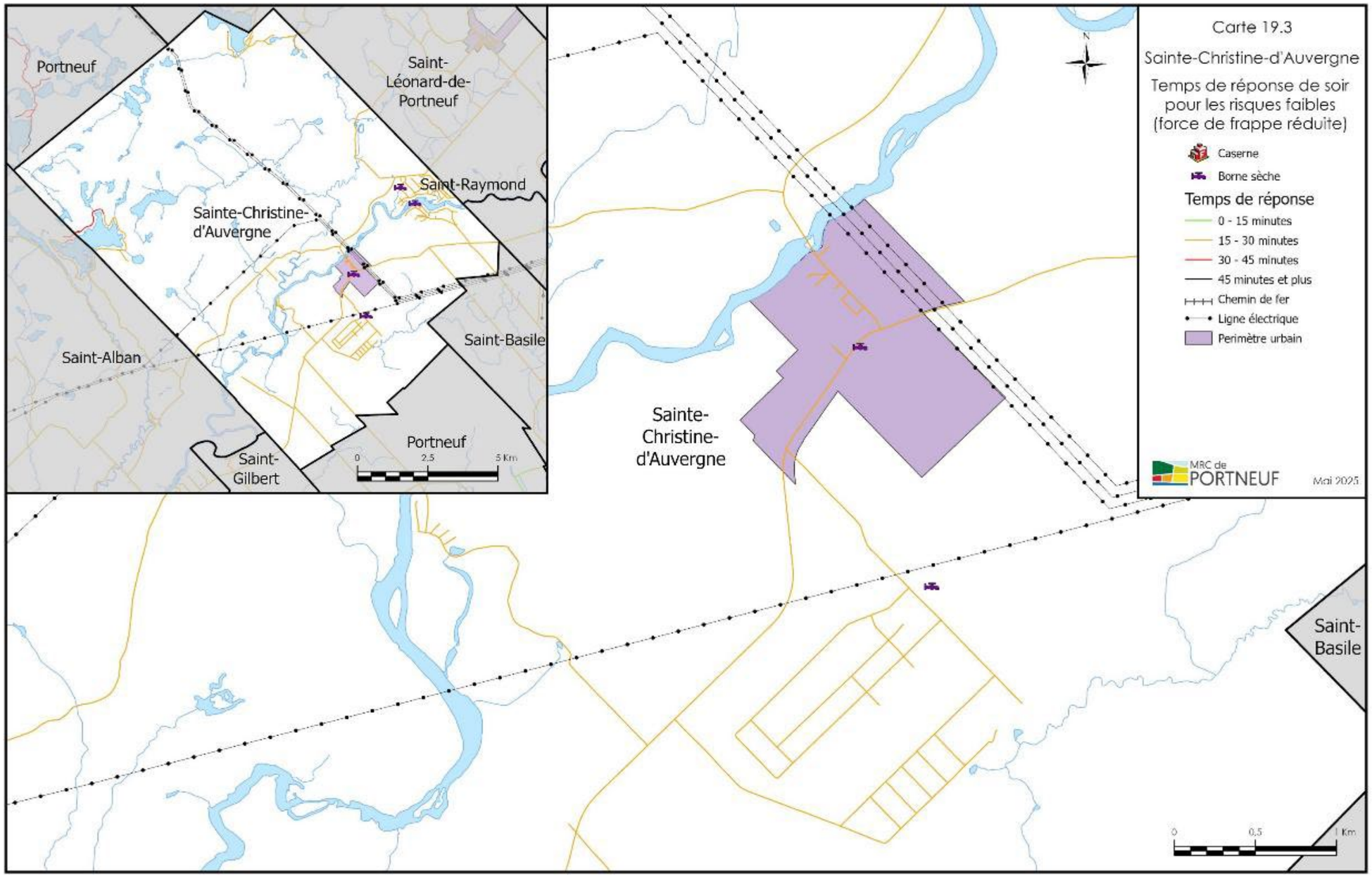
Schéma révisé de couverture de risques Sainte-Christine-d'Auvergne 2025
Carte 19.1 Niveaux de risque



Carte 19.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 19.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 19.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)

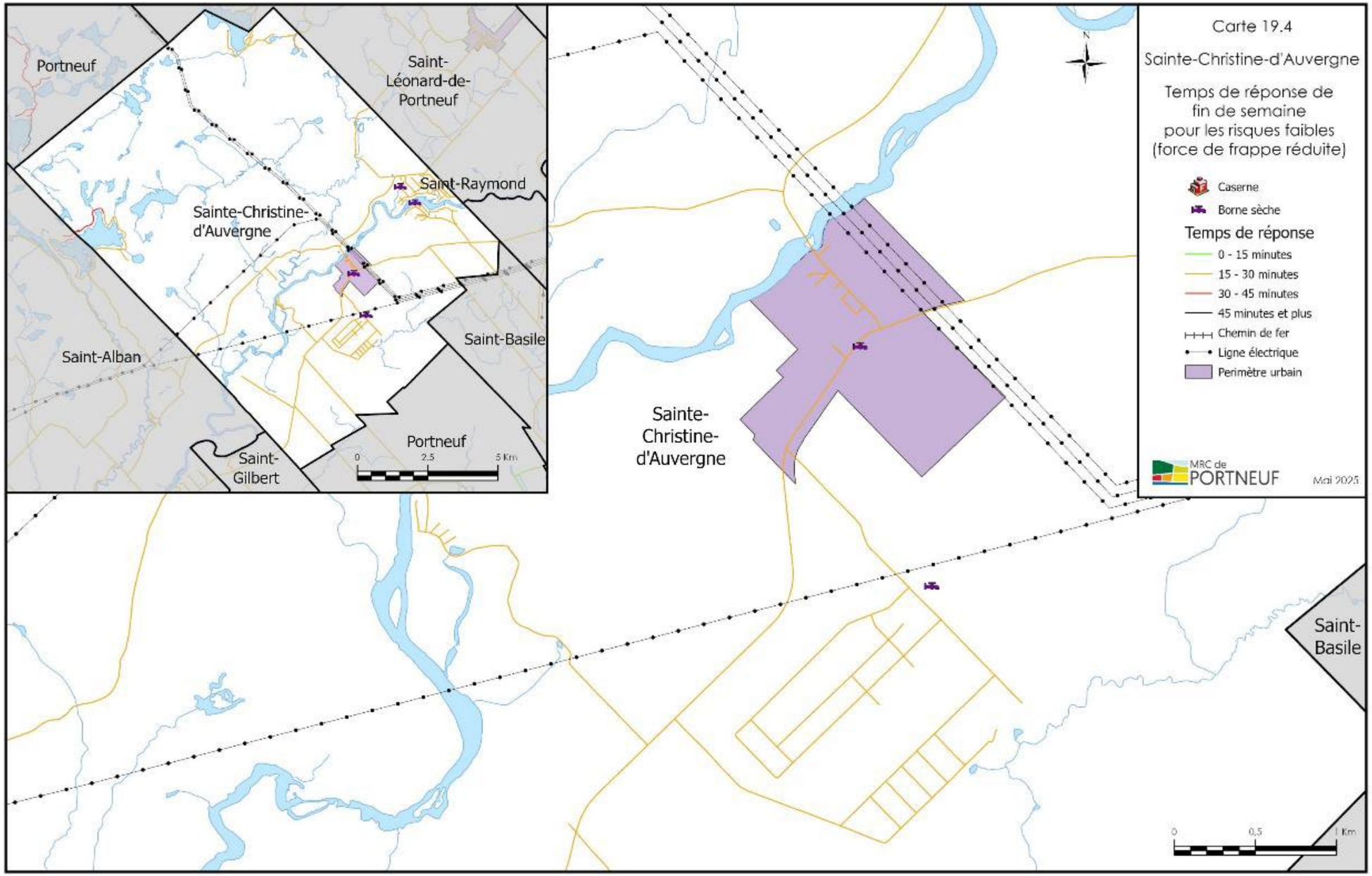
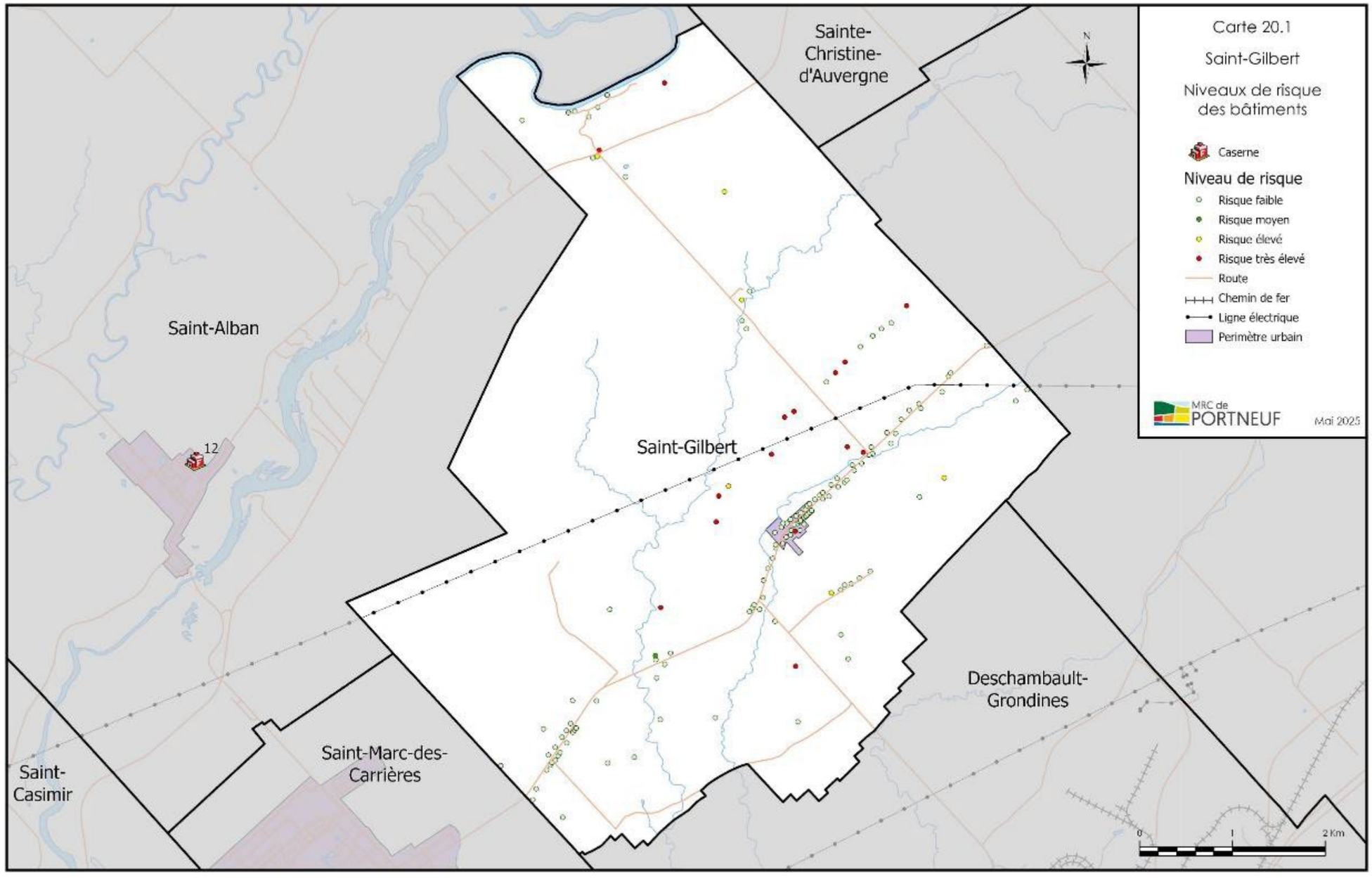
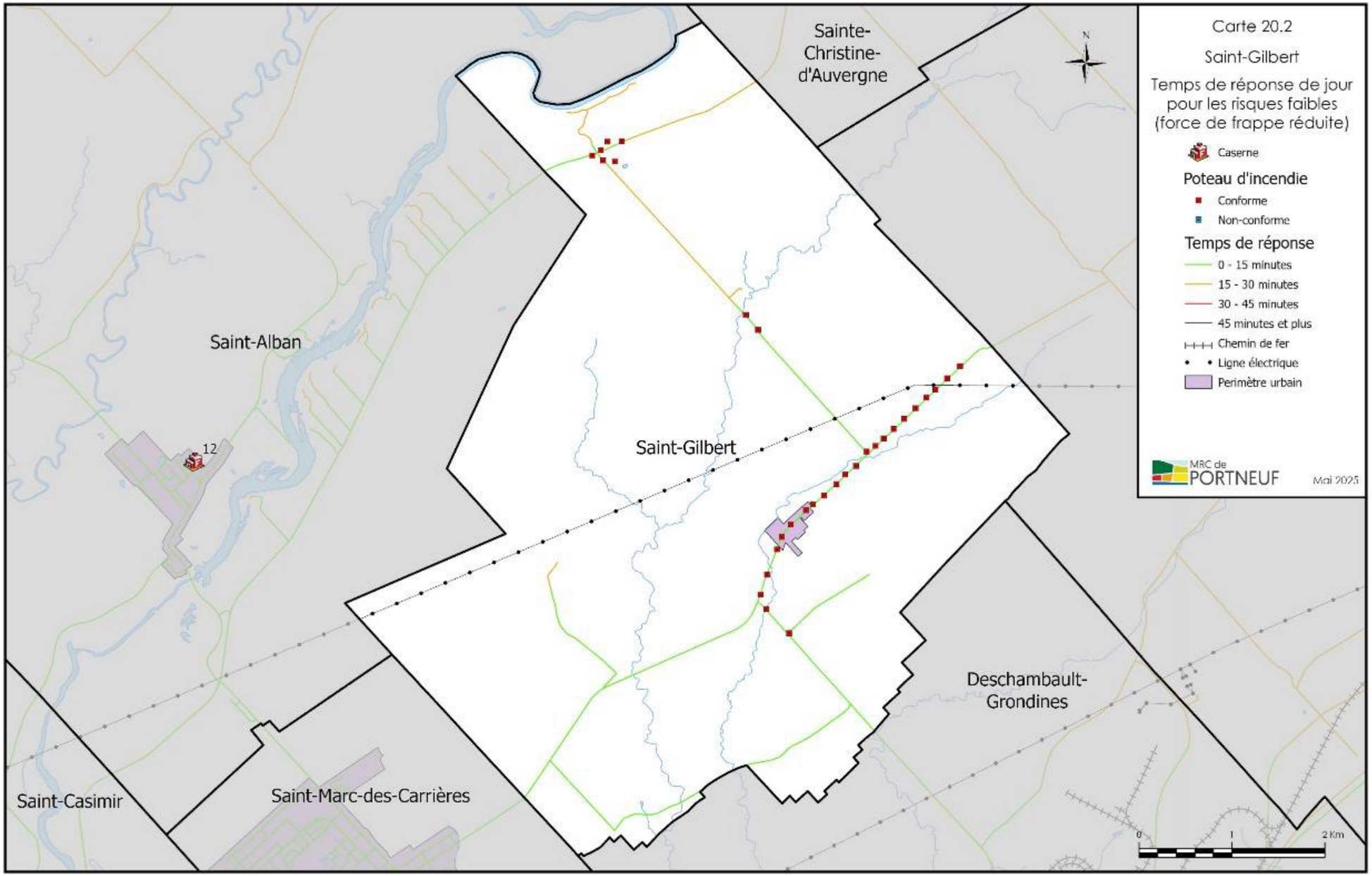


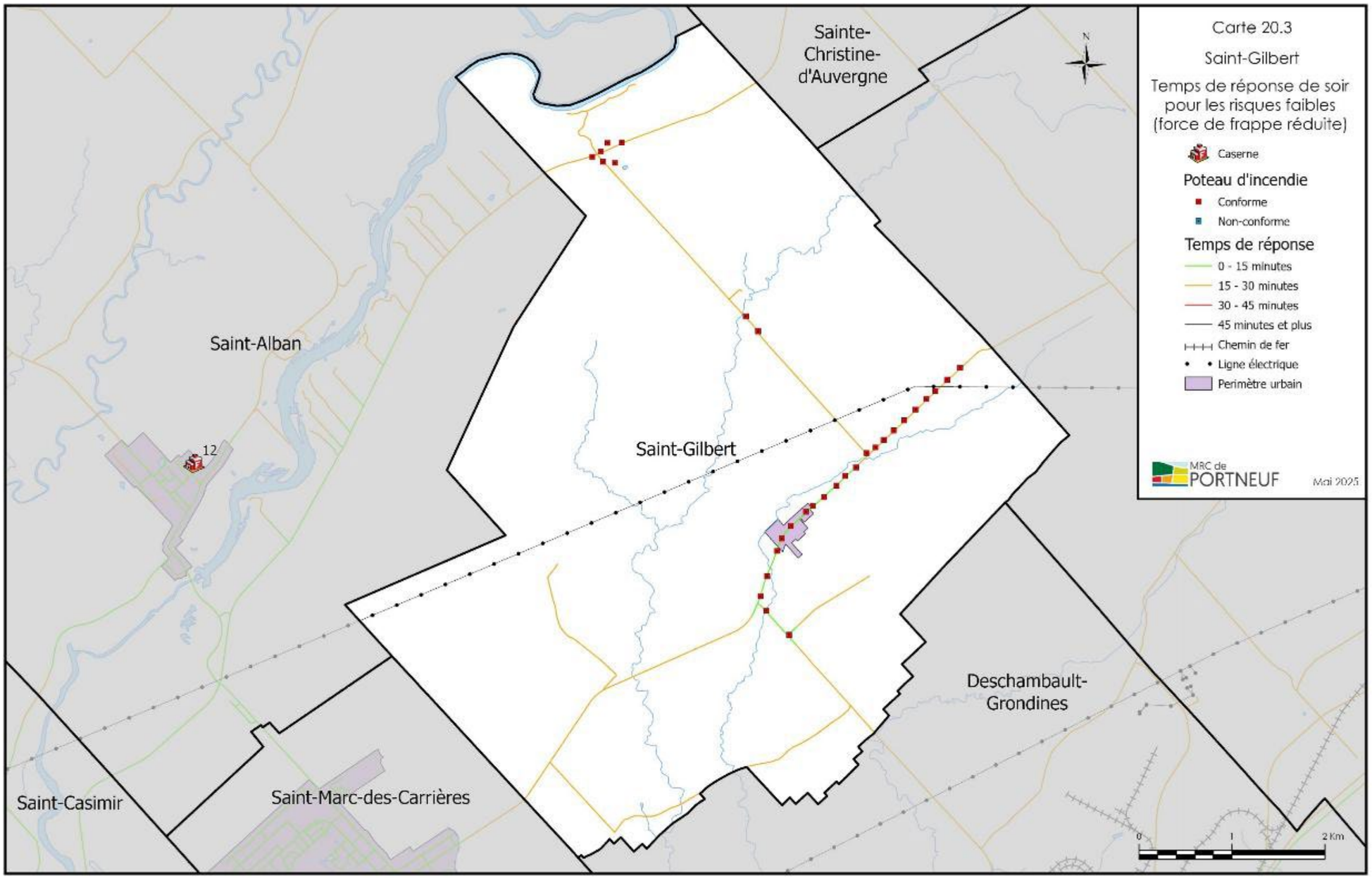
Schéma révisé de couverture de risques Saint-Gilbert 2025
Carte 20.1 Niveaux de risque



Carte 20.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 20.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 20.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)

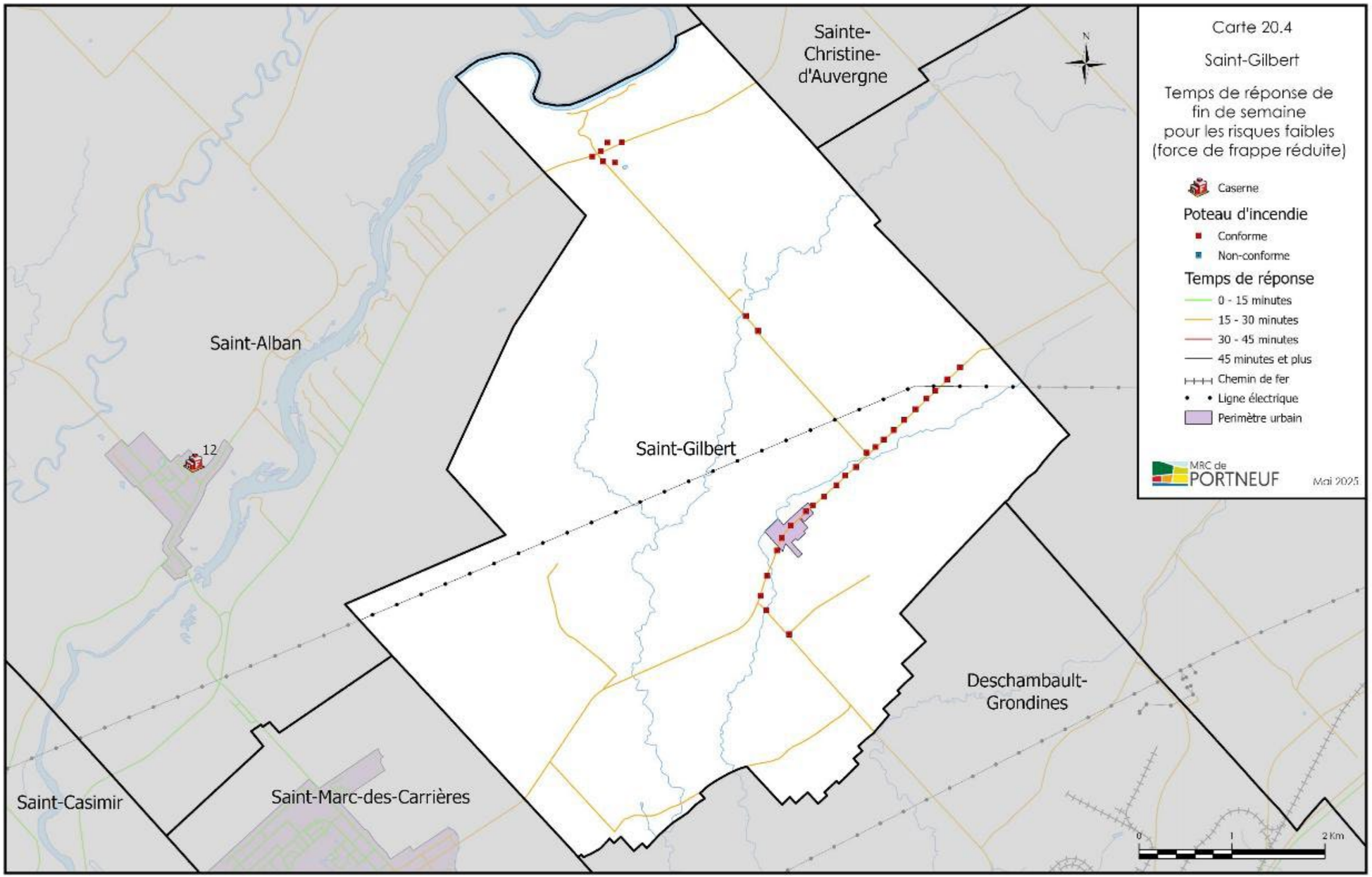
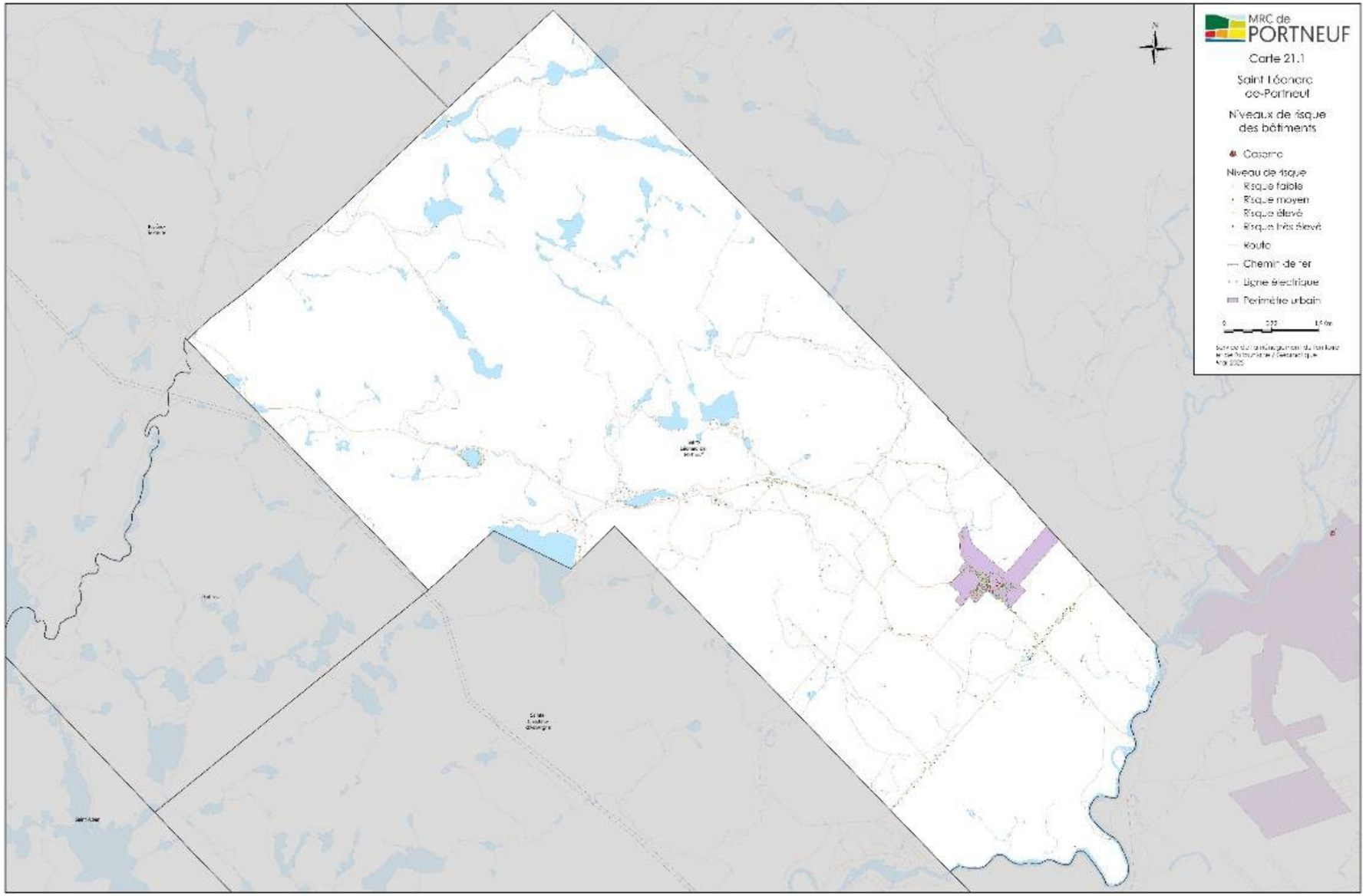
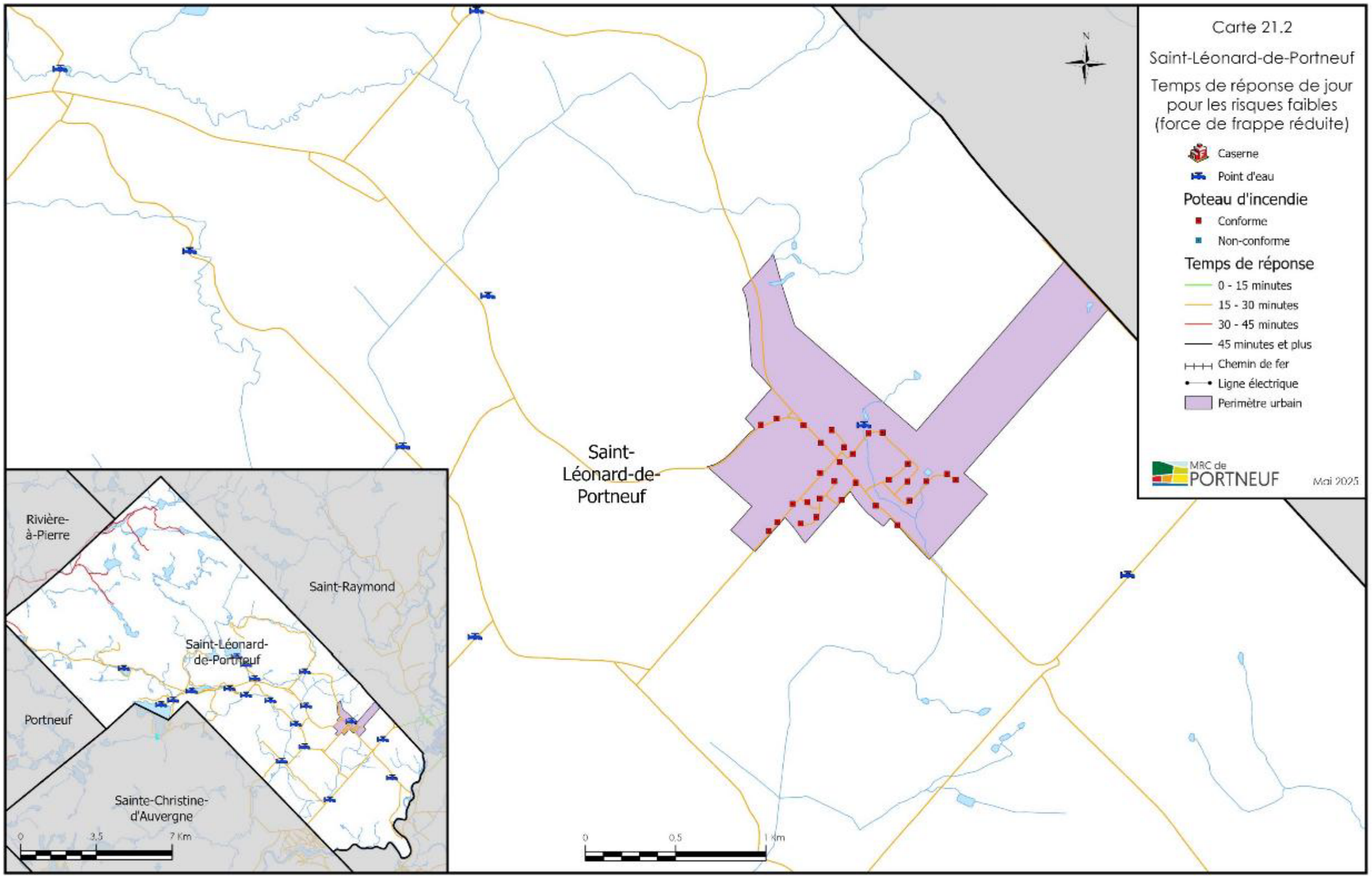


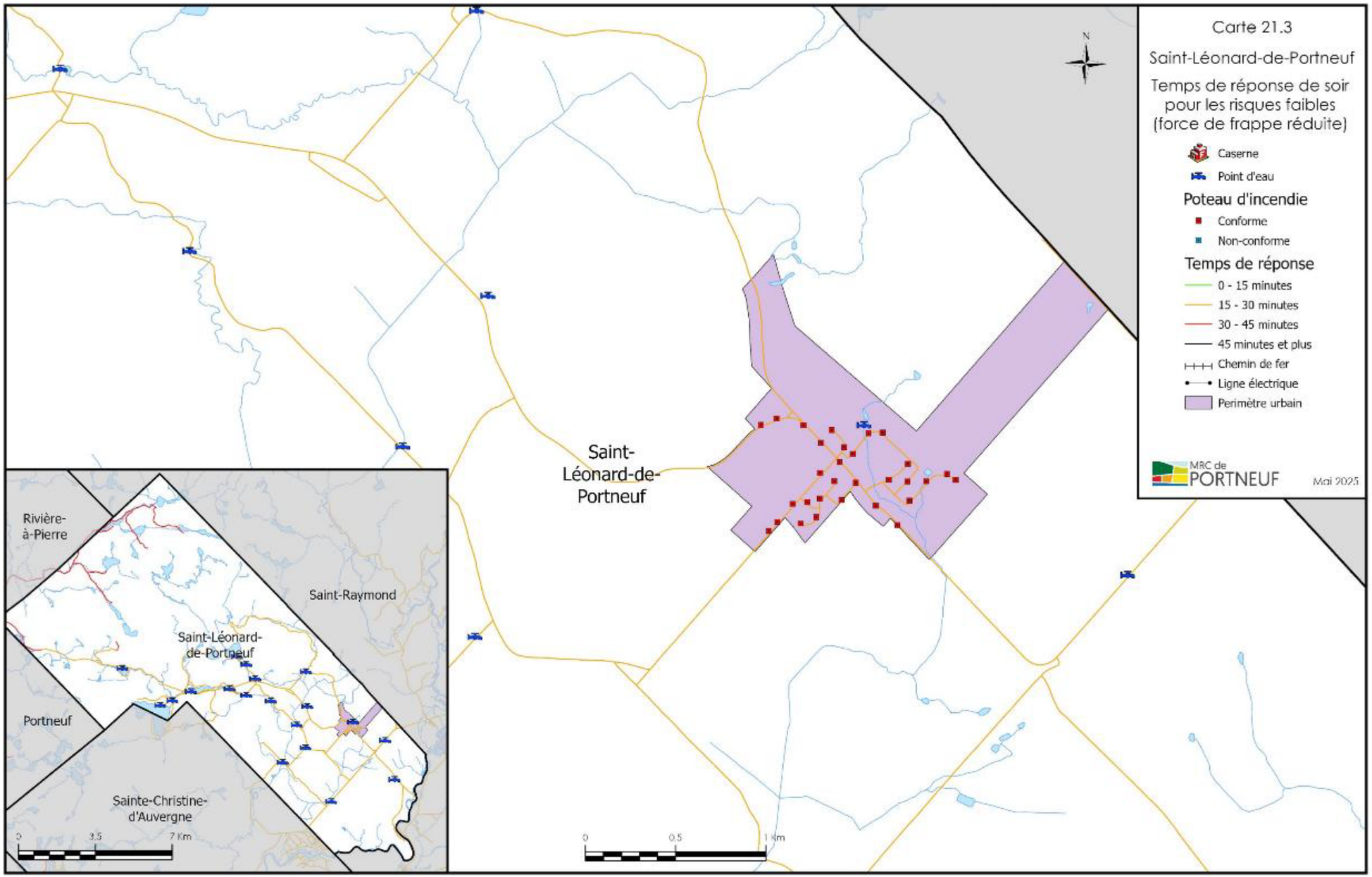
Schéma révisé de couverture de risques Saint-Léonard-de-Portneuf 2025
Carte 21.1 Niveaux de risque



Carte 21.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 21.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 21.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)

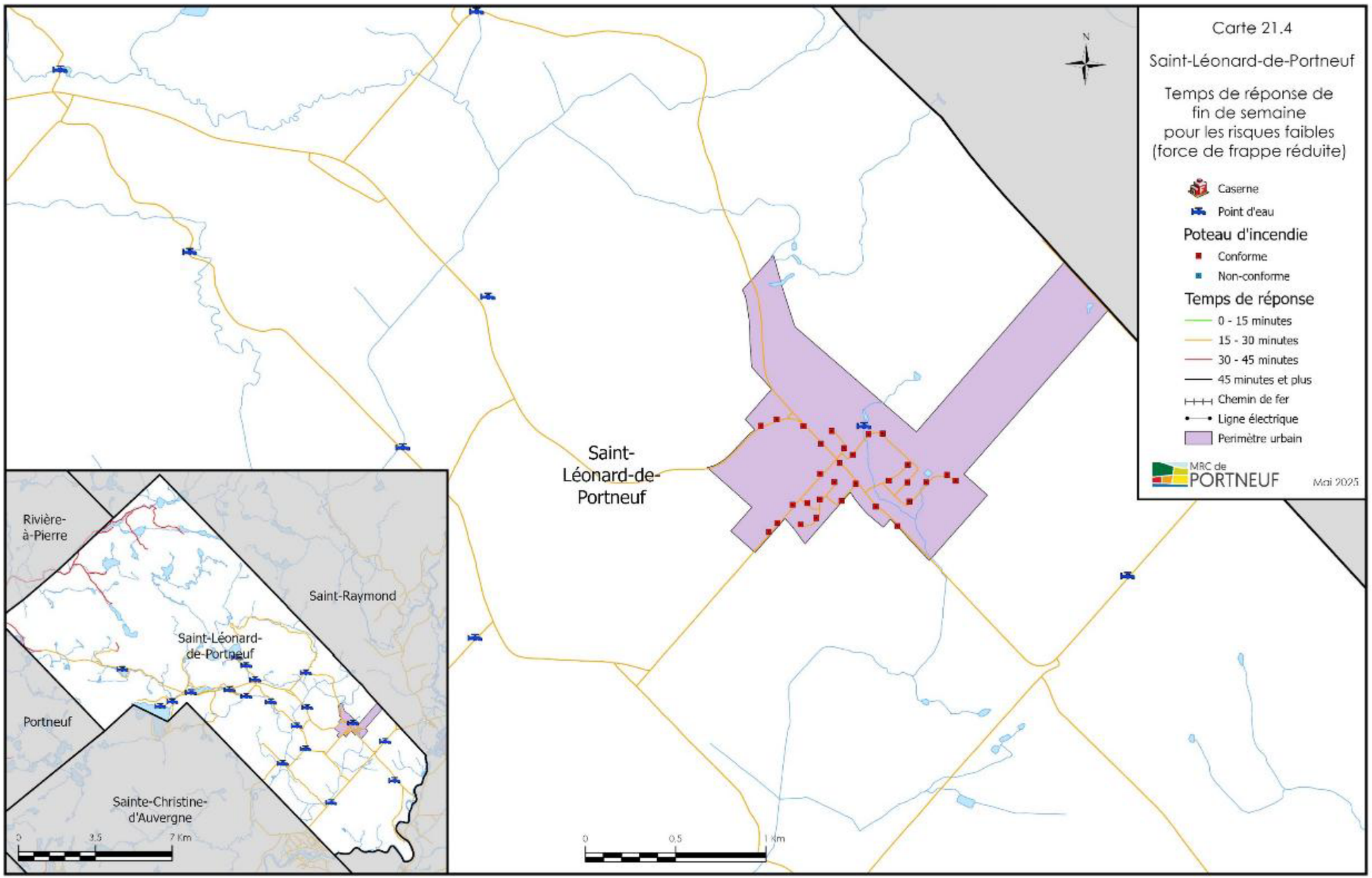
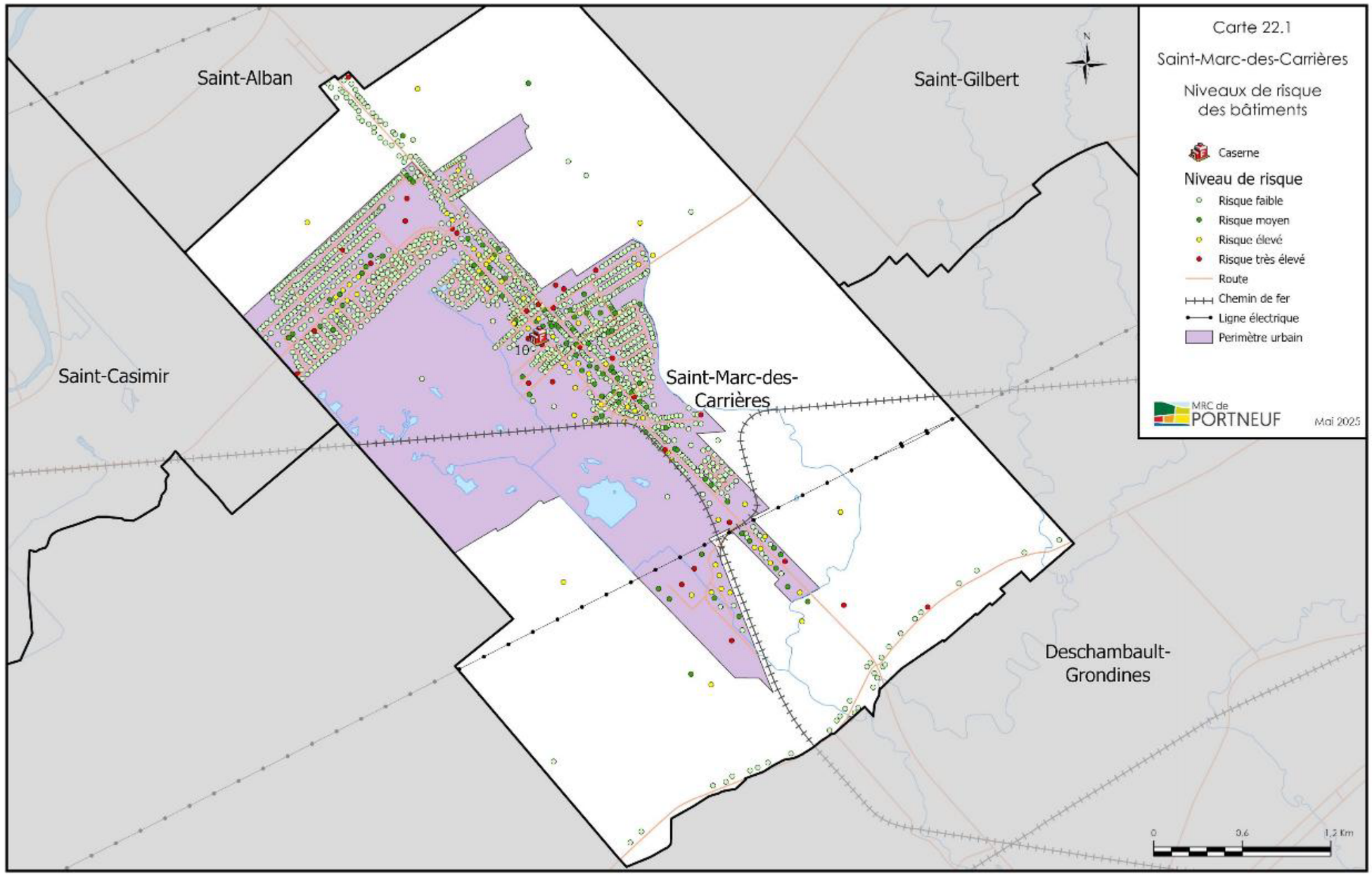
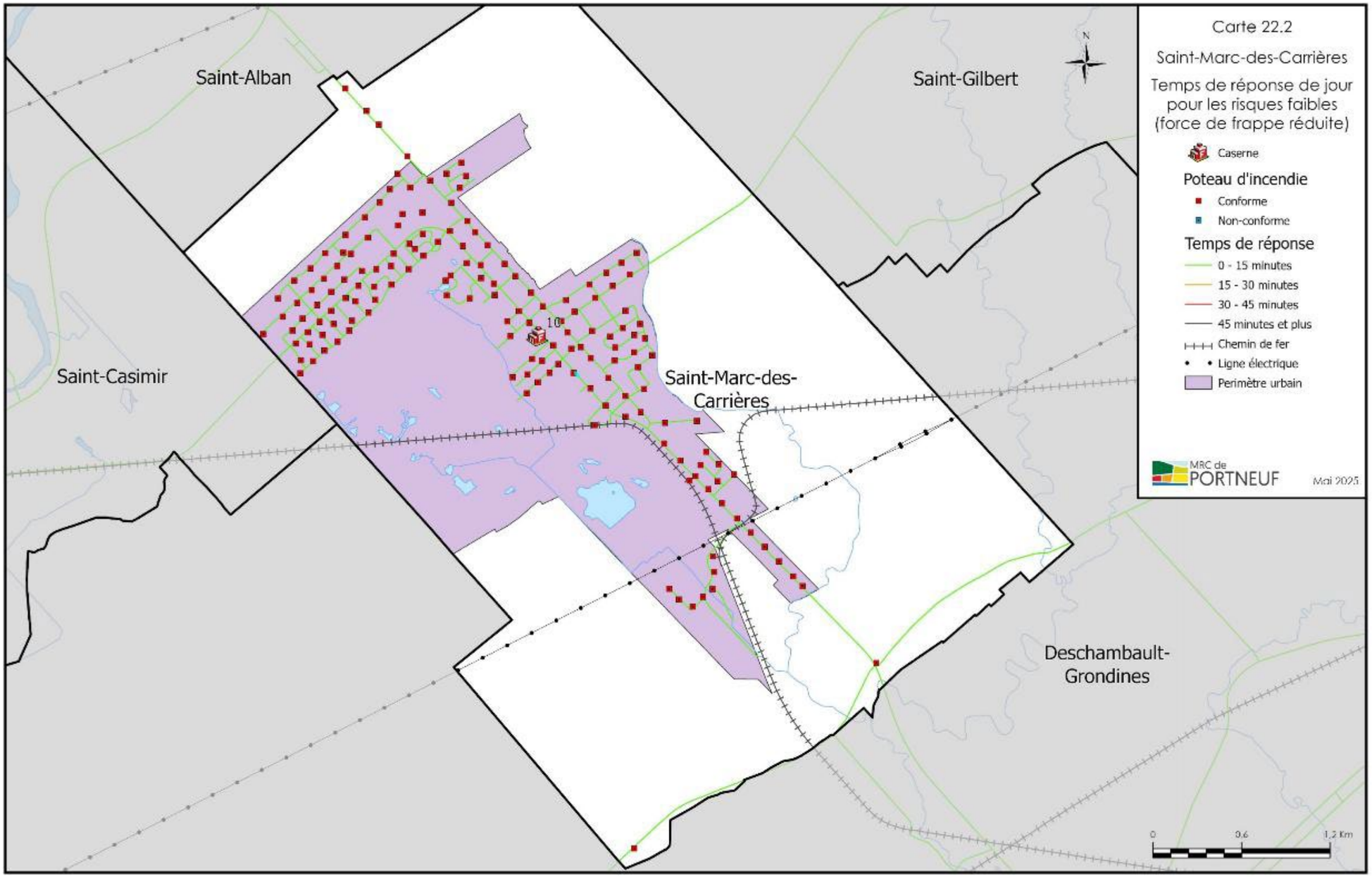


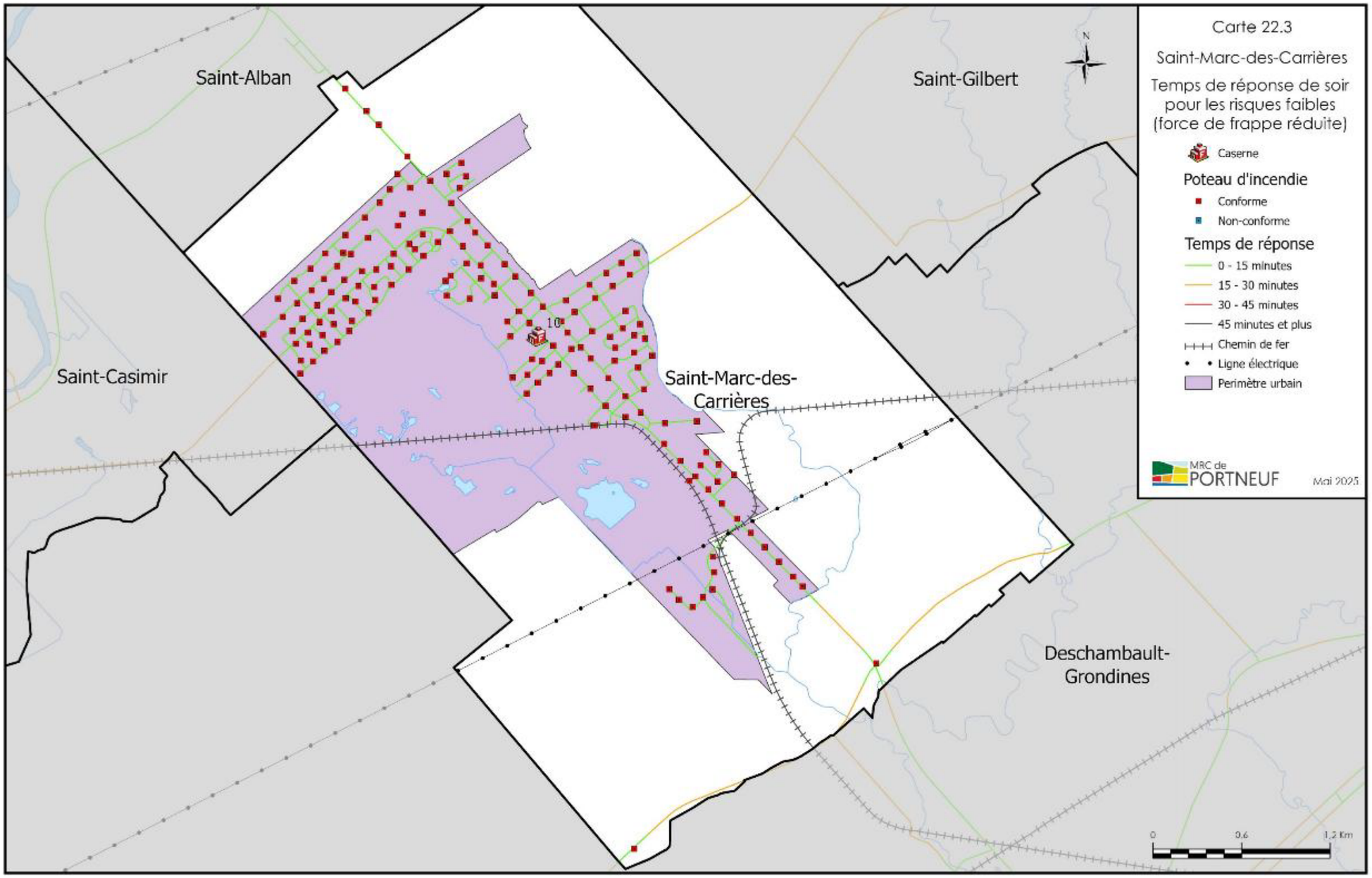
Schéma révisé de couverture de risques Saint-Marc-des-Carrières 2025
Carte 22.1 Niveaux de risque



Carte 22.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 22.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 22.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)

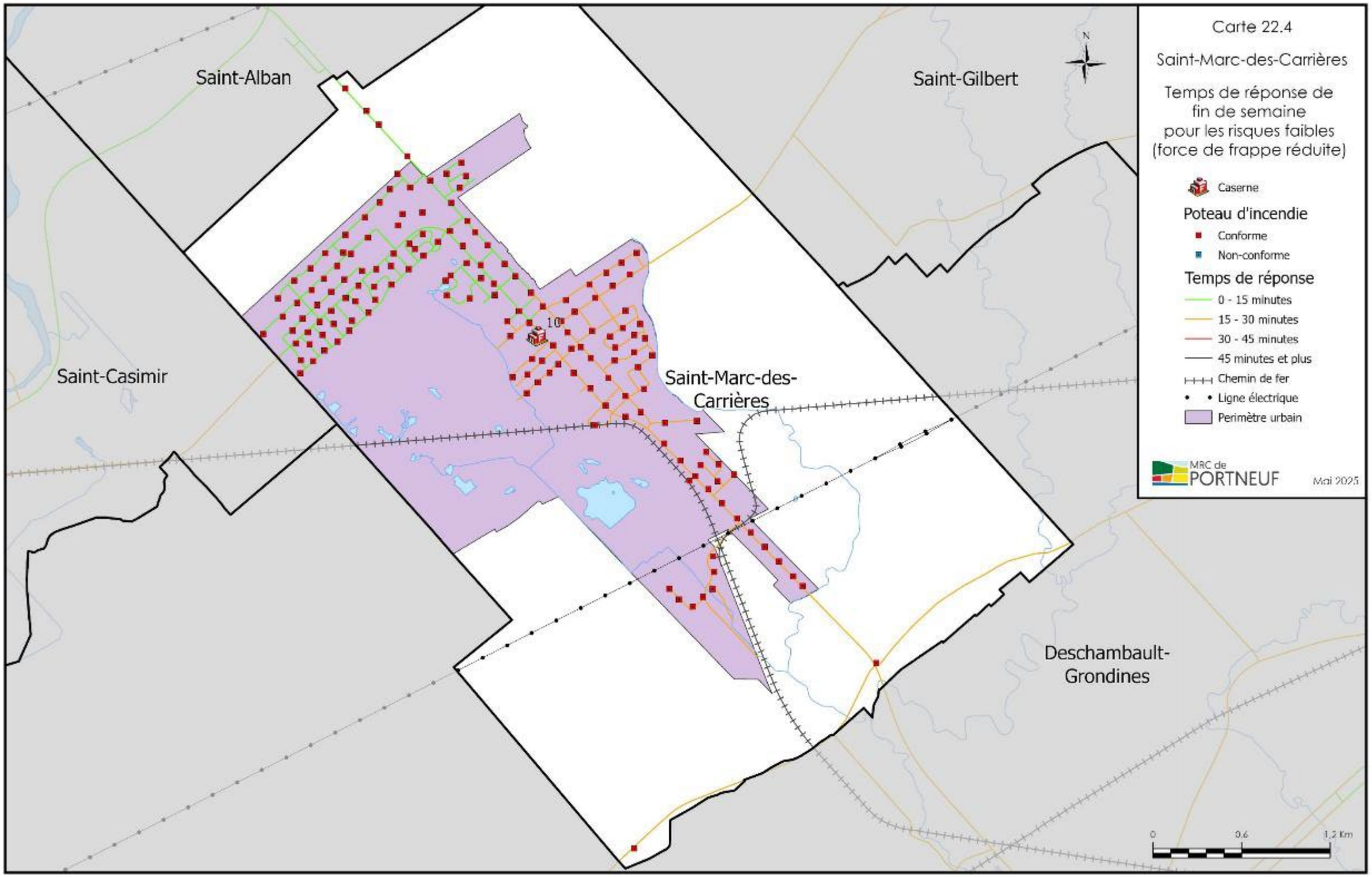
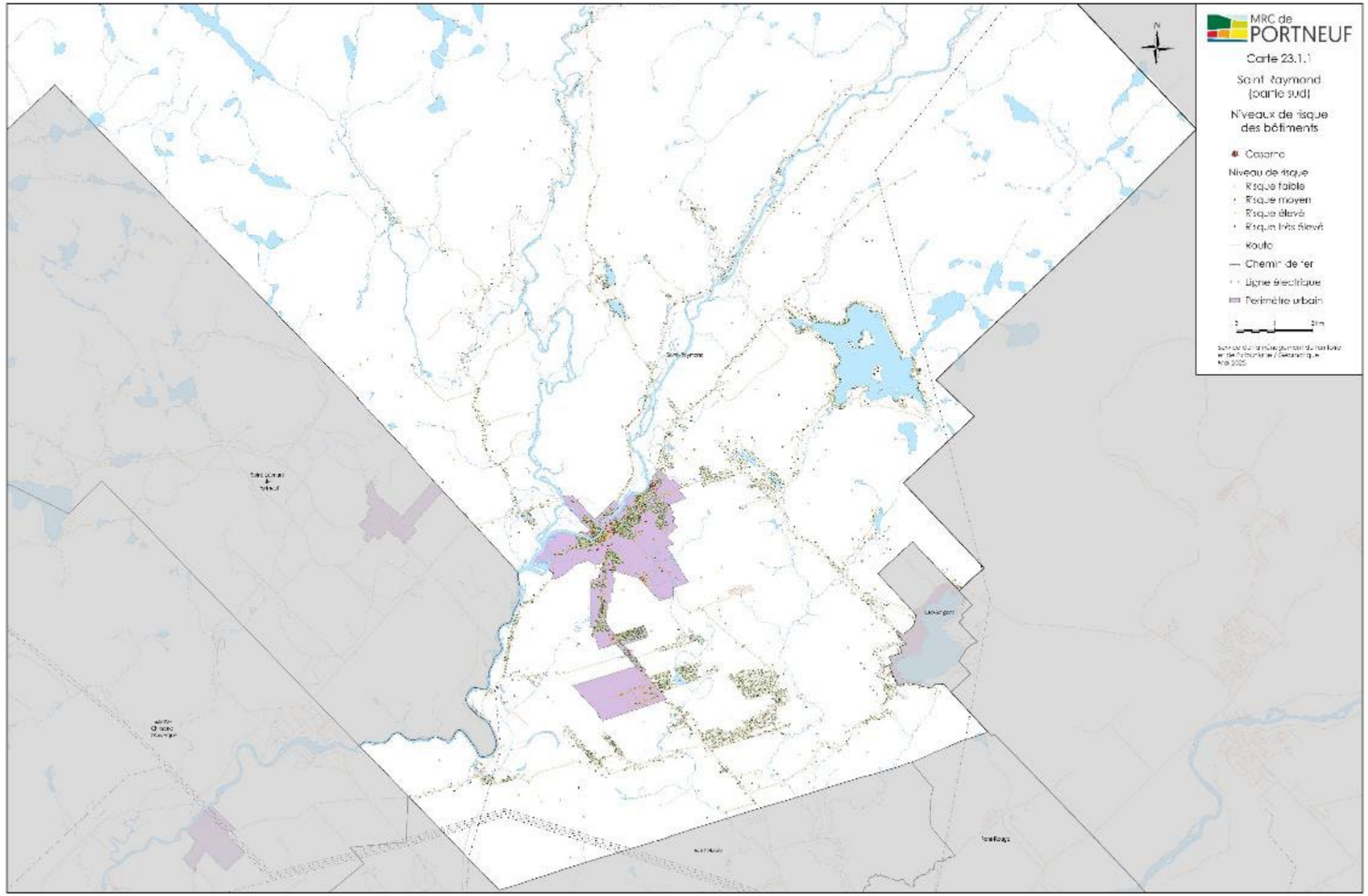
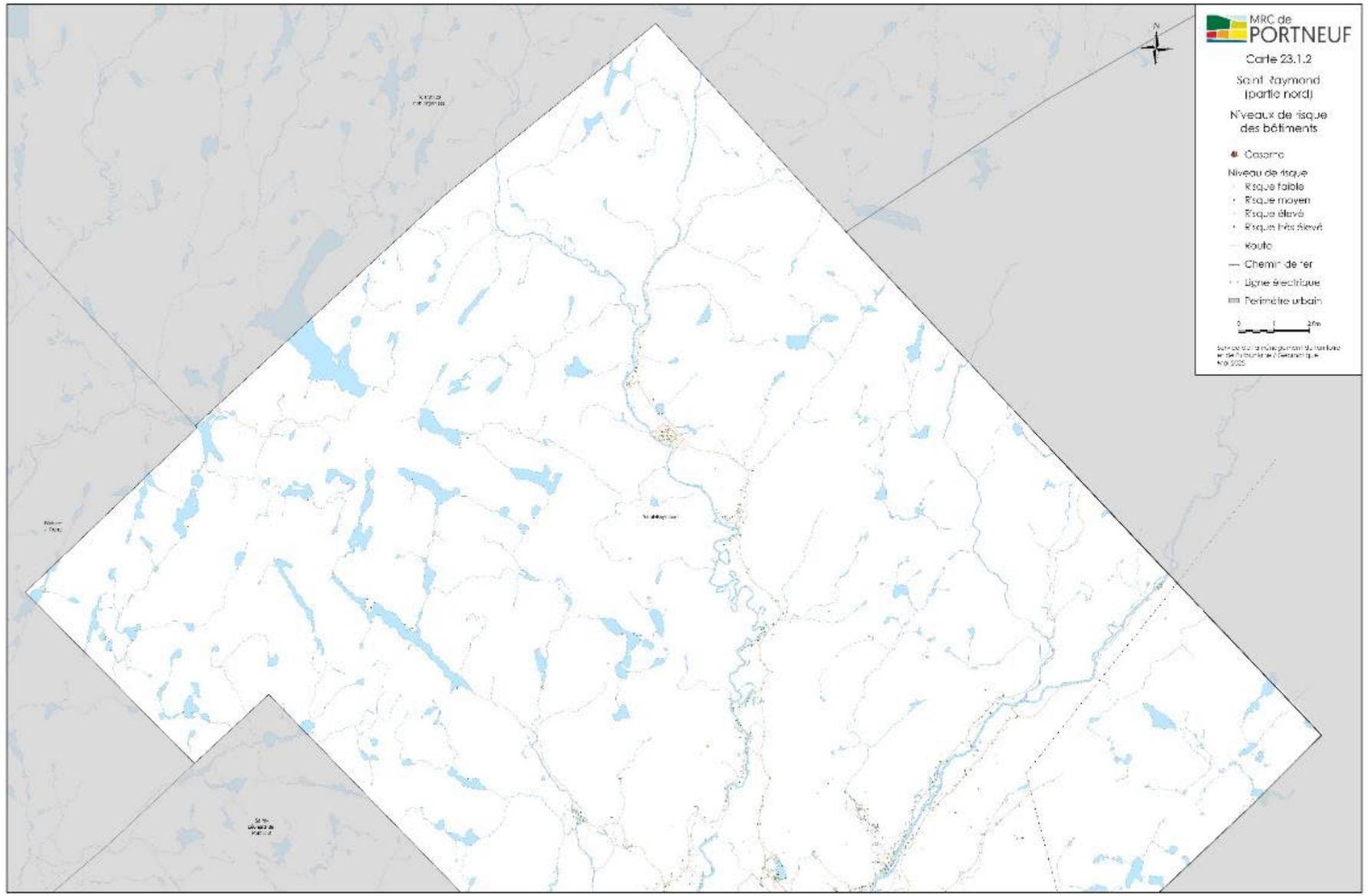


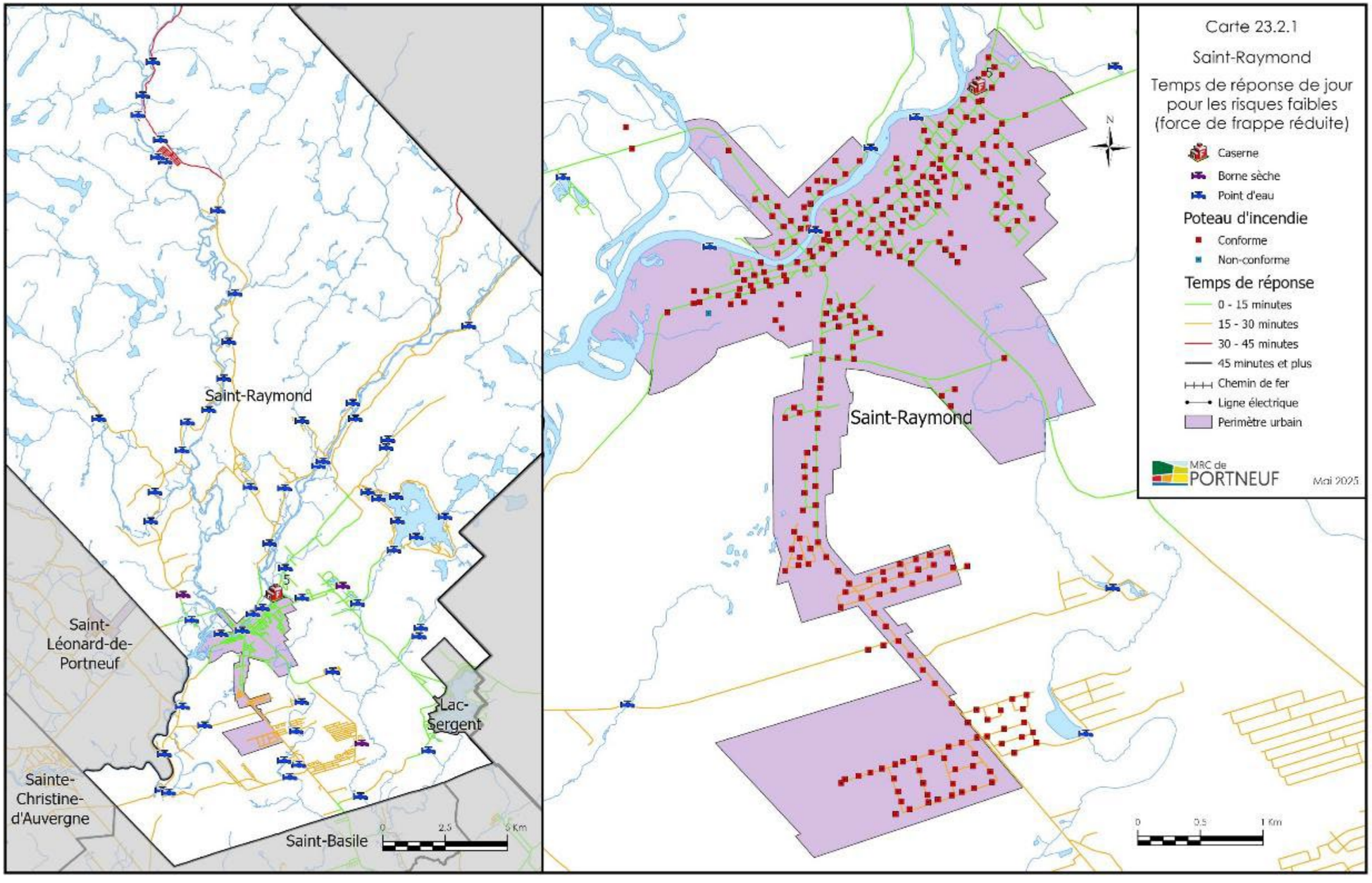
Schéma révisé de couverture de risques Saint-Raymond 2025
Carte 23.1.1 Niveaux de risque (partie SUD)



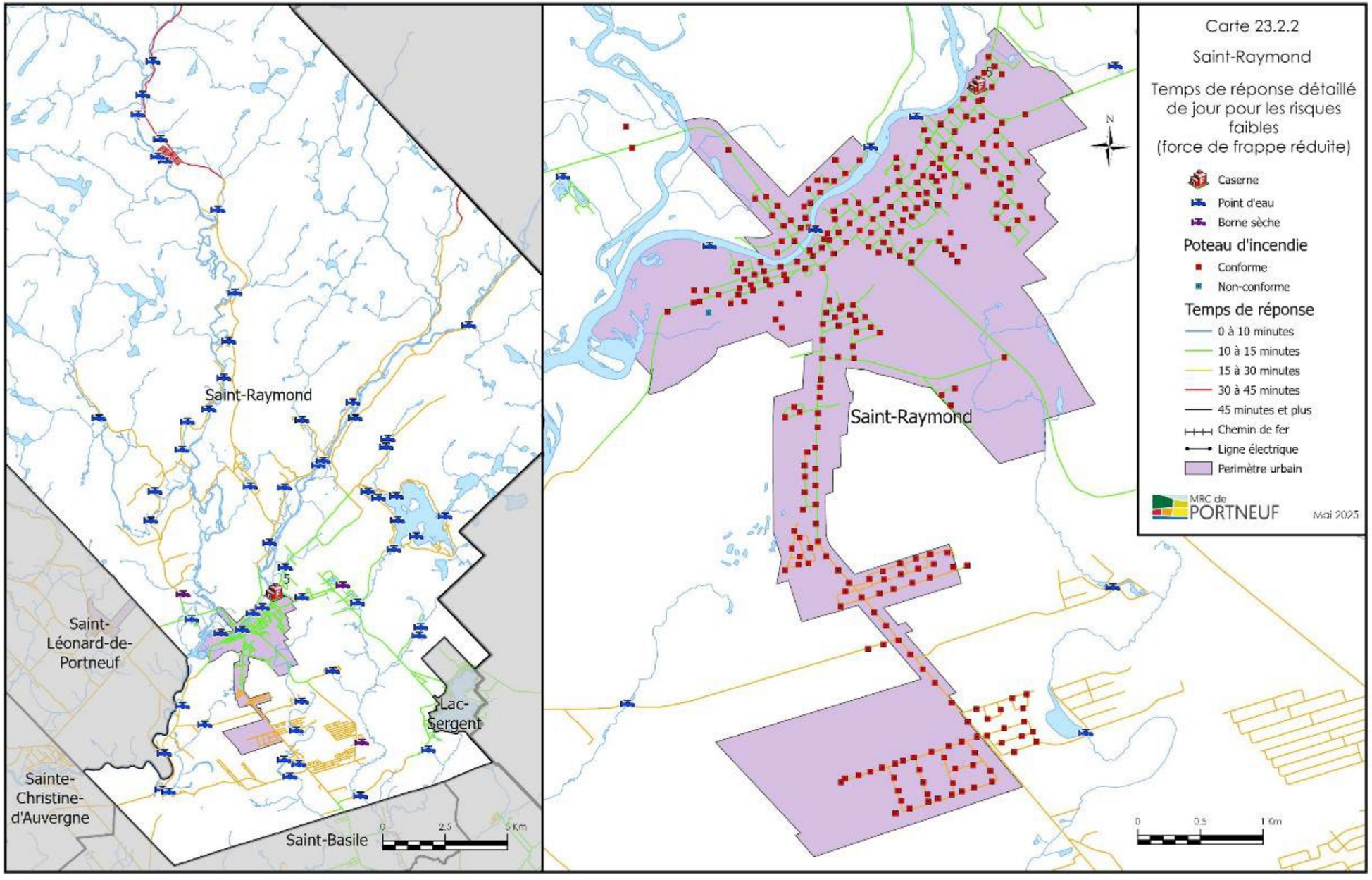
Carte 23.1.2 Niveaux de risque (partie NORD)



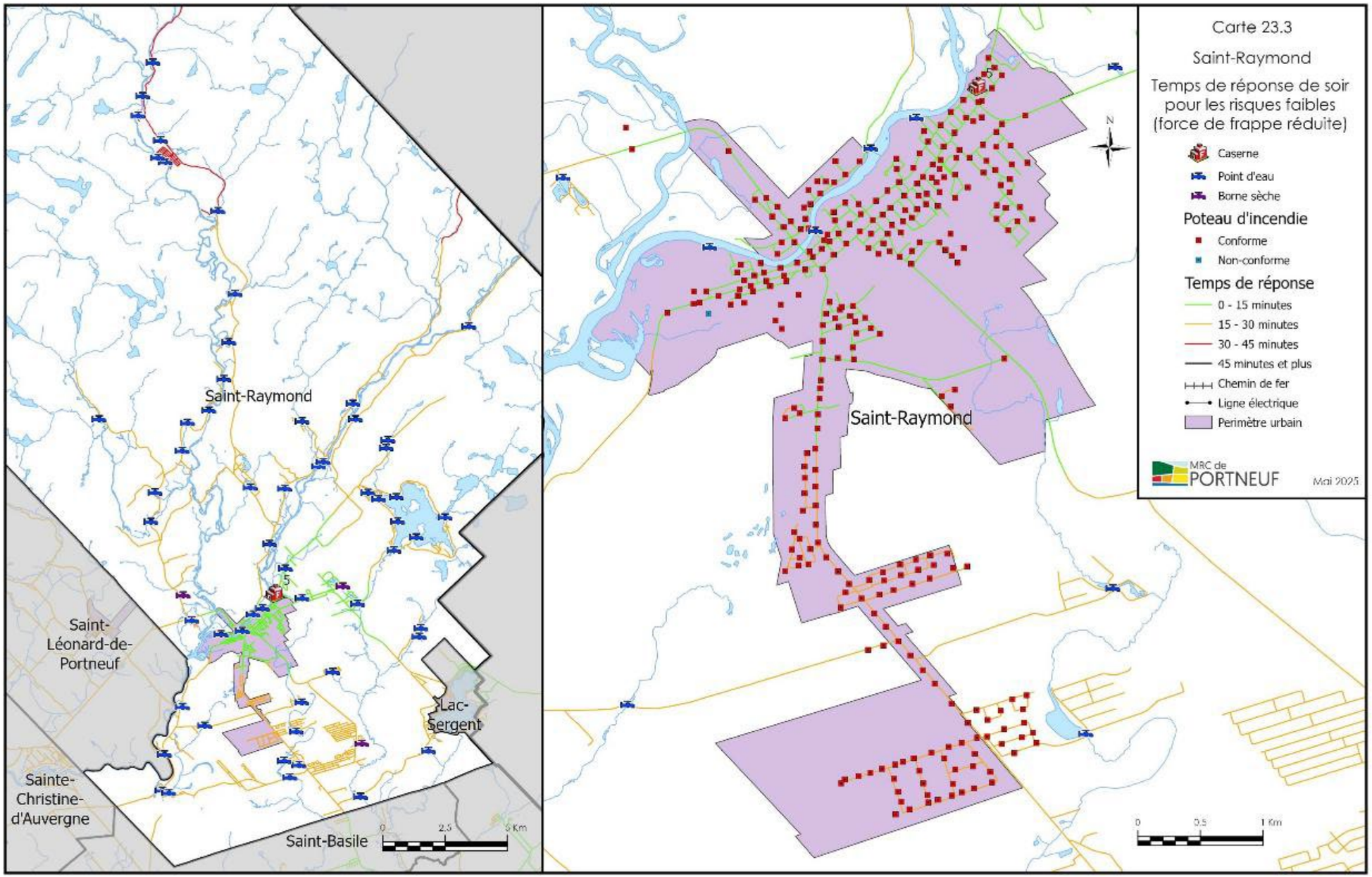
Carte 23.2.1 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 23.2.2 Temps de réponse détaillé de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 23.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 23.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)

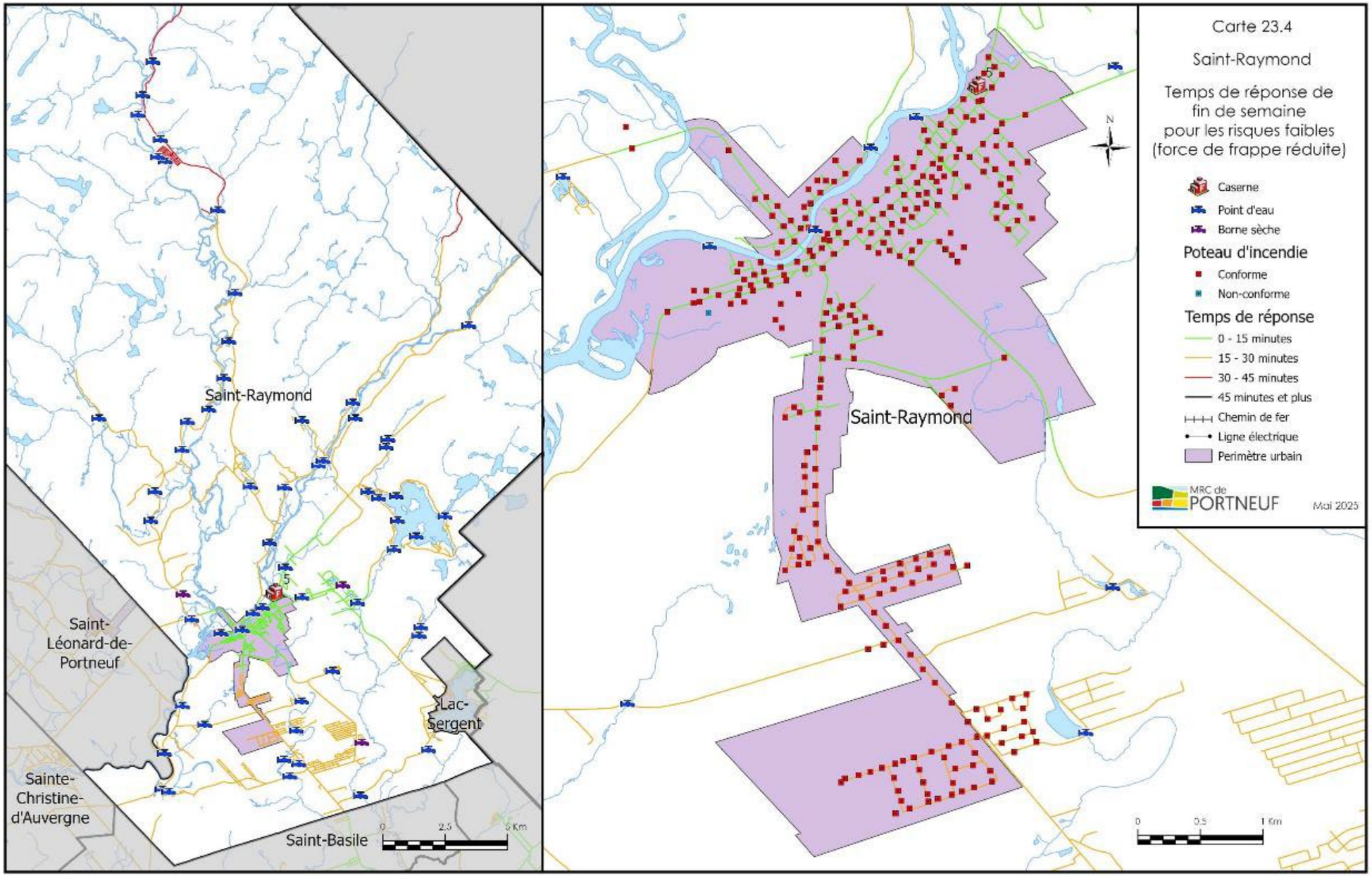
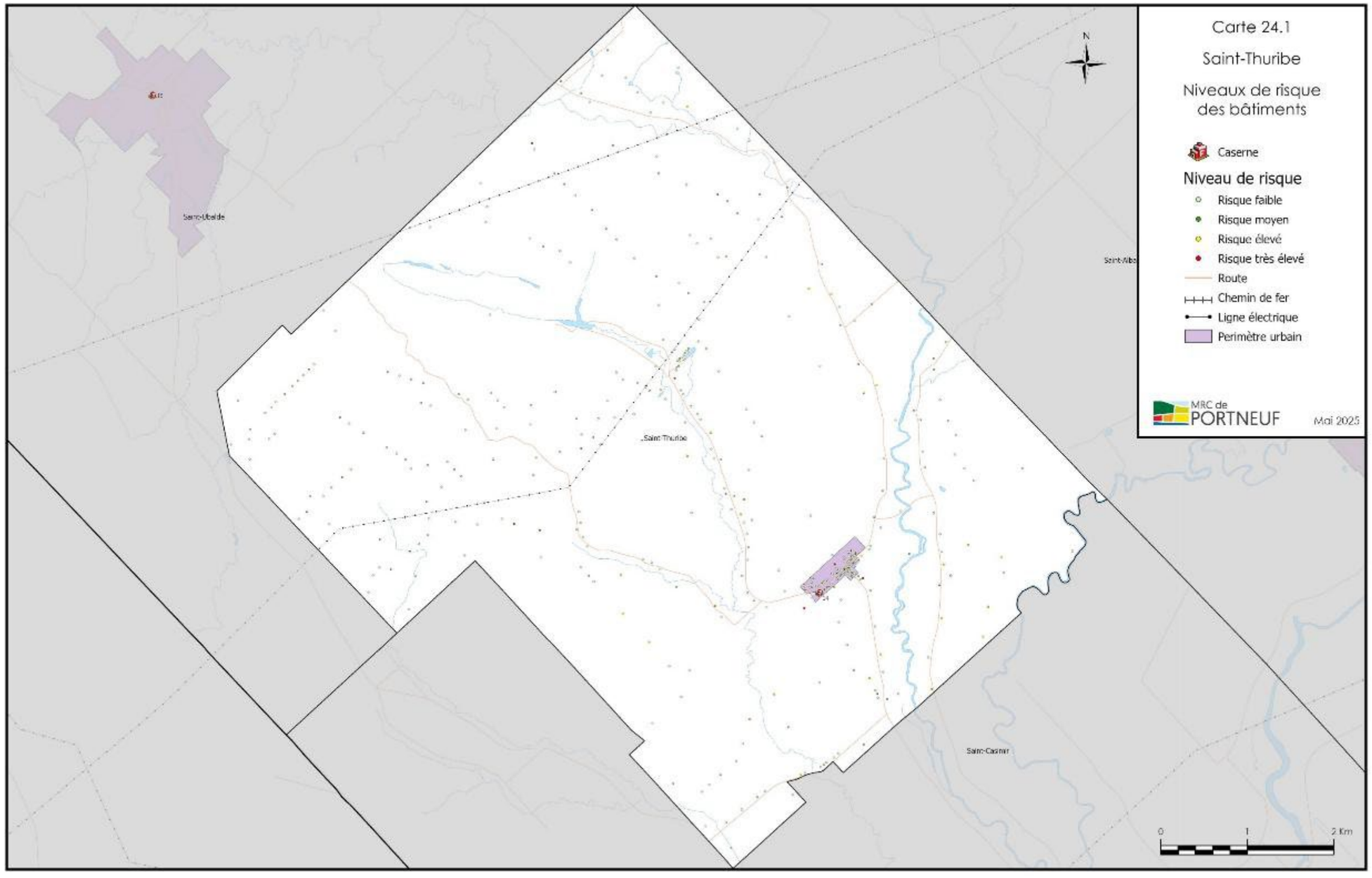
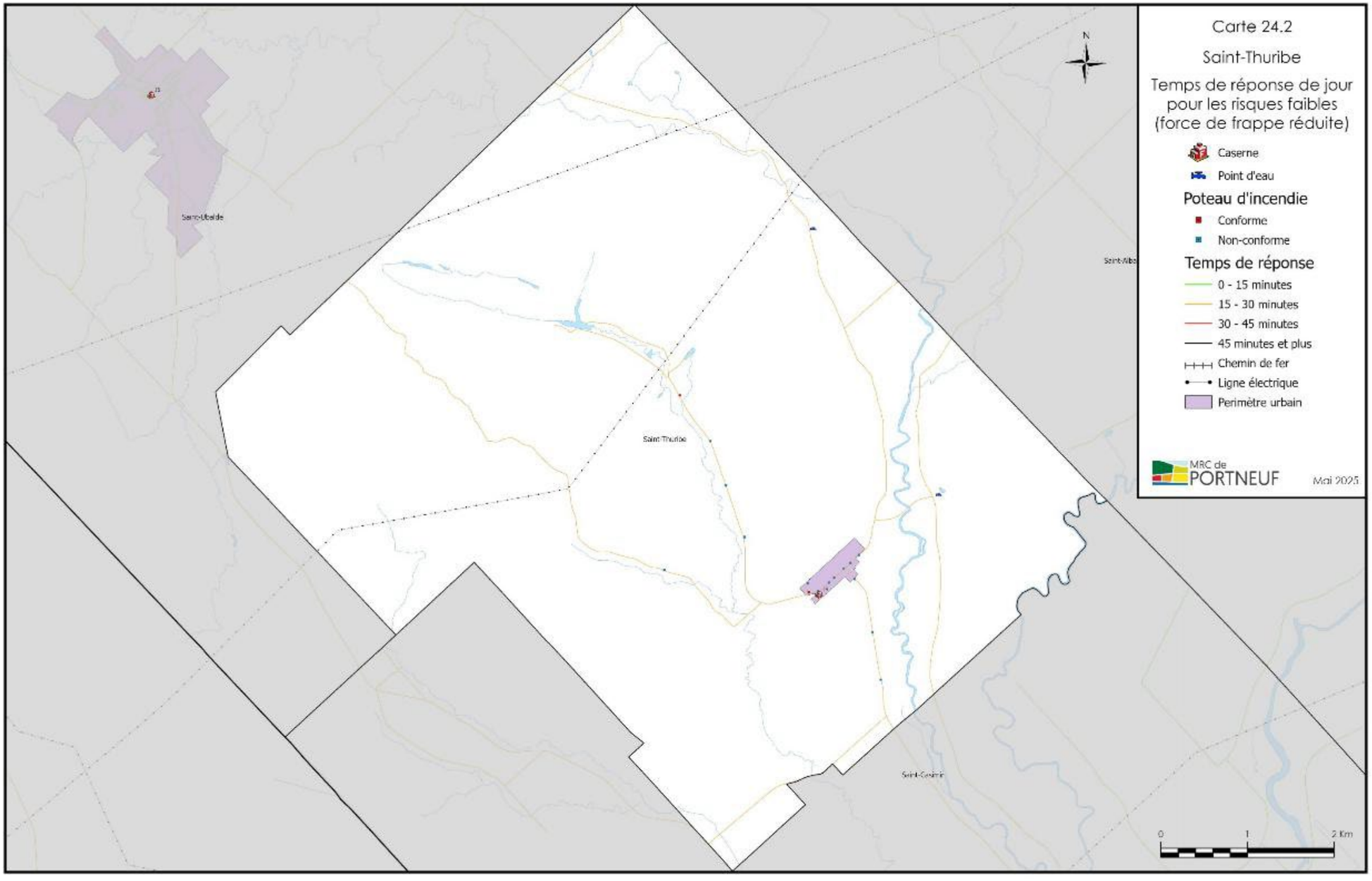


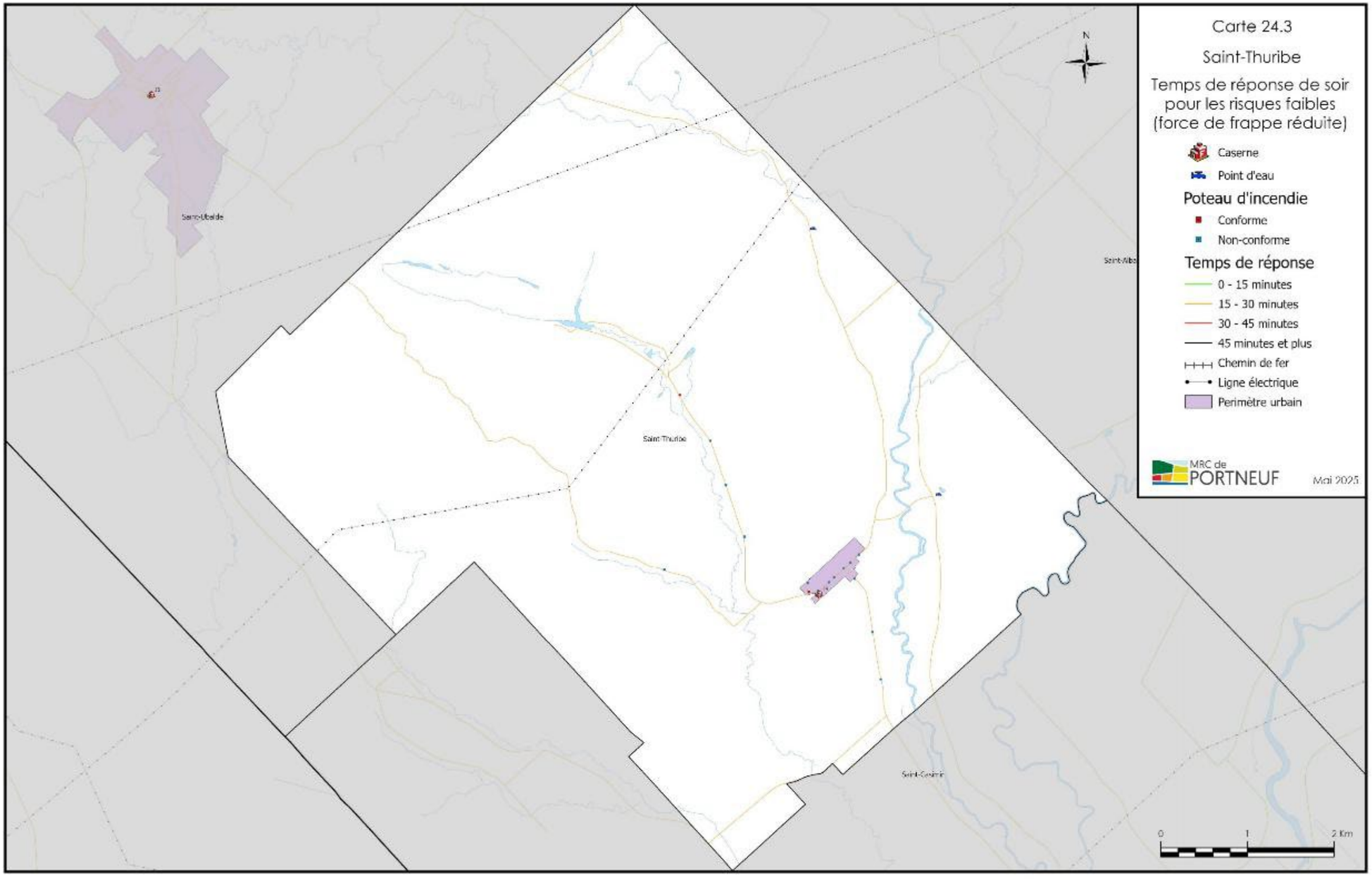
Schéma révisé de couverture de risques Saint-Thuribe 2025
Carte 24.1 Niveaux de risque



Carte 24.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 24.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 24.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)

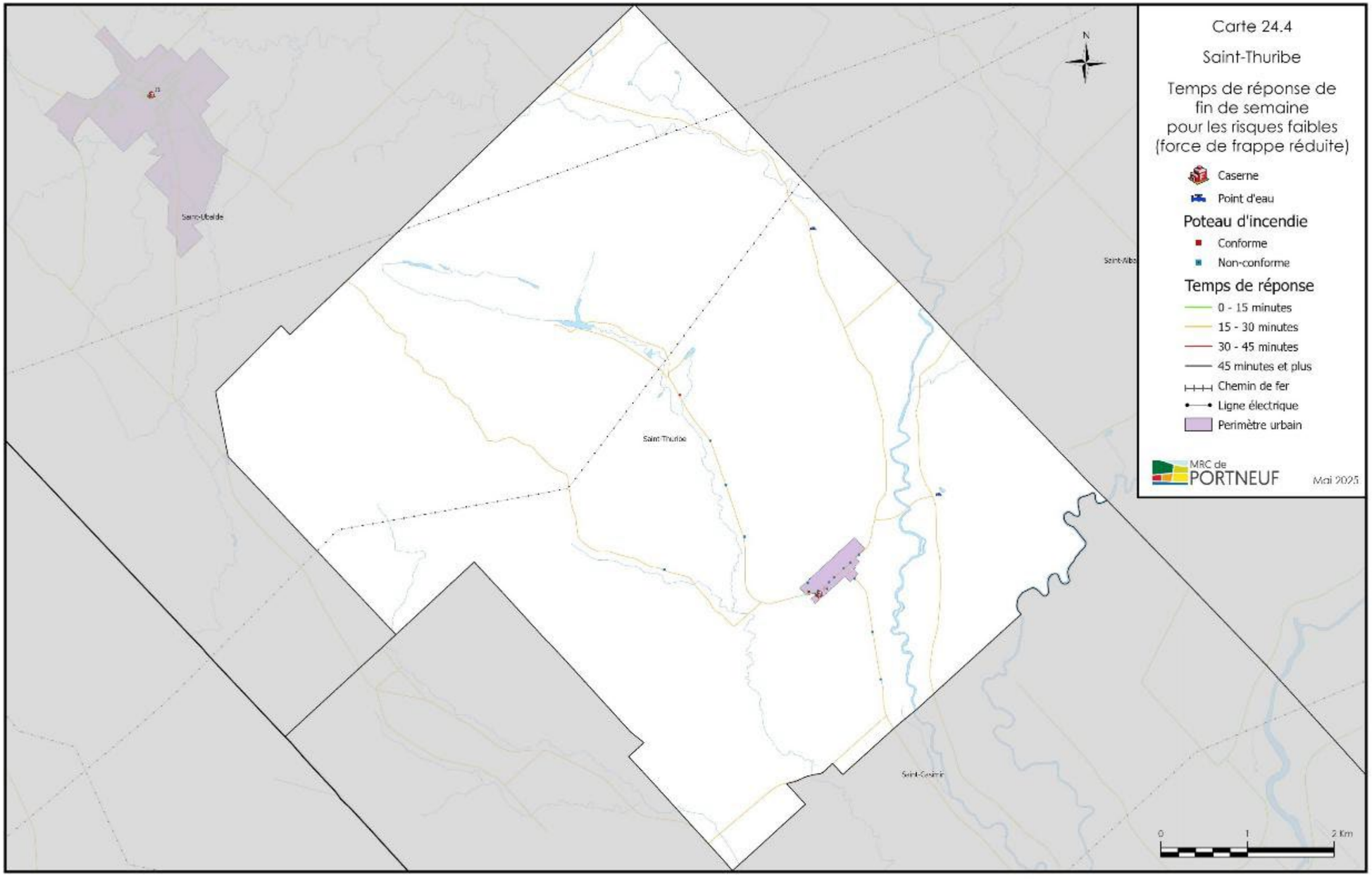
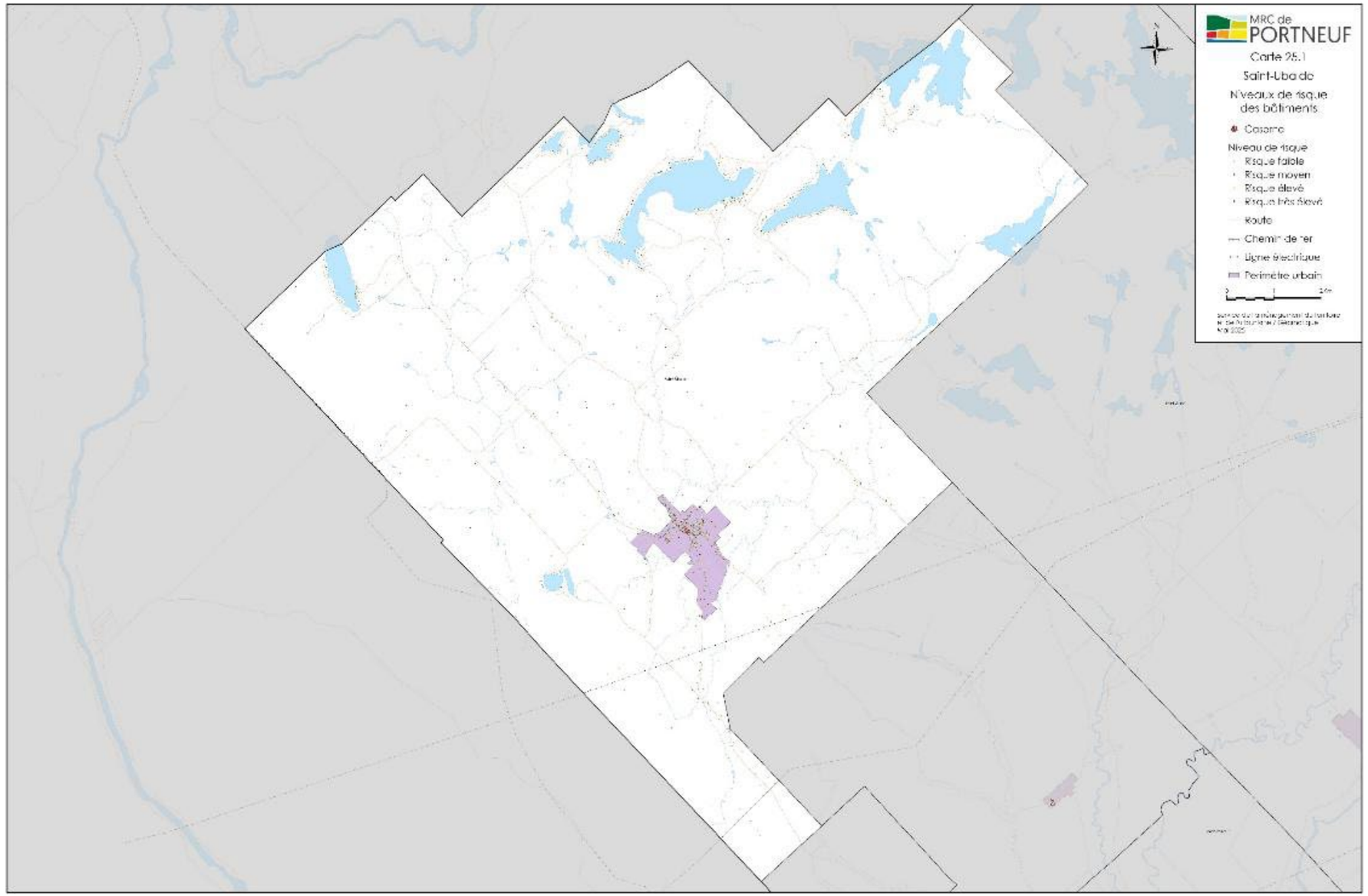
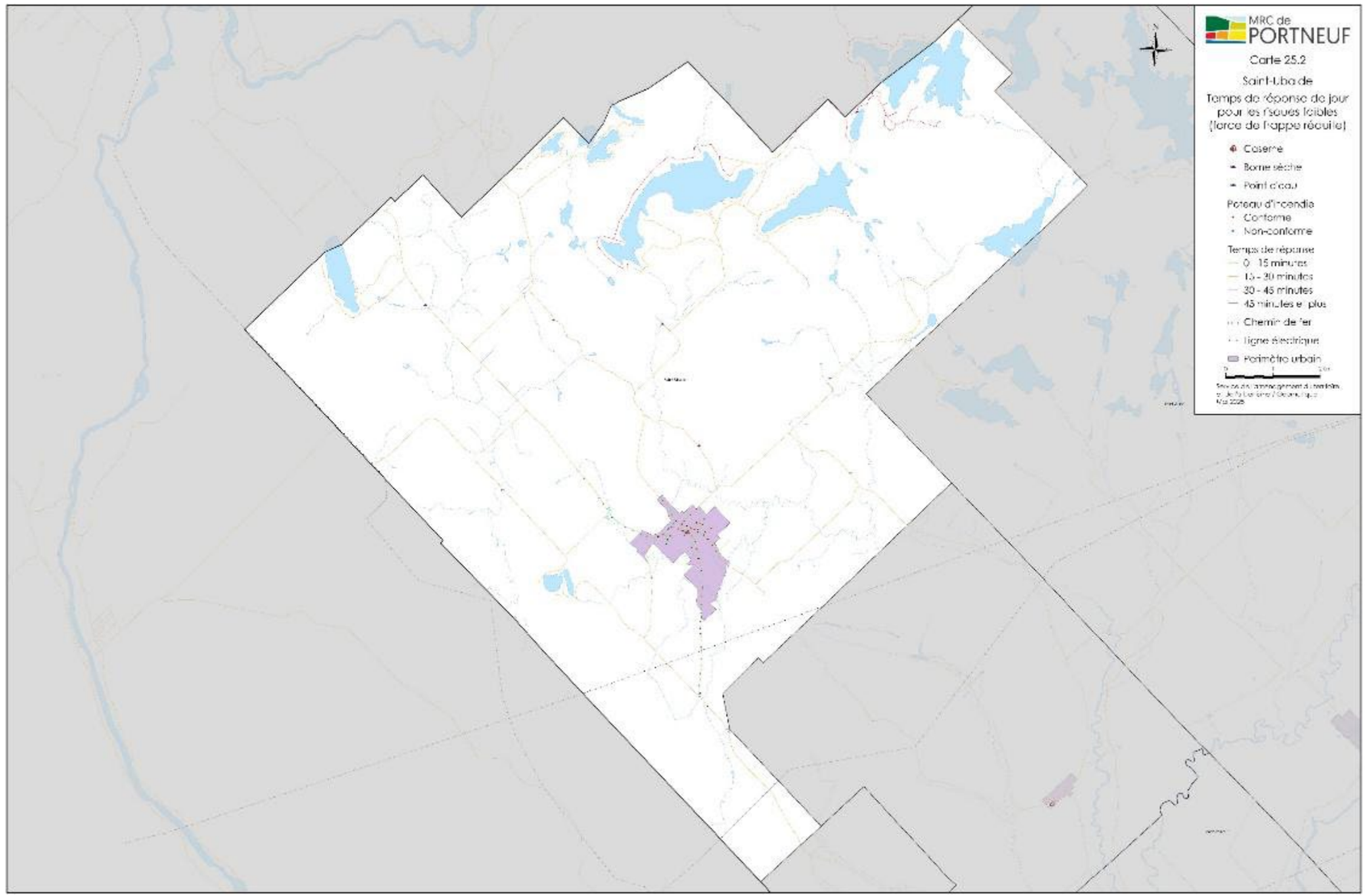


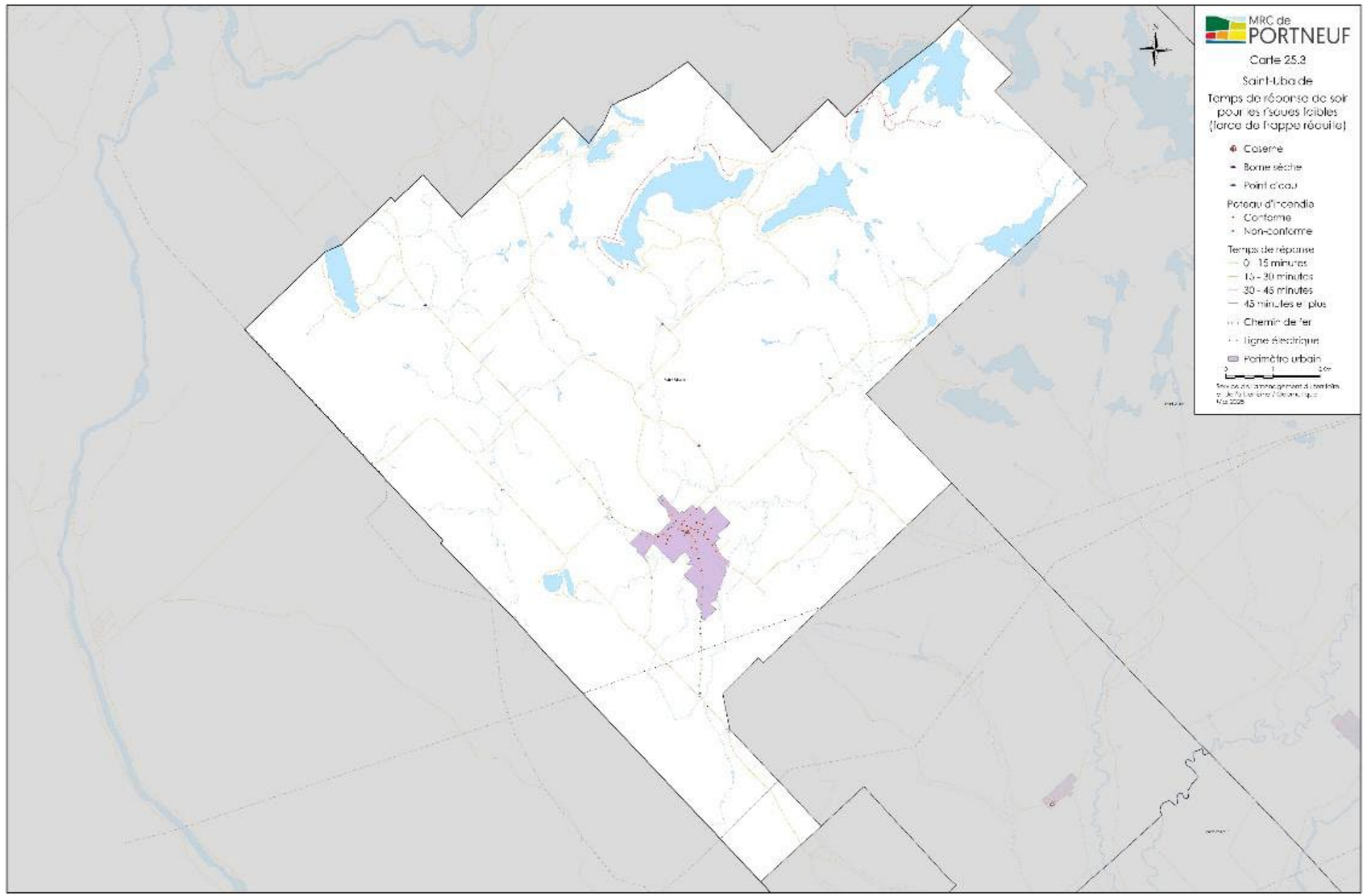
Schéma révisé de couverture de risques Saint-Ubalde 2025
Carte 25.1 Niveaux de risque



Carte 25.2 Temps de réponse de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 25.3 Temps de réponse de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 25.4 Temps de réponse de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)

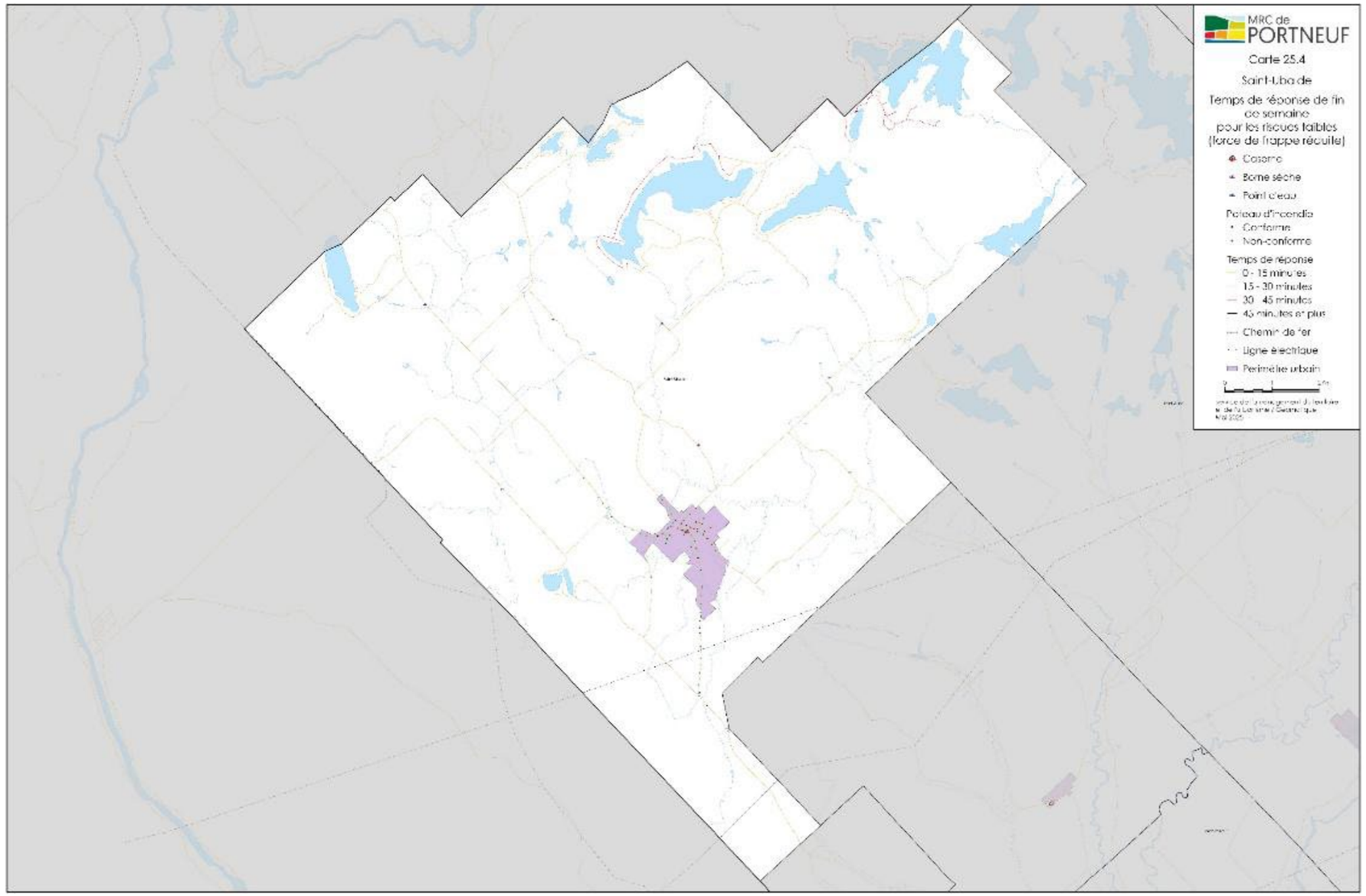
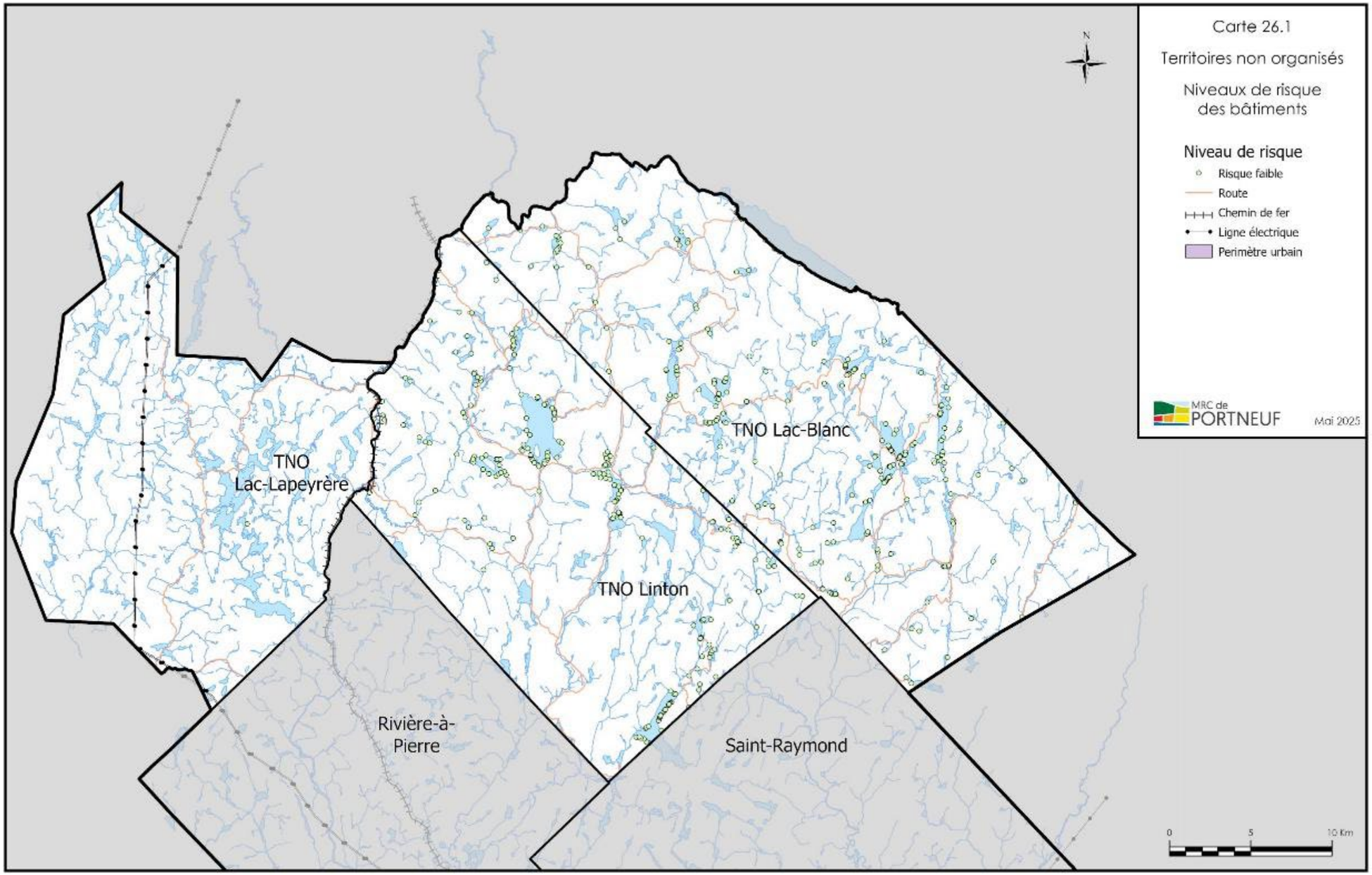
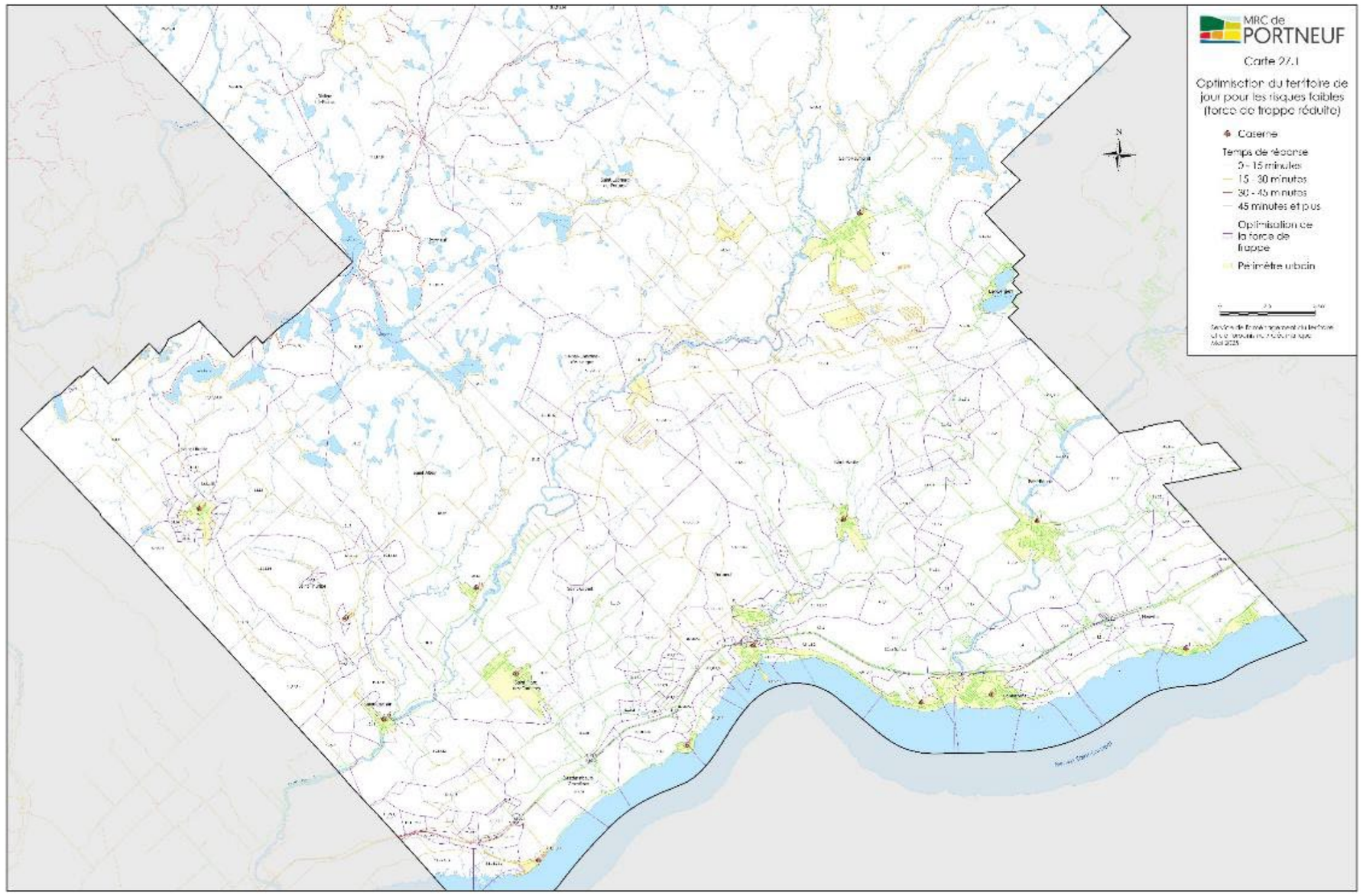


Schéma révisé de couverture de risques TNO 2025
Carte 26.1 Niveaux de risque

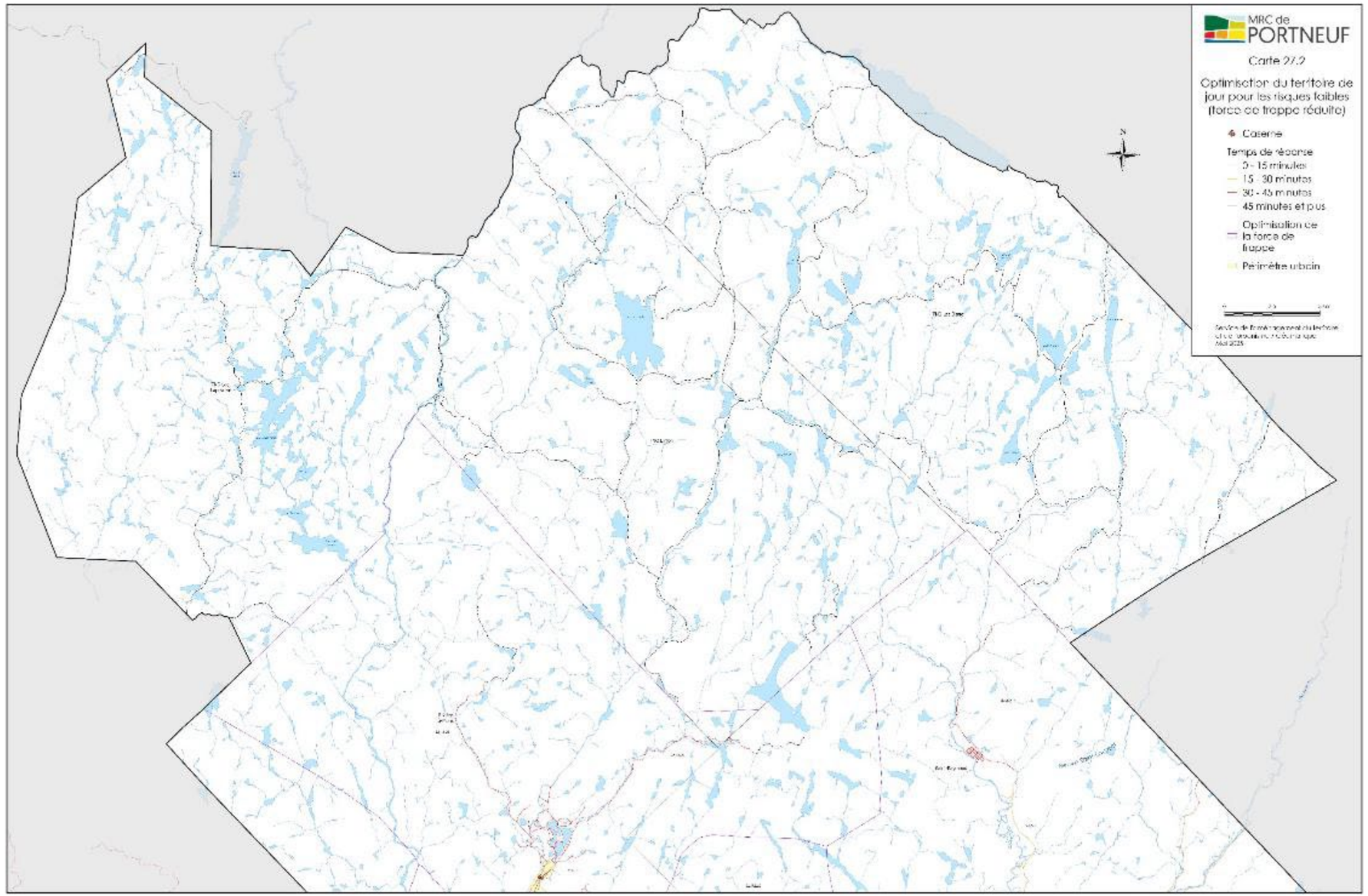


Optimisation du territoire

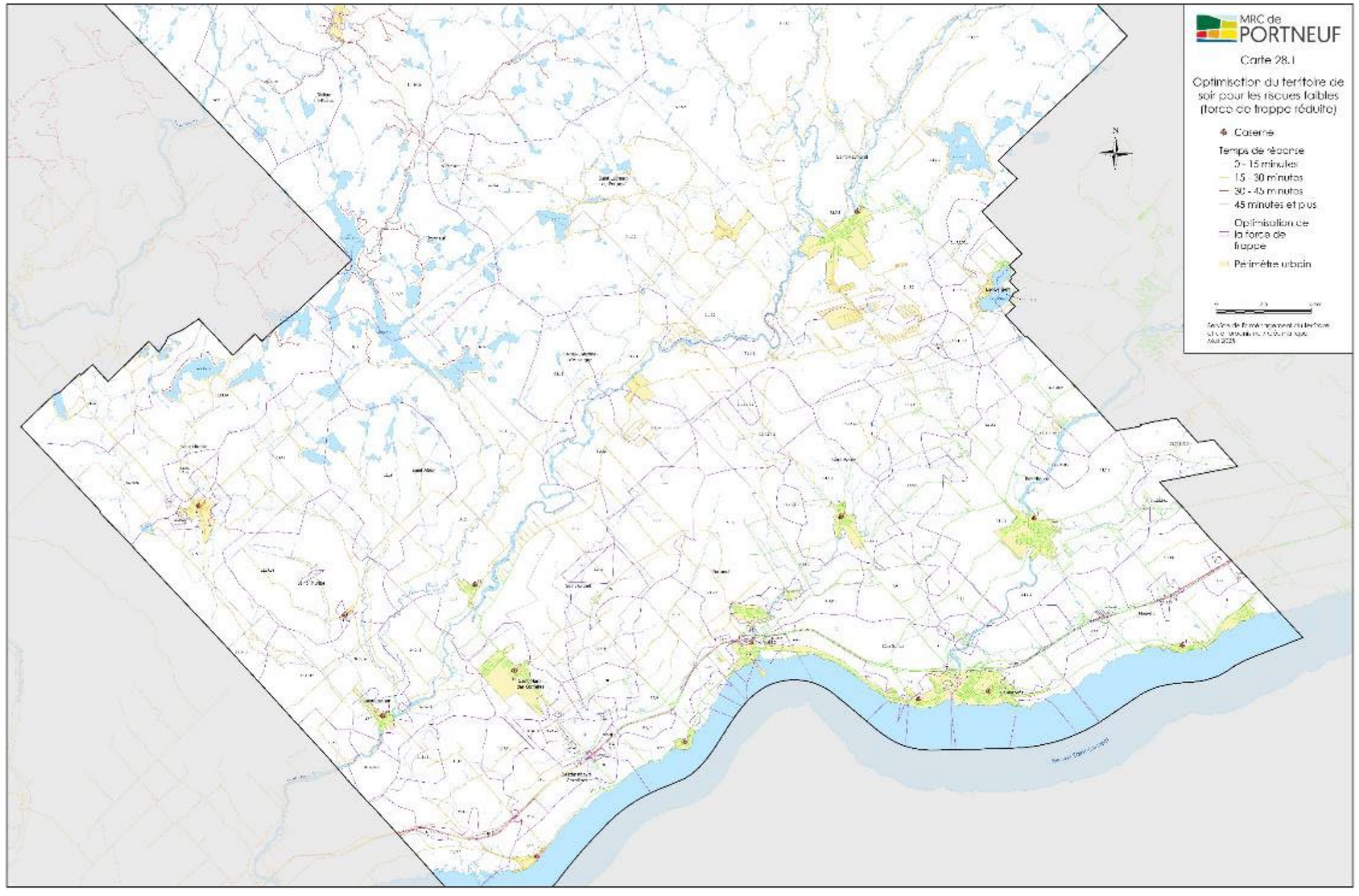
Carte 27.1 Optimisation du territoire de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



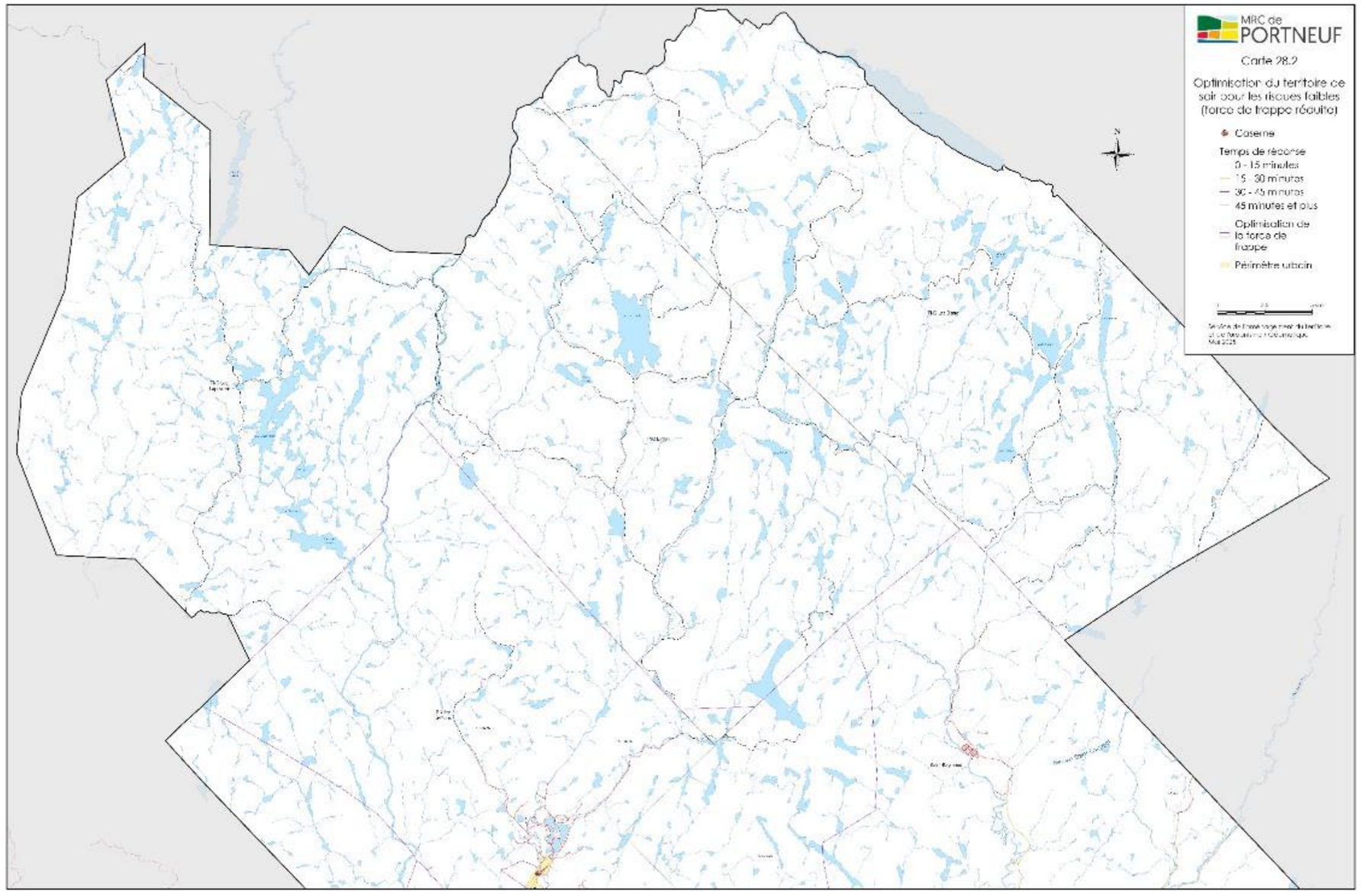
Carte 27.2 Optimisation du territoire de jour pour les risques faibles (force de frappe réduite)



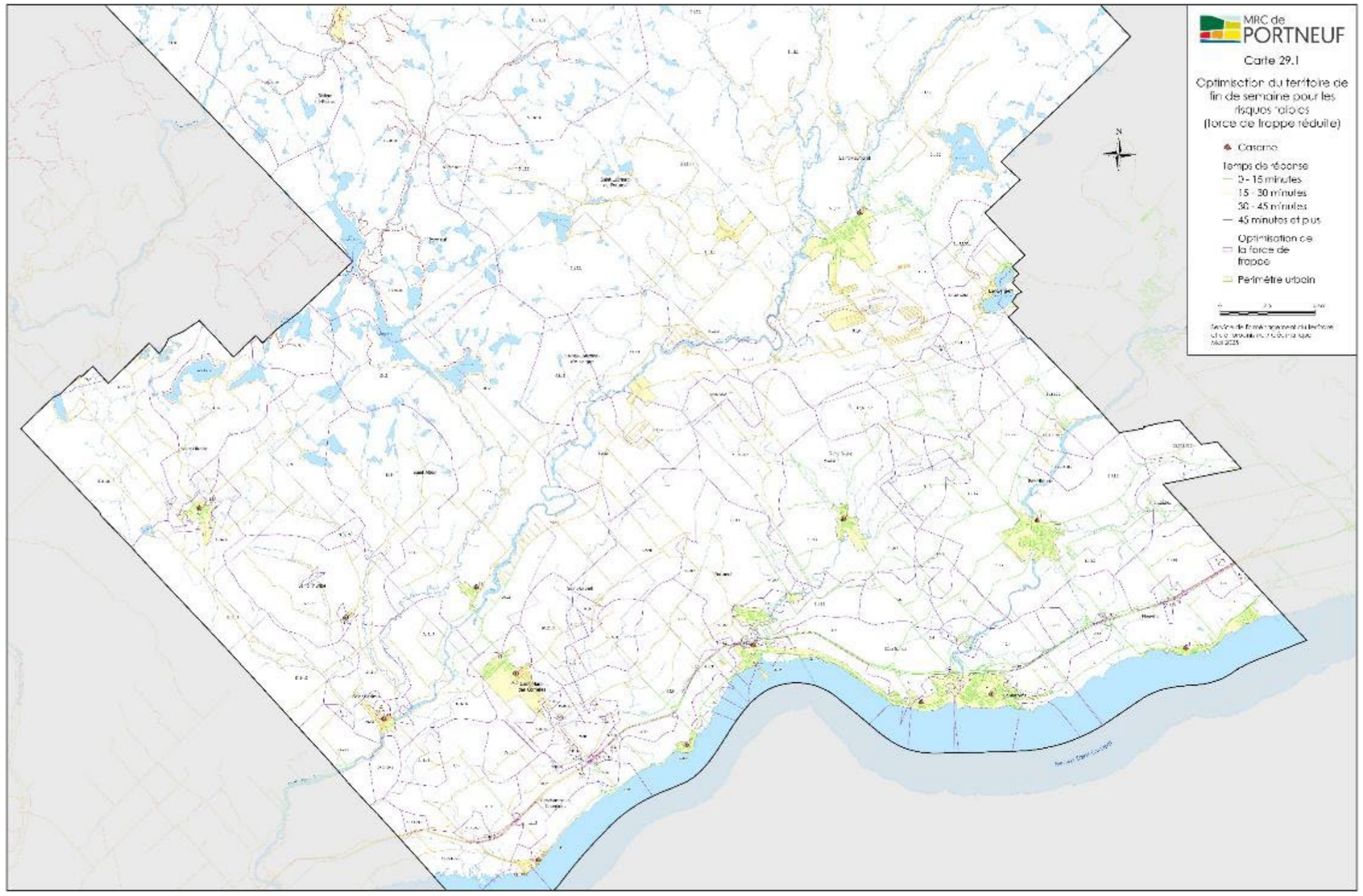
Carte 28.1 Optimisation du territoire de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



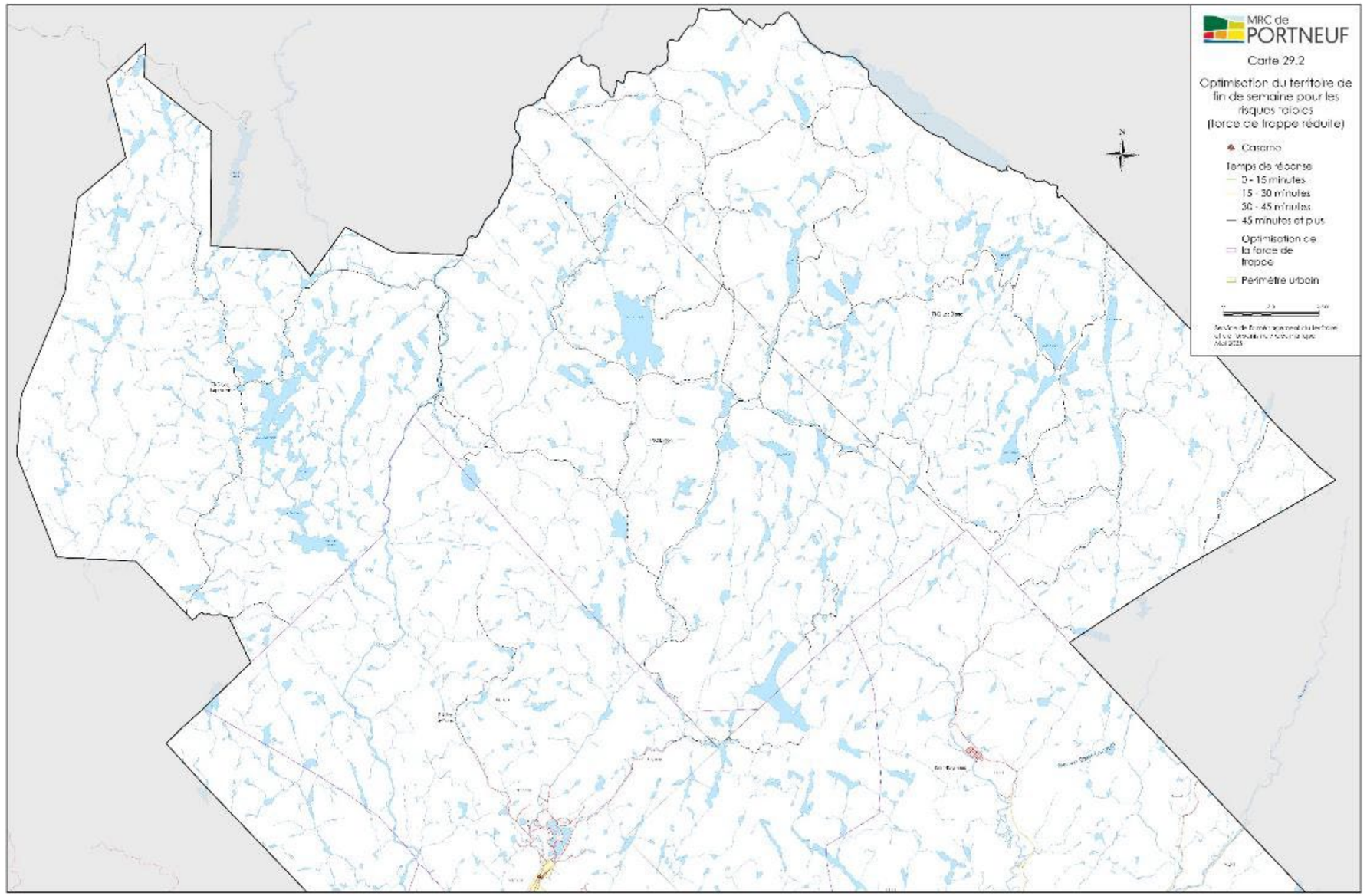
Carte 28.2 Optimisation du territoire de soir pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 29.1 Optimisation du territoire de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)



Carte 29.2 Optimisation du territoire de fin de semaine pour les risques faibles (force de frappe réduite)





RÉSOLUTIONS

ANNEXE 2

MRC de PORTNEUF

Extrait du livre des minutes d'une séance ordinaire du conseil de la Municipalité régionale de comté de Portneuf tenue le mercredi 16 avril 2025 à 19 h 15, à la salle Saint-Laurent de la Préfecture, sise au 185, route 138, à Cap-Santé.

CR 099-04-2025

PROJET DE SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES EN SÉCURITÉ INCENDIE RÉVISÉ – ADOPTION

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 8 de la *Loi sur la sécurité incendie*, les municipalités régionales de comté doivent, en liaison avec les municipalités locales qui en font partie, établir un schéma de couverture de risques en sécurité incendie fixant, pour tout leur territoire, des objectifs de protection contre les incendies et les actions requises pour les atteindre;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 29 de la Loi, l'autorité régionale doit procéder à la révision de son schéma;

CONSIDÉRANT que les *Orientations du ministère de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie* définissent le cadre d'élaboration dudit schéma ainsi que les objectifs à atteindre, et que les activités et mesures en matière de sécurité incendie doivent rencontrer ces objectifs;

CONSIDÉRANT que les municipalités et la Régie portneuvoise de protection incendie (RÉPPI) ont donné leur avis sur les propositions de l'autorité régionale en vertu de l'article 15 de la Loi et que les municipalités ont procédé à l'adoption de leur plan de mise en œuvre par résolution en vertu de l'article 16 de la Loi, lesquelles résolutions ont été transmises à la MRC;

CONSIDÉRANT que le projet de schéma révisé de couverture de risques en sécurité incendie de la MRC de Portneuf a fait l'objet d'une consultation publique le 26 mars 2025 à 18 h 30 auprès de la population du territoire et des autorités régionales limitrophes, conformément à l'article 18 de la Loi, et que ces dernières étaient invitées à faire parvenir leurs commentaires écrits au plus tard le 28 mars 2025 à l'adresse portneuf@mrc-portneuf.qc.ca;

Il est proposé par Mme Karina Bélanger et résolu :

QUE le conseil de la MRC de Portneuf adopte le projet de schéma de couverture de risques en sécurité incendie révisé ainsi que son plan de mise en œuvre;

QUE le conseil autorise la transmission du projet de schéma de couverture de risques en sécurité incendie révisé ainsi que l'ensemble des documents nécessaires, en vertu de l'article 20 de la *Loi sur la sécurité incendie*, au ministre de la Sécurité publique pour attestation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

COPIE CONFORME

Ce 17 avril 2025

Josée Frenette
Greffière-trésorière

VILLE DE
CAP-SANTÉ

Adoption du Schéma de couverture de risques en matière de sécurité incendie révisé 3e édition

(25-04-91)

ATTENDU QU'en vertu de l'article 8 de la *Loi sur la sécurité incendie*, les municipalités régionales de comté doivent, en liaison avec les municipalités locales qui en font partie, établir un schéma de couverture de risques pour l'ensemble de leur territoire;

ATTENDU QUE les *Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie* définissent le cadre d'élaboration du schéma et les objectifs à atteindre;

ATTENDU QUE les activités et mesures en matière de sécurité incendie doivent atteindre les objectifs du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 29 de la *Loi sur la sécurité incendie*, l'autorité régionale doit procéder à la révision de son schéma;

ATTENDU QUE l'ensemble des municipalités du territoire de la MRC de Portneuf ont fourni les informations nécessaires à l'élaboration du schéma;

ATTENDU QUE le plan de mise en œuvre de la Ville de Cap-Santé a été intégré dans le projet de schéma de la MRC de Portneuf;

ATTENDU QUE la MRC de Portneuf a transmis à l'ensemble des municipalités de la MRC le projet de schéma incendie pour adoption au conseil municipal;

ATTENDU QUE la Ville de Cap-Santé est en accord avec le projet de schéma de couverture de risques incendie de la MRC de Portneuf et son plan de mise en œuvre,

IL EST
PROPOSÉ PAR M. le conseiller Mario Denis
ET RÉSOLU

QUE le conseil de la Ville de Cap-Santé adopte le projet de schéma de couverture de risques en sécurité incendie de la MRC de Portneuf ainsi que son plan de mise en œuvre.

QU'une copie de cette résolution soit transmise à la direction générale de la MRC de Portneuf.

VOTE CONTRE :
- M. le conseiller Sylvain Bourgoing

VOTES POUR :
- M. le conseiller Henri Janssen

194, route 138, Cap-Santé (Québec) G0A 1L0 | 418 285-1207 | info@capsante.qc.ca | capsante.qc.ca

COPIE CONFORME

Ce 17 avril 2025

Josée Frenette
Greffière-trésorière

VILLE DE
CAP-SANTÉ

- Mme la conseillère Jeanne Noreau
- M. le conseiller François Trottier
- M. le conseiller Danny Perron

Adoptée à la majorité par les membres du conseil présents.

- Vraie copie certifiée d'un extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la Ville de Cap-Santé tenue le 14 avril 2025 sous la présidence de M. le maire Michel Blackburn

Nancy Sirois
Greffière trésorière
Le 16 avril 2025

194, route 138, Cap-Santé (Québec) G0A 1L0 | 418 285-1207 | info@capsante.qc.ca | capsante.qc.ca

DESCHAMBAULT GRONDINES
Le fleuve en partage

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du conseil de la Municipalité de Deschambault-Grondines tenue au Centre des Roches, le 14 avril 2025 à 20 heures 00 minute. Formant quorum sous la présidence de monsieur Jean Cloutier, Maire suppléant de la municipalité, en présence de la Conseillère Marianne Lavallée, et des Conseillers suivants : Martin Renauld, Gaétan Garneau, Sylvain Ouimet et Éric Sauvageau.

118-04-25 **Adoption du projet de schéma de couverture de risques en incendie de la MRC de Portneuf**

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 8 de la Loi sur la sécurité incendie, les municipalités régionales de comté doivent, en liaison avec les municipalités locales qui en font partie, établir un schéma de couverture de risques pour l'ensemble de leur territoire;

CONSIDÉRANT QUE les orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie définissent le cadre d'élaboration du schéma et les objectifs à atteindre;

CONSIDÉRANT QUE les activités et mesures en matière de sécurité incendie doivent atteindre les objectifs du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 29 de la Loi sur la sécurité incendie, l'autorité régionale doit procéder à la révision de son schéma;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des municipalités du territoire de la MRC de Portneuf ont fourni les informations nécessaires à l'élaboration du schéma;

CONSIDÉRANT QUE le plan de mise en œuvre de la municipalité de Deschambault-Grondines est intégré au projet de schéma de la MRC de Portneuf;

CONSIDÉRANT QUE la MRC de Portneuf a transmis à l'ensemble des municipalités de la MRC le projet de schéma incendie pour adoption au conseil municipal;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Deschambault-Grondines est en accord avec le projet de schéma de couverture de risques incendie de la MRC de Portneuf et son plan de mise en œuvre ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Sylvain Ouimet
Appuyé par Éric Sauvageau
Et adopté à l'unanimité des conseillers

QUE le conseil adopte le projet de schéma de couverture de risques en sécurité incendie de la MRC de Portneuf ainsi que son plan de mise en œuvre ;

QUE copie de cette résolution soit transmise à la direction générale de la MRC de Portneuf.

Jean Cloutier,
Maire suppléant

Karine St-Arnaud,
Directrice générale et
greffière-trésorière

VILLE DE DONNACONA

Donnacona, le 15 avril 2025

Extrait du procès-verbal de la séance du Conseil tenue le 14 avril 2025

RÉSOLUTION : 2025-04-091 **Adoption du schéma de couverture de risques en incendie et du plan de mise en oeuvre**

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 8 de la *Loi sur la sécurité incendie*, les municipalités régionales de comté doivent, en liaison avec les municipalités locales qui en font partie, établir un schéma de couverture de risques pour l'ensemble de leur territoire;

CONSIDÉRANT que les Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie définissent le cadre d'élaboration du schéma et les objectifs à atteindre;

CONSIDÉRANT QUE les activités et mesures en matière de sécurité incendie doivent atteindre les objectifs du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 29 de la *Loi sur la sécurité incendie*, l'autorité régionale doit procéder à la révision de son schéma;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des municipalités du territoire de la MRC de Portneuf ont fourni les informations nécessaires à l'élaboration du schéma;

CONSIDÉRANT QUE le plan de mise en œuvre de la municipalité de Donnacona a été intégré dans le projet de schéma de la MRC de Portneuf;

CONSIDÉRANT QUE la MRC de Portneuf a transmis à l'ensemble des municipalités de la MRC le projet de schéma incendie pour adoption au conseil municipal;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Donnacona est en accord avec le projet de schéma de couverture de risques incendie de la MRC de Portneuf et son plan de mise en œuvre;

EN CONSÉQUENCE

Il est proposé par Francis Bellemare

Et il est résolu

QUE le conseil de la municipalité de Donnacona adopte le projet de schéma de couverture de risques en sécurité incendie de la MRC de Portneuf ainsi que son plan de mise en œuvre;

QUE copie de cette résolution soit transmise à la direction générale de la MRC de Portneuf.

Adoptée à l'unanimité

Copie conforme au livre des délibérations du Conseil.

Pierre-Luc Gignac, avocat
Directeur général adjoint et greffier

PLG/lg

138, avenue Pleau, Donnacona (Québec) G3M 1A1 | Tél. : 418 285-0110 | Téléc. : 418 285-0020 | villededonnacona.com | info@villededonnacona.com

VILLE DE
LAC-SERGENT

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil municipal

Séance extraordinaire du 14 avril 2025
À l'Hôtel de Ville / 19H30

Résolution : 25-04-059

ADOPTION DU PROJET DE SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES EN INCENDIE DE LA MRC DE PORTNEUF

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 8 de la *Loi sur la sécurité incendie*, les municipalités régionales de comté doivent, en liaison avec les municipalités locales qui en font partie, établir un schéma de couverture de risques pour l'ensemble de leur territoire;

CONSIDÉRANT que les *Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie* définissent le cadre d'élaboration du schéma et les objectifs à atteindre;

CONSIDÉRANT que les activités et mesures en matière de sécurité incendie doivent atteindre les objectifs du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 29 de la *Loi sur la sécurité incendie*, l'autorité régionale doit procéder à la révision de son schéma;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des municipalités du territoire de la MRC de Portneuf ont fourni les informations nécessaires à l'élaboration du schéma;

CONSIDÉRANT que le plan de mise en œuvre de la Ville de Lac-Sergent a été intégré dans le projet de schéma de la MRC de Portneuf;

CONSIDÉRANT que la MRC de Portneuf a transmis à l'ensemble des municipalités de la MRC le projet de schéma incendie pour adoption au conseil municipal;

CONSIDÉRANT que la Ville de Lac-Sergent est en accord avec le projet de schéma de couverture de risques incendie de la MRC de Portneuf et son plan de mise en œuvre ;

EN CONSÉQUENCE il est
PROPOSÉ par Diane Pinet, conseillère
ET RÉSOLU à l'unanimité des membres présents, incluant le maire
Par la résolution **25-04-059**

QUE le conseil de la Ville de Lac-Sergent adopte le projet de schéma de couverture de

Extrait du procès-verbal de la séance du 17 mars 2025

risques en sécurité incendie de la MRC de Portneuf ainsi que son plan de mise en œuvre ;

QUE copie de cette résolution soit transmise à la direction générale de la MRC de Portneuf.

YVES BÉDARD
MAIRE

Vincent Rolland
Directeur général et greffier

Extrait du procès-verbal de la séance du 17 mars 2025

Extrait du livre des procès-verbaux de la séance ordinaire du conseil municipal de la Ville de Neuville, tenue le 7e jour du mois d'avril de l'an deux mille vingt-cinq, à dix-neuf heures trente, conformément aux dispositions de la *Loi sur les cités et villes*.

Neuville

Adoption du projet de schéma de couverture de risques en incendie de la MRC de Portneuf (Résolution 25-04-49)

CONSIDÉRANT QU'EN vertu de l'article 8 de la *Loi sur la sécurité incendie*, les municipalités régionales de comté doivent, en liaison avec les municipalités locales qui en font partie, établir un schéma de couverture de risques pour l'ensemble de leur territoire ;

CONSIDÉRANT QUE les *Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie* définissent le cadre d'élaboration du schéma et les objectifs à atteindre ;

CONSIDÉRANT QUE les activités et mesures en matière de sécurité incendie doivent atteindre les objectifs du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie ;

CONSIDÉRANT QU'EN vertu de l'article 29 de la *Loi sur la sécurité incendie*, l'autorité régionale doit procéder à la révision de son schéma ;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des municipalités du territoire de la MRC de Portneuf ont fourni les informations nécessaires à l'élaboration du schéma ;

CONSIDÉRANT QUE le plan de mise en œuvre de la Ville de Neuville a été intégré dans le projet de schéma de la MRC de Portneuf ;

CONSIDÉRANT QUE la MRC de Portneuf a transmis à l'ensemble des municipalités de la MRC le projet de schéma incendie pour adoption au conseil municipal ;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Neuville est en accord avec le projet de schéma de couverture de risques incendie de la MRC de Portneuf et son plan de mise en œuvre ;

IL EST PROPOSÉ PAR MONSIEUR LUC BERTRAND ET RÉSOLU :

QUE le conseil de la Ville de Neuville adopte le projet de schéma de couverture de risques en sécurité incendie de la MRC de Portneuf ainsi que son plan de mise en œuvre ;

QUE copie de cette résolution soit transmise à la direction générale de la MRC de Portneuf.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Copie certifiée conforme, ce 8e jour du mois d'avril 2025.

Marie-Krystine Beauregard
Directrice générale et greffière

Ville de Pont-Rouge

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE PONT-ROUGE

7 avril 2025

Séance ordinaire du conseil municipal de la Ville de Pont-Rouge tenue à Place St-Louis, 189, rue Dupont, Pont-Rouge, le lundi 7 avril 2025 à 19 h 00, à laquelle sont présents : Mme Lina Moisan, Mme Nathalie Richard, M. Michel Brière, M. Mathieu Bisson, M. Guy Côté, M. François Bouchard formant quorum sous la présidence du maire, M. Mario Dupont.

Est aussi présente la greffière Mme Esther Godin.

Membre(s) absent(s) : Aucun.

089-04-2025 **ADOPTION DU SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES EN SÉCURITÉ INCENDIE INCLUANT LE PLAN DE MISE EN ŒUVRE EN SÉCURITÉ INCENDIE 2025-2035**

CONSIDÉRANT QUE la MRC de Portneuf a débuté la révision de son schéma de couverture de risques en sécurité incendie le 24 novembre 2023;

CONSIDÉRANT QUE la MRC de Portneuf a soumis aux 18 municipalités le projet de plan de mise en œuvre accompagné des informations sur l'acheminement des ressources;

CONSIDÉRANT QUE l'article 16 de la Loi sur la sécurité incendie, RLRQ, c. S-3.4, exige que chaque municipalité adopte, par résolution, le plan de mise en œuvre, accompagnant la version révisée du schéma de couverture de risques;

SUR LA PROPOSITION DE MME NATHALIE RICHARD
APPUYÉE PAR M. MICHEL BRIÈRE
IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS:

QUE le conseil municipal de la Ville de Pont-Rouge adopte le schéma de couverture de risques en sécurité incendie ainsi que le plan de mise en œuvre en sécurité incendie 2025-2035.

ADOPTÉE.

CERTIFIÉ VRAIE COPIE : Mario Dupont
Maire

ESTHER GODIN, GREFFIÈRE
VILLE DE PONT-ROUGE

Me Esther Godin
Greffière

189, rue Dupont, Pont-Rouge (Québec) G3H 1N4 / Tél. : 418 873-4481 / Téléc. : 418 873- 3494
Site Internet : www.ville.pontrouge.qc.ca Courriel : info@ville.pontrouge.qc.ca

Ville de Portneuf

Portneuf, le 15 avril 2025

Extrait du Procès-verbal de la séance du conseil municipal de la Ville de Portneuf tenue le 14 avril 2025 au lieu ordinaire des séances.

Rés.2025-04-050 **Adoption du projet de schéma de couverture de risques en incendie de la MRC de Portneuf**

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 8 de la Loi sur la sécurité incendie, les municipalités régionales de comté doivent, en liaison avec les municipalités locales qui en font partie, établir un schéma de couverture de risques pour l'ensemble de leur territoire;

CONSIDÉRANT que les Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie définissent le cadre d'élaboration du schéma et les objectifs à atteindre;

CONSIDÉRANT que les activités et mesures en matière de sécurité incendie doivent atteindre les objectifs du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 29 de la Loi sur la sécurité incendie, l'autorité régionale doit procéder à la révision de son schéma;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des municipalités du territoire de la MRC de Portneuf ont fourni les informations nécessaires à l'élaboration du schéma;

CONSIDÉRANT que le plan de mise en œuvre de la Ville de Portneuf a été intégré dans le projet de schéma de la MRC de Portneuf;

CONSIDÉRANT que la MRC de Portneuf a transmis à l'ensemble des municipalités de la MRC le projet de schéma incendie pour adoption au conseil municipal;

CONSIDÉRANT que la Ville de Portneuf est en accord avec le projet de schéma de couverture de risques incendie de la MRC de Portneuf et son plan de mise en œuvre ;

Il est proposé par M. Gilles Bédard et adopté à l'unanimité;

QUE le conseil de la Ville de Portneuf adopte le projet de schéma de couverture de risques en sécurité incendie de la MRC de Portneuf ainsi que son plan de mise en œuvre ;

QUE copie de cette résolution soit transmise à la direction générale de la MRC de Portneuf.

Ville de Portneuf

Copie certifiée conforme au livre des délibérations du Conseil.

Vincent Lévesque Dostie, B.A.A., OMA
Directeur général et greffier-trésorier

Rivière-à-Pierre
une histoire de coeur

Extrait du procès-verbal d'une **séance ordinaire** du conseil de cette municipalité tenue au centre communautaire le 8 avril 2025 à 19 h 00 sous la présidence de Madame Danielle Ouellet, mairesse. Mesdames les conseillères Diane Blouin et Pascale Bonin ainsi que messieurs les conseillers, Jacquelin Goyette, Gilbert Dumas et M. Jérémy Martin étaient présents.
Secrétaire d'assemblée : Michel Pelletier, directeur général et greffier-trésorier

2025-04-068 **2.9 Adoption du projet de schéma de couverture de risques en incendie de la MRC de Portneuf**

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 8 de la *Loi sur la sécurité incendie*, les municipalités régionales de comté doivent, en liaison avec les municipalités locales qui en font partie, établir un schéma de couverture de risques pour l'ensemble de leur territoire ;

CONSIDÉRANT QUE les *Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie* définissent le cadre d'élaboration du schéma et les objectifs à atteindre ;

CONSIDÉRANT QUE les activités et mesures en matière de sécurité incendie doivent atteindre les objectifs du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie ;

CONSIDÉRANT QU'EN vertu de l'article 29 de la *Loi sur la sécurité incendie*, l'autorité régionale doit procéder à la révision de son schéma ;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des municipalités du territoire de la MRC de Portneuf ont fourni les informations nécessaires à l'élaboration du schéma ;

CONSIDÉRANT QUE le plan de mise en œuvre de la municipalité de Rivière-à-Pierre a été intégré dans le projet de schéma de la MRC de Portneuf

CONSIDÉRANT QUE la MRC de Portneuf a transmis à l'ensemble des municipalités de la MRC le projet de schéma incendie pour adoption au conseil municipal ;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Rivière-à-Pierre est en accord avec le projet de schéma de couverture de risques incendie de la MRC de Portneuf et son plan de mise en œuvre ;

Il est proposé par Mme Pascal Bonin
Et résolu à l'unanimité des membres présents

QUE le conseil de la municipalité de Rivière-à-Pierre adopte le projet de schéma de couverture de risques en sécurité incendie de la MRC de Portneuf ainsi que son plan de mise en œuvre ;

QUE copie de cette résolution soit transmise à la direction générale de la MRC de Portneuf.

Adopté

Danielle Ouellet, Mairesse

Michel Pelletier, Directeur général et greffier-trésorier

SAINT-ALBAN
UNE HARMONIE À EXPLORER

Saint-Alban, le 15 avril 2025

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil tenue le 14 avril 2025 à 19 h 30.

Résolution : 2025-04-72 **Adoption du de schéma de couverture de risques en incendie de la MRC de Portneuf**

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 8 de la Loi sur la sécurité incendie, les municipalités régionales de comté doivent, en liaison avec les municipalités locales qui en font partie, établir un schéma de couverture de risques pour l'ensemble de leur territoire;

CONSIDÉRANT que les Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie définissent le cadre d'élaboration du schéma et les objectifs à atteindre;

CONSIDÉRANT QUE les activités et mesures en matière de sécurité incendie doivent atteindre les objectifs du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 29 de la Loi sur la sécurité incendie, l'autorité régionale doit procéder à la révision de son schéma;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des municipalités du territoire de la MRC de Portneuf ont fourni les informations nécessaires à l'élaboration du schéma;

CONSIDÉRANT QUE le plan de mise en œuvre de la municipalité de Saint-Alban a été intégré dans le projet de schéma de la MRC de Portneuf;

CONSIDÉRANT QUE la MRC de Portneuf a transmis à l'ensemble des municipalités de la MRC le projet de schéma incendie pour adoption au conseil municipal;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Saint-Alban est en accord avec le projet de schéma de couverture de risques incendie de la MRC de Portneuf et son plan de mise en œuvre ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par M. Denis Piché
et adopté à l'unanimité des conseillers :

QUE le conseil de la municipalité de Saint-Alban adopte le projet de schéma de couverture de risques en sécurité incendie de la MRC de Portneuf ainsi que son plan de mise en œuvre ;

QUE copie de cette résolution soit transmise à la direction générale de la MRC de Portneuf.

Copie conforme au livre des délibérations du Conseil municipal.

Mélodie Couture-Montmeny
Directrice générale et greffière-trésorière

Municipalité de Saint-Alban 340, rue Principale, Saint-Alban (Québec) G0A 3B0
Tél. : 418 268-8026 • info@st-alban.qc.ca • www.st-alban.qc.ca

Extrait du livre des minutes d'une séance ordinaire du conseil de la Ville de Saint-Basile, tenue le 14-04-2025 à 19h00.

Sont présents :

M. Martial Leclerc	Siège #1	M. Mathias Piché	Siège #4
Mme Lise Julien	Siège #2	M. Denys Leclerc	Siège #5
M. Bertrand Thibaudeau	Siège #3	Mme Karina Bélanger	Siège #6

Formant quorum sous la présidence de Monsieur Guillaume Vézina, maire.

Sont également présents :
Madame Annie Thériault, Directrice générale, assistante-greffière
Madame Manon Jobin, Directrice des finances, trésorière- greffière

084-04-2025

ADOPTION DU PROJET DE SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES EN INCENDIE DE LA MRC DE PORTNEUF

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 8 de la *Loi sur la sécurité incendie*, les municipalités régionales de comté doivent, en liaison avec les municipalités locales qui en font partie, établir un schéma de couverture de risques pour l'ensemble de leur territoire ;

CONSIDÉRANT QUE les *Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie* définissent le cadre d'élaboration du schéma et les objectifs à atteindre ;

CONSIDÉRANT QUE les activités et mesures en matière de sécurité incendie doivent atteindre les objectifs du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 29 de la *Loi sur la sécurité incendie*, l'autorité régionale doit procéder à la révision de son schéma ;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des municipalités du territoire de la MRC de Portneuf ont fourni les informations nécessaires à l'élaboration du schéma ;

CONSIDÉRANT QUE le plan de mise en œuvre de la municipalité la Ville de Saint-Basile a été intégré dans le projet de schéma de la MRC de Portneuf ;

CONSIDÉRANT QUE la MRC de Portneuf a transmis à l'ensemble des municipalités de la MRC le projet de schéma incendie pour adoption au conseil municipal ;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de la Ville de Saint-Basile est en accord avec le projet de schéma de couverture de risques incendie de la MRC de Portneuf et son plan de mise en œuvre ;

Sur la proposition de monsieur Bertrand Thibaudeau, il est **résolu à l'unanimité** des conseillers présents :

QUE le conseil de la municipalité de la Ville de Saint-Basile adopte le projet de schéma de couverture de risques en sécurité incendie de la MRC de Portneuf ainsi que son plan de mise en œuvre ;

QUE copie de cette résolution soit transmise à la direction générale de la MRC de Portneuf.

ADOPTÉE

SIGNÉ
Guillaume Vézina
Maire

SIGNÉ
Manon Jobin
Directrice des finances,
trésorière-greffière

VRAIE COPIE CERTIFIÉE CONFORME
Ce 15-04-2025.

Manon Jobin,
Directrice des finances, trésorière-greffière

Saint-Casimir

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-CASIMIR
M.R.C. DE PORTNEUF

COPIE DE RÉSOLUTION DU CONSEIL DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-CASIMIR

À cette séance ordinaire tenue le 10 mars 2025 sont présents, Madame la conseillère Danielle D. DuSablon, Messieurs les conseillers Michel Trottier, André Filteau, Aaron Bass, Denis Naud et Georges Mayrand tous formant quorum sous la présidence de Madame la mairesse Lise Baillargeon.

Monsieur René Savard, directeur général et greffier-trésorier et Madame Isabelle Gauthier directrice générale adjointe et greffière-trésorière adjointe sont aussi présents.

RÉSOLUTION 2025-04-14-083

ADOPTION DU PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA VERSION RÉVISÉE DU SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES DE LA MRC DE PORTNEUF

CONSIDÉRANT QU'EN vertu de l'article 8 de la Loi sur la sécurité incendie, les municipalités régionales de comté doivent, en liaison avec les municipalités locales qui en font partie, établir un schéma de couverture de risques pour l'ensemble de leur territoire;

CONSIDÉRANT QUE les orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie définissent le cadre d'élaboration du schéma et les objectifs à atteindre;

CONSIDÉRANT QUE les activités et mesures en matière de sécurité incendie doivent atteindre les objectifs du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie;

CONSIDÉRANT QU'EN vertu de l'article 29 de la Loi sur la sécurité incendie, l'autorité régionale doit procéder à la révision de son schéma;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des municipalités du territoire de la MRC de Portneuf ont fourni les informations nécessaires à l'élaboration du schéma;

CONSIDÉRANT QUE le plan de mise en œuvre de la Municipalité de Saint-Casimir a été intégré dans le projet de schéma de la MRC de Portneuf;

CONSIDÉRANT QUE la MRC de Portneuf a transmis à l'ensemble des municipalités de la MRC le projet de schéma incendie pour adoption au conseil municipal;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Saint-Casimir est en accord avec le projet de schéma de couverture de risques incendie de la MRC de Portneuf et son plan de mise en œuvre;

EN CONSÉQUENCE;

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur le conseiller Georges Mayrand
APPUYÉ PAR : Monsieur le conseiller Denis Naud
ET RÉSOLU UNANIMEMENT

QUE le conseil de la Municipalité de Saint-Casimir adopte le projet de schéma de couverture de risques en sécurité incendie de la MRC de Portneuf ainsi que son plan de mise en œuvre ;

QUE copie de cette résolution soit transmise à la direction générale de la MRC de Portneuf.

ADOPTÉE

René Savard
Directeur général et greffier-trésorier

Lise Baillargeon
Mairesse

Copie certifiée conforme
ce 15 jour du mois 04 de 25

MUNICIPALITÉ DE SAINT-CASIMIR
Co. Portneuf
QUÉBEC

MUNICIPALITÉ DE SAINTE-CHRISTINE-D'AUVERGNE

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL de la séance ordinaire du Conseil de la Municipalité de Sainte-Christine-d'Auvergne, tenue à la salle des délibérations sise au 80, rue Principale, à Sainte-Christine-d'Auvergne, le lundi 14 avril 2025 à 19 h 30.

SONT PRÉSENTS:

M. Raymond Francoeur	Maire
M. Jean-François Paquet	siège #1
M. Marc Ouellet	siège #3
M^me^ Sylvie Duchesneau	siège #4
M. Simon Trépanier	siège #5
M. Jean-François Lauzier	siège #6

EST ABSENT:

M. Sébastien Leclerc	siège #2

Formant quorum sous la présidence de M. Raymond Francoeur, maire. M. Stéphane Genois, directeur général et greffier-trésorier, est présent à cette séance.

063-04-25 **ADOPTION DU PROJET DE SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES EN INCENDIE DE LA MRC DE PORTNEUF**

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 8 de la *Loi sur la sécurité incendie*, les municipalités régionales de comté doivent, en liaison avec les municipalités locales qui en font partie, établir un schéma de couverture de risques pour l'ensemble de leur territoire;

CONSIDÉRANT QUE les *Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie* définissent le cadre d'élaboration du schéma et les objectifs à atteindre;

CONSIDÉRANT QUE les activités et mesures en matière de sécurité incendie doivent atteindre les objectifs du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 29 de la *Loi sur la sécurité incendie*, l'autorité régionale doit procéder à la révision de son schéma;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des municipalités du territoire de la MRC de Portneuf ont fourni les informations nécessaires à l'élaboration du schéma;

CONSIDÉRANT QUE le plan de mise en œuvre de la municipalité de Sainte-Christine-d'Auvergne a été intégré dans le projet de schéma de la MRC de Portneuf;

CONSIDÉRANT QUE la MRC de Portneuf a transmis à l'ensemble des municipalités de la MRC le projet de schéma incendie pour adoption au conseil municipal;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Sainte-Christine-d'Auvergne est en accord avec le projet de schéma de couverture de risques incendie de la MRC de Portneuf et son plan de mise en œuvre;

EN CONSÉQUENCE,
IL EST PROPOSÉ PAR M. MARC OUELLET
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

QUE le conseil de la municipalité de Sainte-Christine-d'Auvergne adopte le projet de schéma de couverture de risques en sécurité incendie de la MRC de Portneuf ainsi que son plan de mise en œuvre;

QUE copie de cette résolution soit transmise à la direction générale de la MRC de Portneuf.

Donné à Sainte-Christine-d'Auvergne le 14 avril 2025.

Raymond Francoeur
Maire

Stéphane Genois
Directeur général, greffier-trésorier

Municipalité de Saint-Gilbert

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire tenue le 7 avril 2025 à la salle du conseil municipal, sise au 110 rue Principale, Saint-Gilbert, à laquelle étaient présents messieurs François Savard, Luc Gignac, Raymond Groleau et David Charbonneau et mesdames Huguette Chalifour et Caroline Gignac, formant quorum sous la présidence de Monsieur Daniel Perron, maire de la Municipalité.

EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL

RÉSOLUTION NUMÉRO 56-04-25

ADOPTION DU PROJET DE SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES EN INCENDIE DE LA MRC DE PORTNEUF

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 8 de la Loi sur la sécurité incendie, les municipalités régionales de comté doivent, en liaison avec les municipalités locales qui en font partie, établir un schéma de couverture de risques pour l'ensemble de leur territoire;

CONSIDÉRANT QUE les Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie définissent le cadre d'élaboration du schéma et les objectifs à atteindre;

CONSIDÉRANT QUE les activités et mesures en matière de sécurité incendie doivent atteindre les objectifs du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 29 de la Loi sur la sécurité incendie, l'autorité régionale doit procéder à la révision de son schéma;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des municipalités du territoire de la MRC de Portneuf ont fourni les informations nécessaires à l'élaboration du schéma;

CONSIDÉRANT QUE le plan de mise en œuvre de la municipalité de Saint-Gilbert a été intégré dans le projet de schéma de la MRC de Portneuf;

CONSIDÉRANT QUE la MRC de Portneuf a transmis à l'ensemble des municipalités de la MRC le projet de schéma incendie pour adoption au conseil municipal;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Saint-Gilbert est en accord avec le projet de schéma de couverture de risques incendie de la MRC de Portneuf et son plan de mise en œuvre;

Par conséquent,
Il est proposé par M. Raymond Groleau et résolu:

QUE le conseil de la municipalité de Saint-Gilbert adopte le projet de schéma de couverture de risques en sécurité incendie de la MRC de Portneuf ainsi que son plan de mise en œuvre;

QUE copie de cette résolution soit transmise à la direction générale de la MRC de Portneuf.

Adoptée à l'unanimité des membres présents.

Daniel Perron
Maire

Mylène Robitaille
Directrice générale et greffière-trésorière

Municipalité Saint-Léonard-de-Portneuf
260, rue Pettigrew
Saint-Léonard (Québec) G0A 4A0
Tél. : 418 337-6741 - Fax : 418 337-6742
info@st-leonard.com
www.municipalite.st-leonard.qc.ca

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL de l'assemblée ordinaire du conseil de la Municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf, tenue en la salle des délibérations sise au 260, rue Pettigrew à Saint-Léonard-de-Portneuf, le 7 avril 2025 à 19 h 32 et à laquelle ont participé :

Madame et Messieurs
Cédric Champagne, pro maire
Raphael Benoit, conseiller
Mathieu Fecteau, conseiller
Jean-René, conseiller
Édith Cooke, conseillère
Marie-Ève Moisan, conseillère
Véronique Germain, secrétaire d'assemblée
Archill Gladu, maire, absent
Ibrahima Nguirane, directeur général, greffier et trésorier, absent

RÉSOLUTION # 95-07-04-25

ADOPTION DU PROJET DE SCHEMA DE COUVERTURE DE RISQUES EN INCENDIE DE LA MRC DE PORTNEUF

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 8 de la *Loi sur la sécurité incendie*, les municipalités régionales de comté doivent, en liaison avec les municipalités locales qui en font partie, établir un schéma de couverture de risques pour l'ensemble de leur territoire ;

CONSIDÉRANT QUE les *Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie* définissent le cadre d'élaboration du schéma et les objectifs à atteindre ;

CONSIDÉRANT QUE les activités et mesures en matière de sécurité incendie doivent atteindre les objectifs du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie ;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 29 de la *Loi sur la sécurité incendie*, l'autorité régionale doit procéder à la révision de son schéma ;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des municipalités du territoire de la MRC de Portneuf ont fourni les informations nécessaires à l'élaboration du schéma ;

CONSIDÉRANT QUE le plan de mise en œuvre de la municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf a été intégré dans le projet de schéma de la MRC de Portneuf ;

CONSIDÉRANT QUE la MRC de Portneuf a transmis à l'ensemble des municipalités de la MRC le projet de schéma incendie pour adoption au conseil municipal ;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf est en accord avec le projet de schéma de couverture de risques incendie de la MRC de Portneuf et son plan de mise en œuvre ;

EN CONSÉQUENCE, il est résolu à l'unanimité par les conseillères et les conseillers présents :

- **QUE** le conseil de la municipalité de Saint-Léonard-de-Portneuf adopte le projet de schéma de couverture de risques en sécurité incendie de la MRC de Portneuf ainsi que son plan de mise en œuvre ;
- **QU'**une copie de cette résolution soit transmise à la direction générale de la MRC de Portneuf.

Véronique Germain
Secrétaire d'assemblée

Saint-Marc-des-Carrières
De service, de nature

Le 8 avril 2025

Procès-verbal de la séance ordinaire des membres du Conseil de la ville de Saint-Marc-des-Carrières, tenue en présentiel le 8 avril 2025 à 20h et à laquelle étaient présents mesdames Claire Dussault, Élodie Brochu et messieurs Claude Groleau, Carol Denis et Mario Tessier formant quorum sous la présidence de monsieur Maryon Leclerc, maire.

SM-081-04-25 **ADOPTION DU PROJET DE SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES EN INCENDIE DE LA MRC DE PORTNEUF**

CONSIDÉRANT QU' en vertu de l'article 8 de la *Loi sur la sécurité incendie*, les municipalités régionales de comté doivent, en liaison avec les municipalités locales qui en font partie, établir un schéma de couverture de risques pour l'ensemble de leur territoire;

CONSIDÉRANT QUE les *Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie* définissent le cadre d'élaboration du schéma et les objectifs à atteindre;

CONSIDÉRANT QUE les activités et mesures en matière de sécurité incendie doivent atteindre les objectifs du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie;

CONSIDÉRANT QU' en vertu de l'article 29 de la *Loi sur la sécurité incendie*, l'autorité régionale doit procéder à la révision de son schéma;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des municipalités du territoire de la MRC de Portneuf ont fourni les informations nécessaires à l'élaboration du schéma;

CONSIDÉRANT QUE le plan de mise en œuvre de la ville de Saint-Marc-des-Carrières a été intégré dans le projet de schéma de la MRC de Portneuf;

CONSIDÉRANT QUE la MRC de Portneuf a transmis à l'ensemble des municipalités de la MRC le projet de schéma incendie pour adoption au conseil municipal;

CONSIDÉRANT QUE la ville de Saint-Marc-des-Carrières est en accord avec le projet de schéma de couverture de risques incendie de la MRC de Portneuf et son plan de mise en œuvre;

EN CONSÉQUENCE;

SUR LA PROPOSITION DE madame Claire Dussault
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES CONSEILLERS PRÉSENTS

QUE le Conseil de la ville de Saint-Marc-des-Carrières adopte le projet de schéma de couverture de risques en sécurité incendie de la MRC de Portneuf ainsi que son plan de mise en œuvre.

QUE copie de cette résolution soit transmise à la direction générale de la MRC de Portneuf.

Maryon Leclerc, maire
C.c. : livre des délibérations
P. 7692-7693; 08-04-25

Copie certifié conforme
ce 10 ième jour du mois de avril 2025

Marc-Eddy Jonathas
Directeur général/greffier-trésorier
Ville de Saint-Marc-des-Carrières

VILLE DE SAINT-RAYMOND
375, rue Saint-Joseph, Saint-Raymond (Québec) G3L 1A1
Téléphone : 418 337-2202 – Télécopieur : 418 337-2203

Extrait du livre des délibérations d'une résolution adoptée par le conseil municipal de la Ville de Saint-Raymond lors de sa séance ordinaire tenue à la maison de la Justice au 111, route des Pionniers à Saint-Raymond, le 14 avril 2025 à 19 h.

Présents : Monsieur le maire Claude Duplain

Messieurs les conseillers :

- Claude Renaud
- Philippe Gasse
- Benoit Voyer
- Yvan Barrette
- Pierre Cloutier
- Fernand Lirette

RÉSOLUTION NUMÉRO 25-04-128

ADOPTION DU PROJET DE SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES EN SÉCURITÉ INCENDIE ET DU PLAN DE MISE EN OEUVRE DE LA MRC DE PORTNEUF

Attendu qu'vertu de l'article 8 de la *Loi sur la sécurité incendie*, les municipalités régionales de comté doivent, en liaison avec les municipalités locales qui en font partie, établir un schéma de couverture de risques pour l'ensemble de leur territoire;

Attendu que les *Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie* définissent le cadre d'élaboration du schéma et les objectifs à atteindre;

Attendu que les activités et mesures en matière de sécurité incendie doivent atteindre les objectifs du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie;

Attendu qu'en vertu de l'article 29 de la *Loi sur la sécurité incendie*, l'autorité régionale doit procéder à la révision de son schéma;

Attendu que l'ensemble des municipalités du territoire de la MRC de Portneuf ont fourni les informations nécessaires à l'élaboration du schéma;

Attendu que le plan de mise en œuvre de la Ville de Saint-Raymond a été intégré dans le projet de schéma de la MRC de Portneuf;

Attendu que la MRC de Portneuf a transmis à l'ensemble des municipalités de la MRC le projet de schéma incendie pour adoption au conseil municipal;

Attendu que la Ville de Saint-Raymond est en accord avec le projet de schéma de couverture de risques incendie de la MRC de Portneuf et son plan de mise en œuvre;

Attendu le sommaire décisionnel déposé lors de la séance de travail tenue le 14 avril 2025 et l'aval des membres du conseil;

RÉSOLUTION NUMÉRO 25-04-128 (SUITE)

ADOPTION DU PROJET DE SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES EN SÉCURITÉ INCENDIE ET DU PLAN DE MISE EN OEUVRE DE LA MRC DE PORTNEUF

SUR LA PROPOSITION DE MONSIEUR BENOIT VOYER, IL EST RÉSOLU :

QUE le conseil de la Ville de Saint-Raymond adopte le projet de schéma de couverture de risques en sécurité incendie de la MRC de Portneuf ainsi que son plan de mise en œuvre.

QUE copie de cette résolution soit transmise à la direction générale de la MRC de Portneuf.

Adoptée à l'unanimité des membres présents.

Vicky Morasse
Greffière

Claude Duplain
Maire

Page 2

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL du Conseil de la MUNICIPALITÉ DE SAINT-THURIBE en date du 14 AVRIL 2025.

À la session régulière du Conseil de la Municipalité de Saint-Thuribe, tenue le 14 avril à 20 h 00, à la salle L'Orée-des-Bois sise au 375A, rue Principale à Saint-Thuribe, et à laquelle étaient présents son honneur **le maire M. Jacques Delisle**.

Et les conseillères suivantes : Mesdames Valérie Jalbert, Odette Chalifour, Nancy Trottier et Lise Chalifour

Et le conseiller suivant : Monsieur Maxime Nolin

M. Michel Lefebvre, directeur général et greffier-trésorier assistait également à la séance.

RÉSOLUTION 2025-04-1249 **Adoption du projet de schéma de couverture de risques en Incendie de la MRC de Portneuf**

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 8 de la *Loi sur la sécurité incendie*, les municipalités régionales de comté doivent, en liaison avec les municipalités locales qui en font partie, établir un schéma de couverture de risques pour l'ensemble de leur territoire;

CONSIDÉRANT que les *Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie* définissent le cadre d'élaboration du schéma et les objectifs à atteindre;

CONSIDÉRANT QUE les activités et mesures en matière de sécurité incendie doivent atteindre les objectifs du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 29 de la *Loi sur la sécurité incendie*, l'autorité régionale doit procéder à la révision de son schéma;

CONSIDÉRANT que l'ensemble des municipalités du territoire de la MRC de Portneuf ont fourni les informations nécessaires à l'élaboration du schéma;

CONSIDÉRANT QUE le plan de mise en œuvre de la municipalité Saint-Thuribe a été intégré dans le projet de schéma de la MRC de Portneuf;

CONSIDÉRANT QUE la MRC de Portneuf a transmis à l'ensemble des municipalités de la MRC le projet de schéma incendie pour adoption au conseil municipal;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Saint-Thuribe est en accord avec le projet de schéma de couverture de risques incendie de la MRC de Portneuf et son plan de mise en œuvre ;

EN CONSÉQUENCE,
il est : PROPOSÉ PAR MAXIME NOLET
ET RÉSOLU À LA MAJORITÉ DES MEMBRES PRÉSENTS

QUE le conseil de la municipalité de Saint-Thuribe adopte le projet de schéma de couverture de risques en sécurité incendie de la MRC de Portneuf ainsi que son plan de mise en œuvre ;

QUE copie de cette résolution soit transmise à la direction générale de la MRC de Portneuf.

ADOPTÉE

EXTRAIT CONFORME

CERTIFIÉ CE 15 AVRIL 2025

Michel Lefebvre
Directeur général et greffier-trésorier

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE SAINT-UBALDE
MRC DE PORTNEUF

St-Ubalde

Séance régulière du conseil de la susdite municipalité tenue à l'heure et au lieu ordinaire à la salle du conseil située au 427-C, boulevard Chabot, le lundi 14 avril 2025, à 19 h 00, à laquelle étaient présents;

Monsieur Guy Germain, maire.

Mesdames, Messieurs, Louise Magnan, Shirley Drouin, Pascal Cauchon et Mario Montambault, formant quorum.

Monsieur Louis Ouellet étant absent.

M^me^ July Bédard, directrice générale, greffière-trésorière est également présente.

Il est constaté que les avis aux fins de la tenue de la présente séance, ont été donnés à tous et à chacun des membres du conseil dans les délais prévus par la Loi.

RÉSOLUTION NO. 2025-04-94

ADOPTION DU PROJET DE SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES EN INCENDIE DE LA MRC DE PORTNEUF

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 8 de la *Loi sur la sécurité incendie*, les municipalités régionales de comté doivent, en liaison avec les municipalités locales qui en font partie, établir un schéma de couverture de risques pour l'ensemble de leur territoire;

CONSIDÉRANT QUE les Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie définissent le cadre d'élaboration du schéma et les objectifs à atteindre;

CONSIDÉRANT QUE les activités et mesures en matière de sécurité incendie doivent atteindre les objectifs du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 29 de la *Loi sur la sécurité incendie*, l'autorité régionale doit procéder à la révision de son schéma;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des municipalités du territoire de la MRC de Portneuf ont fourni les informations nécessaires à l'élaboration du schéma;

CONSIDÉRANT QUE le plan de mise en œuvre de la municipalité Saint-Ubalde a été intégré dans le projet de schéma de la MRC de Portneuf;

CONSIDÉRANT QUE la MRC de Portneuf a transmis à l'ensemble des municipalités de la MRC le projet de schéma incendie pour adoption au conseil municipal;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Saint-Ubalde est en accord avec le projet de schéma de couverture de risques incendie de la MRC de Portneuf et son plan de mise en œuvre ;

IL EST PROPOSÉ PAR M^ME^ LOUISE MAGNAN
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS :

QUE le conseil de la municipalité de Saint-Ubalde adopte le projet de schéma de couverture de risques en sécurité incendie de la MRC de Portneuf ainsi que son plan de mise en œuvre ;

QUE copie de cette résolution soit transmise à la direction générale de la MRC de Portneuf.

ADOPTÉE

(S) JULY BÉDARD

July Bédard
Directrice générale et greffière-trésorière

(S) GUY GERMAIN

Guy Germain
Maire

Copie certifiée conforme
Saint-Ubalde, le 14 avril 2025

July Bédard

July Bédard
Directrice générale et greffière-trésorière

Régie Portneuvoise de Protection Incendies (REPPI)

RÉSOLUTION # 26-04-033

ADOPTION DU PROJET DE SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES EN SÉCURITÉ INCENDIE 2025-2035

CONSIDÉRANT QUE la MRC de Portneuf a débuté la révision de son schéma de couverture de risques en sécurité incendie le 24 novembre 2023 ;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'article 29 de la loi sur la sécurité incendie, l'autorité régionale doit procéder à la révision de son schéma au plus tard huit ans après la date de son entrée en vigueur et en suivant la même procédure que celle pour l'établir ;

CONSIDÉRANT QUE la MRC de Portneuf à soumis aux 18 municipalités le projet de plan de mise en œuvre accompagnée des informations sur l'acheminement des ressources ;

CONSIDÉRANT QUE l'article 16 de la Loi sur la sécurité incendie, exige que chaque municipalité et régie intermunicipale adopte, par résolution, le plan de mise en œuvre, accompagnant la version révisée du schéma de couverture de risques ;

SUR LA PROPOSITION DE M. Hugo-Pierre Bellemare

IL EST RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES ADMINISTRATEURS PRÉSENTS :

QUE le conseil d'administration de la Régie portneuvoise de protection incendie adopte le projet de schéma de couverture de risques et le plan de mise en œuvre en sécurité incendie 2025-2035.

Francis Perron
Directeur général

- Vraie copie certifiée d'un procès-verbal de la séance du conseil d'administration de la Régie portneuvoise de protection incendie tenue le 7 AVRIL 2026

194, route 138, Cap-Santé (Québec) G0A 1L0 | 418 285-1207 |